



BOURSE

★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14586 - 6 F

VENDREDI 20 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BELVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'enfance en première ligne

Le monde est engagé dans des bouleversements politiques, économiques et idéologiques, qui donnent le tournis aux adultes. Qu'ils en soient les victimes, les agents ou les spectateurs. Qui pourrait en deviner les effets sur le sort, notamment dans les pays pauvres, des démunis parmi les démunis que sont les enfants, ces gosses d'avenir toujours au premier rang des injustices? L'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) vient de publier son rapport annuel, dans lequel il fait une lecture plutôt optimiste des événements.

Le sort de l'enfance se prête aux proclamations généreuses et à une rhétorique où l'unanimité est de rigueur. C'est au moment du passage à l'acte que l'on est moins généreux. Des promesses en faveur des enfants avaient été faites lors du sommet mondial des chefs d'Etat et de gouvernement, à New-York en septembre 1990.

Les représentants de soixante-dix pays s'étaient solennellement engagés à lutter contre l'analphabétisme, les maladies les plus évitables et l'exploitation. Il est temps de passer aux réalisations. Ce n'est pas seulement une question morale, rappelle l'UNICEF, mais une nécessité économique: la prospérité des uns est liée au développement des autres.

Il y a des constats décourageants. Comment envisager, pour un pays comme le Bangladesh, un avenir digne d'espérance si l'on sait que plus de 75 % de la population y est analphabète? Comment croire l'avenir d'un monde où des dizaines de millions d'enfants n'ont pas accès aux soins de base et dont la seule question qui se pose à leur sujet n'est pas de savoir s'ils vivent bien ou mal, mais s'ils peuvent vivre tout court?

L'indistinct « nouvel ordre mondial » qu'on nous annonce donnera une plus grande place à l'économie de marché. L'UNICEF souligne la responsabilité des Etats et de leurs dirigeants, qui doivent veiller, plus que jamais, à protéger les faibles et à leur assurer l'accès à l'éducation et à la santé. Les auteurs du rapport pensent qu'il suffirait de renoncer aux projets ambitieux et coûteux qui ne profitent qu'à quelques-uns.

Au lieu d'investir dans des hôpitaux dotés des dernières avancées de la technologie et accessibles à quelques privilégiés, les pays pauvres devraient donner la priorité aux centres de santé primaires offrant à tous les médicaments et les soins essentiels. Au lieu d'ouvrir des universités de haut niveau pour une élite qui alimentera la fuite des cerveaux, ils devraient renforcer l'enseignement primaire et les centres d'éducation de base.

Les enfants d'aujourd'hui seront les citoyens du troisième millénaire. Les crises économiques des pays riches ne doivent pas leur faire oublier que cet « investissement » est le plus noble de tous, qu'il a mieux saurait que leur aide est plus utile que vain.

M0147 - 1220 0 - 6.00 F



La fin de la mission de M. Baker

Les Républiques de l'ex-URSS réduiraient leur arsenal nucléaire

Le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, a quitté Kiev jeudi 19 décembre à destination de Bruxelles, où se tient une réunion de l'OTAN, après avoir effectué une tournée dans les quatre Républiques nucléaires de l'ex-URSS, plus la Kirghizstan. Un haut fonctionnaire américain, accompagnant M. Baker, a affirmé que les responsables des quatre Républiques nucléaires avaient promis de réduire leur arsenal au-delà des dispositions du traité START, restant ainsi fidèles aux engagements pris par M. Gorbatchev avant la désintégration de l'URSS.

MOSCOU

de notre correspondant

Au terme d'une tournée éclair qui lui a permis de rencontrer les dirigeants des principales Républiques de l'ex-URSS, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, est-il en mesure d'y voir plus clair que les intéressés eux-mêmes et de juger des chances de succès de la Communauté qui est en train de se constituer? A vrai dire, les objectifs du secrétaire d'Etat étaient plus modestes. Les Etats-Unis cherchent avant tout à mettre les ex-Soviétiques en face de leurs responsabilités à propos du contrôle des armes nucléaires. Mais, même dans ce domaine

limité, les résultats de la visite de M. Baker paraissent mitigés. A Moscou, le secrétaire d'Etat s'est vu exposer un plan relativement cohérent fondé sur un principe simple: à terme, tous les Etats de l'ex-URSS actuellement dotés d'armes nucléaires seront déclarés, à l'exception notable de la Russie. Mais, à peine était-il arrivé à Alma-Ata que le président kazakh Nazarbayev prit soin de faire savoir que les choses n'étaient pas aussi simples et que le Kazakhstan n'entendait pas laisser la Russie seule maîtresse des destinées nucléaires de la Communauté.

JAN KRAUZE

Lire la suite

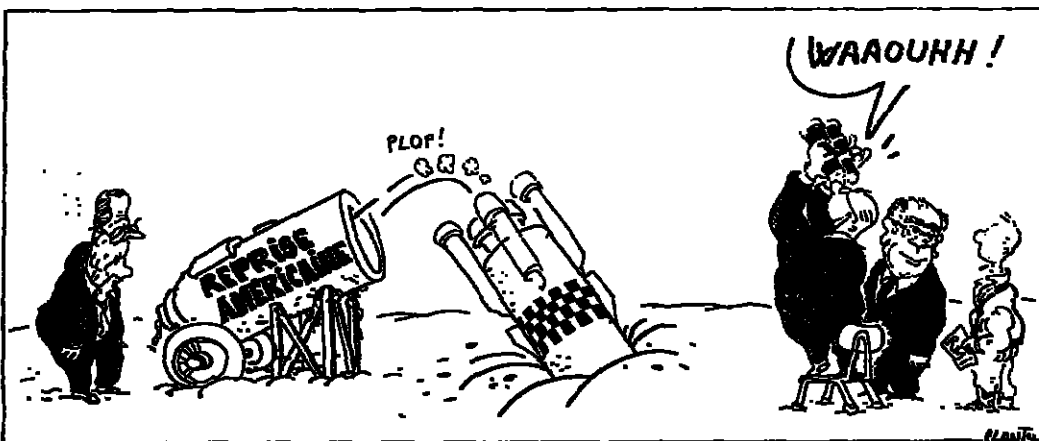
et nos informations page 3

Alors que General Motors annonce 74 000 suppressions d'emplois

Le président Bush est contraint d'activer la relance de l'économie américaine

« La reprise, clairement, a flanché », a déclaré M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, mercredi 18 décembre, au moment même où General Motors, premier constructeur automobile mondial, annonçait un plan de suppression de 74 000 emplois. M. Greenspan a attribué l'essoufflement de la reprise au gigantesque endettement des Américains. Tout en obser-

vant l'inquiétude profonde entretenue par les vagues de licenciements, il estime que les bases d'une reprise saine existent. Mais il s'est montré fort prudent quant à toute initiative de relance. Le président Bush est toutefois acculé à annoncer des mesures dans ce sens dès le début de 1992. Un allègement des impôts sur le revenu des ménages rencontre l'hostilité du président de la Réserve fédérale.



Lire page 29 les articles de SERGE MARTI et d'OLIVIER PIOT

Conspirer à Cuba

Des dissidents s'organisent dans l'appareil d'Etat pour obtenir le départ de M. Fidel Castro

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Trois hauts fonctionnaires - un économiste, un ingénieur et un membre du ministère de l'Intérieur - nous racontent, avec mille précautions, dans un petit appartement de Mariano, dans la banlieue de La Havane. Pas de nom ni de détails sur leurs fonctions exactes au sein du gouvernement, tout-ils demandent avant cette rencontre nocturne. « Non pas parce que nous avons peur des représailles », affirme l'un d'eux, mais tout simplement parce que nous avons besoin de la clandestinité pour mener une lutte efficace au sein même de l'appareil d'Etat et du Parti communiste. »

Ils ont mis l'air conditionné au maximum et fermé les rideaux pour se protéger de la curiosité

des voisins qui collaboreront peut-être avec le comité de défense de la révolution du quartier. La présence d'un magnétoscope sur une étagère et de quelques autres biens difficilement accessibles à Cuba confirme le niveau social de ces dissidents, qui se paient le luxe de produire leurs bulletins clandestins sur les ordinateurs et les imprimantes du gouvernement. Quel contraste avec les organisations des droits de l'homme qui doivent se contenter d'une vieille machine à écrire et quémander des photocopies dans les ambassades!

« Castro est prêt à nous ramener au dix-neuvième siècle pour nous maintenir au pouvoir. Nous vivons depuis plus d'un an sous le régime des mesures de restriction de la période spéciale en temps de paix », et comme le pétrole

n'arrive plus, le programme de l'option zéro sera bientôt appliqué. C'est-à-dire plus d'électricité et tout le monde à la campagne: le retour à l'économie de subsistance. Il est inacceptable pour nous de devoir choisir entre Fidel et la mort! », tonne un de nos interlocuteurs, paraphrasant le slogan officiel « Le socialisme ou la mort! »

Tous trois appartiennent à une organisation créée cette année, l'association Marti d'opposition au régime (AMOR), qui s'inspire de la lutte de José Martí, le héros de la guerre d'indépendance cubaine à la fin du siècle dernier. « Nous avons des cellules clandestines dans la plupart des ministères et même au sein de l'armée », affirme l'ingénieur.

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 4

La création du pôle Thomson-CEA-Industrie

L'opération de réorganisation industrielle annoncée par le gouvernement le 18 décembre permet au nucléaire de secourir l'électronique civile. Thomson-CEA-Industrie devrait former un ensemble de 90 milliards de francs de chiffre d'affaires. Dans un entretien au « Monde », M. Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, plaide pour que ce rapprochement soit mis en œuvre sans précipitation et avec minutie et précision.

Lire le dossier « Point » page 33 et l'entretien avec M. Dominique Strauss-Kahn page 30

Une offre de M. Jospin à l'école catholique

M. Lionel Jospin, le ministre de l'éducation nationale, propose 1,8 milliard de francs à l'enseignement privé pour régler définitivement « le contentieux ».

page 10

L'Allemagne relève son taux d'escompte

Le loyer de l'argent passe à 8 %

page 38

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 38

Les volcans contre l'ozone

L'éruption du Pinatubo fausse les télémessures de la couche d'ozone dans le ciel lapon

ESRANGE (Suède)

de notre envoyé spécial

La température est clémente pour la saison: - 6 degrés. La neige recouvre la base spatiale suédoise d'Esrange, qui est située en Laponie à près de 68° de latitude nord, à une quarantaine de kilomètres à l'est nord-est de Kiruna. Le ciel est pur, sans soleil, baigné par une lumière nocturne. Il est 11 h 37, vendredi 13 décembre. Une sorte de spectre blanchâtre se dresse dans l'air.

La tête du fantôme, haute de 13 mètres, est une bulle de 161 mètres cubes d'hydrogène. C'est un ballon qui s'élève, flas-

que et vit comme une méduse flottant entre deux eaux. Il tire une « traîne » de 29 mètres et une chaîne de cinq « colles »: un parachute et la télécommande de séparation, une boîte de télémessures, l'« expérience », une balise pour la récupération et un répondeur radar, un réflecteur radar.

Le lâchage a été effectué sous l'œil de M. Jean-Pierre Pommeu (services d'aéronomie du CNRS), de M. Pierre Faucon, « fabricant » des ballons stratosphériques au CENS, et de M. John Fyfe, le coordinateur britannique. Ils sont satisfaits.

YVONNE REBEYROL

Lire la suite page 10

JEAN LACOUTURE

Jean Lacouture
JÉSUITES

Tome 1
149 F

SEUIL

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER: Algérie, 2,80 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 700 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Françaises, 9 F; Côte d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 350 P; Irlande, 2,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 400 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Fiscalité

Un cadeau pour les riches

par Jean-Jacques Dupeyrou

L'ÉTAT va-t-il prendre en charge une fraction du salaire dû à leurs valets de chambre par les habitants de l'avenue Foch ?

En matière d'incitation à l'emploi, la première est axée sur les catégories de demandeurs d'emploi supposées insuffisamment performantes : chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification, etc. Elle tente de contraindre le risque d'exclusion qui les menace en réorientant les flux d'embauche par des mesures de discrimination positive en leur faveur. Principale mesure : la réduction du coût d'embauche de ces catégories-cibles par l'exonération des charges sociales patronales. Soutien : le propos de cette première démarche est de réorienter l'embauche et non d'augmenter le volume global.

Une tout autre démarche vise au contraire expressément à augmenter ce volume en libérant une offre d'emploi potentielle qui peut ne pas s'exprimer pour des raisons très diverses : allergie à certaines contraintes juridiques ou administratives, insuffisantes disponibilités financières, etc. L'intervention, en ce cas, se fixera sur la donnée dissuasive : si le problème est d'ordre financier, elle tendra à solvabiliser le besoin.

C'est ainsi qu'outre le renvoi aux URSSAF au calcul des cotisations afférentes aux salaires du personnel de maison – enfin ! – le collectif budgétaire prévoit une réduction de

l'impôt sur le revenu à hauteur de 50 % des frais représentés par ce type d'emploi, dans la limite de 12 500 F. En clair, il suffira d'occuper une femme de ménage onze à douze heures par semaine pour bénéficier d'une réduction d'impôt d'un peu plus de 1 000 F par mois. Quels que soient les revenus du foyer.

Les foyers les plus modestes, non soumis à l'impôt sur le revenu, ne sont donc pas concernés par un tel avantage fiscal ; mais dans les catégories aisées, c'est déjà une vive satisfaction, parfois même d'hilarité : « *Chic ! Grâce aux socialistes, on va gagner l'an prochain 1 000 francs de plus par mois !* » Ce scénario est-il bien concevable ?

On comprend parfaitement la démarche qui cherche à solvabiliser un besoin réel – personnes âgées ou invalides, salariés chargés d'enfants, etc. – qui ne pourrait être satisfait sans aide financière. Intervention doublement légitime : par hypothèse, elle répond à une exigence sociale du côté des utilisateurs et, par hypothèse encore, elle est créatrice d'emplois. Mais une telle généralisation altère cette double légitimité. Notamment, la mesure a peu de chance d'être créatrice d'emplois dès lors que ses bénéficiaires sont tout à fait aptes à assumer seuls la charge financière des services à domicile dont ils estiment avoir besoin. Au-delà d'un certain montant de revenu, la réduction d'impôt devient véritablement inefficace en termes d'emploi, déclinant ou pas, et dès lors inacceptable d'un

point de vue éthique. Il y a suffisamment d'inégalités dans ce pays entre les pauvres et les riches pour ne pas en rajouter sans nécessité.

On ne répliquera sans doute que le propos de ces avantages fiscaux est d'accroître l'embauche de personnel de maison, mais aussi de blanchir un travail au noir particulièrement important dans ce type d'emploi : les employeurs auront intérêt à déclarer les salariés concernés dans toute la mesure où l'avantage fiscal sera supérieur au coût des charges sociales... Sans doute.

Aussi absurde qu'immoral

Mais justement, le principe même de ce marché paraît aussi absurde qu'immoral dès lors qu'il s'agit de catégories socialement aisées pour acquiescer les charges afférentes à l'emploi de maison. Persuader certains fraudeurs de ne pas frauder en leur donnant – aux frais de la collectivité – plus que ce que leur rapporterait la fraude, c'est payer le voleur pour qu'il ne vole pas !

Car il faut tout de même le rappeler : celui qui ne déclare pas un salaire est un voleur, il vole la Sécurité sociale, il vole les régimes complémentaires, il vole l'assurance-chômage. Et il vole son salaire. Encore une fois, que l'on vienne en aide à celui qui ne saurait, seul, satisfaire un besoin réel de service à domicile, par exemple, c'est une chose ; mais le moindre raison de capituler devant la fraude de ceux qui ont tous

les moyens financiers d'être respectueux des lois de la République et s'y refusent. Dans leur cas, il faut sévir – lourdement – au lieu de payer ; et l'éventualité de lourdes sanctions, si on est décidé à les appliquer, peut être efficace. Ne foudroyons pas, l'employeur d'un salarié non déclaré est à la merci d'une protestation – ô combien légitime – de ce salarié qui demande la régularisation de sa situation. Sursaut redoutable s'il devait entraîner indirectement une sévère sanction pénale.

Ce sursaut est actuellement fort rare. Notamment parce que les intéressés redoutent, tout naturellement, un renvoi immédiat. Mais l'on pourrait justement concevoir que le salarié qui n'a pas été régulièrement déclaré bénéficie à cet égard d'une protection particulière ; qu'il ait droit, par exemple, à un délai de préavis plus important, ou à une indemnité spéciale... Protection elle-même susceptible d'encourager les employeurs à se montrer respectueux de la loi, et donc de développer un effet préventif.

Ce vœu, que j'ai formulé dans divers écrits – pas toujours très bien accueillis – notamment dans un rapport de 1983 sur les activités occultes, vient de trouver un premier écho dans la loi sur le travail clandestin qui vient d'être votée par le Parlement. Une indemnité spéciale égale à un mois de salaire sera éventuellement encouragée les employeurs à se montrer respectueux de la loi, et donc de développer un effet préventif.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Les récits des origines

De la patience (pour accumuler les indices) et de l'imagination (pour concevoir les théories explicatives), voilà ce qu'il faut aux savants qui partent à la recherche de nos origines. Un travail où la frontière entre la science et l'idéologie n'est pas toujours évidente.

LES récits des origines – du monde, de la Terre, de la vie, des hommes... – étaient la spécialité des prêtres et des poètes. Ils sont maintenant ceux des savants. Les fidèles ont pu craindre d'y perdre au change : les explications des scientifiques sont moins faciles à comprendre que celles de la mythologie et elles portent moins à la rêverie ou à l'édification. Ils pourront se rassurer à la lecture du passionnant numéro de *Diogenes*, poétiquement intitulé « Des étoiles à la pensée », dans lequel six éminents chercheurs internationaux répondent, le plus simplement du monde, à la question : d'où venons-nous ? L'astrophysicien canadien Hubert Reeves raconte la naissance de l'univers : le géologue turc Celâl Sengör celle des galaxies, des étoiles et de la terre ; le chimiste belge Jacques Reisse celle de la vie ; le paléontologiste allemand Heinz Tobias celle des espèces animales ; le préhistorien français Yves Coppens celle de l'homme et le philosophe Edgar Morin celle de la pensée.

Un tel voyage sur 15 milliards d'années ouvre évidemment au lecteur non averti des perspectives saisissantes. L'univers en fusion du big-bang, les premiers océans formés sur notre planète, les premiers poisons qui se sont avusés sur la terre ferme, les premiers « Homos » apparus en Afrique orientale... toutes ces figures pionnières, marquant les grandes étapes de l'évolution, défilent devant nos yeux éblouis. Mais, par-delà ces visions où la science rejoint le fantastique, ce qu'on retient surtout c'est le mélange de modestie et d'ingéniosité, de méticulosité et d'audace inventive qui fait l'ordinaire des chercheurs. Tout le travail de l'explorateur du passé – quelle que soit l'échelle de celui-ci, de mille ans à dix milliards d'années – est de retrouver des traces, puis d'en déchiffrer le message.

Cette capacité à accumuler et à décrire d'un côté, à imaginer et à théoriser de l'autre, est bien ce qu'il y a de fascinant dans cette longue traque du passé. Ce l'est aussi, dans son domaine, les chercheurs réunis par *Diogenes* expliquent comment la compréhension des origines – c'est-à-dire des sauts qualitatifs qui font passer d'un état à un autre – nécessite l'élaboration d'hypothèses nouvelles, de systèmes explicatifs inédits.

Ainsi, Jacques Reisse rappelle comment la thermodynamique des phénomènes irréversibles étudiée par Ilya Prigogine permet de mieux comprendre les grandes transitions, comme le passage du non-vivant au vivant. « *La thermodynamique hors équilibre, la théorie du chaos, la théorie des bifurcations, la théorie des catastrophes, la théorie des variétés fractales sont autant de disciplines scientifiques aux connexions multiples qui nous conduisent aujourd'hui des développements extrêmement importants et qui ont déjà profondément modifié notre perception de l'univers* », écrit-il.

De son côté, Yves Coppens raconte comment lui est venue l'idée que seule une modification brutale de l'environnement créant des équilibres écologiques nouveaux pouvait expliquer l'apparition de l'homme, précisément en Afrique orientale. Il y a huit millions d'années, il a donc fait l'hypothèse qu'un bouleversement tectonique au Kenya a créé deux univers écologiques dans lesquels les grands singes qui peuplaient l'Afrique ont dû évoluer différemment : à l'ouest, la forêt a été favorable aux gorilles et aux chimpanzés ; à l'est, dans les hauts plateaux moins arrosés et moins boisés, la nécessité de s'adapter à un milieu découvert aurait « produit » une nouvelle race de bipèdes : les Hommes.

Cette démonstration scientifique tiens un peu du conte de fées. Yves Coppens en convient volontiers, lui qui a donné à son modèle le nom de... « East Side Story ».

L'exploration du passé est-elle sans limites ? Hubert Reeves nous avertit que la difficulté est moins la collecte des vestiges que la capacité de l'homme à penser les origines. « *L'état présent de la théorie physique, écrit-il, nous apprend que, de toute façon, il y a ce qu'on pourrait appeler le « mur de l'ignorance », qui se situe autour de 10²⁸ degrés. Ce que nous touchons là ce ne sont pas les limites du monde, mais les limites de notre connaissance. De ce qu'il y a « au-delà » en température, ou « avant » dans le temps, nous ne pouvons rien dire. Les prévisions relatives à une explication de la création ou de « pourquoi il y a quelque chose plutôt que rien » doivent être remplacées par un constat pur et simple d'ignorance* ».

Les hypothétiques Indo-Européens

Le mariage du vestige et de la théorie... cette clef pour percer le mystère des origines, on la retrouve chez l'anthropologue Georges Dumézil, qui pensait avoir reconstitué la modeste idéologie originelle sur laquelle se sont construites les civilisations indo-européennes. Selon lui, l'organisation sociale de ces peuples et leurs productions symboliques (religions, mythes, droit, littérature...) répondent à une structure identique, dans laquelle se trouvent distinguées les trois grandes fonctions du prêtre, du guerrier et de l'agriculteur.

Comme le rappelle la *Revue de l'histoire des religions*, qui consacre un numéro à l'œuvre de Dumézil, cette construction théorique a eu un retentissement considérable. « *La pensée de Dumézil est pour l'historien des religions et pour l'anthropologue, dans le champ des études Indo-Européennes, la théorie par excellence* », écrit Charles Malamoud. Mais cet homme une fois rendu, force est de reconnaître que la théorie dumézilienne se heurte à un obstacle de taille : on n'a retrouvé aucune trace de ces hypothétiques premiers indo-européens.

Ainsi l'archéologue Jean-Paul Demoule, faisant le point des différentes théories en présence pour expliquer l'évolution des civilisations depuis l'apparition de l'homme sur la Terre, conclut à l'impossibilité d'établir des filiations directes des uns aux autres. « *L'abandon des modèles linéaires classiques, arborescents et centrifuges, est même l'une des principales caractéristiques du mouvement des sciences naturelles et sociales contemporaines* », conclut-il.

En ce sens, le grand chercheur que fut Georges Dumézil était sans doute lui aussi, comme le suggère Charles Malamoud, un grand fabricant de mythes. Activité qui, hélas, n'est pas tout à fait innocente, comme le montrent les détournements intéressés de sa pensée opérés par les idéologues de droite à la recherche d'une caution scientifique pour justifier la supériorité de l'homme occidental et la nécessité d'une hiérarchie sociale.

Un autre exemple de ces récupérations suspectes nous est fourni par la nouvelle revue *Enquête sur l'histoire*, dont le premier numéro, intitulé sans complexe : « 40 siècles d'identité française », veut démontrer l'origine celtique, et au-delà indo-européenne, du peuple français. C'est une façon de nous expliquer pourquoi il faut défendre sa « pureté » face aux envahisseurs... l'œuvre de Yves Coppens, d'ailleurs, n'est pas sans danger d'expliquer l'origine du monde que celle des civilisations.

► *Diogenes*, n° 155, 1991. Gallimard, 52 F.

► *Revue de l'histoire des religions*, avril-juin 1991. PUF. Département des revues, 14, avenue du Bois-de-l'Épine, BP 90, 91003 Evry Cedex.

► *Enquête sur l'histoire*. Hiver 1991-1992, n° 1, 3 F. ECM, 60, boulevard Malesherbes 75008 Paris.

COURRIER

Le Service national des statistiques dans la Résistance

J'ai lu avec attention votre article consacré au répertoire national des personnes nées à l'étranger dans vos éditions du 15 novembre.

Il faut distinguer les recensements statistiques des recensements administratifs. Pendant l'Occupation, plusieurs recensements administratifs furent criminels, facilitant des arrestations, des déportations, des tortures. Pendant cette guerre, les statisticiens français du Service national des statistiques (SNS), dans un contexte inhabituel et dramatique, ont eu l'intelligence, le courage et le patriotisme de maintenir la déontologie spécifique à un service scientifique et non politique.

Mon père, directeur général du SNS, ainsi que son chef de cabinet, furent arrêtés à leur bureau de Lyon le 3 février 1944. René Carmille avait été déclaré « grand ennemi de l'armée allemande »,

entretenant des relations avec des groupes terroristes et avec Londres. Torturé par Barbie, il fut déporté et trouva la mort au camp de Dachau. Pour créer et conserver le grand appareil statistique qui en 1946 prit le nom de l'INSEE, il fallut ruser, écrire des circulaires officielles parfois modifiées par des consignes officieuses orales, sans toujours respecter la voie hiérarchique.

Tout cela allait à l'encontre des pratiques normales de fonctionnaires en temps de paix, ce qui n'a pas toujours été bien compris ; ce qui a parfois donné lieu à des témoignages erronés et de bonne foi de la part de ceux qui n'ont disposé que des circulaires officielles ou d'informations provenant de chefs de services pas au courant de tout. Le travail de l'historien et du journaliste est souvent délicat.

M. ROBERT CARMILLE
Saint-Cloud

Une place Alfred-Sauvy ?

Il y a un an Alfred Sauvy nous a quittés. Ce mathématicien au grand cœur avait créé l'Institut national d'études démographiques et inspiré dans le monde des institutions comparables, tandis qu'il représentait la France à l'ONU, au comité de la population.

Il fut « l'un des plus grands esprits de notre temps » – l'hommage est d'Evelyn Sullerot – et il sut rester un modeste, les deux termes étant, c'est-à-dire, difficilement séparables. « *L'humilité est une vertu scientifique* », écrivait-il.

Dans cinq ans, on chantera toujours *Je t'aime moi non plus* avec la voix feutrée en off de Delphine Seyrig, tandis que la *Théorie générale de la population* ne sera plus connue que de quelques rares spécialistes démographes. La mémoire est trahie et, si vous ne la pratiquez pas, vous la perdez. Il nous faut une place Alfred-Sauvy avec un petit jardin, quelques enfants, quelques poètes, quelques oiseaux. Avant que l'ingratitude de nos contemporains ne vienne applanir nos mémoires.

ROGER GERAUD
Aix-en-Provence

Jacques Copeau et le « Cartel »

Dans sa lettre publiée dans le *Monde* du 26 octobre, M. Marcel Guillaume nous informe qu'il a découvert une erreur historique dans un des propos tenus lors d'un débat télévisé sur le Théâtre français entre les deux guerres.

En réalité, c'est M. Guillaume, trop confiant dans sa mémoire, qui se trompe ! 1. – Le terme « Cartel » ne date pas de 1936, année où Édouard Bourdet appela à la Comédie-Française les metteurs en scène Jouvet, Dullin, Baty et Copeau. 2. – Le « Cartel » est né en 1927 de l'association de Jouvet, Dullin, Baty et Pitoeff. Ce dernier était bien un de ses membres. Jacques Copeau, lui, n'en a jamais fait partie mais, naturellement, doit être considéré comme le précurseur de cet éclatant renouveau artistique.

J. L.
Neuilly-sur-Seine

Militaire démocrate

Dans votre édition du 23 novembre 1991, vous avez reproduit une déclaration de M. Bernard Tapie faisant état de liens privilégiés qui existaient entre l'armée, la police et le Front national : « *Moi je n'ai pas peur d'affirmer que Le Pen demain peut arriver au pouvoir. Par les urnes ou par la force. De très nombreux policiers et militaires sont aujourd'hui sympathisants du Front national. Il serait temps aujourd'hui d'en tenir compte* ».

À titre personnel et en tant que militaire profondément démocrate, je ne puis supporter une telle

déclaration péremptoire. Non seulement elle n'est pas fondée sur des études ou des sondages avérés, mais encore elle est volontairement provocatrice et réductrice.

L'armée en tant que détentrice de la force armée de l'État n'est pas un corps à part de la communauté nationale et n'a pas de rôle à jouer dans le discours politique : elle a seulement sa place dans l'État de droit qui est, fort heureusement pour nous depuis 1789, l'État démocratique.

Captaine de vaisseau DUVAL
Paris

Préjugés

Dans le numéro du *Monde* daté du 1-2 décembre 1991, j'ai été choqué par une expression dans l'article de la page 24, « *un éducateur a abusé pendant treize ans de quelque 200 enfants* ».

Vous écrivez que l'opinion britannique se demande comment « *un homosexuel notoire* » a pu rester en fonction si longtemps. On s'est « plaint » de lui, il aurait dû être « inquisiteur ». Pourquoi ? Parce que homosexuel ? C'est ce que vous laissez entendre.

Je veux bien qu'il s'agisse d'un lapsus, comme de parler de victimes « innocentes » à propos de non-juifs, mais la paresse à se débarrasser des expressions courantes qui caractérisent le préjugé me paraît irresponsable. J'aimerais qu'il soit clair que le crime dont il est question est la molestation sexuelle, non l'homosexualité. La répression et l'indignation soulevées par ce crime ne doivent pas se tromper de coupable. Si les homosexuels ont du mal à trouver un emploi, c'est à cause de la persistance de ces amalgames.

JACQUELINE BERNARD
Grenoble

[NDLR. – Notre correspondante a évidemment raison et nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous pardonner ce « lapsus », peut-être explicable, en tout cas inexcusable.]

Révolutionnaire de fait...

J'aimerais attirer votre attention sur cette citation des Goncourt, dans leur *Journal*, à la date du 24 juin 1859 :

« *La France est révolutionnaire d'instinct et de fait. Et le caractère est qu'elle est ainsi par esprit d'aristocratie. Point de peuple plus amoureux, plus jaloux des distinctions, plus amateur de noblesse, de titres, de galons, de toutes les surrévolutions individuelles. C'est pour cela même que nous disons et que nous croyons tant aimer l'égalité, quelque chose que la France veut toujours pour les autres, jamais pour lui* ».

Mais n'est-ce pas un lieu commun ?

JEAN-BERNARD BOURTSEFF
Cazères (Haute-Garonne)

LE GLOBE
numéro double
l'europe contre les tribus
alexandre adler
isaiah berlin
gérard chaliand
jean gatty
guy konopnicki
antonin liehm
michel foucher
et aussi :
le roman noir de 93 par andré bercoff

20 21 22 150

ETRANGER

La dissolution de l'ex-URSS

Le président de l'Azerbaïdjan se proclame commandant des forces armées sur son territoire

Imitant la récente décision du président de l'Ukraine, le président Aïaz Moutalibov d'Azerbaïdjan s'est proclamé, mardi 17 décembre, commandant en chef des forces armées «non stratégiques» déployées dans sa République, selon Tass. Le même jour, un général commandant ces forces soviétiques s'est prononcé pour leur retrait du Caucase, alors que les affrontements entre Azeris et Arméniens s'y font de plus en plus meurtriers et que l'Arménie souhaite désormais le maintien de forces d'interposition dans le Haut-Karabakh.

Si M. Moutalibov suivait en tout point l'exemple du président Kravtchouk, il devrait préciser, comme l'a fait mercredi le ministre de la Défense ukrainien dans les colonnes de l'*Etoile rouge*, que son commandement des troupes en Azerbaïdjan ne serait effectif qu'à l'issue d'une période de transition, à durée indéterminée. Mais l'Azerbaïdjan, où un référendum sur l'indépendance est prévu le 29 décembre, n'a pas annoncé, contrairement à l'Arménie, qu'il souhaite participer à la création d'une nouvelle «Communauté» sur les débris de l'URSS ni, donc, au traité de défense commune qu'elle devrait adopter.

Pratiquement, la décision du président Moutalibov risque d'entraîner une scission de la quatrième armée soviétique, composée à moitié de soldats azerbaïdjanais. Au printemps dernier, cette armée — obéissant aux futurs putschistes — avait aidé les miliciens azerbaïdjanais à déloger les Arméniens de villages autour du Haut-Karabakh mais, après le putsch, elle a reçu l'ordre d'être neutre, ce qui avait permis aux Arméniens de récupérer certains villages.

Depuis, les affrontements entre Azeris et Arméniens se sont intensifiés et, dans la seule journée de mardi, selon Tass, quinze personnes ont encore été tuées.

Le commandant local des forces du ministère de l'Intérieur soviétique,

le général Koulikov, cité mardi par l'*Etoile rouge*, a pour sa part déclaré qu'il y a eu 450 morts dans le Haut Karabakh au cours des onze premiers mois de l'année (on parlait d'un millier de morts en tout depuis 1988), que les forces soviétiques «n'avaient plus rien à faire dans cette guerre entre Etats indépendants» et devaient se retirer de la région, car la décision de les envoyer a été prise «à un moment où l'URSS existait» encore.

Un porte-parole des troupes du ministère de l'Intérieur soviétique à Moscou a pour sa part déclaré mardi qu'une décision sur le retrait des troupes du Caucase serait prise lors de la réunion samedi à Alma-Ata des dirigeants des Républiques. Il a précisé que les effectifs y ont déjà été réduits d'un quart par le non-remplacement des appelés.

Les Arméniens du Haut-Karabakh, qui, depuis l'échec du putsch, souhai-

tent le maintien sur place des forces soviétiques, ont encore appelé mardi à une reconnaissance de leur indépendance par l'ONU et la Communauté d'Etats indépendants créée à Minsk. Ils souhaitent, comme l'Arménie, adhérer à la Communauté créée à Minsk par les trois Républiques «slaves». Les Républiques «musulmanes», en revanche, Azerbaïdjan en tête, ne pourront qu'être heurtées par la décision, annoncée mardi par le ministre de l'Intérieur de reconnaître l'indépendance de l'Arménie, sans reconnaître parallèlement celle de l'Azerbaïdjan. Son indépendance devrait, il est vrai, être encore confirmée par un référendum le 29 décembre. Mais la Russie a annoncé le même jour sa reconnaissance de l'indépendance du Kazakhstan (où aucun référendum sur le sujet n'a eu lieu) et, le lendemain, celle de la Moldavie, toujours selon Interfax.

S. Sh.

L'Allemagne demande à la CEE d'envisager une reconnaissance des Républiques

L'Allemagne a demandé mercredi 18 décembre à la Communauté européenne d'envisager rapidement une reconnaissance des Républiques de l'ex-URSS. M. Genscher souhaite que la CEE examine si les Républiques soviétiques remplissent les conditions définies mardi par la Communauté pour une reconnaissance de nouveaux Etats. Il a également demandé que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'OTAN jeudi et vendredi à Bruxelles.

De son côté, M. Roland Dumas a indiqué mercredi qu'il était en contact avec son homologue allemand et cherchait avec lui un «lan-

gage commun» sur le sujet. «Il n'est pas impossible que dans les heures qui viennent nous devions trancher la question de la reconnaissance de certaines Républiques, notamment la Russie et l'Ukraine», a déclaré M. Dumas.

D'autre part, le ministre finlandais des affaires étrangères a confirmé mercredi qu'Heinrich Rommelspacher, le ministre allemand des Affaires étrangères, a eu un entretien avec son collègue polonais, M. Mazowiecki, à propos de la reconnaissance des Républiques de l'ex-URSS. M. Rommelspacher a déclaré qu'il était en contact avec son collègue allemand et cherchait avec lui un «lan-

La réduction de l'arsenal nucléaire

Suite de la première page

Après un sursis en Kirghizstan, le temps de montrer l'intérêt porté par les Etats-Unis à «la plus sage» des Républiques d'Asie centrale, celle aussi dont le président, M. Askar Akatov, a la meilleure réputation, le «crédit» d'Etat passa quelques heures à Minsk. A en croire les déclarations publiques de M. Stanislas Chouchikvitch, les Biélorusses eurent le temps de transmettre le message suivant : leur pays jouera pleinement le jeu de la désescalade et n'entend pas créer de difficultés. Mais tout cela ne pourra se faire en «un clin d'œil». Et les choses iront d'autant mieux et d'autant plus vite que les Etats-Unis y mettront du leur en reconnaissant l'indépendance de la Biélorussie.

Restait la dernière étape, celle de Kiev, bien entendu un peu plus longue. M. Leonid Kravtchouk, président nouvellement élu, qui se doit de prouver à chaque instant la solidité de son adhésion à la cause de l'indépendance ukrainienne, se voulut certes rassurant : «L'Ukraine, déclarait-il à l'issue de trois heures d'entretien avec la partie américaine, a tout à fait l'intention de s'en tenir aux décisions et aux actions conduisant à la destruction complète des armements nucléaires stratégiques et tactiques» sur son territoire.

L'Ukraine se démarque de la Russie

Mais il ajouta que l'Ukraine avait demandé aux Etats-Unis de l'aider «à résoudre les problèmes de destruction» de ses armements, ce qui est une manière de se démarquer du schéma imaginé à Moscou, où l'on envisageait plutôt un acheminement vers la Russie des charges nucléaires qui devraient ensuite y être détruites (le Monde du 15 décembre). La question de la reconnaissance de

l'Ukraine par Washington était bien entendu sous-jacente à la discussion, mais il semble que les dirigeants de Kiev aient évité de trop presser leur interlocuteur, qui, lui-même, s'est abstenue de toute annonce courtoise mais a laissé entendre que l'affaire était en bonne voie.

Au total, M. Baker a fait savoir que ses entretiens à Kiev «n'avaient pas pu être plus satisfaisants». Déjà, à Moscou, il s'était déclaré «personnellement tout à fait rassuré». Mais il avait laissé entendre un peu plus tard qu'il n'avait, en fait, pas reçu de véritables assurances.

Pour le reste, la visite de M. Baker a montré de manière éclatante que M. Gorbatchev avait perdu l'une de ses dernières cartes, sinon la dernière : le rôle de porte-parole de la politique étrangère de son pays. C'est d'ailleurs ce moment qu'a choisi M. Eltsine pour faire savoir publiquement que les jours du président soviétique étaient comptés en annonçant que les organes encore en vie dans l'ex-URSS cessent de fonctionner à la fin de l'année ou, au plus tard (les versions divergent un peu) d'ici à la mi-janvier.

Cela n'empêche nullement M. Gorbatchev de continuer à donner le change mais avec des moyens de plus en plus réduits : essentiellement des interviews (à une télévision ouest-allemande, à la chaîne américaine ABC, au quotidien *Komsomolskaïa Pravda*) auxquelles il semble désormais consacrer la majeure partie de son temps.

M. Gorbatchev en profite pour envisager à haute voix diverses procédures qui apparaissent comme autant de moyens de retarder l'échéance. Ainsi, a-t-il déclaré mercredi, il conviendrait de convoquer une dernière fois le Soviet suprême de l'URSS de sorte que la dissolution de l'Union soviétique se fasse dans les formes et que lui-même puisse

dire «son dernier mot». Parallèlement, un groupe de députés s'est dit en mesure de convoquer le Congrès des députés du peuple, une institution fantôme dont M. Gorbatchev avait rappelé l'existence au lendemain des accords de Minsk.

L'anarchie totale et le chaos

Mais le président soviétique a tout de même dû reconnaître qu'il n'avait pas été convié à la réunion d'Alma-Ata où doit être débattu, samedi 21 décembre, l'élargissement de la Communauté constituée à Minsk. Il s'est donc contenté d'écrire aux participants pour défendre une nouvelle fois sa formule d'«Union d'Etats souverains» dotée d'un organe de coordination.

Pour sa part, alors que l'avenir de cette Communauté reste particulièrement brumeux, M. Boris Eltsine a trouvé le temps de faire une brève escapade de deux jours à Rome et au Vatican. Juste avant son départ, son vice-président, le général Routsikoï (lui-même parti pour l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan négocier la libération de prisonniers soviétiques), a vidé son sac et proclamé, dans un entretien au quotidien *l'Indépendant*, son opinion de la manière la plus claire qui soit : «Il n'y a pas de démocratie en Russie, c'est l'anarchie totale, le chaos.»

Le général Routsikoï s'en est tout particulièrement pris à M. Guennadi Bourboulis, le premier vice-premier ministre de Russie, qui joue un rôle essentiel auprès de M. Eltsine. «Ceux qui ont passé toute leur vie à enseigner le communisme scientifique organisent aujourd'hui la chasse aux sorcières», a expliqué le vice-président russe dans une transparente allusion au professeur de philosophie marxiste qui fut jusqu'à une période récente M. Bourboulis. Nullement troublé par cette attaque, ce dernier a présenté mercredi à des journalistes divers projets pour le nouvel emblème russe : des variations sur le thème de l'aigle à deux têtes, le vieux symbole de l'empire.

JAN KRAUZE

Réunion des ministres des affaires étrangères de l'Alliance à Bruxelles

L'OTAN cherche à définir son rôle face aux évolutions entamées à Minsk

Les seize ministres des affaires étrangères de l'OTAN devaient se rencontrer jeudi 19 décembre à Bruxelles, essentiellement pour parler de la situation dans l'ex-Union soviétique et pour préparer la première réunion, vendredi, du Conseil de coopération nord-atlantique, avec les anciens membres du pacte de Varsovie.

BRUXELLES

de notre correspondant

L'actualité commandant, la situation de l'ancienne URSS devait être au centre des conversations jeudi entre les ministres des affaires étrangères européens de l'OTAN et M. James Baker, tout juste revenu de sa visite dans l'empire défunt. «L'évolution entamée à Minsk est rassurante, affirmait un haut fonctionnaire au siège de l'organisation, à Bruxelles. Il semble qu'on va vers une sorte de Commonwealth. La plupart des Républiques pourraient s'y join-

dre.» En attendant, il faut les aider à sortir de ce magma, et les Seize ne sont pas tous d'accord sur la façon de procéder. Représentant une idée américaine, l'ambassadeur de l'un des pays membres avait proposé que l'Alliance soit utilisée en tant que telle pour la logistique de l'aide humanitaire à l'ancienne URSS. «Jusqu'à présent, il n'y a pas de position commune sur cette question», déclarait-on mercredi.

D'autre part, les ambassadeurs à Bruxelles ont travaillé ferme pour mettre au point, avec leurs collègues d'Europe centrale et orientale, une déclaration qui sera soumise à l'approbation des ministres des seize pays membres de l'Alliance ainsi que de ceux de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, de la Roumanie et de l'ancienne URSS. Mercredi on ne savait pas encore qui prendrait place, vendredi, sur «le seul siège» prévu pour cette dernière.

On indiquait aussi que le temps serait compté à chacun des orateurs :

«deux cent dix minutes» à partager entre les Seize et les Neuf. Mais, soulignait-on, cette réunion devrait permettre aux anciens membres du pacte de Varsovie qui se tournent vers l'OTAN de «s'exprimer en présence de pays qui sont à la source de leurs inquiétudes. Ils pourront dire quels sont les changements qui les alarment. Il vaut beaucoup mieux que tout le monde assiste à ce dialogue».

Après s'être opposé au concept de «Communauté euro-atlantique» proposé par les Américains au sommet de Rome, la France s'interroge sur le projet de «conversion» de l'Alliance, cher à Washington, qui y voit un moyen de justifier la présence de ses troupes en Europe. Selon une source diplomatique française, il n'y a pas lieu de s'opposer aux innovations, mais à deux conditions, «ne pas élargir les compétences de l'OTAN, ne pas toucher à l'intégrité du processus CSCE».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Lire aussi page 37 la chronique de Pierre Georges : «La Pravda, journal russe».

Procès d'un opposant en Géorgie

Une farce judiciaire

MOSCOU

correspondance

Le verdict du procès de M. Guerghi Tchamtouria, une des figures de l'opposition au président géorgien Gamsakhourdia, vient, pour la troisième fois, d'être reporté sans plus d'explication. Il est accusé d'avoir, lors des affrontements du 11 septembre entre partisans du président et partis d'opposition, «troublé l'ordre public». Le jeune président du parti national de Géorgie pourrait, selon la réquisition du procureur général, être condamné à trois ans de «camp à régime sévère». C'est un procès qui tient plus de la farce que de l'exercice de la justice. L'audience n'a jamais eu lieu au même endroit. Les témoins de la défense ont, en bloc, été refusés. Craignant «l'attaque d'un commando», on a, in extremis, transféré l'accusé vers une prison du KGB. La lecture du verdict est sans cesse repoussée.

Tout cela ne semble guère émouvoir le président géorgien qui, dans la soirée du mardi

17 décembre, affirmait encore à la télévision de Saint-Pétersbourg que la Géorgie n'a pas de prisonniers politiques, estimant «qu'en la matière» il est «mieux placé que quiconque pour en juger». Il est vrai que le premier président élu au suffrage universel en URSS (il a recueilli plus de 88 % des suffrages, en mai, un mois avant que M. Boris Eltsine ne soit élu président de Russie) possède à son actif trois années passées dans les geôles communistes, dont quelques semaines en compagnie de... M. Tchamtouria, avec qui il avait été arrêté en avril 1989.

Ce dernier, comme tant d'autres, ne sont que «des droits communs, des bandits» pour M. Gamsakhourdia. A moins qu'ils ne soient ces «ennemis de l'intérieur» auxquels le président géorgien a fait allusion dans son discours d'ouverture de la conférence du groupe d'Heinrich qu'il continue de diriger.

MARIE JEGO

YUGOSLAVIE : la guerre en Croatie

Nouvelle mission de lord Carrington

Lord Carrington, président de la conférence sur la Yougoslavie, a entamé, mercredi 18 décembre, une nouvelle mission de paix, au cours de laquelle il a déjà rencontré le président croate, Franjo Tudjman, le président slovène, Milan Kucan, à Graz en Autriche, ainsi que le président serbe, Slobodan Milosevic, à Belgrade. A l'issue de ses entretiens avec les deux premiers, lord Carrington a déclaré qu'il ne voyait pas d'obstacle à l'indépendance de la Slovénie, mais s'est montré plus vague en ce qui concerne la Croatie.

«Pour ma part, je ne vois aucun problème à la reconnaissance de la Slovénie», a déclaré Lord Carrington, constatant que «la Slovénie n'a pas le problème des minorités qui se pose dans les autres Républiques». A propos de ses discussions avec M. Tudjman, le médiateur a indiqué

avoir évoqué avec lui les récentes décisions de Bruxelles ainsi que «l'absence de cessez-le-feu et l'impossibilité pour les Nations unies de recommander l'envoi d'une force de maintien de la paix». Le président croate a, de son côté, déclaré : «Je peux être satisfait de ces entretiens car la conférence sur la Yougoslavie reconnaît le droit des peuples à l'autodétermination. Le problème est seulement le moyen d'appliquer ces conditions». (La CEE a décidé mardi de reconnaître, le 15 janvier, toute République qui veut son indépendance, à condition qu'elle satisfasse ses exigences en matière de respect des droits de l'homme, de la démocratie et des minorités ethniques). L'ancien secrétaire au Foreign Office s'est ensuite rendu à Belgrade afin d'y rencontrer le président Milosevic. Celui-ci a déclaré à lord Carrington que la CEE avait outrepassé le mandat qui lui a été confié pour négocier un règlement pacifique de la crise yougoslave. «Le président serbe estime par conséquent que la conférence sur la Yougoslavie n'a une

chance de se poursuivre et de se conclure avec succès que sous l'égide de l'ONU et dans le respect des principes de la charte de l'ONU», selon l'agence Tass de Belgrade. De son côté, le ministre serbe des affaires étrangères, M. Vukobratovic, s'est rendu au Caire afin d'y rencontrer le prochain secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, qui prendra ses fonctions le 1^{er} janvier.

Par ailleurs, la «présidence» yougoslave, réduite au bloc serbe, a vivement dénoncé l'offre de reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie émise par la CEE, en exprimant l'intention d'en référer aux Nations unies. «Cette décision est une violation grossière de la charte de l'ONU et d'autres dispositions du droit international», dit un communiqué de la «présidence», ajoutant que «la présidence yougoslave a décidé de réclamer un débat d'urgence au Conseil de sécurité sur la situation qui en résulte».

Sur le terrain, les combats se sont poursuivis mercredi, notamment dans l'est de la République, dans la

région d'Osijek, ainsi que près du port de Zadar, sur la côte adriatique, où les forces fédérales ont bombardé plusieurs villages, selon Radio-Zagreb. Cependant, le navire-hôpital français *Rance* a terminé sa mission d'assistance à la population assiégée de Dubrovnik — commencée il y a un mois — et devait regagner Toulon lundi. — (AFP, Reuters)

La conférence sur la Yougoslavie se tiendra à Bruxelles. — La conférence sur la Yougoslavie se tiendra désormais à Bruxelles à la demande du Portugal, qui assumera la présidence de la CEE à partir du 1^{er} janvier, a annoncé, mercredi 18 décembre, le ministre belge des affaires étrangères. Celui-ci a précisé que les séances plénières et les groupes de travail de la conférence, qui se tiennent jusqu'à présent à La Haye, se tiendront à Bruxelles sous «la responsabilité politique et organisationnelle» du Portugal. Aucune date n'a été fixée pour les premières réunions. — (AFP)

LUIGI NATOLI

CORIOLOANO

(Histoire des Beati Paoli 1.3)

Après Manzoni, De Roberto, Elsa Morante et Umberto Eco, voici, enfin traduit, le cinquième monument historique de la littérature italienne contemporaine.

J.N. Schifano, Le Monde.

Une formidable machine consolatrice où chacun retrouve ses rêves de révolte et de justice. M. Semo, Libération.

La suite du BÂTARD DE PALERME et de LA MORT A MESSINE

636 pages - 150 F.

Éditions Métailié
Diffusion Seuil

المطبعة ١٥٥٠

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : coup de balai au syndicat des transporteurs

Les « teamsters » se sont donné une direction « respectable »

Sous la pression de la justice, le syndicat des transporteurs américains, les « teamsters », a éliminé une centaine de ses permanents corrompus. Rompant avec le passé, qui vit défiler des présidents douteux, souvent liés à la mafia, les « teamsters » viennent de se donner, en la personne de Ronald Carey, un dirigeant « respectable », décidé à assainir le syndicat.

WASHINGTON

de notre correspondant

Ils avaient une réputation aussi sombre que la fumée d'échappement d'un gros Mack, un passé plus digne du film noir que de l'histoire du mouvement ouvrier et des chefs plus souvent en prison qu'à la tête d'un piquet de grève. Les « teamsters », le syndicat des transporteurs - deuxième plus importante organisation syndicale américaine, avec un million et demi de membres - a trop souvent figuré à la rubrique judiciaire des journaux pour ne pas avoir une épouvantable image de marque : « Le plus corrompu de tous les syndicats américains », selon le New York Times.

Les faits sont connus. Dirigeants affiliés à certaines familles de la mafia (notamment le clan des Provenzano), s'attribuant des salaires de PDG (un minimum de 200 000 dollars annuels), portant lunettes noires, costumes croisés et mocassins blancs, roulant « limo » de

lux, avec chauffeurs et gardes du corps. Bref, un comportement et des activités de « parrains » : extorsion de fonds, racket, corruption, détournement des liquidités des caisses de retraite, activités communes avec le « milieu », intimidation voire meurtres, etc. Trois des cinq derniers présidents du syndicat - « Jimmy » Hoffa, David Beck et Roy Williams - ont été emprisonnés. Le premier a disparu sans laisser de traces, très probablement assassiné. Un quatrième, Jackie Pressner, est mort avant d'avoir été jugé pour détournement de fonds.

Cette image appartenait au passé. Les « teamsters » viennent de faire peau neuve. La semaine dernière, ils ont chassé la vieille direction et désigné à leur tête une nouvelle équipe. Elle est dirigée par un « Monsieur Propre », Ronald Carey. C'est un vrai syndicaliste, un homme en chemise tressée à gros carreaux, qui conduit lui-même sa vieille « station wagon », a, effectivement, été chauffeur, et pas n'importe où : chez United Parcel Service. Avec ses camions sans porte, UPS est une institution aussi familière du paysage de l'Amérique profonde que la voiture du laitier en Grande-Bretagne; une garantie de sérieux et de respectabilité, en somme.

Des appels téléphoniques menaçants

Agé de cinquante-cinq ans, ancien « marin », Carey, père de cinq enfants, fils de syndicaliste, a été durant vingt-trois ans dirigeant de la section « teamsters » du Queens et de Long Island, à New-

York. Longtemps, il a mené campagne contre la corruption, bravant la machine du syndicat national; son nom a été rayé des listes de candidature, son micro coupé lors des conventions, son sommeil dérangé par des appels téléphoniques menaçants. Sa désignation est une « première » et pas seulement du fait d'un « curriculum » qui tranche sur le passé des autres « boss » du syndicat. Ronald Carey est le premier chef des « teamsters » à avoir été élu lors d'un scrutin à bulletin secret et non pas, comme ses prédécesseurs, lors d'une convention de délégués où la bureaucratie du syndicat - la « machine » - décide de tout derrière le rideau de fumée des cigares.

Son élection est le dénouement d'une histoire édifiante qui remonte à 1988. A l'époque, le ministère de la justice intentait une action contre le syndicat pour extorsion de fonds et association avec la mafia. Le syndicat s'offrit les services du plus gros cabinet de relations publiques américain, Hill and Knowlton, des placards de publicité par pleine page dans les grands quotidiens pour clamer son innocence, « convalscence » plus de deux cents élus du Congrès de témoignage en sa faveur, mobilisa quelques « consciences » du monde artistique à Hollywood, etc. En vain : le ministère tint bon et, la veille du procès, le syndicat sollicita un règlement à l'amiable. Le ministère obtint alors le départ de plus de cent responsables, la machine nationale et, surtout, impose un changement de statut : la nouvelle direction devra être

élue à bulletin secret. Cette élection est « un tremblement de terre dans l'histoire du mouvement syndical américain », nous explique Stephen Franklin, le spécialiste des questions syndicales au Chicago Tribune. D'abord parce que les « teamsters » fonctionnent le deuxième syndicat du pays (derrière celui des maîtres de l'éducation) et regroupent des professions aussi diverses que les chauffeurs de poids lourds, les pompiers, certains officiers de police, des catégories de personnel des transports aériens, etc. Ensuite parce qu'ils sont sans doute le syndicat le plus riche et que cet assainissement de sa direction aura des répercussions politiques.

Mais il y a plus, poursuit Stephen Franklin : « Ce changement de façade à la direction des « teamsters » devrait donner un coup de pouce à un mouvement syndical américain en perdition et pour lequel les années 80 furent des années noires. Il n'y a plus aujourd'hui que 15 % de salariés américains à être syndiqués et certains prévoient qu'on descendra à 5 % ». Comme en Europe de l'Ouest, le syndicalisme américain a été victime des reconversions industrielles, d'un changement des mentalités, de l'immigration et de ses propres pratiques (protectionnisme et corporatisme à outrance). Selon ce spécialiste, l'arrivée d'une nouvelle équipe chez les « teamsters » est le début d'un mouvement de renouveau à la tête des hiérarchies syndicales du pays.

ALAIN FRACHON

TRINITÉ-ET-TOBAGO : vainqueur des élections législatives

M. Patrick Manning, un social-démocrate a été nommé premier ministre

Le chef du Mouvement national du peuple (social-démocrate), M. Patrick Manning, a été nommé, mardi 17 décembre, premier ministre de Trinité-et-Tobago, la république caribbe située à proximité des côtes vénézuéliennes. Son parti a remporté une large victoire (45 % des suffrages exprimés et 21 des 36 sièges du Parlement) aux élections de la veille, aux dépens du centriste Arthur Ray Robinson.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Créé par l'historien Eric Williams et un groupe de jeunes nationalistes noirs, le Mouvement national du peuple (MNP) a gouverné pendant trente ans les deux îles jumelles de Trinité et Tobago, ancienne colonie britannique. Affecté par la mort de son fondateur et par la corruption, le MNP avait perdu les élections en 1986, au profit d'une coalition multiraciale, l'Alliance nationale pour la reconstruction (ANR) dirigée par M. Arthur Ray Robinson.

Plus que les différences idéologiques, les rivalités raciales pesant sur la vie politique de cette république, dont un peu plus de 40 % des 1,3 million d'habitants sont d'origine africaine et un peu moins de 40 % viennent du sous-continent indien. L'un des grands défis

de l'ANR était de transcender ces divisions raciales. Mais en 1989, l'une de ses principales composantes, regroupant les électeurs indiens, passait dans l'opposition et formait un nouveau parti, le Congrès national uni (CNU), sous la direction de M. Basdeo Pandey.

Affaibli par l'éclatement de sa coalition, M. Robinson a cependant mis en œuvre une politique d'austérité pour faire face à la baisse des revenus pétroliers, qui assurent les trois quarts des ressources en devises du pays. Lorsque, le 27 juillet 1990, les musulmans radicaux du Jamaat al musulmeen ont pris en otage le premier ministre et plusieurs de ses collaborateurs, la popularité de M. Robinson était au plus bas. Avant que les auteurs de la tentative de coup d'État ne fussent maîtrisés, une cinquantaine de personnes avaient été tuées et le centre commercial de la capitale avait été saccagé par les pillards.

Agé de quarante-cinq ans, géologue de formation, M. Patrick Manning, chargé de former un nouveau gouvernement, est un homme politique habile. Dès la proclamation de sa victoire, cet ancien ministre de l'énergie s'est adressé aux partisans de Trinité-et-Tobago au sein de la Communauté des pays caribbes (Caricom) qu'il a rassurés quant à ses intentions de poursuivre l'intégration régionale.

JEAN-MICHEL CAROIT

Bataille juridique autour du sort des réfugiés haïtiens

Quelques heures après qu'une cour d'appel d'Atlanta (Géorgie) eut autorisé, mardi 17 décembre, la reprise du rapatriement forcé de quelque 7 500 réfugiés haïtiens récupérés en mer depuis le renversement du président Jean-Bertrand Aristide, un juge fédéral de la même ville a bloqué l'exécution de cette décision, jusqu'à une nouvelle audition, vendredi. Les États-Unis avaient déjà renvoyé à Port-au-Prince 611 Haïtiens interceptés en mer, avant qu'une première décision de justice n'interdise ces rapatriements. Quant ce pays à accueillir 6 200 réfugiés à la base américaine de Guantanamo (Cuba).

A Haïti, des « tontons macoutes », anciens nervis des dictateurs Duvalier, ont appelé la population à s'en prendre violemment aux personnes soupçonnées de sympathie avec le président exilé. Trois syndicalistes (MM. Ducksen Rafael, Abel Point Dujour et Evans Fortune) et le docteur Dieudonné Jean-Baptiste, frère du dirigeant du principal mouvement paysan d'Haïti, ont été arrêtés. Les parlementaires restent, quant à eux, divisés sur le nom d'un nouveau premier ministre, qui pourrait permettre de trouver une issue à la crise. (AFP, Reuters, UPI.)

MEXIQUE : pour la première fois depuis 1917

L'existence légale des Eglises va être reconnue

La Chambre des députés du Mexique a approuvé à une large majorité, mercredi 18 novembre, une modification de la Constitution de 1917, qui permettra la reconnaissance des Eglises par l'État et l'établissement de relations diplomatiques entre le Mexique et le Vatican. Seuls les douze représentants du Parti populaire socialiste (extrême gauche) et dix autres députés ont voté contre le texte, que le Sénat, contrôlé par le parti au pouvoir, doit prochainement caténer.

Les Eglises pourront alors posséder et administrer des biens, les prêtres pourront voter (mais ne seront pas éligibles), et ils devront s'abstenir de prendre publiquement des positions politiques. L'enseignement public restera laïc, mais les écoles privées pourront dispenser officiellement un enseignement religieux. Les lieux de culte demeureront propriété de la nation, dit le texte, qui réaffirme la « séparation entre l'État et les Eglises ». Environ 90 % des 82 millions de Mexicains se déclarent catholiques. Par ailleurs, les sénateurs ont entériné, le 14 décembre, une autre réforme d'importance, modifiant les formes de la propriété de la terre (le Monde du 17 décembre), restées inchangées depuis la révolution de 1910. (AFP, UPI.)

Conspirer à Cuba

Suite de la première page

Certains de nos membres appartenant au Parti communiste, d'autres pas. Nous faisons essentiellement un travail d'information, puisque chacun d'entre nous a accès à des données qui sont considérées ici comme des secrets d'État et qui sont généralement publiées sous une forme falsifiée.

Le bulletin numéro 4, qui circule actuellement dans les milieux, dénonce « l'incompétence du gouvernement face aux difficultés actuelles » et son « recours au mensonge et à la désinformation ». Il fait en finir avec le mythe de Fidel Castro et rappelle certaines vérités historiques qui ont été censurées. Pour illustrer leurs propos, nos interlocuteurs ont retrouvé plusieurs discours prononcés par le Commandante peu après son arrivée au pouvoir en janvier 1959, dans lesquels il s'engage passionnément à défendre la « liberté de presse » et les « principes démocratiques ».

« La stratégie de Fidel, affirme l'économiste, consiste à faire croire que la crise actuelle est due à deux facteurs externes : l'embargo commercial des États-Unis et l'écroulement du bloc soviétique. Il se garde de rappeler que nous étions au premier rang en Amérique latine pour le produit par habitant avant 1959 - il est vrai qu'il y avait alors beaucoup d'inégalité et de misère - et que nous sommes aujourd'hui au douzième ou treizième rang. L'embargo n'a jamais vraiment fonctionné puisqu'on trouve des produits américains dans les magasins en dollars réservés aux touristes et à quelques milliers de Cubains privilégiés. Le désastre est en fait le résultat de la mauvaise gestion des dirigeants, qui continuent de vouloir adapter les réalités économiques aux décisions politiques. Ça marchait tant que les Soviétiques nous subvenaient. Comme l'a écrit la Pravda, si la médecine cubaine existe, c'est grâce à la générosité du peuple soviétique. »

« Seules les usines d'armes fonctionnent »

Nos interlocuteurs qualifient de « délire » les conseils que le chef de l'État (« comme Mao Tse-toung, ce fut un grand homme mais il n'a pas su se retirer à temps ») a longuement donnés dans un discours devant le congrès des agriculteurs, fin novembre. « Comment ose-t-il dire au peuple de manger des petits pois pour remplacer la viande et de cultiver des légumes dans les terrains vagues ? Les Cubains attendent des vraies solutions à leurs problèmes. »

L'économiste est plus particulièrement préoccupé par les ruptures

d'approvisionnement de pétrole et de certaines matières premières qui ont déjà provoqué la fermeture de « plusieurs dizaines de grandes usines » et ralenti la production dans la plupart des entreprises du pays. Il cite le cas de Plastico Habana, une des usines les plus importantes de Cuba (800 ouvriers), qui « tourne à moins de 20 % faute de plastique ». « Seules les usines d'armes continuent de fonctionner à peu près normalement, dit-il, mais si Moscou nous livre seulement deux ou trois millions de tonnes de pétrole en 1992, contre huit cette année et treize millions autrefois, même ce secteur sera touché. »

Le manque de carburant et de pièces de rechange pour les machines aura des effets sur la récolte de canne à sucre, qui est déjà en retard et pourrait être très nettement inférieure à celle de 1990-1991 (7,6 millions de tonnes et environ 80 % des devises). Le tabac connaît des difficultés encore plus graves du fait de la baisse de qualité du produit et de la perte de plusieurs marchés à l'étranger.

Une centrale nucléaire inactive ?

Quant au nickel, très apprécié pour son excellente qualité, il a un coût de production beaucoup trop élevé. « Les Soviétiques, affirme l'économiste, ont investi près d'un milliard de roubles en technologie dépassée et dévoreuse de pétrole. Résultat : avec deux usines et une troisième en construction, on produit à peine plus que dans les années 50 (40 000 tonnes contre 35 000). La participation d'un investisseur canadien dans la troisième usine va peut-être améliorer la productivité mais ne nous rapportera pas grand-chose car nous négocions dans une position de faiblesse. »

Plus grave encore : la très controversée centrale nucléaire construite par les Soviétiques (90 % des travaux sont terminés et les premiers essais sont prévus pour le début 1992) n'entrera peut-être jamais en service, malgré les sommes colossales investies. « Au mieux, on aura deux réacteurs de 407 mégawatts au lieu de quatre réacteurs de 440 mégawatts, soutient l'économiste. Mais l'Union soviétique ne pourra sans doute pas nous fournir les 14 tonnes d'uranium enrichi nécessaires par an, pour chaque réacteur et les 40 tonnes de charge initiale par réacteur. »

Les militants du groupe AMOR espèrent que le 4^e congrès du Parti communiste, en octobre, permettra d'annoncer le virage nécessaire pour s'adapter aux nouvelles réalités politiques et économiques. « Nous avons compris au moment

de la désignation des délégués qu'il ne fallait rien attendre, affirme le fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Sur 1766 délégués, un millier ont été sélectionnés par le gouvernement et les autres ont été choisis parce qu'ils avaient fait preuve de docilité. Dorénavant, nous devons travailler à un autre niveau, notamment en collaborant avec les organisations des droits de l'homme, le nouveau Syndicat indépendant créé fin septembre et les nombreux groupes de gauche qui surgissent malgré la répression. »

Les dirigeants des deux principales organisations de défense des droits de l'homme, MM. Elizardo Sanchez et Gustavo Arcos, ont déjà fait savoir qu'ils étaient ouverts à un dialogue avec « les civils et les militaires qui dirigent le pays, car ils auront un rôle fondamental à jouer pour faciliter le changement et le départ de Fidel Castro. »

BERTRAND DE LA GRANGE

POMMERY

OÙ, CHEZ POMMERY, DESCENDRE À LA CAVE CHERCHER UNE BOUTEILLE PEUT PRENDRE DES ALLURES D'EXPÉDITION.



CHAMPAGNE POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

AFRIQUE

DJIBOUTI : après les incidents meurtriers dans un quartier afar

La tension reste vive dans la capitale

Selon les autorités djiboutiennes, les « violents incidents » survenus, mercredi 18 décembre, dans le quartier afar de Arhiba, auraient fait huit morts et vingt-six blessés. Un chiffre démenti par certaines organisations humanitaires françaises, qui avancent un bilan d'« environ quarante morts » et de « plus de cinquante blessés ». Malgré le calme qui prévalait, jeudi matin, dans les rues de la capitale, la tension reste vive, chacun redoutant de nouveaux affrontements dans les jours à venir.

Selon l'hebdomadaire pro-gouvernemental *la Nation*, publié jeudi 19 décembre, les « violents incidents survenus à Arhiba-2 » (nom du quartier afar où les fusillades ont éclaté) auraient fait, au total, huit morts – « cinq individus armés, deux gendarmes et un policier » – et vingt-six « blessés légers ». Ce chiffre est contesté par de multiples sources, djiboutiennes ou françaises.

Plusieurs témoins affirment avoir compté « trente cadavres », gisant devant la grande mosquée d'Arhiba. D'autres évoquent des bilans plus élevés, allant jusqu'à « environ quarante morts ».

« Exactions »

D'après le témoignage d'un médecin, toutes les personnes qui ont été conduites à l'hôpital Pelletier, un des principaux établissements hospitaliers de la capitale, sont des civils. Hormis le cas d'un vieil homme « assommé à coups de crosse », la plupart des victimes ont été « blessées par balles » et certaines se trouveraient dans un état « très grave ».

Quoi qu'il en soit des chiffres, la responsabilité des forces de l'ordre, en particulier des membres de la Force nationale de sécurité, semble désormais avérée. A en croire la *Nation*, c'est à la suite d'une banale « opération de contrôle d'identité » que les troubles ont éclaté. Une version que beaucoup

démentent à Djibouti, d'autres estimant que le « massacre », perpétré contre les habitants du quartier d'Arhiba, constitue une action de « représailles », soigneusement organisée par les milieux proches de la présidence.

Ces « représailles » auraient été « décidées » à la suite des revers militaires récemment infligés par les maquisards afars du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD) aux soldats de l'armée gouvernementale, mobilisés dans la région de Tadjourah, au nord de Djibouti-Ville. En début de semaine, le FRUD aurait, en effet, réussi à « prendre en étau » une colonne gouvernementale qui avait tenté une percée hors de Tadjourah. Les nombreuses rumeurs, concernant les « déportements » de l'armée contre les populations civiles du nord, semblent, en revanche, se confirmer. Soixante-quinze nomades auraient ainsi été « massacrés » par les militaires, en fin de semaine dernière, dans la région de Tadjourah. Un communiqué, publié jeudi, à Djibouti, par treize parlementaires, dénonce, sans donner de bilan, les « exactions perpétrées dans les camps nomades » de Ripta, Assougouba, Kalaf et Ambabo.

Loïn d'ouvrir le dialogue – sans lequel « rien ne peut être fait » pour apaiser la crise, selon les termes du communiqué publié mercredi à Paris par le ministère français des affaires étrangères, qui a fait savoir sa « vive désapprobation », le régime du président Gouled Aptidon semble avoir choisi la manière forte pour « mater » son opposition. « Nous sommes assis sur un baril de poudre », lâchait, mercredi, un observateur français en poste dans la capitale djiboutienne. A en croire ce témoin, les « ambiguïtés » de Paris risquent de peser lourd à l'avenir : « Les Afars sont remontés contre les Français, parce qu'ils ont le sentiment qu'on ne veut pas les aider. Et les Issas, complètement désinformés, sont convaincus qu'on soutient la rébellion afar – ce qui est totalement faux ».

C. S.

○ OUGANDA : des femmes réclament la castration pour les violeurs. – Selon le journal gouvernemental *New Vision* du mercredi 18 décembre, plusieurs centaines de femmes avaient manifesté la veille à Kampala pour réclamer des peines plus sévères contre les violeurs, y compris la castration. La manifestation était dirigée par le ministre ougandais de la femme, de la jeunesse et de la culture – (AFP).

○ ZAÏRE : des diplomates indésirables en Suisse. – Le gouvernement suisse a demandé à la mission du Zaïre auprès de l'ONU à Genève et à l'ambassade zaïroise à Berne de réduire leurs effectifs, en raison du fort endettement de ces deux représentations, a indiqué le département fédéral des affaires étrangères, mercredi 18 décembre. – (AFP).

Algérie : la Kabylie en campagne contre le FLN

A l'approche des élections législatives du 26 décembre, les montagnards berbères, qui ont un compte à régler avec le pouvoir, aspirent au changement

TIZI-OUZOU

de notre envoyé spécial

« Ça fait drôle », s'étonne M. Saïd Saïd, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui fait campagne au cœur du haut pays kabyle en vue des élections du 26 décembre. Drôle de découvrir, barbouillés sur des murs ou calligraphiés sur des banderoles – en berbère et en français, – une multitude de slogans qui n'ont plus pour auteur le seul FLN, mais qui brosent à gros traits le visage d'une autre Algérie, délavée des démons du parti unique : « le droit d'avoir des droits, non à tous les intégrismes... ».

De Beni-Yenni à Oucif, les montagnards kabyles, enroulés dans leur burnous blanc, écoutent avec une curiosité mêlée de sympathie les propos virulents de M. Saïd. Ces fortes têtes ont un lourd contentieux à régler avec le pouvoir en place, qui, assurent-ils, les « a brimés plus que d'autres Algériens ».

Inutile, aux yeux du candidat du RCD, de prendre pour cible le Front islamique du salut (FIS), « car c'est l'histoire à l'arrière du FLN qui l'a fabriqué. Il faut donc combattre le mal à sa source ». Au demeurant, les préches des intégristes ont peu d'écho dans cette population « mécréante » : la démonstration de force que les « barbus » ont tenté il y a un mois, en rassemblant au stade de Tizi-Ouzou quelque 20 000 fidèles armés en autobus des quatre coins de l'Algérie, n'a abusé personne.

La Kabylie serait-elle économiquement moins à plaindre, car, terre traditionnelle d'émigration, elle en reçoit les dividendes ? Sauf à signer leur réussite par de honteuses constructions, les expatriés n'ont pas été encouragés, vu le bureaucratisme ambiant, à investir utilement chez eux. Jusqu' alors, ceux qui sont restés au pays avaient appris à attendre un peu tout du pouvoir. « Aujourd'hui,

○ MAROC : les droits de l'homme évoqués par une délégation européenne. – M. Claude Cheysson, président d'une délégation du Parlement européen en visite au Maroc, a estimé, mercredi 18 décembre, au cours d'une conférence de presse à Rabat, que « beaucoup d'améliorations ont été faites », au Maroc, sur le plan des droits de l'homme. « Je voudrais pouvoir en dire autant des pays arabes et musulmans au sud et à l'est de la Méditerranée », a ajouté M. Cheysson, en précisant qu'il ne pensait pas que la situation soit « définitivement réglée » au Maroc. – (AFP).

c'est la fin de l'Etat-providence, note un observateur local, pour beaucoup, le réveil est brutal ».

Il y a comme un retour à la terre : les gens ont repris le chemin des champs. Ils cueillent les olives pour fabriquer l'huile, dont le prix a quadruplé en six mois, ramassent même les glands pour nourrir leurs bêtes. Rompés par l'oisiveté et l'enfer, les jeunes « voteraient » plus volontiers « avec leurs pieds » s'ils en avaient le choix, tant l'horizon leur paraît bouché. « L'envie de partir à l'étranger n'a jamais été aussi forte », constate un habitant de Tizi-Ouzou. La France, bien sûr, mais pourquoi pas le Canada ou l'Australie ?

« Un environnement hostile »

Ce soir, en plein air sur la place du hameau d'Al-Harif, qui vit encore à l'heure des groupes électrogènes et au rythme des coupures d'eau, M. Saïd Hamdani, candidat du Front des forces socialistes (FFS), dit aux jeunes venus en foule l'écouter sa détermination de « changer tout et tout de suite » et, pour ce faire, les invite à se rendre « massivement » aux urnes. « Notre rupture avec le pouvoir est radicale, nous voulons le renouvellement complet de la classe politique », insiste ce médecin de trente-huit ans qui défend les couleurs de M. Aït Ahmed, un des chefs historiques du FLN, passé des 1963 dans l'opposition.

« Nous allons à ces élections contraintes et forcées », souligne M. Hamdani. Elles ne seront ni libres ni loyales, comme le prétend le gouvernement. Nous évoluons dans un environnement hostile. Et de dénoncer entre autres la réglementation « coercitive » de la campagne, le bulle-

tin de vote rédigé en arabe, sans compter les distributions fort opportunes de lentilles ou de parpaings pour rallier les hésitants. « Notre seul adversaire », conclut-il, « c'est la magouille », imaginée par des responsables du FLN aux abois, prêts à faire feu de tout bois.

Il en faudrait peu pour détourner des isolots nombre de Kabyles tant ils paraissent blasés, tant les discours qu'on leur tient leur semblent coupés des réalités de leur vie quotidienne. Ils n'en finissent pas de s'en prendre aux « hauts placés » de l'ancien régime, sans être convaincus qu'une fois installés au pouvoir les « démocrates » se comporteraient beaucoup mieux qu'eux.

Aux élections locales de juin 1990, ils avaient pour partie suivi la consigne d'abstention du FFS, puis que le taux de participation n'avait pas dépassé 25 %. Cette fois, les gens sont tentés de voter « démocratiquement » et ce d'autant plus volontiers, semble-t-il, que le FFS et le RCD ont pris racine dans cette région. « Ce sont des partis kabyles, les autres sont des partis arabes », confie un autochtone, qui ne s'embarrasse pas de subtilités politiques. Pour le reste, c'est affaire de personnes plus que de programme.

Les rivalités de personnes qui déchirent la famille démocratique déteignent justement les Kabyles, même si le FFS et le RCD, qui en sont les éléments les plus représentatifs, s'efforcent de ne pas trop les étaler sur la place publique. « Je ne suis pas un produit du FLN, et je n'ai jamais quitté la terre », lance M. Saïd. Ce psychiatre de quarante-quatre ans se réfère ainsi, au long exil de M. Aït Ahmed, soixante-sept ans, auquel il reproche d'avoir un « discours embrouillé », en particulier sur les

femmes et la laïcité, et qu'il soupçonne d'entretenir des relations troubles avec l'ancien parti unique.

Les responsables du FFS répliquent que le discours de M. Aït Ahmed n'a pas varié depuis 1963. « Il n'a jamais été mêlé à la gestion désastreuse du pays », font-ils valoir. Pour M. Hamdani, le tout jeune RCD, créé en 1989, n'est rien d'autre qu'« un poison-piège du pouvoir ».

Aux élections de sa circonscription, il se présente donc comme le candidat du seul vrai parti d'opposition.

A vrai dire, derrière ce combat de chefs, se profilent déjà d'autres échéances. La campagne pour les législatives prend ici des allures de galop d'essai pour la présidentielle. « Saïd au pouvoir », scande la clique qui l'entoure. « Bienvenue au prochain président de la République », lit-on sur les banderoles à l'entrée d'Al-Boumahdi. « Ils anticipent », commente, amusé, le secrétaire général du RCD. Pas question pour M. Hamdani, novice en politique, de jouer les vedettes : il se veut modestement le « porte-parole du FFS ». Et, faut-il ajouter, celui de M. Aït Ahmed, son fondateur.

La Kabylie va-t-elle devenir une terre démocratique, et partant, servir de modèle au pays tout entier ? Nationaliste de la première heure, puis militant dès 1956 dans les rangs du mouvement indépendantiste l'Etoile nord-africaine, Salem Ould Ali, quatre-vingt-trois ans, en est convaincu. Au soir de sa vie, mission accomplie, ce vieux tuteur sait ce qu'il lui reste à faire : « Maintenant, je peux aller rendre compte aux morts que le message est transmis... »

JACQUES DE BARRIN

AFRIQUE DU SUD

Le chef zoulou Buthelezi refuse de participer à la conférence constitutionnelle

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A l'approche de l'ouverture, vendredi 20 décembre, de la première réunion officielle de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), chacun semble vouloir faire monter les enchères politiques. C'est ainsi que M. Mangosuthu Buthelezi, chef-ministre du KwaZulu et président du puissant mouvement Inkatha, à dominante zouloue, a annoncé, mercredi 18 décembre, dans la soirée, qu'il ne participerait pas aux travaux de la CODESA.

M. Buthelezi a justifié sa décision par le refus du comité d'organisation de la Convention d'accepter la participation de deux autres délégations zouloues, celles du roi Goodwill Zweletini et du gouvernement du KwaZulu – un homeland

autonome mais non indépendant. Le retrait de M. Buthelezi ne signifie pas, cependant, que son mouvement ne sera pas représenté à la CODESA. Une ultime réunion des douze membres de la délégation de l'Inkatha devait décider, jeudi matin, de l'attitude à adopter.

En fin de semaine dernière, M. Buthelezi avait menacé l'Afrique du Sud d'une terrible guerre civile si les trois délégations zouloues n'étaient pas admises à siéger séparément à la CODESA. Le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela, le Parti national (NP) de M. Frederik De Klerk et le président du Comité d'organisation, M. Zach De Beer, membre du Parti démocrate (DP), ont tous déploré la décision de M. Buthelezi, précisant toutefois que celle-ci ne remettrait pas en cause la réunion de vendredi.

L'effervescence qui règne en ce moment en Afrique du Sud ne semble pas devoir faire dévier le processus. Ceux qui s'agitent le plus, aujourd'hui, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite, sont aussi ceux qui s'inquiètent de ne pas avoir leur mot à dire, demain, sur l'avenir de leur pays et de leur communauté.

FREDERIC FRITSCHER

○ Explosion au siège de la plus importante confédération syndicale. – Une explosion de forte puissance a gravement endommagé, jeudi 19 décembre, à Pretoria, l'immeuble abritant le siège de la plus grande confédération syndicale d'Afrique du Sud, la COSATU (proche du Congrès national africain). La police a annoncé qu'une personne a été blessée. – (AFP).

MALI

Le gouvernement et les mouvements touaregs adoptent le principe d'une trêve

Les autorités maliennes et les rebelles touaregs sont parvenus à un accord au cours de la Conférence spéciale sur le Nord qui a pris fin mercredi 18 décembre à Mopti (le Monde du 18 décembre). Le président malien, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, a annoncé l'arrêt des violences contre les populations civiles, la libération des détenus des deux camps et le principe d'une trêve.

Selon le dirigeant malien, un aide-mémoire a été adopté, qui prévoit la mise sur pied d'une commission d'enquête sur les actes de violence et sur la poursuite des consultations entre les deux parties. Une rencontre entre les autorités maliennes et les mouvements rebelles ayant été fixée au 16 janvier, en Algérie, celle qui était prévue pour le 27 décembre à Tombouctou ne devrait pas avoir lieu. L'aide-mémoire, signé par le secrétaire d'Etat malien à la sécurité intérieure, l'ambassadeur d'Algérie à Bamako et le porte-parole du Mouvement unifié de l'Azawad, fait explicitement état de l'organisation, prochainement, d'un congrès constituant d'un nouveau front unifié de la rébellion. – (AFP).

Le conflit du Sahara occidental

Le représentant de l'ONU pourrait interrompre sa mission

Le représentant spécial de l'ONU au Sahara occidental, M. Johannes Manz, a fait savoir à l'ONU qu'il souhaitait interrompre sa mission, le 31 décembre, avant d'être nommé au printemps prochain ambassadeur de son pays, la Suisse, au siège new-yorkais des Nations unies, s'il ne s'appréhendait pas, mardi 17 décembre, de sources diplomatiques à New-York.

Nommé il y a un an, M. Manz avait pour tâche de diriger le programme de l'ONU, prévoyant un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, la population sahraouie étant appelée à choisir entre l'indépendance ou l'intégration au Maroc. L'opération s'est timidement enclenchée, le 6 septembre, date à laquelle le Maroc et les maquisards du Front Polisario, qui se disputent depuis 1976 la souveraineté de cette ancienne colonie espagnole, ont accepté un cessez-le-feu. L'établissement des listes d'électeurs continue, cependant, de se révéler très délicate, les diverses parties ne s'accordant pas sur les critères de recensement des futurs votants.

Le plan de l'ONU, entériné par le Conseil de sécurité, avait prévu que ce référendum se tiendrait fin janvier ou début février 1992. – (AFP).

SOMALIE

Un accord de cessez-le-feu aurait été conclu à Mogadiscio

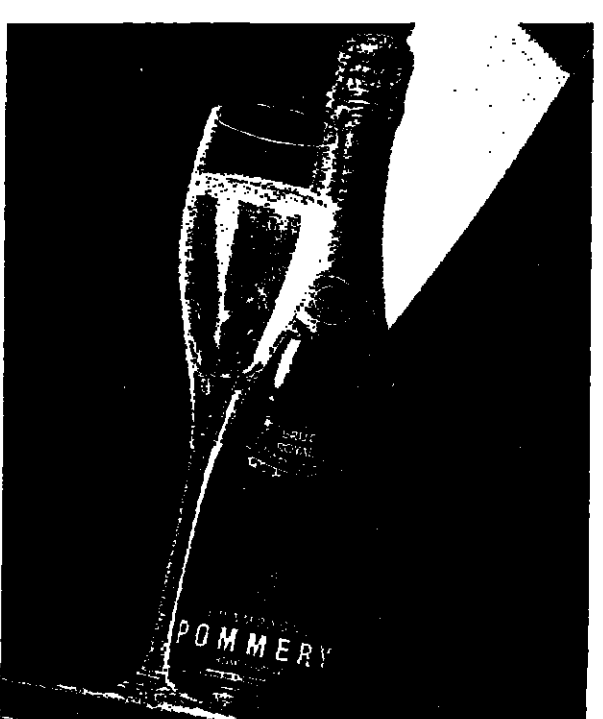
Selon le premier ministre, M. Omar Arteh Ghaleb, en visite privée en Arabie saoudite, un accord de cessez-le-feu aurait été conclu, mercredi 18 décembre, entre le président Ali Mahdi Mohammed et le général Mohamed Farah Haideed, chefs de file des factions rivales qui se disputent le pouvoir à Mogadiscio. M. Ghaleb affirme que le cessez-le-feu est respecté, en « dépit de quelques tirs sporadiques ».

En attendant que ces informations se confirment, la situation, dans la capitale somalienne, reste dramatique. Selon les membres d'organisations humanitaires américaines, un « chaos complet » règne à Mogadiscio, où les hôpitaux sont toujours « submergés de morts et de blessés ».

Le manque de médicaments et d'équipements est tel que les médecins en sont réduits à amputer des enfants sans pratiquer d'anesthésie. On estime à près de 4 000 le nombre de civils tués lors des combats fratricides qui ravagent la ville depuis près de cinq semaines. – (AFP).

POMMERY

MAINTENANT, IL NE VOUS RESTE PLUS QU'À REMONTER LES 116 MARCHES!

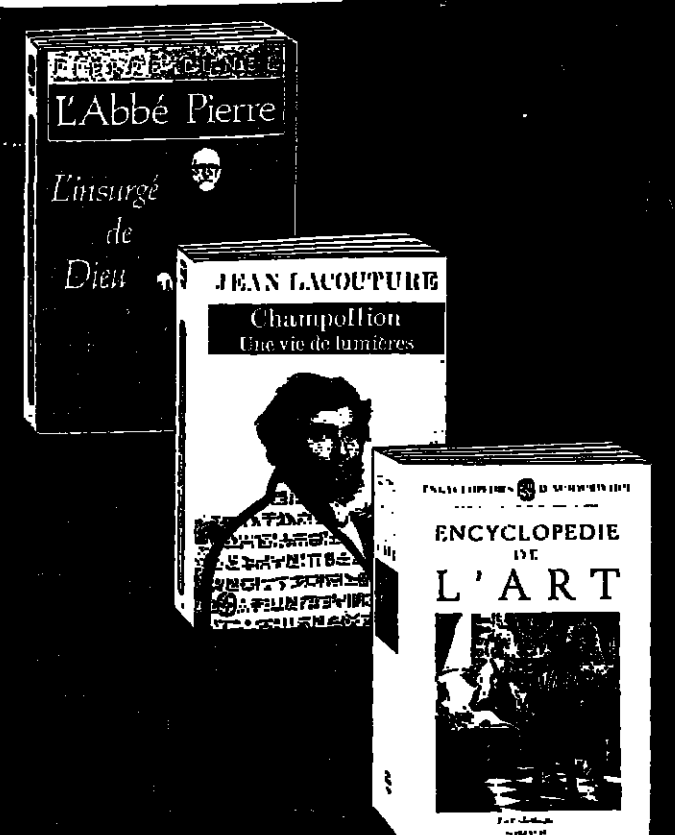


POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

١٥٨٠٠٠٠٠



Le LIVRE de POCHIE

1991
une sélection

La Pochothèque

CLASSIQUES MODERNES

JEAN GIRAUDOUX Théâtre complet
BORIS VIAN Romans, Nouvelles, œuvres diverses
STEFAN ZWEIF Romans et Nouvelles

ENCYCLOPÉDIES D'AUJOURD'HUI

ENCYCLOPÉDIE GÉOGRAPHIQUE

ENCYCLOPÉDIE DE L'ART

Littérature générale

ALAIN PEYREFITTE L'Empire immobile
FRANÇOISE DOLTO La Cause des adolescents
HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE Le Malheur russe
ROBERT MERLE Le Propre de l'homme
BERNARD LENTERIC Diane - Les Enfants de Salonique 3
FANNY DESCHAMPS Louison dans la douceur perdue
PIERRE LUNEL L'abbé Pierre l'insurgé de Dieu
CHRISTINE ARNOTHY Vent africain
FRANÇOISE CHANDERNAGOR L'Archange de Vienne (La Sans Pareille 2)
EDMONDE CHARLES-ROUX Un désir d'Orient jeunesse d'Isabelle Eberhardt (1877-1899)
BERNARD SIMIOT Rendez-vous à la malouinière
JEAN LACOUTURE Champollion, une vie de lumières
JEAN VAUTRIN Un grand pas vers le Bon Dieu
ANDRÉ FROSSARD Dieu en questions

Policiers / Thrillers

PATRICIA HIGSMITH L'Inconnu du Nord Express Carol
BO JAMES Mort d'un expert Meurtres en blouse blanche
CLIVE CUSSLER Trésor
DAVID MORRELL Le Jeu des ombres
MARY HIGGINS CLARK Dors ma jolie
TOM CLANCY Tempête rouge

ASIE

AFGHANISTAN : dans la perspective d'un règlement politique du conflit

Les chiites veulent faire entendre leur voix

Le général Routschoï, vice-président de Russie, était attendu, jeudi 19 décembre, au Pakistan, venant de Téhéran. Il se rendra ensuite à Kaboul. Son objectif est d'obtenir la libération des soldats soviétiques prisonniers des moudjahidines et de favoriser une solution politique en Afghanistan. Les parties prenantes au conflit se placent de plus en plus dans la perspective d'un règlement négocié. Invité comme observateur au congrès du PS français, M. Abdulhaq Shafaq, porte-parole du Parti de l'unité islamique, représentant quelque millions de chiites afghans, souhaite que ses coreligionnaires soient mieux entendus.

Barbu comme les sont volontiers les bons musulmans dans son pays, M. Shafaq n'a pas les traits mongoloïdes des montagnards bazars de l'Hindou-Kouch, que l'on assimile souvent aux chiites afghans. Le jeune porte-parole du Hezb-e-Wahdat-e-Islami est, en ce sens, représentatif des approximations véhiculées sur ses coreligionnaires : il est du nord de l'Afghanistan, en effet, et non du centre ; et il est tadjik, et non bazar. « On ne sait guère, en Occident que les neuf factions chiites se sont unifiées dès 1989, ou encore qu'elles ont

leur siège en Afghanistan, et non, comme on le dit souvent, à Téhéran, où elles ont seulement une importante représentation », explique-t-il.

Etre mieux connu à l'Ouest n'est pas, cependant, la première préoccupation des chiites en lutte contre Kaboul. Se faire reconnaître pour ce qu'ils sont par les autres moudjahidines est un combat tout aussi rude : « Nous demandons à figurer dans les instances représentatives du futur Afghanistan islamique au prorata de notre poids démographique, soit environ le quart de la population (1). Les sunnites ne nous proposent que 10 %. Heureusement, trois seulement des sept partis de Peshawar sont sur cette position rigide (2). »

« Aucun compromis avec Najibullah »

La création, début décembre au Pakistan, d'un Conseil du commandement de la guerre sainte - gouvernement provisoire qui se veut plus cohérent que celui formé en 1989, mais qui n'inclut pas davantage les chiites - ne rassure pas M. Shafaq.

Proches de Téhéran, les militants du Hezb-e-Wahdat ne sont évidemment, vu la contiguïté géographique de l'Iran chiite et l'isolement dans lequel les tient leur situation de musulmans minoritaires. De fait, leur voisin - entré « en révolution » cette même année 1978 où l'Afghanistan se soulevait contre « ses » communistes - ne les a jamais négligés, accueillant deux millions de réfugiés, fournissant sans compter assistance

militaire, soutien politique et aide humanitaire.

Fin novembre, un Hercules C-130 à l'échouage du Croissant-Rouge a largué des vivres et des médicaments dans la province centrale de Bamyan, dirigée depuis 1988 par les chiites. En raison d'inondations, qui ont détruit par endroits 80 % des récoltes, la disette est partout et la famine menace. « Il ne faut pas voir là une ingérence. Nous avons lancé des appels au secours tous azimuts ; Téhéran a aussitôt répondu. Mais toute assistance supplémentaire serait bienvenue... »

Kaboul a donné son feu vert à cette incursion d'un appareil étranger. Ne serait-ce pas une bonne manière faite « en retour » aux chiites, parfois présentés comme

moins hostiles que les sunnites fondamentalistes à une concertation avec le régime de M. Najibullah sur l'avenir de l'Afghanistan ? « Pour nous, Najibullah est l'homme qui est à l'origine de tous les malheurs du peuple. Il n'y a avec lui aucun compromis possible. Notre position est claire : nous voulons un gouvernement islamique, indépendant et non aligné, reconnaissant la spécificité politique et religieuse de populations chiites qui vivent depuis de nombreux siècles en Afghanistan », répond M. Shafaq.

JEAN-PIERRE CLERC

CORÉE DU SUD

« Il n'y a plus une seule arme nucléaire dans notre pays »

annonce le président Roh Tae-woo

« Au moment où je vous parle, il n'y a plus une seule arme nucléaire dans notre pays », a annoncé, mercredi 18 décembre, le président sud-coréen Roh Tae-woo. Cette annonce survient après que les deux Etats qui se partagent la péninsule ont conclu, le 13 décembre, un accord de réconciliation et de non-agression. Le 27 septembre, le président Bush avait annoncé que les Etats-Unis allaient rapatrier toutes leurs armes atomiques à courte portée déployées dans le monde. Bien que Washington ait toujours refusé toute précision, il était admis qu'une centaine de ces armes étaient entreposées au sud du 38^e parallèle.

M. Roh a appelé la Corée du Nord à en tirer les conséquences et à accepter sans conditions l'inspection de ses installations nucléaires, ainsi qu'à démanteler les installations de retraitement nucléaire qu'elle est soupçonnée d'abriter à Yongbyon, au nord de Pyongyang. Le député américain Stephen Solarz, président de la sous-commission Asie-Pacifique de la Chambre des représentants, est arrivé le 17 décembre en Corée du Nord, porteur de la même demande.

Par ailleurs, le président Roh a procédé jeudi à un remaniement ministériel. Le changement le plus notable est le départ du ministre de la défense, M. Lee Jong-hoo, qui avait récemment menacé de

□ **TIMOR-ORIENTAL** : des manifestants arrêtés risquent la peine de mort. - Huit des trente-deux personnes arrêtées par l'armée indonésienne après la sanglante répression de la manifestation du 12 novembre dernier à Timor seront poursuivies pour subversion, et risquent donc la peine de mort, a indiqué, mercredi 18 décembre, la presse de Djakarta. - (Reuter, UPI)

bombarder les installations nucléaires du Nord. Il est remplacé par le général à la retraite Choi Sae-chang, ancien chef d'état-major interarmes.

Enfin, 1 243 prisonniers vont être amnistiés à l'occasion de Noël. Parmi les bénéficiaires figurent 7 personnes condamnées pour activités communistes. En revanche le plus célèbre prisonnier politique du pays, l'étudiant Im Su-kyong, ne figure pas sur la liste. Elle purge une peine de cinq ans pour s'être rendue en Corée du Nord. - (AFP, AP, Reuter)

PAKISTAN

Graves incidents devant le Parlement à Islamabad

Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées, jeudi 19 décembre, à Islamabad, lorsque les forces de l'ordre ont chargé des milliers de sympathisants de M^{re} Benazir Bhutto, réunis devant le Parlement alors que le président Ghulam Ishaq Khan adressait son message annuel. Les incidents ont commencé lorsque le chef du PPP, principal parti d'opposition, a quitté l'hémicycle pour protester contre l'interdiction que lui avait faite le président du Parlement de répliquer au message présidentiel. M^{re} Bhutto avait empêché une demi-heure durant le président de s'exprimer, l'accusant de « fascisme ». Lors d'une conférence de presse improvisée, l'ex-premier ministre a déclaré que M. Ishaq Khan imposait « un règne de terreur », qu'il « ne représente plus l'unité du pays » et n'agit qu'en fonction « d'intérêts personnels ».

Cette dégradation du climat politique est consécutive au viol, le 27 novembre à Karachi, d'une amie de M^{re} Bhutto. L'opposition accuse M. Irfanullah Marwat, gendre du président et principal conseiller de M. Jam Sadiq Ali, premier ministre de la province du Sind, dont Karachi est la capitale, d'avoir commandité l'agression. - (AFP)

□ **INDE** : des séparatistes sikhs ont tué quatorze villageois. - Des séparatistes sikhs ont, dans la nuit du 17 au 18 décembre, tué quatorze personnes, dont trois femmes et six enfants, à Pilibhit, village de l'Uttar-Pradesh. Un groupe sikh avait déjà revendiqué, le 5 décembre, le meurtre de vingt-quatre personnes dans la même région. Face au déploiement des forces de sécurité indienne au Pendjab, les commandos sikhs ont multiplié les actions en Uttar-Pradesh et dans l'Haryana.

Tout 1992 avant 1992.

The Economist et Courier International vous racontent l'année prochaine dans ce passionnant hors-série.

COURIER

En vente chez votre marchand de journaux.
116 pages, 40 F.

EXCEPTIONNEL!

Partez avec votre
205, 309, 405, 605
turbo diesel
le Turbo est GRATUIT!

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
c'est français, nous en sommes fiers!

7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎47.66.02.44 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.39.55.91 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.95.54.34

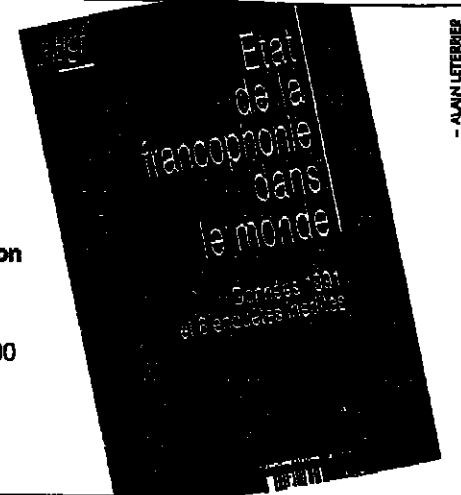
RAPPORT 1992 DU HAUT CONSEIL DE LA FRANCOPHONIE

Francophonie : La naissance d'un nouvel univers

OÙ EN SONT les droits de l'homme dans les pays francophones ? Qui porte français dans les organisations internationales ? Quelle est la place des écrivains francophones dans l'enseignement ? Langue, culture, communication, éducation, environnement, sciences... De l'Europe du Sud-Est aux îles francophones de l'Océan indien, le Haut Conseil de la Francophonie fait le point.

Le Rapport du Haut Conseil : « vademecum indispensable pour prendre le pouls de l'espace francophone... » (J.-P. Péroncel-Hugoz).

La Documentation française
29, quai Voltaire
75007 Paris
tél. (1) 40 15 70 00
424 pages
index
120 Francs



Syrie : les juifs

Le 19 décembre, à Damas, les autorités syriennes ont annoncé la libération de 100 prisonniers juifs. Cette annonce a été accueillie avec une certaine réserve par la communauté internationale, car elle ne précise pas les conditions de la libération. Les juifs syriens, qui sont environ 100 000, ont subi pendant des décennies des persécutions et des discriminations. Leur situation est toujours précaire, malgré les déclarations officielles de la Syrie.

PROCHE-ORIENT

Syrie : les juifs dans l'attente de la paix

Cette communauté, d'environ quatre mille membres, jouit de la liberté de culte
Son vrai problème demeure l'impossibilité d'émigrer librement

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Dans ce quartier du centre de Damas, l'homme qui sentait avec sa kippa sur la tête pourrait surprendre, et pourtant nul ne s'en étonne. Au nombre de quatre mille environ, les juifs syriens vivent pour les trois quarts dans la capitale, un petit millier à Alep et moins de deux cents à Kamichli, dans le nord-est de la Syrie.

Communauté souvent aisée, nombre d'entre eux ont depuis longtemps quitté les petites rues des vieux quartiers de Damas pour s'installer dans la ville moderne. Contrairement à une idée reçue, ils peuvent acheter des biens quasiment partout. Il suffit d'ailleurs de se rendre le samedi dans certains quartiers de Damas pour s'en rendre compte, les commerçants juifs fermant ce jour, comme leurs collègues musulmans le vendredi, ou chrétiens le dimanche.

Les juifs syriens, comme les autres communautés religieuses du pays, jouissent en effet de la liberté de culte, et Damas ne compte pas moins de vingt-deux synagogues, dont certaines il est vrai de petite importance. Au fond d'une de ces immenses synagogues qui font les charmes du vieux Damas, la grande synagogue a été rénovée il y a quatre ou cinq ans. Agé de quarante-huit ans, le grand rabbin Abraham Hamra, qui préside aux destinées religieuses de la communauté, se sentait presque seul puisqu'on ne forme pas de rabbins en Syrie. Mais, dit-il, « il y en a deux qui poursuivent en ce moment leurs études aux

Etats-Unis et de toute façon un rabbin en prépare un autre ».

C'est là, dans ce qu'on appelle encore par tradition historique le « quartier juif », jouxtant le « quartier chrétien », que l'on trouve aussi les deux écoles de la communauté, qui comptent, selon le grand rabbin, « environ huit cent cinquante à neuf cents élèves, en majorité juifs mais aussi palestiniens musulmans, nombreux dans le quartier, et chrétiens du voisinage ». L'une de ces écoles est soutenue financièrement par l'Alliance israélite universelle, alors que l'autre bénéficie de l'aide de l'importante communauté juive syrienne émigrée aux Etats-Unis.

Surveillance particulière

Si ces écoles, comme toutes celles de Syrie, enseignent le programme officiel et sont soumises au contrôle d'un directeur nommé par l'Etat, secondé par un responsable mandaté par le conseil communautaire, l'une d'elles dispense un enseignement religieux en hébreu. La plupart des professeurs sont, selon l'un d'entre eux, de confession juive, mais pas exclusivement. Comme ces deux écoles ne vont pas jusqu'à baccalauréat, les élèves poursuivent ensuite leurs études dans les lycées d'Etat, puis à l'université.

Ces faits avérés ne sauraient toutefois masquer les problèmes d'une communauté qui, en raison de l'état de guerre qui règne toujours entre la Syrie et Israël, est d'autant plus faci-

lement soupçonnée d'intelligence avec l'ennemi que l'Etat hébreu ou plus simplement les communautés militantes émigrées ne manquent pas une occasion de dénoncer avec beaucoup d'exagération le sort qui lui est prétendument réservé. Même s'ils ne s'en plaignent pas, le fait que les juifs syriens soient « dispensés du service militaire obligatoire » et que soit notifiée, sur leur carte d'identité, leur religion - discrètement (par rapport à la période antérieure au régime du président Assad, où elle était marquée en rouge, bien visible) - est révélateur de la sourde méfiance qu'ils suscitent. Dans un pays où les services de renseignement et de sécurité sont omniprésents, il est bien évident qu'ils font l'objet d'une surveillance particulière.

Le vrai problème de la communauté demeure toutefois, comme le souligne d'ailleurs le grand rabbin, l'impossibilité d'émigrer librement. Une famille juive ne pouvant tout entière quitter la Syrie. Cette restriction, inadmissible au regard du droit à la libre circulation des personnes, tient sans aucun doute à deux préoccupations des autorités, qui, d'une part, ne veulent pas voir leurs ressortissants risquer d'aller gonfler les rangs de « l'ennemi » et, d'autre part, participer, d'une manière ou d'une autre, à l'émigration des juifs en Israël.

Il ne fait pas de doute non plus que, si les juifs syriens peuvent

voyager, et beaucoup d'entre eux le font, ne serait-ce que pour leurs affaires, l'obtention du visa de sortie, obligatoire pour tous les Syriens, est pour eux plus difficile, selon de nombreux témoignages. Dans une administration où la corruption est largement répandue, ils sont en effet plus vulnérables que les autres. Ces restrictions ont d'ailleurs amené dans le passé des candidats au départ à tenter de franchir illégalement la frontière et, jusqu'au début de ce mois, où ils ont été libérés, quatre juifs syriens purgeaient des peines de prison pour ce délit puni par la loi. Aujourd'hui seuls deux juifs syriens demeurent emprisonnés, les frères Sved, arrêtés en 1987 au retour d'un séjour à l'étranger au cours duquel ils s'étaient rendus en Israël. Aller en Israël est interdit à tout Syrien, quel qu'il soit.

L'aisance dans laquelle vivent la plupart des membres de la communauté - commerçants, professions libérales (beaucoup de médecins en particulier) - prouve en tout cas que les juifs syriens ne font pas l'objet de discrimination de la part de leurs concitoyens, car cette communauté est trop petite pour pouvoir vivre en autarcie. En fait, comme l'affirme le rabbin Hamra, « espérons que la paix va venir », qui seule pourrait totalement dénouer la situation.

FRANÇOISE CHIPAUX

Impasse à Washington

Les négociateurs israéliens et arabes ne se sont mis d'accord que sur un prochain rendez-vous

Les négociations bilatérales israélo-arabes se sont terminées, mercredi 18 décembre à Washington, le seul accord portant sur la décision de les reprendre le 7 janvier prochain dans la capitale américaine.

Pas d'accord sur le dossier palestinien, bloqué par une querelle de procédure pouvant paraître byzantine mais jugée fondamentale par les israéliens et les Palestiniens. Pas d'accord dans les négociations israélo-syriennes, qui se resumaient, selon les intéressés, à des accusations mutuelles de refus de discuter le fond. Pas d'accord dans les discussions entre Israël et le Liban, dont le climat a cependant été plus cordial que les autres. Le bilan paraît très maigre.

La querelle de procédure sur le déroulement des négociations entre les israéliens et la délégation jordanienne-palestinienne a empêché les négociateurs d'ouvrir des discussions sur le fond, et il est probable que les Etats-Unis, désormais seuls parrains réels du processus de paix étant donné l'état de l'URSS, devront s'efforcer d'ici au 7 janvier de rapprocher les points de vue. Ils ne pourront cependant imposer leur arbitrage, celui-ci ne pouvant résulter que d'une demande des deux parties. Or Israël, qui s'est

ouvertement félicité de l'absence de pressions américaines durant cette phase, n'a pas l'intention de le demander.

Six jours de discussions, de propositions et de contre-propositions ont laissé les deux parties sur leurs positions. Le porte-parole palestinien, M. Hanane Achraoui, a accusé mercredi les israéliens de vouloir « dicter leurs conditions ». Mais le chef de la délégation israélienne, M. Eliahou Rubinstein, a estimé que « le how a été réglé » au cours des discussions, même si elles n'ont pas abouti.

Les Syriens ont durant ces huit jours accusé les israéliens de refuser de parler de l'échange de territoires contre la paix, c'est-à-dire de la restitution à la Syrie du plateau du Golan. Les représentants de Jérusalem ont, pour leur part, accusé ceux de Damas de ne pas vouloir parler de traité de paix ou reconnaître le droit à l'existence d'Israël.

Les discussions avec les Libanais, qui portent sur le retrait israélien du sud du Liban, ont été plus faciles, mais n'ont pas non plus abouti à quoi que ce soit de tangible. Les représentants de Beyrouth ont de toute manière averti qu'un accord sur leur contentieux avec Israël dépendait d'un règlement global du conflit israélo-arabe. (AFP)

Selon le « New York Times »

Washington, Paris et Londres tentent d'obtenir des sanctions internationales contre la Libye

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France se sont mis d'accord pour tenter d'obtenir des sanctions internationales contre la Libye, accusée d'être responsable de deux attentats contre des avions américains et français, indique jeudi 19 décembre le New York Times.

Selon le quotidien, qui cite des responsables anonymes des trois pays, ces derniers, sans être « complètement d'accord sur une stratégie commune », « envisagent une résolution du Conseil de sécurité » des Nations unies qui, « au minimum, interdirait tous les vols internationaux vers ou au départ de la Libye, la vente d'avions commerciaux et de pièces détachées et la fourniture de services liés à l'aviation ».

Ces pays « discutent également de sanctions plus contraignantes », allant d'une « interdiction de vente d'équipement militaire et de technologie civile pouvant avoir des usages

militaires » à un « boycottage pétrolier », en passant par « une limitation de la représentation diplomatique », ou un « gel des actifs libyens dans les banques étrangères » ajoute le quotidien en citant les mêmes sources.

D'autre part, quatre cents anciens soldats libyens reçoivent un entraînement dans un camp près de Washington pour préparer le renversement du colonel Mouammar Kadhafi, a révélé, mercredi, le journal arabe El Hayat, paraissant à Londres, qui publie un reportage de son correspondant aux Etats-Unis, accompagné de deux photographies. Ces hommes servaient au Tchad avant leur désertion, indique un correspondant, qui précise que les Etats-Unis ont fourni aux transfuges toutes les facilités nécessaires. (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

BELGIQUE

La tentative de former un gouvernement de coalition a échoué

Les tractations engagées sous l'égide du Parti libéral flamand (PVV) pour former un gouvernement de coalition en Belgique après les élections législatives du 24 novembre se sont soldées par un échec, dans la soirée du mercredi 18 décembre. Le libéral flamand Guy Verhofstadt a demandé au roi Baudouin d'être déchargé de la mission de « formateur » de gouvernement que le souverain lui avait confiée le 9 décembre, a annoncé le Palais royal. Le roi Baudouin a accepté cette demande, ajoute le Palais.

Les élections du 24 novembre, marquées par un recul des partis traditionnels et une poussée des écologistes et de l'extrême droite, n'ont pas permis de dégager une majorité de gouvernement claire. Face à cette situation, M. Guy Verhofstadt, avocat et ancien vice-premier ministre, n'a pas réussi à rallier à son projet de programme gouvernemental les libéraux, les socialistes et les écologistes, comme il le souhaitait. Le roi Baudouin va désormais devoir désigner un nouveau formateur. La précédente crise gouvernementale en Belgique, à la suite des élections de 1987, avait duré 187 jours. (AFP)

POLOGNE

M. Olszewski va tenter de mettre en place un nouveau cabinet

Le Parlement polonais a rejeté, mercredi 18 décembre, la démission du premier ministre, M. Jan Olszewski, désigné à comploter par le président Walesa au début du mois. Dans un vote surprise, 214 députés ont voté contre, 132 pour et 73 se sont abstenus. M. Olszewski, un ancien avocat de Solidarité de soixante et un ans, s'est ensuite dit prêt à poursuivre sa mission mais a posé deux conditions : élargir la base d'un futur gouvernement et bénéficier du soutien de M. Lech Walesa, qui n'a jamais caché qu'il préférerait reconduire l'ancien premier ministre libéral, M. Jan Krzysztof Bielecki.

A la suite du vote de la Diète, M. Walesa est maintenant contraint par la Constitution d'accepter M. Olszewski. A l'issue d'un entretien entre les deux hommes, mercredi après-midi, le premier ministre a indiqué que le président lui avait exprimé sa « sympathie » tout en lui faisant remarquer qu'il n'avait « que 50 % de chances de mener à bien sa mission ». Aucune formation politique n'a réussi à mettre en place un gouvernement depuis les élections législatives du 27 octobre. M. Olszewski a affirmé qu'il voulait présenter son nouveau cabinet au Parlement samedi prochain. (AFP)

Le whiskey de John Jameson.

JAMESON Spirit of Ireland

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

POLITIQUE

Au Palais du Luxembourg

Le Sénat s'apprête à repousser la réforme du mode de scrutin sénatorial

Les sénateurs devaient commencer, jeudi 19 décembre, l'examen du projet de loi réformant le mode d'élection des sénateurs présenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur. La majorité du Sénat, hostile au projet, a obtenu qu'il ne soit examiné qu'en avril par l'Assemblée nationale.

Hors du palais du Luxembourg la réforme du scrutin sénatorial ne mobilise pas, c'est le moins que l'on puisse dire, les foudres (1). Les associations agricoles sont bien montées en ligne, au nom de la défense de la France rurale, contre un projet qui tend à réduire la sur-représentativité des petites communes, mais le paysan du Morbihan ou de la Somme n'a pas encore pris la fourche pour sauver «notre sénateur».

Les sénateurs de droite n'ont pourtant pas manqué de réclamer. Une félonie! Un crime de lèse-Sénat! Oser reprendre les propositions de loi de ces deux dangereux agitateurs que sont les sénateurs socialistes Guy Allouche (Nord) et Claude Estier (Paris), qui préside les destinées du groupe PS du Sénat! Inscrivez ce texte à l'ordre du jour, au tout dernier jour de la

session, en laissant planer la menace d'une déclaration d'urgence qui précéderait l'examen du projet, et par là même son adoption à l'Assemblée nationale par les députés socialistes et communistes! Voilà, à coup sûr, une double faute que le gouvernement devait éviter!

Après une longue concertation et une ultime démarche du président du Sénat, M. Alain Poher, auprès du premier ministre, les sénateurs avaient décidé dans un premier temps de recourir à l'arme universelle, aussi vieille que le monde parlementaire: l'obstruction. Quatre-vingts orateurs s'étaient inscrits pour une discussion générale non organisée, de manière à donner à chacun un temps de parole de quarante-cinq minutes. Les discours étaient tapés, les tableaux de présence remplis: on allait voir ce qu'on allait voir...

« Il suffirait de presque rien... »

La mobilisation, pourtant, n'est pas la guerre. « Il suffirait de presque rien... », indiquait en début de semaine le rapporteur du projet, M. Jacques Larché, président de la commission des lois, qui se montre pourtant rarement accommodant avec le gouvernement sur les textes sensibles. Ce « presque rien » est

des agriculteurs ». Le texte a été adopté par la majorité sénatoriale, les communistes se sont abstenus, les socialistes ont voté contre.

Les sénateurs ont, d'autre part, décidé, à la demande des communistes qui ne disposent actuellement que d'un poste de secrétaire, d'élargir leur bureau en portant de quatre à six le nombre de vice-présidents et de huit à quatorze le nombre de secrétaires. Cette disposition a été adoptée par le PC, le PS (à l'exception de M. Michel Dreyfus-Schmidt, qui présidait la séance), et le RPR, à l'exception de M. Hubert Haenel. Les centristes, les Républicains et indépendants, le Rassemblement démocratique et européen et les non-inscrits ont voté contre.

venu du ministre de l'intérieur, entendu mercredi soir par la commission des lois. Le gouvernement, c'est dit, n'aura pas recours à la procédure d'urgence. Il n'inscrira pas ce texte à l'ordre du jour d'une éventuelle session extraordinaire et ne le déposera pas sur le bureau de l'Assemblée nationale avant la session de printemps. « D'ici là, avec les élections régionales et d'éventuels changements au gouvernement, on pourra voir venir... », a assuré M. Larché à l'issue de l'audition du ministre.

Le gouvernement ne se résout pas, pour l'instant, à enterrer le projet. Il fait face, insensible aux critiques qui émanent parfois de ses propres amis. M. Michel Charasse, ancien sénateur socialiste du Puy-de-Dôme et grand amateur du palais du Luxembourg où il souhaite revenir, s'en est fait une spécialité qui comble d'aise la majorité sénatoriale.

Dans les deux camps, on envisage maintenant de se satisfaire de ce *modus vivendi*: il contente le groupe socialiste du Sénat, qui tient « sa » première lecture, et la majorité de droite sénatoriale, qui voit le dossier filer un train modéré. Les sénateurs pourraient revoir à la baisse le nombre de leurs intervenants pour abréger les débats, puis repousser par l'adoption d'une question préalable (qui stipule qu'il n'y a pas lieu de débiter) le projet dont l'examen par les députés serait alors reporté en avril, à moins qu'une crispation de dernière minute ne remette en question cette tentative de conciliation.

G. P.

(1) Le texte prévoit l'extension du scrutin proportionnel, réservé pour l'instant aux départements qui disent au moins cinq sénateurs, à ceux qui en disent au moins trois, ainsi que le renforcement, au sein des collèges des grands électeurs, de la représentativité des villes moyennes et grandes. Il devrait bénéficier aux socialistes qui pourraient ainsi gagner une vingtaine de sièges, et dans une moindre mesure au RPR, aux députés des contrées des Républiques et indépendants, et des membres du Rassemblement démocratique et européen.

Le projet de loi sur le statut de la magistrature

M. Hubert Haenel, rapporteur « toujours prêt »

Les sénateurs ont commencé, jeudi 19 décembre au matin, l'examen du projet de loi organique portant statut de la magistrature, adopté en première lecture le 21 novembre par l'Assemblée nationale. M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), rapporteur de la commission des lois, a jugé « modeste » la réforme proposée, dont il a néanmoins recommandé l'adoption sous réserve de certains amendements.

M. Hubert Haenel a beau se proclamer paysan rhénan, rappeler qu'il est sénateur de la vallée de la Weisse, dans le Haut-Rhin, et se prendre de passion pour l'aménagement de l'espace rural, l'institution judiciaire lui brûle toujours un peu les doigts. C'est tout naturellement qu'il a animé au printemps, avec son collègue centriste Jean Arthuis, une commission de contrôle sur la justice dont les conclusions nourrissent les débats parlementaires et les réflexions du garde des sceaux, M. Henri Nallet, et qu'il a été nommé rapporteur du projet de loi sur le statut de la magistrature.

La justice, M. Haenel connaît. Major de sa promotion à l'Ecole nationale de la magistrature, après de solides études à la faculté de droit de Nancy, le sénateur, après s'être aguerri à l'administration centrale du ministère de la justice et dans plu-

sieurs cabinets ministériels, a exercé pendant deux ans les fonctions de secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), avant d'être nommé, en 1977, au tour extérieur, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Hyperactif, l'Alsacien « enfant de la guerre » né en exode, en 1942, l'est tout d'abord par nécessité. Ouvrier forestier ou postier en centre de tri de nuit, puis éleveur surveillant, pour payer ses études, au lycée des Bons Pères de Saint-Clement, à Metz, le scout bossier à la tête de la pétrolière Charles-de-Foucauld du lycée, imprégné des ouvrages de Lyautey, se verrait bien sous les drapeaux, en Afrique, pour y accomplir la « mission sociale de l'officier ». Mais à l'époque la guerre fait rage en Algérie. Au lycée Saint-Clement, le jeune Hubert, qui a pour condisciples les fils d'André Malraux et du colonel Argoud, se rend compte qu'il s'est trompé d'époque. Son bachelot en poche, il choisit le droit.

« Sanglier foucure »

En 1977, loin des dures de la place du Palais-Royal, M. Haenel commence une autre vie dans une petite commune du Haut-Rhin. Maire de Lapoutroie dès 1977 (réélu depuis avec des scores dignes des anciennes Républiques soviétiques), il échoue la même année à la candidature de sénateur. Neuf ans plus

tard, après un passage par l'institut des hautes études de la défense nationale et un internement dans les amphithéâtres de l'université d'Alb-en-Provence, « Sanglier foucure » (c'était son nom de totém chez les scouts) prend la nomenclature contrainte de vitesse et est élu député sous l'étiquette du RPR, qui l'a soutenu dans son offensive. Aujourd'hui, il caresse le projet d'entrer au conseil régional d'Alsace.

Ancien membre du Syndicat de la magistrature plutôt situé à gauche, M. Haenel fréquente à la fois la Place Vendôme et l'Association professionnelle des magistrats (APM), solidement ancré à droite. Le sénateur est un cynique, quand bien même cette volonté de concilier les contraires, héritée de sa formation, lui fait souvent côtoyer l'indécision. Au Sénat, il en va de même. M. Alain Poher est-il réélu en 1989, grâce au soutien de son groupe, à la présidence du Sénat? La voilà qui se précipite au Club Luxembourg, qui rassemblera pendant plus d'un an des « quadras » de toutes tendances « prêts à secourir les branches » d'une institution qui végète.

Lorsqu'il fait préface son rapport sénatorial sur la justice par M. Jean-Denis Bredin, qui a plutôt le cœur à gauche, les appartements de son groupe s'émouvent. Le sénateur « toujours prêt », lui, s'amuse.

GILLES PARIS

Le rapport de la commission de contrôle

Les sénateurs souhaitent plus de démocratie pour l'application des accords de Schengen

Rendu public mercredi 18 décembre, le rapport de la commission de contrôle créée par le Sénat pour examiner la mise en œuvre de l'accord de Schengen, signé en 1985, sur la suppression graduelle des contrôles aux frontières pour nuit pays européens (l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal) attribue, pour l'essentiel, ses difficultés d'application au manque de démocratie dans les questions touchant à la libre circulation des personnes. Il recommande donc que les Parlements soient mieux associés à la politique menée en ce domaine.

« La commission de contrôle Schengen ne peut, en l'état actuel du dossier, donner qu'un avis négatif sur son action depuis la ratification par le Parlement des accords de Schengen. » La conclusion du rapport du M. Xavier de Villepin (Français établis hors de France, Un, cent), au nom de la commission de contrôle sénatoriale présidée par M. Paul Masson (Loiret, RPR), est relativement sévère pour le gouvernement, même si le principe de la ratification n'est pas remis en question. La droite sénatoriale (les commissaires socialistes se sont abstenus) regrette en premier lieu que la France ait eu à se prononcer très rapidement, et la première, sur cet accord, alors que ses partenaires semblent moins pressés de le faire; et elle reproche au gouvernement français d'avoir montré peu d'empathie à répondre à certaines demandes d'information.

Les sénateurs de la majorité dénoncent surtout ce qu'ils appellent « la démocratie confisquée ». Ils estiment que dans un domaine aussi important, touchant aux libertés individuelles et à des questions aussi sensibles que la drogue, l'immigration ou le terrorisme, la pratique consistant à n'inviter le Parlement qu'à ratifier, in fine, sans avoir la moindre possibilité d'amender, « frôle le dénuement de légitimité ».

Si la commission réclame qu'un certain nombre de dispositions ont été prises pour la mise en œuvre de

l'accord de Schengen (théoriquement prévue à l'horizon 1993), elle met en exergue des retards jugés dangereux, notamment dans l'implémentation des accords de déclaration obligatoire des étrangers, le renforcement des contrôles aux frontières extérieures. La commission met également en avant deux craintes évoquées à plusieurs reprises lors des débats de ratification à l'Assemblée, le 4 juin, et le 26 juin au Sénat: le trafic de drogue (les Pays-Bas et l'Espagne ont des législations plus souples pour les drogues « douces ») et l'immigration clandestine venant du Sud ou de l'Est.

M. de Villepin propose quatre séries de mesures « pour éviter qu'un jour l'édifice ne s'écroule sous les coups de boulet des soupçons nationaux, des peurs ou de la xénophobie ».

Tout d'abord, « réintroduire la démocratie » en prolongeant la mission de contrôle par la création d'une mission permanente d'information et en réunissant, à dates

régulières, une conférence interparlementaire des Etats participant à l'accord de Schengen.

Accélérer ensuite « la réalisation d'un espace judiciaire en Europe », avant la création d'une « indispensable » police européenne, et mettre en place des brigades mixtes aux frontières extérieures.

Rappeler « les exigences qu'implique pour tous la participation à un territoire commun », que ce soit pour les Pays-Bas ou l'Espagne à propos de leur législation sur la drogue, pour l'Allemagne et le droit d'asile, pour la Belgique et la politique de visas ou pour l'Italie qui ne dispose pas de loi sur le contrôle des données à caractère personnel.

En France même, appliquer strictement la réglementation relative aux étrangers, mettre en œuvre un véritable plan de redéploiement des personnels de police, et expliquer à l'opinion publique les objectifs et les conséquences du traité.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur surenchère du dixième, au Palais de Justice de VERSAILLES le MERCREDI 8 JANVIER 1992, à 9 h 30. EN TROIS LOTS:
1- GENTILHOMMIÈRE, communes d'AUFFREVILLE-BRASSEUIL et VERT (78) 63, route Nationale, lieudit « La Croix Saint-Jacques », avec MAISON de GARDIEN, PARC paysagé traversé par une rivière, PISCINE, TENNIS (1^{er} lot de l'enchère).
2- et 3- TERRES AGRICOLES à AUFFREVILLE-BRASSEUIL (2^e et 3^e lots de l'enchère)
MISES A PRIX : 2 321 000 F - 13 200 F - 37 950 F
S'adresser pour renseignements à SCP d'avocats MOREAU-BORNAY-RAMETTE, 16, rue Hoche, 78000 VERSAILLES, tél. : 39-51-56-70 - 39-50-03-67, fax : 39-50-77-38; SCP d'avocats COURTAIGNE-PLANCHY-MAGNIE, TOFANI, 32, avenue de Saint-Cloud, 78200 VERSAILLES, tél. : 39-50-02-28; SCP d'avocats RAOULT et DE CHANAUD, 36, route Nationale, 78000 MANTES-LA-JOLIE, tél. : 30-33-06-07. Greffe du T.G.I. de VERSAILLES où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur conversion de saisie en vente volontaire, au Palais de Justice de PONTAISE, le JEUDI 9 JANVIER 1992, à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ à L'ISLE-ADAM (95)
5, RUE DE CONTI - LIEUDIT « LA COHUE »
Mise à prix : 1 500 000 F
S'adresser pour renseignements à M. R. FOUCHET, avocat, 11, rue Louis-Lebrun, 95200 SARCÈLES, tél. : 39-90-42-03; M. BERGER, avocat, tél. : 30-30-00-30; M. EGRET, avocat, tél. : 34-11-17-19. Tous avocats T.G.I. Pontaise. Au greffe T.G.I. PONTAISE où l'enchère est déposée.

sur le devant de la Seine
une librairie nouvelle
La documentation Française
29, quai Voltaire (7^{ème})

ouverture le 23 décembre

droit, politique, économie,
société, arts, culture,
vie et relations internationales

plus de 10 000 titres

premiers jours : un pin's en cadeau pour tout achat de plus de 100 F

La documentation Française



Les députés socialistes
sur les ind

Les députés socialistes sur les ind

Les députés socialistes sur les ind

Les députés socialistes sur les ind

Les députés socialistes sur les ind

Les députés socialistes sur les ind

Les députés socialistes sur les ind

Les députés socialistes sur les ind

POLITIQUE

Le nouvel examen du projet sur les mesures d'ordre social

Les députés socialistes s'opposent à tout prélèvement sur les indemnités de licenciement

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 19 décembre, en nouvelle lecture, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, qui institue notamment une indemnisation des victimes du sida contaminées à la suite d'une transfusion sanguine. L'examen de ce texte a donné l'occasion au gouvernement de tenter d'opérer un prélèvement sur une fraction des indemnités versées en cas de licenciement. Le groupe socialiste s'est opposé à cette nouvelle mesure.

Les projets portant diverses dispositions d'ordre social, ou DDOS dans le jargon parlementaire, contiennent bien d'être ce qu'ils ont toujours été : des textes « fourre-tout », où l'on peut glisser des mesures nouvelles, importantes, mais de préférence à la sauvegarde. Il était plus de 23 heures, mercredi 18 décembre, lorsque le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, s'est levé de son banc pour défendre un amendement qui ne figurait même

pas sur l'ordre du jour distribué aux députés. Il s'agissait d'assujettir aux cotisations sociales la part de l'indemnité de licenciement supérieure au montant de l'indemnité fixée par la loi ou par une convention collective. Si l'on préfère, un salarié licencié ayant droit à 120 000 F d'indemnité et qui, par accord amiable avec son employeur, aurait obtenu une indemnité de 150 000 F, aurait dû désormais verser des cotisations sociales sur le dépassement de 30 000 F.

« Faut-il que vous ayez besoin d'argent pour mettre à mal, à ce point, l'un des fondements principaux des droits du travail », s'est écrié le premier M. Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire), avant que M. Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) juge le procédé « purement scandaleux ». « On ne comprend plus, ou je ne comprends plus, que le gouvernement est aux abois », a rétorqué M. Jean-Yves Chazard (RPR, Vienne). « Le gouvernement va trop loin et trop vite », a ajouté M. Gérard Gouzes, au nom du groupe socialiste, avant que le ministre se décide enfin à demander une suspension de séance, puis, après avoir vérifié

l'opposition du PS, à retirer son amendement.

Même s'il y a des abus dans ce domaine, quand des chefs d'entreprise « achètent » à coups d'indemnités de prétendus départs « volontaires », on venait en quelque sorte de frôler la catastrophe : dans la préjudication et faute de concertation avec sa majorité, un gouvernement de gauche avait failli prendre la responsabilité d'amputer les indemnités versées aux salariés privés d'emploi. « Tout cela pour des recettes de poche de 500 millions à 1 milliard de francs qui représentent un coût politique majeur », soupire un député socialiste, en précisant que les partenaires sociaux avaient eux-mêmes conclu un accord sur cette question, mais de façon contractuelle et non pas autoritaire.

Le dépistage du sida

L'examen du DDOS a cependant donné l'occasion au gouvernement d'introduire, et cette fois avec plus de succès, un certain nombre de mesures nouvelles. En dépit des protestations de l'opposition, les établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques seront

soumis, pendant un an, à « une contribution exceptionnelle » égale à 1,2 % de leur chiffre d'affaires réalisés en France. Le produit de cette taxe sera affecté aux différents régimes d'assurance-maladie.

La mise en service des ambulances, hormis celles qui sont affectées à l'aide médicale d'urgence, sera d'autre part soumise à une autorisation du représentant de l'Etat dans chaque département, afin, comme l'a dit joliment M. Bianco, de parvenir à un meilleur « contrôle de la démographie de la population ambulancière ».

Enfin, l'Assemblée nationale a supprimé l'obligation d'un dépistage du sida lors des examens pré-nuptiaux et prénataux, telle qu'elle avait été introduite dans le texte du gouvernement par le Sénat. Sur l'ensemble du projet de loi, voté par le groupe socialiste, le groupe communiste a confirmé son abstention de la première lecture. Le RPR, l'UDF et l'UDC, en revanche, ont voté contre, alors que, le 11 décembre, ils n'avaient pas pris part au vote.

J.-L. S.

La polémique sur le financement des Verts

M. Antoine Waechter dénonce une manœuvre du gouvernement

Urba-Gracco et le subit intérêt de l'administration fiscale pour le financement des Verts ne feraient qu'une seule et même affaire. Tel est le point de vue exposé, mercredi 18 novembre, par M. Antoine Waechter dans un plaidoyer en défense où perçait parfois quelque embarras.

Le porte-parole des Verts a exprimé sa conviction que les informations publiées dans le *Canard enchaîné* (le 19 décembre) sur le versement aux Verts, de 1988 à 1990, d'une commission de 11,5 millions de francs par leur imprimeur Héliot-Corbail n'ont rien d'innocent. Selon lui, « on tente d'accrocher une cascade aux Verts au moment où M. Chirac veut de signer un décret concernant l'affaire Urba-Gracco » et alors que lui-même vient de se porter partie civile à Marseille dans cette affaire afin de relancer la procédure.

Les Verts s'estiment donc victimes d'une manœuvre vengeresse de la part du pouvoir. Afin de couper court à la rumeur, M. Antoine Waechter a tenté de justifier l'existence de cette commission de 11,5 millions reçue de Héliot-Corbail en application de deux conventions signées entre les deux parties aux termes desquelles l'imprimeur s'engageait à reverser aux Verts 80 % de la différence entre le coût réel de ses travaux et le remboursement forfaitaire de l'Etat. Selon M. Waechter,

ce versement correspond à la « rémunération de prestations bénévoles réalisées par les militants ». « Nous avons facturé à l'imprimeur cette sous-traitance », a-t-il résumé, admettant toutefois que ces prestations avaient été « facturées au prix fort ». Dans une allusion maladroite à ses rivaux de Génération écologie, M. Waechter a rappelé que « M. Brice Lalonde a pratiqué la même démarche en 1981, nous en sommes témoins, mais cela n'a rien d'ilégal ».

Tel n'est pas visiblement l'avis de M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, qui a estimé, lors des questions d'actualité de l'Assemblée nationale, mercredi, qu'il était « grave que le trésorier de cette formation, entendu par la commission d'enquête sur le financement des partis politiques, n'ait pas fait état de ces surfacturations ». Mais la question du remboursement forfaitaire par l'Etat des frais de campagne reste entière. M. Jean Le Garrec (PS, Nord) l'a posée, ouvrant un nouveau chapitre dans le lancinant feuilleton du financement des partis politiques : « Ne convient-il pas de renforcer les contrôles pour s'assurer que le remboursement des dépenses de campagnes officielles correspond bien aux frais réels engagés ? »

F. B.

L'opposition et la construction européenne

Le RPR et l'UDF vont tenter de définir une position commune sur les accords de Maastricht

Le RPR et l'UDF ont réuni leurs bureaux politiques respectifs, mercredi 18 décembre, pour un premier examen des accords de Maastricht. Les deux formations attendent de connaître le texte exact du traité pour tenter de définir une position commune. Des divergences continuent d'exister sur la procédure de ratification et sur l'extension de la citoyenneté aux ressortissants européens.

Le RPR a décidé d'attendre de connaître le contenu exact des accords de Maastricht pour se prononcer définitivement à leur sujet. D'ores et déjà, cependant, il refuse l'attribution du droit de vote aux étrangers résidant en France, sous réserve des modalités qui seront contenues dans les accords. Telles sont les deux indications données par M. Chirac aux parlementaires de son mouvement lors de la réunion du groupe RPR à l'Assemblée nationale mardi 17 décembre.

L'ancien premier ministre a reproché à M. Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, d'avoir publiquement approuvé les propos de M. Mitterrand concernant le droit de vote des étrangers. Il a invité ses auditeurs à mesurer leurs déclarations afin d'éviter de donner l'impression que l'opposition est divisée sur la politique européenne. M. Chirac a résumé ses propos en disant : « Nous voulons être constructifs, car nous acceptons l'évolution de l'Europe ».

Toutefois, un « Manifeste pour

l'Europe des nations », rédigé avant le sommet de Maastricht, continue de recueillir signatures. Quarante-cinq députés RPR (parmi lesquels MM. Robert Galley, Pierre Mazaud, Robert Pandraud, Philippe Séguin) et autant de sénateurs avaient souscrit, le 18 décembre, à ce texte. Les signataires demandent « que l'on renonce à bâtir une Europe intégrée et uniforme, pour aller au contraire dans le sens de la diversité, de la coopération et de l'arbitrage ». Ils ajoutent : « Cette Europe n'a nul besoin de la monnaie unique, ni de la défense intégrée, ni de la diplomatie commune ».

M. Longuet : deux conditions de réciprocité

Dans un communiqué publié, mercredi 18 décembre, le bureau politique de l'UDF des députés a exprimé « globalement les accords conclus par les Douze à Maastricht ». Il « exige le respect scrupuleux de la Constitution dans les phases différentes de ratification » et rappelle « que tout éventuel référendum sur la Constitution doit être obligatoirement précédé par un débat et par un vote à l'Assemblée nationale et au Sénat ». En conclusion, les dirigeants de l'UDF réitérent leur mise en garde « contre toute tentation d'utilisation à des fins de politique intérieure du nécessaire consensus national sur la construction européenne ».

Dans un entretien à *Paris-Match* du mercredi 18 décembre, M. Valéry Giscard d'Estaing laisse à M. Mitterrand le choix entre le congrès et le référendum, mais explique « qu'il est évident que, si une procédure de révision de la Constitution est engagée, il faudra y joindre la ratification de la

décision sur le quinquennat ». « On ne va pas faire deux révisions de la Constitution à quelques mois d'intervalle », objecte-t-il.

Le communiqué officiel de l'UDF ne fait aucune allusion à la citoyenneté européenne. Le sujet a cependant été débattu au sein du bureau politique. Officiellement, l'UDF préfère attendre d'avoir en mains le texte des traités. Selon son secrétaire général, M. François Bayrou, ce projet « pose problème », compte tenu « des paroles de pouvoirs étatiques » détenus par les maires et de leur participation à l'élection des sénateurs.

Dans son entretien à *Paris-Match*, M. Giscard d'Estaing pose cette question : « Si nous sommes disposés à permettre aux étrangers européens de se faire entendre dans notre vie municipale, sommes-nous prêts à leur donner la responsabilité de la conduite ? » Pour sa part, M. Giscard d'Estaing, président du PR, s'est déclaré, mercredi 18 décembre sur RTL, favorable à cette disposition sous « deux conditions de réciprocité : que les Français puissent effectivement voter à l'étranger et qu'il y ait des accords multilatéraux pour garantir le droit de vote à des gens qui sont prêts à mourir pour moi », a-t-il dit.

M. Barre ne souhaite pas un référendum sur les accords de Maastricht. « M. Raymond Barre a souhaité, jeudi 18 décembre, sur France-inter, qu'il n'y ait en 1992 qu'un seul référendum, consacré à la réforme constitutionnelle plutôt qu'aux accords de Maastricht. Tout en rappelant qu'il était favorable à un septennat non renouvelable plutôt qu'au quinquennat », M. Barre a estimé que les réformes constitutionnelles suggérées par le chef de l'Etat devaient être faites par la « procédure directe » de l'article 11 de la Constitution, la voie du Congrès étant, selon lui, « un engagement de première classe ». En revanche, il estime que les réformes constitutionnelles suggérées par les accords de Maastricht devaient être réalisées par la procédure du Congrès.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :

LA JUSTICE ET LE CITOYEN

Envoyer 80 F (libres à 2,80 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

Une tournée de M. Le Pen dans la banlieue parisienne « Où il est, le roi des cistras ? »

Le carton d'invitation de M. Jean-Yves La Gaillois, membre du bureau politique du Front national, promettait des « images choc garanties ». Nul ne pouvait donc se tromper sur le sens de la « tournée de régimes » Le Pen organisée, mardi 17 décembre, par le président du groupe d'extrême droite au conseil régional d'Ile-de-France. Accompagné des huit têtes de liste du Front national dans les départements de cette région aux élections de mars prochain, M. Jean-Marie Le Pen a donné le coup d'envoi de leur campagne, en sillonnant des coins de la banlieue tristes sur le volet.

Porte Maillot, première halte du car de tourisme effrété pour la circonstance. La présidente de l'association de sauvegarde de l'environnement locale du président du Front national tout le mal qu'elle pense de la création d'un tunnel par couverture du boulevard périphérique. « Ce serait une véritable chambre à gaz », indique la notice qu'elle distribue. L'immeuble et sinistre gare des bus RATP de la Défense constitue la deuxième étape. Brin de cassette avec quelques machinistes sur les risques de la profession. M. Le Pen se prononce pour un doublement des salaires.

Direction Sartrouville (Yvelines) dans le bus 272. La destination est la cité des Indes, théâtre d'affrontements en mars dernier. « Les structures de ces banlieues ne sont que les prémices de ce que nous allons connaître dans les années à venir si il n'y a pas de politique alternative », déclare M. Le Pen devant les cubes de béton. Quelques jeunes habitants s'agitent autour de l'équipe du Front national. « C'est une provocation », glisse l'un d'entre eux. Le car repart. Dehors, on pointe un index solitaire vers le ciel ; à l'intérieur, deux militants répondent par le même geste. « C'est une population infante. Ils finissent plus polis en Algérie. Même les petits crachent », remarque un autre militant.


A Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), entre basilique et immeuble de l'Humanité — « une volonté d'opposer les bâtiments de l'athéisme aux bâtiments de la foi », déclare M. Le Pen, — le scénario est identique. Visite au pas de charge. « Où il est, le roi des cistras ? » demande un jeune beau qui s'exprime en « verlan ». « Le roi des racistes » est déjà remoné dans le car. Et pendant ce temps, M. Roger Hollenrod houpille un gamin avec sa grosse voix.

OLIVIER BIFFAUD

PAGANINI

Le grand initiateur de la virtuosité

La vie et l'œuvre de celui qui subjuguait ses contemporains les plus illustres : Chopin, Schumann, Liszt, Berlioz, Brahms mais aussi Goethe, Heine ou Théophile Gautier.



Niccolò Paganini

Edward Neill

Reliure, 480 p. 195 F

8 pages d'illustrations

On pourrait dire de Paganini : c'est une comète, car jamais astre enflammé n'apparut plus à l'improviste au ciel de l'art, et n'excita dans le parcours de son ellipse immense, plus d'étonnement mêlé d'une sorte de terreur.

Edward Neill insiste avec justesse dans cette forte biographie sur la révolution que Paganini fit subir au violon, instrument national italien depuis l'époque baroque. Son évocation des milieux traversés par le musicien est passionnante : c'est un tour d'Europe.

la Musique chez **FAYARD**

Jean-Luc Marion, lire

550 F*

UNE VOITURE ET JUSQU'À 5 PERSONNES

L'Angleterre n'a plus le sens des valeurs !



*ALLER SIMPLE OU ALLER-RETOUR 72 H MAXI SUR PLACE 550 F
ALLER-RETOUR 5 JOURS MAXI SUR PLACE 850 F
ALLER-RETOUR LONGUE DURÉE 1100 F

CA LAIS - DOUVRES JUSQU'AU 31/03/92
BOULOGNE - FOLKESTONE JUSQU'AU 31/12/91

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT

SEALINK

jamais les traversées n'auront paru si courtes.

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Destiné à former des imams pour toute l'Europe

Un institut supérieur islamique va ouvrir ses portes le 6 janvier en France

Précédée de polémiques, l'ouverture d'un « Institut européen des sciences humaines », destiné à la formation d'imams, est prévue, lundi 6 janvier prochain, à Saint-Léger-de-Fougères (Nièvre), près de Châteauneuf-Chinon.

Après deux faux départs depuis septembre, un « Institut européen des sciences humaines » va ouvrir ses portes dans la Nièvre, le 5 janvier, à cinquante-quatre étudiants musulmans pour en faire des imams. Les tiers viennent de France, les autres d'Angleterre, d'Allemagne, de Yougoslavie, de Bulgarie et d'autres pays de l'Est. Deux cents dossiers au total ont été examinés, mais, compte tenu des capacités d'accueil modestes du centre de Bourhillon, ancienne colonie de vacances de Schlumberger, seul le quart des candidats ont été retenus, dont deux femmes.

La couleur est clairement affichée : former, pour la première fois en Europe, un clergé destiné à encadrer les communautés musulmanes. Les imams manquent, en France par exemple, où les associations locales font venir des pays du Maghreb de vrais ou de pseudo-imams, dont la compétence et l'orthodoxie échappent à tout contrôle. De là à faire de l'université créée par l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) — qui fédère une centaine d'associations — un « sanctuaire » d'où partirait pour toute l'Europe des missionnaires de l'islam, il n'y avait qu'un pas qui fut vite franchi. Depuis l'été, la polémique a gagné du terrain. D'où vient l'argent ? Est-il pri-

dent de laisser à l'initiative privée le soin de former un clergé musulman ? Est-ce le bon moyen d'accueillir l'islam à la société européenne ? Autant de questions posées par un dossier que les autorités se refusent à examiner.

Le Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF), instance officielle créée en 1990 par M. Joxe, attend le démarrage de l'institut pour inscrire le sujet à son ordre du jour. La préfecture de la Nièvre et le ministère de l'Intérieur se retranchent derrière le caractère privé de l'établissement. Ils n'ont aucun moyen de s'opposer à une association qui donne des cours de théologie musulmane, pas plus que pour des associations d'enseignement du bouddhisme ou des arts martiaux. Quant au ministère de l'Éducation nationale, il a bien reçu de l'institut de Saint-Léger-de-Fougères une demande d'agrément, mais, depuis, il « fait le mort ».

Des fonds du Golfe

Promoteur du projet, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) a promis d'avoir pris toutes les garanties possibles d'indépendance. « Notre règle d'or, c'est de ne pas accepter aucun centime de quelque gouvernement musulman que ce soit », dit la main sur le cœur, M. Ahmed Ben Mansour, secrétaire général de l'UOIF. Mais, depuis deux ans, lui et ses amis ne cessent de collecter des fonds, en Europe certes, mais aussi auprès de riches donateurs musulmans et hommes d'affaires des pays du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Émirats), ainsi que de la Ligue islamique. 5 millions de

francs ont été récoltés : les deux tiers de cette somme ont déjà servi à l'aménagement du centre, le reste devant être versé sous forme de bourses aux étudiants.

Le caractère universitaire et européen de l'établissement est affirmé dans les statuts. Les étudiants sont recrutés au niveau du bac ou d'un diplôme équivalent et doivent résider dans les pays d'Europe. Ils auront des cours d'arabe, de droit musulman, et apprendront les principes fondamentaux (oussoul) de l'islam. Deux professeurs ont été, pour le moment, recrutés : M. Ahmed Djaballah, tunisien, diplômé de la Sorbonne, et M. Djafar Elkang, français d'origine syrienne. L'objectif est de favoriser l'émergence d'un « islam européen », assure M. Zuhair Mahmoud, irakien. Nombre de personnalités musulmanes, mais aussi catholiques ou juives, ont été présentées pour donner soit des cours réguliers, soit des conférences.

Mais des refus polis ont été opposés. Car si le conseil d'administration de l'institut de la Nièvre est présidé par un islamologue algérien, M. Dumif Guergah, hors de tout soupçon, il n'en va pas de même de certains militants intégristes notoires qui ont apporté leur concours comme donateurs ou comme membres d'un « conseil scientifique » qui a préparé le lancement du projet. Dans la liste des « conseillers » de l'université, on trouve ainsi le nom de M. Fayal Maouani, libanais proche d'Ennahda, mouvement islamiste tunisien, aujourd'hui interdit. M. Mahfoud Nahnah, algérien, ancien membre du Front islamique du salut, avait été également pressenti, mais n'a, il est vrai, jamais parti-

cipé aux travaux de lancement. « Être frère musulman n'est pas un délit », se défend M. Ben Mansour, secrétaire général de l'UOIF et membre du CORIF.

Secrétaire d'État à l'Intégration, M. Kofi Yamgnane a dénoncé la création de cet institut privé, « s'apprêtant à produire des imams dont le souci n'est certainement pas d'intégrer l'islam à la société française ». Alors qu'il était ministre de l'Intérieur et des cultes, M. Pierre Joxe s'était prononcé pour la création d'un institut public de théologie musulmane. Toutefois, il n'était pas favorable à son implantation dans une région concordataire, à Strasbourg, comme le souhaitait toujours M. Mohamed Arkoun et d'autres intellectuels musulmans en France.

M. Philippe Marchand, successeur de Pierre Joxe, s'inspire de la même philosophie : il est exclu que, par le biais d'un institut public de formation, l'État se voit obligé de financer directement un clergé islamique en France, comme il le fait pour les rabbins, les curés ou les pasteurs d'Alsace et de Moselle.

Si l'enseignement supérieur français ne manque pas d'équipes et de centres de recherche et d'enseignement de l'islam, la question de la formation proprement dite des imams — donc de l'encadrement de la communauté musulmane — reste entière. Pour des raisons politiques liées au débat sur l'immigration. Pour des raisons qui tiennent surtout à la dépendance financière de l'étranger de la communauté musulmane : « L'islam en France est ultramontain, dit un responsable. Il faut qu'il devienne gallican ! »

HENRI TINCO

ÉDUCATION

Pour régler « définitivement » le contentieux

M. Jospin propose 1,8 milliard à l'enseignement privé

M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, a adressé, mercredi 18 décembre, au Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, une lettre proposant de régler « définitivement » le contentieux relatif au forfait d'externat qui oppose l'enseignement privé à l'État. Un protocole d'accord, qui pourrait déboucher sur le dépôt, jeudi 19 décembre, d'un amendement à la loi de finances rectificative pour 1991, prévoit, comme le demandait les responsables de l'enseignement privé, le versement de 1,8 milliard de francs en six tranches annuelles d'un montant de 300 millions de francs.

En soulignant, dans la lettre qu'il a adressée au secrétaire général de l'enseignement catholique, « qu'aucun gouvernement n'a, à l'occasion de contentieux ou de ratrappages, consenti d'effort aussi important et ce en dépit d'un contexte budgétaire particulièrement difficile », M. Jospin souhaite éteindre définitivement le feu qui couvait, depuis plusieurs mois, entre le ministère de l'Éducation nationale et les responsables de l'enseignement privé.

Au chapitre des plus importants motifs de mécontentement figurait la « dette » de l'État concernant le forfait d'externat (la part de l'État dans les frais de fonctionnement de l'enseignement privé). Les responsables de l'enseignement privé réclamaient à cet égard, en vertu de la loi Debré de décembre 1959, l'application stricte du principe de parité dans le fonctionnement de l'éducation nationale et avaient évalué, dans un premier temps, le retard accumulé depuis huit ans à un minimum de quatre milliards de francs.

Début décembre, le ministère de l'Éducation nationale avait déjà accepté le principe d'une régularisation de la situation pour 1991 (inscriptions de 60 millions de francs à la loi de finances rectificative de 1991) et de modifier ses modes de calcul pour 1992. Mais la Rue de Grenelle estimait, pour sa part, « démesurée », voire « inquantifiable » la « dette présumée » relative aux arriérés, et avait fait savoir qu'elle ne pouvait s'engager au-delà d'un remboursement de 200 millions de francs.

En acceptant la dernière offre de transaction formulée le 10 décembre par les responsables de l'enseignement privé eux-mêmes (1,8 milliard répartis sur six ans), le gouvernement tente donc de désamorcer une véritable bombe précontentieuse. En octobre

dernier, l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) avait envoyé à M. François Mitterrand une pétition ayant recueilli huit cent mille signatures, et la direction diocésaine de l'enseignement catholique de Bretagne (d'où était partie la « lettre scolaire » de 1984) avait rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans cinq villes de Bretagne pour « sensibiliser » les responsables d'école privée « aux dossiers techniques litigieux ».

Cependant, le ministère de l'Éducation nationale n'entend pas satisfaire l'intégralité des demandes de l'enseignement privé. M. Jospin envisage bien de prendre en charge, « sans en avoir l'obligation », les documentalistes du privé et propose « que s'ouvre une concertation » afin d'examiner les conditions dans lesquelles les maîtres de l'enseignement privé du second degré pourraient bénéficier du dispositif de formation (les instituts universitaires de formation des maîtres) mis en place en faveur des personnels de l'enseignement public.

Le gouvernement, en revanche, n'entend pas céder aux exigences du privé sur une éventuelle modification des dispositions de la loi Falloux (réclamée avec insistance par les députés contristes), limitant à 10 % la part des collectivités locales dans les dépenses d'investissement des établissements du second degré privé.

Les responsables de l'enseignement privé, qui obtiennent satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications financières, devaient donner leur réponse jeudi. M. Jospin, qui répondait mercredi 18 décembre à une question d'actualité à l'Assemblée nationale, n'a pas caché qu'il espérait que ses interlocuteurs tiendront compte de ses propositions, « alors que d'autres s'efforcent de politiser un dossier qui ne devrait pas l'être ».

JEAN-MICHEL DUMAY

Les volcans contre l'ozone

Suite de la première page

La neuvième lancer de ballons de l'EASOE (European Arctic Stratospheric Ozone Experiment) (1) a été réussi (le Monde du 13 novembre).

En une heure et vingt minutes, le ballon et ses colis sont arrivés à l'altitude de 30 kilomètres, à laquelle ils ont continué leur parcours pendant dix-huit minutes. À 13 h 15, le ballon a largué ses colis, qui, freinés par le parachute, sont retombés en Finlande, non loin de la frontière suédoise. Ils ont atterri à 180 kilomètres d'Espargne. Cela a permis à un hélicoptère suédois de rapporter les colis à leur point de départ dès la matinée du 14 décembre.

Pendant la montée et le vol à 30 kilomètres d'altitude, le « spectrographe ultraviolet et visible » conçu par le service d'aéronomie du CNRS a mesuré l'ozone (une molécule faite de trois atomes d'oxygène), le dioxyde d'azote (NO₂), la vapeur d'eau, les aérosols volcaniques émis en juin dernier par le Pinatubo philippin, plus les composés chlorés et les molécules de chlore ainsi que le dioxyde de soufre, d'origine volcanique lui aussi.

Toute cette campagne, au cours de laquelle sont prises des mesures in situ grâce aux ballons, par en dessous depuis les avions et les stations au sol, par en dessous avec les satellites, sont indispensables pour comprendre la dynamique de l'ozone dans les régions arctiques. Elles sont la « réplique » obligatoire des campagnes étudiant, depuis plusieurs années, le « trou » qui se produit en septembre, octobre et le début de novembre (printemps austral) depuis 1979 dans l'ozone stratosphérique antarctique.

Le rôle de l'eau

Le dioxyde d'azote joue un rôle essentiel de « pivot » dans la chimie de tous les oxydes d'azote. La haute atmosphère « normale » contient vingt parties par milliard (ppb) d'oxydes d'azote. S'il y a déficit des oxydes d'azote, le chlore atomique et moléculaire ainsi que plusieurs oxydes de chlore deviennent actifs et détruisent l'ozone. S'il y a excès d'oxydes d'azote, tous les chlores sont consommés pour former des nitrates de chlore qui ne s'attaquent pas à l'ozone.

Deux facteurs peuvent contribuer à faire disparaître les oxydes d'azote : d'une part, les nuages stratosphériques faits de cristaux de glace qui se forment entre 14 et 26 kilomètres d'altitude, lorsque la température descend au alentours de -80 °C ou plus bas encore ;

d'autre part, les aérosols volcaniques composés d'eau liquide surfondue ou de glace et de sulfates. Les oxydes d'azote, combinés, en effet, à l'eau pour donner de l'acide nitrique. Celui-ci est inoffensif pour l'ozone, mais sa formation fait disparaître les oxydes d'azote, et tous les radicaux chlorés deviennent alors actifs et détruisent l'ozone.

De plus, l'acide nitrique est très soluble dans l'eau. Il rentre donc dans les gouttelettes d'eau surfondue et les cristaux de glace. Ceux-ci grossissent et tombent, sous l'effet de la pesanteur, en dessous de la tropopause (2). Depuis le début de la campagne de l'EASOE, le 15 novembre dernier, on a constaté que, dans les hautes latitudes de l'hémisphère Nord, les oxydes d'azote avaient disparu de la stratosphère au-dessus de l'altitude de 24 kilomètres. Rappelons que l'ozone stratosphérique, qui protège toute la matière vivante des terres émergées des effets nocifs des ultraviolets, est « concentrée » entre les altitudes de 20 et 25 kilomètres.

La campagne EASOE a commencé le 15 novembre et doit s'achever le 31 mars. Il s'agit de connaître la situation dans la stratosphère avant les grands froids de l'hiver arctique qui font se former les nuages stratosphériques. On espérait ainsi comparer cette situation, d'abaissement de l'ozone, avec la présence, en janvier, des nuages stratosphériques, ensuite avec celle induite à partir de la mi-février par la réapparition du soleil. Sous l'effet du soleil, lorsque celui-ci commence à être assez haut au-dessus de l'horizon, tous les chlores deviennent actifs et détruisent l'ozone.

Le programme comparatif est bouleversé par les quelque 12 millions de tonnes d'aérosols volcaniques lancés dans la stratosphère en juin dernier par le Pinatubo (3) qui, au-dessus de la Laponie, absorbe 10 % à 15 % du rayonnement solaire dans le visible et l'invisible (le Monde du 16 octobre).

Certes, les éruptions volcaniques et les nuages stratosphériques ont existé de tout temps alors que le trou d'ozone du printemps austral ne se forme que depuis 1979. Les spécialistes ont trouvé l'explication de ce nouvel état de fait dans la teneur en chlore de la stratosphère : il y a une sorte de seuil, qui paraît être de 2 ppb. Jusqu'à 2 ppb de chlore, les aérosols volcaniques et les nuages stratosphériques n'ont aucun effet sur la chimie destructrice de l'ozone stratosphérique et ce seuil a été franchi pendant l'hiver austral 1979-1980. Il y a douze ans, en effet, la teneur de la haute atmosphère en chlore était

déjà de l'ordre de 2 ppb alors que la teneur « naturelle » n'était que de 0,6 ppb. En 1991, on en est à 3,8 ppb.

Depuis douze ans, les aérosols volcaniques peuvent donc agir comme des catalyseurs qui activent les réactions chlore-ozone. D'où vient l'augmentation régulière de la teneur en chlore ? Des chlorofluorocarbones (CFC) fabriqués par l'homme, dont les molécules très stables diffèrent lentement, jusque dans la stratosphère et s'y accumulent.

Une distorsion des mesures ?

Les premiers « voyages » du « spectrographe ultraviolet et visible » et ceux des autres appareils faits au-dessus de la Laponie depuis le début de l'EASOE semblent montrer que les aérosols volcaniques faussent les mesures de l'ozone faites à distance, d'en haut par les satellites, d'en bas par les stations au sol. Ces télescopes indiquent qu'au-dessus de l'Arctique la teneur en ozone est actuellement de 2,7 millimètres (4) alors que la teneur normale pour la saison et la latitude est de 3,5 mm. Dans le même temps, les premières mesures in situ faites depuis le début de l'EASOE par les « expériences » emportées par les ballons montrent que la teneur en l'ozone est normale.

A la fin de l'EASOE, 700 sondages mesurant l'ozone in situ grâce à des petits ballons lancés d'Espargne et de onze stations des hautes latitudes septentrionales ainsi que les mesures faites par divers appareils

(1) Participent à l'EASOE, les Doune, la Suède, la Norvège, l'Islande et la Finlande, la Suisse et l'Autriche ainsi que les États-Unis, l'URSS. La campagne doit se poursuivre jusqu'au 31 mars 1992.

(2) La tropopause sépare la basse-atmosphère de la stratosphère. Son altitude est d'environ 7 à 8 kilomètres au-dessus des régions polaires et de quelque 17 ou 18 kilomètres au-dessus de la zone équatoriale.

(3) Il y a eu aussi le réveil de l'Unzen, mais ce volcan japonais a émis peu d'aérosols. En revanche, l'Hudson, un volcan du sud du Chili, a été le siège en août dernier de très importantes projections d'aérosols. La région dans laquelle l'activité de ce volcan n'a pas été grandement et est passée inaperçue (sauf de la région de l'Argentine située à l'est du volcan). Mais les appareils de mesure de la teneur en ozone ont déjà détecté que la quantité d'oxydes d'azote de la stratosphère arctique avait diminué de moitié.

(4) Si la teneur atmosphérique était à la même pression de 1 bar et à la température uniforme de 23 °C, elle aurait une épaisseur de 8 kilomètres dont l'ozone occuperait une « épaisseur » de 3 millimètres. Ces 3 millimètres constituent la valeur de base des mesures de l'ozone, même si, dans la réalité, la teneur en ozone varie très vite selon la saison et la région.

emportés par des ballons plus gros ou embarqués sur plusieurs avions devraient permettre de confirmer ou d'infirmer la distorsion des mesures de l'ozone due aux aérosols du Pinatubo.

Outre le « spectrographe à ultraviolet et visible » qui a volé le 13 décembre et qui revêlera plusieurs fois, il existe treize autres appareils du même type installés dans des stations au sol réparties un peu partout dans le monde (jusqu'en Terre-Adélie) et envoyant tous les jours leurs données par satellite. Ainsi pourra-t-on évaluer ces quatorze appareils les uns par rapport aux autres et valider leurs mesures de façon indiscutable.

Cet appareil, qui a volé pour la première fois grâce à un ballon lancé à Aire-sur-Adour en septembre dernier, pèse 19 kilos avec son emballage, un sac, un système d'alimentation, des batteries, des sondes, des câbles, des réservoirs, un appareil de mesure des températures et des pressions. Cela représente un gros progrès et de grandes économies par rapport au modèle de 1983-1985, qui pesait 250 kilos.

YVONNE REBEYROL

FAITS DIVERS

Un cadre du contingent mis en cause après le décès d'un appelé de Metz. — Après le décès de Jocelyn Bregier affecté au 2^e régiment du génie de Metz (le Monde des 12, 15 et 16 décembre), le ministère de la Défense a précisé, mardi 17 décembre, que « le jeune appelé a eu un malaise au cours d'un effort physique imposé collectivement par un cadre appelé ». Ce communiqué du SIRPA confirme des informations précédentes selon lesquelles un jeune sergent du contingent avait infligé des « pompes » à ses camarades de chambrée. L'armée affirme que l'état de santé de Jocelyn Bregier, qui est décédé d'une crise cardiaque, était suivi de près depuis son incorporation.

Cinq appelés inculpés pour le viol d'une autre recrue. — Cinq appelés, étudiants en médecine et en kinésithérapie, ont été arrêtés, lundi 16 décembre à Marseille, et inculpés de viol sur la personne d'un autre conscrit affecté dans une unité de Barcelonnette (Alpes de Haute-Provence). Ces recrues, âgées de vingt à vingt-cinq ans, avaient infligé des sévices à leur camarade à l'issue d'une soirée très arrosée pour « fêter » les classes. Leurs identités n'ont pas été communiquées par l'armée.

Selon un rapport parlementaire

L'action sociale souffre d'une décentralisation inachevée

En présentant à la presse, mercredi 18 décembre, le rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale sur la décentralisation de l'action et l'aide sociales, M. Bernard Derosier, député (PS) du Nord, a regretté d'avoir trop renoncé au cours de son enquête, d'une part, des hauts fonctionnaires n'ayant pas vraiment intégré la décentralisation et répuant à abandonner des domaines qui ne sont plus de leur compétence, et, d'autre part, des responsables de collectivités territoriales qui ont tendance à reproduire les modes de fonctionnement rigides de l'État « et ne se positionnent pas assez en tant que porteurs d'une politique dont ils sont pourtant responsables ». « La décentralisation ne peut se limiter à une substitution d'administrations et doit déboucher sur une véritable politique choisie et mise en œuvre par les élus locaux », souligne le rapporteur.

Si aujourd'hui, affirme M. Derosier, plus personne ne souhaite remettre en question la décentralisation, il existe encore des zones d'ombres qui débouchent sur des conflits de compétences. Faute de savoir qui fait quoi, des textes comme la loi Creton sur l'hébergement des enfants handicapés ne sont pas appliqués. « Dans ce secteur des personnes handicapées, on constate que les dépenses d'aide sociale ont poursuivi leur croissance alors que de nouvelles charges pèsent sur les départements, et qu'aucun arbitrage politique n'a permis de fixer de manière incontestable et définitive les responsabilités respectives de l'État, de l'assurance maladie et des départements », écrit-il.

La commission propose notamment de créer au niveau du département une cellule — un service médico-social d'aide à la dépendance — qui coordonnerait les différentes actions bénéficiant aux personnes dépendantes. Elle suggère surtout de remplacer l'allocation compensatrice en une prestation d'aide sociale de maintien à domicile qui ne serait plus la seule charge des collectivités locales. Prévue pour venir en aide aux personnes handicapées, cette allocation sert de plus en plus au soutien des personnes âgées dépendantes, et grève lourdement les budgets locaux.

Enfin, pour améliorer les rapports entre les différents partenaires de l'action et de l'aide sociales, la commission recommande de revoir les contrats de plan État-Région afin de tenir compte des départements quand ils sont concernés, notamment en matière d'hébergement des personnes âgées. Elle souhaite également que soient rétablis les conseils départementaux de développement social créés en 1986, puis supprimés en 1987, mais qui permettaient, rappelle M. Derosier, de réunir tous les acteurs de l'action sociale (département, commune, associations, etc.).

CHRISTIANE CHOMBEAU

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Dans l'affaire des comptes de l'OM

M. Gaudino est autorisé à engager une action en justice contre M. Tapie

L'ex-inspecteur Antoine Gaudino vient d'être autorisé, par un jugement du tribunal administratif de Marseille en date du 12 décembre, à engager « à ses risques et périls », une action en justice dans l'affaire des comptes de l'OM.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Cette décision est fondée sur l'article L. 316-5 du code des communes qui donne à tout contribuable « le droit d'exercer les actions qu'il croit appartenir à la commune et que celle-ci, préalablement appelée à en délibérer, a refusé ou négligé d'exercer ». M. Gaudino estime que la ville de Marseille a subi un dommage du fait d'un emploi défectueux des subventions qu'elle accorde à l'Olympique de Marseille, ainsi qu'un préjudice moral en raison d'une atteinte portée à son image.

Son initiative fait suite à une enquête préliminaire de police, ordonnée le 19 novembre 1990 par le parquet de Marseille au sujet des comptes de l'OM. Des documents comptables saisis au siège du club avaient notamment permis de révéler le versement de primes occultes à plusieurs joueurs par le biais de prêts apparentement fictifs ainsi que le paiement, sans cause véritable, d'importantes sommes d'argent au profit de mystérieux intermédiaires (le Monde du 24 avril).

Dossier en sommeil

Entendu par la police, le 21 avril, le président de l'OM, M. Bernard Tapie, avait reconnu que l'enquête « avait mis en lumière des anomalies » tout en invoquant les mœurs propres au football professionnel. Dans un rapport adressé, le 4 juillet, à la chancellerie, le procureur de la République de Marseille, M. Olivier Droplet, avait alors « réitéré [son] intention de requérir l'ouverture d'une information dans cette procédure des chefs de faux, usage de faux et abus de confiance » visant MM. Tapie, Michel Hidalgo, ex-manager général du club, Jean-Pierre Bernès, directeur général, Alain Laroche, directeur administratif et financier, et « tous autres ».

Dans sa réponse à ce rapport, la chancellerie n'aurait pas dissuadé le parquet de Marseille d'engager des poursuites, mais lui aurait conseillé de se concentrer au préalable avec l'administration fiscale. En 1990, celle-ci avait en effet procédé à une vérification des comptes de l'OM susceptible de déboucher, soit sur un redressement, soit sur une action pénale.

Depuis le mois de septembre, le dossier est manifestement tombé dans un sommeil d'où M. Gaudino veut absolument le sortir avant les élections régionales. L'ex-inspecteur, qui doit présenter une liste dans les Bouches-du-Rhône, a l'intention de déposer entre les mains du doyen des juges d'instruction de Marseille une plainte avec constitution de partie civile contre M. Tapie pour les délits mentionnés dans le rapport du procureur de la République. « M. Tapie a implicitement reconnu qu'il fraudait le fisc, nous a-t-il déclaré. Je ne comprends pas qu'il ne soit pas poursuivi comme l'ont été Claude Bex [ex-président des Girondins de Bordeaux] ou Roland Courbis [ex-manager du SC Toulon] ».

Deux plaintes irrecevables

Après y avoir été autorisés par le tribunal administratif, deux autres contribuables marseillais ont déjà engagé des actions en justice dans l'affaire des comptes de l'OM. Il s'agit de MM. Hubert Savon, conseiller régional (FN), et Marius Mourer, un artisan taxi supporter de l'OM, qui ont déposé plainte, respectivement les 17 octobre et 28 novembre, le premier pour détournement de fonds, le second pour faux, usage de faux et abus de confiance. Il paraît probable, toutefois, que ces plaintes, déposées en période de session parlementaire, seront déclarées irrecevables en ce qu'elles concernent M. Tapie. Le parquet a pris des réquisitions en ce sens. M. Mourer a, par ailleurs, fait citer directement M. Tapie devant la 6^e chambre du tribunal correctionnel de Marseille à son audience du 6 février 1992.

G. P.

A la cour d'assises de Paris

La sinistre routine des agresseurs de vieilles dames

Accusé d'avoir participé à une dizaine d'agressions commises contre des personnes âgées en octobre et novembre 1990, Jean-Thierry Mathurin a reconnu, devant la cour d'assises, avoir accompagné Thierry Paulin, décédé en 1989, lors de sept attaques de femmes ayant entre soixante-quinze et quatre-vingt-cinq ans, dont cinq ont été assassinées après avoir été torturées. Mais il affirme n'avoir été que le témoin passif des actes de violence commis par son ami (le Monde du 19 décembre).

Le comportement négatif d'un accusé dans une telle série de crimes commis sans témoin semble bien avoir mené la cour d'assises au-delà de ses limites. Dans la plupart des affaires soumises habituellement aux jurés, l'examen d'un seul crime demande au moins une journée d'audience et parfois une semaine ou même plus dans quelques dossiers délicats. Cependant, mercredi 18 décembre, la cour d'assises de Paris s'est penchée sur huit crimes en un peu plus de trois heures.

Certes, Mathurin offre dans chaque cas le même schéma de réponse. Oui, il accompagnait Paulin lorsque celui-ci cherchait une victime dans la rue. Oui, ils la suivaient tous deux jusqu'à son domicile. Oui, Paulin l'attaquait quand elle avait ouvert la porte. Oui, Mathurin facilitait l'agression. Non, Mathurin ne frappait pas les victimes. Non, il ne voyait pas Paulin les tuer ou les torturer. Et les mêmes phrases reviennent. A la troisième affaire, Mathurin résume : « C'était toujours le même mode opératoire ».

Pourtant, Mathurin se trouble parfois et s'arrête pour dire : « Non... c'est trop cruel... » Avant de poursuivre, d'une voix inaudible, sans pouvoir décrire les sévices que Paulin

infligeait aux femmes âgées pour leur faire dire où elles cachaient leurs économies. Mais les rapports des médecins légistes font état de violences inouïes. « Il était fou furieux quand il ne trouvait pas l'argent », murmure Mathurin qui accuse Paulin d'être celui qui a versé un produit à base de soude caustique dans la bouche d'une victime : « Je lui ai dit de ne pas faire ça... » Mais l'avocat général Philippe Biller rappelle à la cour que Paulin avait désigné Mathurin comme l'auteur de cette torture. Une autre femme de quatre-vingts ans a subi des violences aussi insoutenables, mais Mathurin refuse d'en parler : « Je ne veux pas revivre ça ». Et, pour échapper aux questions, il ajoute : « J'étais dans la salle à côté ».

Ce système de défense est compris par le professeur Serge Bernheim, expert psychiatre, qui souligne la différence existant entre les deux hommes. « Chez Paulin, il n'y a aucun frein aux interdits. C'est un grand fauve, un grand prédateur. » Et il amorce une explication du comportement de cet homme : « Il avait un dégoût méprisant des femmes et surtout des vieilles femmes. Au-delà de l'appât du gain, c'est le meurtre de la grand-mère au niveau symbolique. » Quant à Mathurin, il lui paraît avoir conservé « un relatif sens moral », car, selon l'expert, « il n'a pas la posture d'un assassin hors série, mais il a été tellement fasciné par Paulin qu'il lui a emboîté le pas ». La rencontre du dominant et du dominé constitue pour le spécialiste une circonstance « où chacun a trouvé en quelque sorte son double idéal ». Lorsqu'on demande au psychiatre si Mathurin peut récupérer, il estime que c'est peu probable, mais la question lui paraît « sans objet » car « il est anéanti, dépassé par cette histoire qui est l'aboutissement d'une enfance meurtrie. Il a conscience que sa vie est terminée. C'est un homme fini ».

Verdict vendredi 20 décembre.

MAURICE PEYROT

EN BREF

□ L'Oréal et le boycottage par les pays arabes. — Le vendredi 18 décembre, le journal Le Monde a annoncé que l'Oréal, qui prend l'initiative de solliciter un avis juridique pour permettre d'éclaircir définitivement les conditions dans lesquelles s'est déroulée la procédure de boycottage qui a suivi l'acquisition du groupe Helena Rubinstein. Cette mission a été confiée à M. Jean-Louis Bismuth, avocat à Paris et professeur agrégé des facultés de droit. Cette décision fait suite aux accusations portées par M. Jean-Frydman, ancien vice-président de Parafina, une filiale de l'Oréal, qui reprochait à cette société d'avoir cédé aux pressions du bureau du boycottage (d'Israël) de la Ligue arabe. Sur sa plainte, l'ex-POG de l'Oréal, M. François Dalle, a été inculpé le 19 novembre de faux et de discrimination raciale (le Monde du 21 novembre).

□ Les frères Chaumet font appel. — MM. Jacques et Pierre Chaumet ont fait appel mercredi 18 décembre du jugement rendu la veille par la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, qui les a condamnés pour « escroquerie, abus de confiance, banqueroute et exercice illégal de la profession de banquier ». M. Jacques Chaumet, soixante-quatre ans, a été condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis, et M. Pierre Chaumet, soixante-trois ans, à quatre ans de prison, dont deux avec sursis. Tous deux ayant été détenus durant six mois, de juin à décembre 1987, lors de l'insurrection de leur dossier, ils souhaitent retourner en prison à la fin du délai d'appel (dix jours après le jugement) mais leur action suspend l'exécution de la peine.

□ Emission de deux décrets mineurs de Fleury-Mérogis. — Deux décrets mineurs du centre des jeunes détenus (CJD) de Fleury-Mérogis (Essonne), en stage de varappe sur la base de plein air de Merry-sur-Yonne près d'Auxerre, se sont évadés dans la nuit du 17 au 18 décembre. Ils sont soupçonnés d'avoir ensuite agressé un couple à Bazarnes (Yonne). Christophe et Frédéric, âgés de dix-sept ans, avaient été condamnés à huit ans de détention, dont deux ans avec sursis, par le tribunal pour enfants de Béthune (Nord) en avril 1990. Ils avaient été jugés pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort d'une personne. Ils participaient régulièrement au stage d'escalade de Merry-sur-Yonne et ils avaient été sélectionnés pour participer, mi-septembre, à l'ascension du mont Blanc.

ÉQUIPEMENT

Une nouvelle politique

Les autoroutes soignent le décor

Plus de 80 millions de francs, soit 1 % du coût des travaux, seront consacrés à la mise en valeur des paysages le long des autoroutes Clermont-Ferrand-Béziers (A75) et Vézère-Brive (A20). C'est ce qu'a annoncé M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, mercredi 18 décembre à Paris. Cette décision illustre la nouvelle politique de la direction des routes, qui souhaite désormais mieux prendre en compte l'environnement. La relance du programme autoroutier se fait en effet, sur le terrain, à l'opposition de multiples associations. Les ingénieurs doivent donc intégrer cette nouvelle sensibilité en affinant le dessin de leurs ouvrages et en les insérant mieux dans le paysage.

Une première expérience va être lancée sur les deux autoroutes publiques, A75 et A20, où l'Etat a les mains libres, et qui traversent des régions essentiellement rurales. Selon le ministre, il s'agit d'y concilier d'une manière « exemplaire » la technique et l'environnement. Il souhaite que les collectivités locales s'associent à cette

action en signant des chartes de mise en valeur et en doublant les crédits paysagers de l'Etat.

Pour étendre cette politique au reste de l'Hexagone, la direction des routes sera assistée d'un collège de quatorze experts, dont les travaux seront coordonnés par l'architecte paysagiste Bernard Lassus. Le groupe, qui comprend des praticiens de multiples disciplines ayant trait à l'environnement (architectes, urbanistes, géographes, écologistes, acousticiens, forestiers, spécialistes des sites), dressera par exemple l'inventaire de tous les points sensibles du schéma autoroutier et s'efforcera de concevoir de nouvelles aires de repos.

De son côté, la direction de l'architecture et de l'urbanisme établira des plans de paysage projetés et des propositions concrètes. Cinq études expérimentales sont d'ores et déjà lancées, dont la plus avancée concerne le contournement autoroutier de Saint-Flour (Cantal).

MARC AMBROISE-RENDU

SPORTS

AUTOMOBILISME : championnat du monde des rallyes

Le retrait de Lancia

Après avoir conquis dix titres en championnat du monde des rallyes depuis 1970, Lancia, qui avait réussi un nouveau double (constructeurs et pilotes avec le Finlandais Juha Kankkunen) en 1991, a annoncé, mercredi 18 décembre dans un communiqué, la suspension de ses activités en compétition pour concentrer ses efforts sur la production de série. Le communiqué ne précise pas les motifs qui ont entraîné cette surprenante décision alors que le constructeur italien venait de terminer les 5000 exemplaires de la nouvelle Delta 16 V, nécessaires pour son homologation en championnat.

Les voitures italiennes seront toutefois présentes dans la compétition mondiale en 1992. Martini Racing, qui soutenait financièrement l'effort de Lancia en compétition depuis onze ans, apportera son aide au Jolly Club, une écurie privée qui fait courir les voitures italiennes depuis plusieurs années. Le Martini Racing communiquera dans les prochains jours ses programmes et le détail de son organisation pour la saison prochaine, mais il paraît acquis que Juha Kankkunen et le Français Didier Auriol seront les deux pilotes de l'écurie qui pourrait aussi engager le Français Philippe Bugalski et l'Italien Andrea Aghini dans certaines courses.

FOOTBALL :

championnat de France

Marseille accroît son avance

Grâce à un match nul (0-0) avec le Paris SG, qui a été l'occasion d'établir un record de rentée en championnat de France (7 000 595 F) le 17 décembre, l'Olympique de Marseille a conforté sa première place au classement de cette compétition. Les résultats de la vingt-troisième journée disputée mardi 17 et mercredi 18 décembre sont les suivants :

*Paris-SG et Marseille 0-0; Montpellier b. Toulon 1-0; Lyon b. Monaco 2-0; Lens b. Sochaux 2-1; Nîmes et Auxerre 0-0; Caen et Nantes 1-1; Le Havre b. Rennes 2-0; Metz-Nancy reporté; Lille et Cannes 0-0; Toulouse et Saint-Etienne 1-1.

Classement : 1. Marseille, 33 pts; 2. Monaco, 29; 3. Paris-SG, Caen et Le Havre, 26; 6. Montpellier, 26; 7. Auxerre et Nantes, 25; 9. Metz et Lille, 24; 11. Toulouse, 23; 12. Saint-Etienne et Lens, 22; 14. Nîmes, 21; 15. Toulon, 20; 16. Lyon, 19; 17. Cannes et Rennes, 17; 19. Sochaux, 15; 20. Nancy, 10.

□ L'Allemagne qualifiée pour l'Euro-92. L'équipe d'Allemagne de football, victorieuse du Luxembourg (4-0) mercredi 18 décembre à Leverkusen, est devenue la huitième et dernière qualifiée pour la phase finale du championnat d'Europe qui se disputera en Suède du 10 au 26 juin 1992.

Hélène

CARRÈRE D'ENCAUSSE

de l'Académie française



Photo Louis Monier

Au moment où l'Union soviétique disparaît, une nouvelle édition augmentée de



140 F
492 p

FAYARD

CINÉMA

Ronde de nuit

De Los Angeles à Helsinki, la course nocturne de cinq taxis : le nouveau « road movie » de Jim Jarmusch

NIGHT ON EARTH
de Jim Jarmusch

New-York en trois fumerolles et trois néons. Le trait du croquis est sûr, net. Il fait froid, il fait sombre. Le macadam luit machinalement. Un Noir coiffé d'un bonnet à oreillettes (Giancarlo Esposito) essaye d'attraper un taxi. Aucun ne s'arrête. Il a pourtant des dollars à la main. Enfin une voiture jaune s'immobilise devant lui dans un hoquet d'agonie. Le chauffeur (Armin Mueller-Stahl) porte un bonnet à oreillettes, lui aussi. Il ne sait pas conduire, il ne connaît pas l'idiome du pays. Le client, prudent, exige bientôt de prendre le volant pour retourner vers Brooklyn.

Les deux hommes sympathisent comme ils peuvent. Le chauffeur arrive tout juste d'Allemagne de l'Est. En fait il est clown, il s'appelle Helmut Grokenberger (1), cela fait beaucoup rire le client qui dit s'appeler Yoyo, ce qui fait beaucoup rire le chauffeur. Yoyo a une jeune belle-sœur, la voilà justement devant eux, trotinant sexy. Yoyo l'enferme dans le taxi pour la raccompagner au bercail, *manu militari*. La fille piaillé des ordures. Helmut, ravi, apprend là ses premières injures d'adoption. « *Quelle belle famille !* », murmure-t-il avant de déposer son bellicieux chargement et de se perdre, son véhicule toujours hoquetant, dans les entrailles hostiles de sa terre d'asile...

Intimité
aléatoire

C'est le deuxième sketch du dernier film de Jim Jarmusch, qui en comporte cinq, vagabondant sur la planète, la nuit, pas à l'heure même moment à cause du décalage horaire, dans cinq taxis, de Los Angeles à Helsinki en passant par New-York, Rome et Paris. C'est le deuxième sketch, et il est merveilleux de compassion et d'ironie, il rapproche des terribles maladroits et fauchés qui ne vent pas ou ils vont mais y vont hardiment, et se croisent le temps d'espérer se comprendre. C'est du pur Jarmusch. Le Jarmusch de *Stranger than Paradise* (1984), de *Down by Law* (1985). Drôle et triste à la fois.



Des terribles maladroits et fauchés

Le premier sketch est très beau aussi. A Los Angeles, un petit conte grinçant et inachevé. Une directrice de casting stressée (Gena Rowlands retrouvée), accrochée à son téléphone portable comme à une bouée de sauvetage relationnelle, monte dans la voiture de Winona Ryder (la révélation de *Beetle Juice* de Tim Burton). Séditée par le charme électrique et canaille de cette même parfumée au cambouis, elle lui propose de devenir une *film-star*. La même se marie, et se barre, elle préfère être mécanicien, c'est tout, mais Madame la fête, merci tout de même pour le pourboire... Triste et drôle à la fois.

Après, on va à Paris, pour une fable obscure au moralisme sémiotique un peu laborieux. Béatrice Dalle est aveugle mais plus clairvoyante qu'Isaac de Bankolé, chauffeur ivroïen qui n'y voit rien (en français dans le texte). Puis on

se rend à Rome où Roberto Benigni (le sublime taulard bredouillant de *Down by Law*), fait un grand numéro assez divertissant et très agaçant, confessant dans un long monologue théâtral ses érotiques perversions sexuelles à un prêtre en train de rendre l'âme sur la banquette arrière. On finit la nuit dans la brume guillerette d'Helsinki avec les pots d'Aki Kaurismäki. Un type a pu oublier, il est raccompagné chez lui par des amis aussi saouls que lui. Le chauffeur aussi a des soucis. C'est le blues des aubes blêmes et des bitumes existentielles. La voir calcinée de Tom Waits n'a plus qu'à enflammer le générique de fin.

On a bien compris le désir de Jarmusch : décrire cette intimité provisoire, aléatoire, qui unit dans un taxi transporteur et transportés. Mais le procédé du film à sketches se double ici du procédé répétitif du mode de récit. On aboutit au pléonasme stylistique, à une façon

de filmer redondante. Le chauffeur de face, les mains molles sur le volant, et parlant. Et le passager derrière, souvent saisi dans le rétroviseur, répondant.

Avec *Mystery Train*, il y a deux ans, Jim Jarmusch avait atteint l'apogée d'un genre, il s'agissait de sketches aussi mais qui s'imbriquaient superbement. Il a voulu cette fois rompre les amarres, capter librement, ici, là, ailleurs des solitudes urbaines, avec, pour seul dénominateur commun cette voiture de place, qui prend soudain trop de place. Tant pis. Ne serait-ce que pour la formidable rencontre new-yorkaise avec Helmut et Yoyo, il ne faut pas manquer le voyage.

DANIEL HEYMANN

(1) Jim Jarmusch a donné à son chauffeur de taxi new-yorkais le nom du producteur allemand de ses premiers films.

MUSIQUES

Un tsar très orthodoxe

L'empereur de la Sainte Russie souffre sobrement dans une production intimiste du premier opéra de Moussorgski

BORIS GODOUNOV
de l'Opéra-Bastille

« Il faut trouver un équilibre de l'intensité et comme une fulguration de l'expressivité : c'est un rôle assez court, il y a à peine une demi-heure à chanter en tout. » Comme l'expliquait un grand Boris Godounov, Nicolas Ghislaurov (1), le rôle du tsar dévoré de culpabilité peut paraître, selon qu'on y met de « fulguration », ou très court ou immense.

Epis, imposant physiquement, l'échine noblement courbée par l'affliction, apoplectique discret, le Géorgien Pasha Burchuladze est extérieurement Boris, jusqu'à son dernier cheveu de sa perruque cendrée. Il est d'ailleurs les honneurs de cet emploi dès 1982 au Bolchoï, amorçant de cette façon une brillante carrière de basse profonde de caractère qui le fit très vite remarquer par Karajan. Un peu vite peut-être. Car, si la voix est profonde en effet, par sa tessiture évidemment et aussi par le poids de son articulation (moins précise en italien qu'en russe, comme l'a montré un récent Philippe II à Bordeaux), le *Monde* dans 3-4 novembre, elle ne vous empoigne que superficiellement, selon des codes dramatiques plus suggérés que joués, un peu trop retenue pour passer la rampe. Le corps, le souffle de l'interprète ne semblent pas impliqués, contrairement aux traditions expressionnistes du théâtre russe. Voix de belle étoffe, certes. Mais les visions, les regrets, l'excès qu'elle est censée traduire s'évaporent dès qu'elle se tait. Il est vrai que le jeune Burchuladze a toute la vie devant lui pour devenir « l'autre *Chalpin* » dont parlait Karajan. Devient-on pourtant un monstre sacré ?

La surprise du chef
de l'acte polonais

Iannis Kokkos avait bâti en 1989 pour Bologne une mise en scène de *Boris Godounov* autour de Ruggero Raimondi, champion de l'extraversion toutes catégories. Il l'a accordée au diapasone de Burchuladze l'intervenant, dans la production que l'on peut voir depuis le 17 décembre à l'Opéra-Bastille. La vaste scène du nouvel Opéra parisien est ramassée à des dimensions humaines par un cadre et des rideaux épais, ouvrant sur une modeste chambre de palais (pour les tableaux en intérieur), sur des accessoires abstraits (une sorte

d'escalier pour la place du Kremlin, un arbre foudroyé pour la forêt de Kromy).

Les perspectives sont en outre réduites de moitié par la pourtour des chandelles de la cellule de Pliméne, par les troncs de boureaux amoncelés de l'auberge. Des scènes de foules aux tableaux historiques (bravo pour l'économie de figurants, même si l'esthétique reste décorative), des tableaux familiaux aux scènes de genre ou aux démonstrations de stratégie politique (la psychologie du tsar Chouisky est malheureusement à peine esquissée), on assiste ainsi à de multiples variations sur un décor unique : une isbène surmontée d'une arche simple ou triple. Seul le troisième acte, qui nous transporte chez les catholiques polonais, a curieusement inspiré à Kokkos un décor sorti d'un bas-relief réaliste socialiste.

On joue à Paris la seconde version de Boris, orchestrée par Moussorgski en 1874 : quatre actes, dont les deux scènes de l'acte polonais (souvent en partie coupé), augmentés du magnifique tableau de la place Saint-Basile que le musicien avait sacré de son vivant, dans son zèle révisionniste.

Jusqu'à l'entracte, l'orchestre couvre le plateau sans que Myung Whun-chung semble s'en émouvoir (que la fosse soit ainsi coupée de la scène ne constitue-t-elle pas l'une des singularités acoustiques de la Bastille ?). Avec la seconde mi-temps vient la surprise du chef. Cet acte polonais dont on subit généralement le décorum et le lyrisme simpliste devient un sommet de non-dits délicatement phrasés, sous la baguette tchafkovskienne du Coréen : souvenir ému pour la *Dame de Pique* en mars dernier.

Directeur de la programmation, Eva Wagner a su dénicher au Kirov une Marina (Olga Borodina) aux aigus veloutés et, à Kiev, un Rangoni (Grigori Grizuk) tout simplement musicien : deux raretés. Quant à Dimitri (Vitalij Taranenko), il vient de Varsovie et ne lance pas ces aigus de fausset qui dénaturèrent souvent le rôle de l'usurpateur amoureux. Avec l'innocence de Leonard Pizzino, le Fiodor de Martine Mahé et le Missail de Robert Dumé, les Français ne sont pas absents de cette distribution plus qu'honorable (le Chouisky de Vladislav Plavko excepté). Aux chœurs de notre Opéra parisien manquent les basses et l'ampleur : on le regrette plus que jamais.

Boris ou l'opéra de la grandiloquence... Myung Whun-chung rompt avec une tradition entretenu jusqu'à ce jour à l'Est. Lavée du remplissage et des effets de l'orchestration de Rimski-Korsakov, cette musique cesse d'être un feu brûlant d'un feu permanent. Chug y ajoute ses pudeurs personnelles, son sens de l'économie expressive, sa confiance dans l'attention des auditeurs. Si l'on écoute bien, on entend en effet qu'un seul *fortissimo* au cours de cette soirée : le moment où le petit peuple demande du pain.

ANNE REY

(1) L'Avant-Scène Opéra, n° 27-28.
Jusqu'au 20 janvier, 19 h 30.
Tél. : 40-17-35-35. Un préavis de grève a été déposé par le personnel technique pour le 24 décembre.

FERRAT 91
Dans la jungle
ou dans le zoo
DÉJÀ
400.000 DISQUES

FERRAT 91
Dans la jungle
ou dans le zoo
DÉJÀ
400.000 DISQUES

Les festivals à la recherche d'un statut

Un colloque organisé à Cannes s'est attaché à définir un code de « bonne conduite »

CANNES

de notre correspondant régional

D'une cinquantaine, en 1980, le nombre des festivals de cinéma est passé, aujourd'hui, à plus de deux cents. Si cette profusion présente de bons côtés, elle a, aussi, des effets néfastes que vient d'étudier le colloque organisé par la Fédération nationale des communes de culture (FNCC) et l'association Villes et cinéma, dans le cadre des Rencontres cinématographiques de Cannes (RCC). L'occasion, inédite, pour une soixantaine d'élus locaux, d'organismes de festivals et de professionnels du cinéma de confronter leurs expériences.

Quatre à cinq nouveaux festivals de cinéma sont créés chaque année. Pourquoi ? Selon M. Dominique Jules, secrétaire général du Carrefour des festivals - une association à but lucratif, créée en 1988 - trois cas de figure se présentent : le festival naît soit d'une volonté culturelle locale, soit d'un projet culturel extérieur proposé à une ville, soit, enfin, il est organisé à la demande d'une municipalité ou du monde socio-économique. Pour quoi ? Les festivals ont, schématiquement deux destinataires : le public et les professionnels. S'ils ont, ou devraient avoir, le même objet - le cinéma - ces deux cents festivals sont, pourtant, très dissemblables, en termes de notoriété, de budget, de fréquentation, de genre, de programmation ou de fonctionnement. Des années-lumière séparent, ainsi, les festivals hypermédusés de Deauville ou d'Avignon, des festivals de « clochers », anonymes, de Gindou (Lot) ou de Vézère (Ardèche).

Le phénomène de la prolifération des festivals de cinéma serait, en soit, plutôt positif. Ces manifestations s'apparentent, en effet, à un nouveau mode de diffusion des œuvres permettant de toucher un public élargi dans un temps limité et dans une

ambiance conviviale qui favorise les rencontres et les échanges. Mais il y a le revers de la médaille. Premier écueil : celui des « doublons ». Trois festivals, par exemple ceux de Poitiers, de Nîmes et d'Angers, chassent, peu ou prou, sur les mêmes terres : les films de fin d'études. Il existe, également, deux festivals du film méditerranéen (Montpellier et Bastia), deux du film italien (Annecy et Villerupt), deux, de surcroît géographiquement voisins, du film britannique (Cherbourg et Dinard) et plusieurs consacrés aux films européens.

Compétition
et surenchères

Autres problèmes : ceux du chevauchement des dates sur le calendrier, et, surtout, d'accès aux films. La demande, désormais, excède de beaucoup l'offre de films inédits. D'où une compétition acharnée entre organisateurs entraînant, d'une part, une surenchère auprès des ayants droit qui fait grimper le prix de location des copies et, d'autre part, une baisse de la qualité des œuvres présentées (certains sont tentés de fuir de « l'inédit pour l'inédit »). L'inflation festivalière conduit, aussi, à une banalisation (d'où le désintérêt de la presse). Du côté des professionnels, elle inquiète, enfin, certains distributeurs qui redoutent de voir des films « tués » par des présentations répétées dans un trop grand nombre de manifestations.

D'où la nécessité, admise par tous d'une remise en ordre urgente qui passe, en particulier, par l'élaboration d'un code de déontologie. Tâche à laquelle se sont attelés les responsables du Carrefour des festivals. Il ne peut être question, bien entendu, d'interdire à quiconque d'organiser sa propre manifestation (« synonyme de fête », a plaidé l'animateur d'un petit festival du Sud-Ouest). Mais un minimum de règles de bonne conduite peut toutefois être accepté

par tous. M. Jean-René Marchand, directeur de l'exploitation et de la diffusion culturelle au Centre national du cinéma, a également annoncé, de son côté, le lancement d'une étude visant à définir une sorte de statut des festivals.

« Nous nous orientons, a notamment précisé M. Marchand, vers une modification du cadre réglementaire actuel (un décret de 1946, modifié en 1964) qui réservera le bénéfice de l'exonération du contrôle des recettes aux seuls festivals qui diffuseront, au minimum, 50 % de films inédits ou non encore diffusés. » Le CNC a prévu, au demeurant, d'augmenter ses aides financières, qui passeront de 4,5 millions de francs en 1991 à 7 millions de francs en 1992 dont 3 millions de francs de crédits directement distribués par les directions régionales des affaires culturelles.

Mais le criblé opposé aux festivals sera, dorénavant, plus serré. Il ne suffira pas qu'ils présentent un intérêt national ou international. Les heureux élus seront ceux qui feront un effort réel de « découverte », de réflexion sur l'histoire du cinéma, de mise en valeur d'un genre, de formation du public et qui s'inscriront dans un parcours culturel. « Il y a les festivals qui servent le cinéma, a résumé M. Marchand, et ceux qui s'en servent, les « festivals marketing » qui, eux, ne nous concernent pas. »

GUY PORTE

□ Erratum. - « Cinéma et banlieue », la manifestation dont nous faisons état dans le premier volet de notre enquête « Culture de banlieue » (le *Monde* du 18 décembre) et qui devait se dérouler du 2 au 8 décembre à Vaulx-en-Velin, a été déplacée à la période du 23 au 31 janvier 1992. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

CRUEL!

MOZART - COSI FAN TUTTE
Margiono - Ziegler - Steiger
Cachemaille - Van der Walt - Hampson
Royal Concertgebouw Orchestra Amsterdam

NIKOLAUS HARNONCOURT
"indispensable!" - André Tubeuf - DIAPASON

WMAE CLASSICS
FERRAT

PATRIMOINE

Au plus

Le patrimoine, c'est ce qui reste. C'est ce qui a survécu à la destruction, à l'oubli, à la décadence. C'est ce qui a résisté à l'épreuve du temps. C'est ce qui a permis à une civilisation de se perpétuer, de se transmettre. C'est ce qui a donné à une époque son caractère, son identité. C'est ce qui a permis à une nation de se reconnaître, de se définir. C'est ce qui a permis à une culture de se développer, de se enrichir. C'est ce qui a permis à une société de progresser, de s'élever. C'est ce qui a permis à une humanité de se réaliser, de se transcender. C'est ce qui a permis à une civilisation de laisser une trace, une marque, un héritage. C'est ce qui a permis à une culture de se transmettre, de se perpétuer. C'est ce qui a permis à une société de progresser, de s'élever. C'est ce qui a permis à une humanité de se réaliser, de se transcender. C'est ce qui a permis à une civilisation de laisser une trace, une marque, un héritage.

Une nouvelle santé

La santé, c'est un état de bien-être, de bonheur, de sérénité. C'est un état de santé physique, mentale, émotionnelle. C'est un état de santé globale. C'est un état de santé qui se construit, se développe, se renforce. C'est un état de santé qui se maintient, se conserve, se transmet. C'est un état de santé qui se partage, se diffuse, se répand. C'est un état de santé qui se crée, se construit, se renforce. C'est un état de santé qui se maintient, se conserve, se transmet. C'est un état de santé qui se partage, se diffuse, se répand. C'est un état de santé qui se crée, se construit, se renforce.

Le Monde

Le Monde, c'est une revue, une publication, une œuvre. C'est une œuvre de culture, de patrimoine, de civilisation. C'est une œuvre qui se crée, se construit, se renforce. C'est une œuvre qui se maintient, se conserve, se transmet. C'est une œuvre qui se partage, se diffuse, se répand. C'est une œuvre qui se crée, se construit, se renforce. C'est une œuvre qui se maintient, se conserve, se transmet. C'est une œuvre qui se partage, se diffuse, se répand. C'est une œuvre qui se crée, se construit, se renforce.

CULTURE

PATRIMOINE

Au plus près de l'essentiel

La Bibliothèque-Musée de l'Opéra, ancien pavillon de l'Empereur au palais Garnier, sera ouverte au public dans un mois

C'est le 20 janvier 1992 que la Bibliothèque-Musée de l'Opéra, restaurée, rénovée, agrandie, sera inaugurée. C'est cependant le 16 décembre, le jour même où, de leur côté, les Restaurants du cœur ouvraient leurs portes, que le ministre de la culture, Jack Lang, a tout soudainement décidé de présenter à la presse cette brillante réalisation tout en harmonie, il est vrai, avec la période des fêtes et les vitrines des grands magasins voisins. Celles du musée étaient vides? Qu'à cela ne tienne, c'est à leur dessin, splendide assurément, et à l'architecture repensée de l'endroit qu'aura été consacrée, en premier lieu, cette conférence. Une exposition sur les Ballets russes, suivie d'un hommage à Pier Luigi Pizzi, sera l'occasion de revisiter le musée et d'apprécier l'activité de la bibliothèque, pour l'heure déserte de tout meuble comme de tout lecteur.

Puisqu'on parlait d'architecture, Pierre Bergé, président des Théâtres de l'Opéra de Paris, et à ce titre hôte de la conférence, a eu la courtoisie de saluer les maîtres d'œuvre avant les maîtres d'ouvrage, les concepteurs avant les financeurs. Richard Peduzzi, comme scénographe et comme décorateur invité, et Jean-Loup Roubert, architecte en titre du palais Garnier, se sont donc vu adresser un coup de chapeau mérité pour le travail qu'ils ont ensemble accompli dans le pavillon de l'Empereur, sur la façade ouest de l'Opéra, là où les cathédres de Napoléon III se promettaient de déposer leur monarque et où, tout compte fait, la bibliothèque fut installée dès 1882.

Peduzzi et Roubert ont, chacun dans sa spécialité, une véritable grâce. Roubert a une réelle passion pour «son» bâtiment, dont il a toujours protégé avec obstination l'exceptionnelle intégrité, des

agrandissements ou des modifications abusives que tant d'administrateurs, devant la pénurie d'espace, ont voulu lui faire subir. On lui doit le nouveau foyer de la danse, caché sous la coupole, et les nombreuses restaurations dont bénéficie l'édifice centenaire, notamment depuis qu'il s'est trouvé un grand petit frère à la Bastille.

Élégance et respect

Le souci de Jean-Loup Roubert, couronné au meilleur des doctrines patrimoniales : ne rien faire qui ne soit réversible, et retrouver chaque fois qu'il le peut le bâtiment original. L'Opéra Garnier, qui avait vu sa population croître jusqu'à mille quatre cents personnes, a retrouvé le nombre d'occupants initialement imparté, soit quelque six cents personnes. Cela permet un curage des espaces, longtemps dévorés par les cloisonnements supplémentaires.

Richard Peduzzi, le décorateur complice de Patrice Chéreau, qui depuis quelques années s'est lancé dans la création de meubles et la muséographie, pour maintenant diriger l'Ecole des arts décoratifs, a trouvé le temps d'imprimer sa magie dans l'espace restauré par Roubert. Une magie faite d'élégance et de réserve, et de respect, lui aussi, pour le monument de Garnier. Une magie au travail dans des cimaises transparentes qui laissent intact le volume et le fractionnement pourtant, tout en offrant une remarquable visibilité aux œuvres. Une magie encore dans l'expressif dépouillement des vitrines et des quelques meubles déjà en place. Au plus près de formes essentielles, au plus loin de l'esbroufe.

Ainsi, le pas de deux de Peduzzi et Roubert est si bien réglé, si

exact qu'on le tiendrait pour invisible, n'étaient les fatales «sorties de secours» lumineuses, laides et par définition bien visibles, elles, qu'impose la réglementation des pompiers. La suppression d'un escalier saguère rajouté, la réouverture d'une porte jadis condamnée, ont permis à la fois un parcours logique et une rationalité acceptable pour le musée et la bibliothèque, auxquels on accède désormais par le théâtre. Restés à l'écart de celui-ci, quelques linteaux de portes, une chef de voûte et quelques autres fragments n'avaient jamais reçu le travail de sculpture qui leur était promis. Jusqu'à une date récente, les budgets de l'Opéra continuaient de prévoir la taille de rinceaux et autres fanfreluches d'usage. Aujourd'hui l'inachevé fait partie de la symphonie, et donne le sentiment saisissant dans un étrange chef-d'œuvre de Ledoux. Même les pointes-témoins que les tailleurs laissent sur les pierres pour permettre de mesurer le travail effectué ont été conservées, diamants hétéroclites auxquels le hasard aura finalement concédé un peu d'éternité.

Ayant salué comme il fallait les architectes et la conservatrice, «l'infatigable» Martine Kahane, MM. Bergé et Lang ont dit ce qu'il fallait d'amabilité à l'adresse des

mécènes, notamment Louis-Vuitton, qui a versé 8 millions de francs, soit près de la moitié de ce que le ministère a investi pour sa part (17 millions de francs), et l'Association pour le rayonnement de Paris (AROP), qui a trouvé les fonds nécessaires au mobilier. L'arrivée de quatre sculptures de Degas, prêtées par Orsay, et d'un Maillol pour les niches encore vides aura été pour le ministre l'occasion de quelques annonces chargées d'espoir ou de désespoir, selon qu'on habite Paris ou la province. S'il semble en effet acquis que l'ancienne Bibliothèque nationale, une fois la Bibliothèque de France achevée, deviendra un vaste centre dévolu aux arts, le sort des arts du spectacle, entassés, notamment, à la bibliothèque de l'Arsenal, reste pour sa part incertain et sous le coup d'une «menace» de délocalisation, sans autre forme de précision.

L'inauguration officielle de la Bibliothèque-Musée de l'Opéra, qui suivra, dans les mêmes lieux, un colloque Louis-Vuitton sur le thème «Répertoire et patrimoine de la danse», sera certainement l'occasion d'en apprendre plus.

FRÉDÉRIC EDELMANN

ARTS

Archéologie de la mémoire

Daniel Dezeuze poursuit ses voyages médiévaux. Étrange itinéraire

Depuis quelques années, Daniel Dezeuze s'est donné un motif d'inspiration dont ce serait peu dire qu'il est inusité et incongru : le Moyen Âge, ses forteresses, ses armées, ses sièges et ses embuscades. A l'entrée de la galerie Yvon Lambert, transformée pour la circonstance en faux musée d'archéologie médiévale, il a disposé trois arbalètes de forte taille. Il les a fabriquées avec des manches à balai, de la ficelle d'emballage et des bâtons de ski. On dirait des jouets bricolés par un enfant remarquablement adroit.

Dans la grande salle, une installation plus complexe suggère des réminiscences de l'architecture moyenâgeuse. Contre les murs, Dezeuze a accroché deux blasons de bois monumental, et des éléments de menuiserie très bien montés rappellent les volets qui garnissaient tours et murailles. Entre ces volets sont tendues des cordes du plus beau bleu azur, reliées par des poulies. Evocation des machines du temps, balistes et catapultes? Evocation très allusive et abrégée alors, élégante cependant et habilement mystérieuse. Des dessins où l'on reconnaît des plans de fortifications angloises complètent l'installation, dessins sommaires où fort peu se retrouve de la virtuosité graphique qui caractérisait autrefois leur auteur.

Il semble du reste qu'il ait résolu de s'en tenir à cet état d'association débridée. Par fidélité peut-être aux principes critiques de Support-Surface, dont il fut membre, il se méfie du trop bien fait, de l'abouti et du trompe-l'œil. A chacune de ses constructions, il conserve un air d'inachevé en usant de matériaux de récupération très communs et en élaborant que des constructions elliptiques. Tout en jouant avec les réminiscences historiques, il se garde du pastiche et de la citation, du maquettisme artistique et du fauxsemblant trop savant. Son Moyen Âge demeure fantomatique, collection de souvenirs abîmés et d'objets incomplets.

Il n'en est que plus vrai, à sa manière. Si les historiens médiévistes se peuvent guère trouver dans ces œuvres matière à s'enquêter, les archéologues de la mémoire y seront plus sensibles, qui reconnaîtront dans ces assemblages et dessins indicés le Moyen Âge des rêves et des enfants qui jouent au château fort.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris ; tél. : 42-71-09-33. Jusqu'au 18 janvier.

THÉÂTRE

Une nouvelle santé

A Sarcelles, comédiens d'un soir en voie de réinsertion

Ils s'appellent Patrick, Armande, Abdus et Serge mais ce soir-là, ils étaient cuisinier, hôte, maharajah, député... Au total trois personnages d'une comédie musicale pour une seule représentation le 17 décembre sur la scène du Forum des Cholettes à Sarcelles, Val-d'Oise. Il y a six mois à peine, Patrick, Armande et leurs copains étaient «RMistes». Aujourd'hui onze d'entre eux ont retrouvé du travail comme jardiniers, secrétaires ou gardes-malades. Le public chaleureux était venu nombreux pour ces artistes amateurs âgés de vingt-trois à cinquante-trois ans.

Stagiaires de l'association Solidarité Jeunes Travailleurs installée dans cette commune du Val-d'Oise depuis 1981 avec pour objectif la formation et la réinsertion des personnes en situation précaire, tous traversaient une période très critique de leur vie lors de leur première prise de contact en juin dernier avec les douze permanents de l'association. Rares étaient ceux qui savaient

se prendre en charge. A l'origine de l'expérience, les assistants sociaux de la ville et les agents de l'ANPE qui régulièrement dirigent vers cet organisme des allocataires de RMI et des chômeurs particulièrement nécessiteux.

Paul Duprez, président de l'association en Ile-de-France, subventionnée par les conseils généraux et l'Etat, estime à deux cents le nombre de stagiaires reçus à Sarcelles en 1991 et à 20 % le taux de ceux qui ont retrouvé du travail. «Il s'agit ici de leur reprendre les gestes de la vie quotidienne», explique Michel Cousse, un des animateurs. Nous les aidons à faire leur propre bilan, nous leur enseignons la législation du travail, certains nous arrivent en proie à des maladies, à l'alcool, nous devons les aider à retrouver leur place dans la société. Le moyen : une dizaine d'ateliers consacrés notamment à l'expression corporelle, à l'alphabétisation, à la remise à niveau, à la vie quotidienne. L'atelier qui a réuni cette troupe «multithématique» en juin dernier offre un stage de préparation à l'emploi. L'animateur, Joël Afdin a tout d'abord pris le temps de les connaître tous avant de lancer au début de l'automne l'idée d'une pièce de théâtre : «Ce n'était pas simple, se rappelle-t-il aujourd'hui, car leurs problèmes personnels étaient nombreux. Ils s'affrontaient, refusaient de partager, puis revinrent sur leur décision. Ils se disputaient un rôle. Peu à peu ces confrontations les ont aidés à se révéler, à retrouver en eux la confiance qu'ils avaient perdue. C'est Armande, une des stagiaires, qui a rédigé la pièce en trois actes. Elle a été mise en scène par Joël Afdin. La musique est d'un jeune compositeur débutant, Yves Postic. Le décor représentait un bar aux lumières clignotantes avec son hôte, son serveur, son huissier, et qui se trouve être le seuil du paradis, la salle d'attente où les morts attendent le jugement... Tout cela raconté avec humour, et un peu de nostalgie sur un passé perdu.

A Sarcelles le message est passé : il suffit parfois de pas grand-chose pour redonner vie à un laissé-pour-compte, et pour Patrick la prestation de mardi soir est comme la marche d'un escargot : lente mais laissant une trace derrière elle.

JACQUELINE MEILLON

► Pour tous renseignements Solidarité Jeunes Travailleurs. Tél. : 39-93-13-00.



L'art d'écrire.

MONTBLANC
THE ART OF WRITING

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lecaillon, gérant

directeur de la publication

Bruno Fregat

directeur de la rédaction

Jacques Guita

directeur de la gestion

Manuel Luchbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints du directeur de la rédaction)

Jacques Arnalric

Thomas Fervet

Philippe Hémery

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Boura-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUCHER

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-88-25-25

Télégrammes : 40-88-25-25

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BOURA-MÉRY

94082 IRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-88-25-25

Télégrammes : 40-88-30-10

العدد 150

COMMUNICATION

Grève contre les 576 licenciements

Hachette trébuche sur La 5

Les salariés de La 5 devaient, à l'appel de leur intersyndicale, faire grève une journée, le jeudi 19 décembre à 12 heures. Ils protestent contre les 576 licenciements et en appellent au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui doit recevoir, vendredi 20 décembre, les dirigeants de la chaîne, MM. Jean-Luc Lagardère et Yves Sabouret. La CSA devra déterminer si les coupes claires dans les effectifs et dans les budgets sont compatibles avec les engagements pris par la chaîne.

De nombreuses réactions ont suivi l'annonce de ce plan. Plusieurs sociétés de journalistes - notamment d'Antenne 2, d'Europe 1 et de M6 - ont déploré les suppressions d'emplois dans la rédaction. M. Edith Cresson espère qu'une solu-

tion pourra être trouvée, mais note que « ce n'est pas la fonction du gouvernement d'intervenir », car « c'est au CSA de régler le problème ». M. François d'Aubert (UDF-PR) craint un déficit du « pluralisme de l'information ». Le ministre de la communication, M. Georges Kijman, a regretté, mercredi 18 décembre, à l'Assemblée nationale, que le groupe Hachette « n'ait pas tenu ses engagements » et s'est étonné que ce groupe « ait pu, comme par inadvertance, laisser se creuser un déficit de 1 milliard et plus, auquel il n'aurait pas songé ». La direction de La 5, elle, estime que les engagements « sont respectés en 1991 ». De leur côté, les marchés boursiers ont exprimé leur méfiance.

qu'Hachette recherche toujours un partenaire capable de l'épauler sur La 5, ce qui n'est pas sans concessions.

Les pertes 1991 de La 5 ont été intégralement provisionnées en 1990, elles n'auront donc pas d'effet sur les résultats d'Hachette cette année. Reste que le groupe ne se porte pas assez bien pour supporter, seul, les pertes inévitables de la chaîne en 1992. Ainsi, le secteur édition (7 milliards de chiffre d'affaires en 1990) a mal supporté l'année 1991. La littérature a perdu 30 % de son chiffre d'affaires environ et les encyclopédies (Livre de Poésie, Grasset) sont soumises au cycle économique général.

Bilan en demi-teinte

Le secteur presse (10,2 milliards de chiffre d'affaires en 1990, quatre-vingts magazines), a été durement touché par le marasme publicitaire, en France comme à l'étranger. Et, comme le soulignent la plupart des analystes financiers, la « faible visibilité financière » (société de Bourse Didier Philippe) ou les « zones d'ombre » (société de Bourse François Dufour-Kervem) qui subsistent sur l'ensemble des activités, « en raison notamment de la non-publication de la rentabilité par branche », inspire le pessimisme.

Hachette a beau être considéré comme un groupe de communication, il est aussi un géant de la distribution. Avec deux mille

points de vente de produits de presse et de communication en Europe et sur le continent américain, Hachette a réalisé un chiffre d'affaires 1990 de 10,7 milliards de francs. Ni Curtis (numéro deux de la distribution aux États-Unis) ni les Relais H en France n'ont souffert en 1990. Bien que le chiffre d'affaires 1991 ne soit pas encore connu, les analystes continuent de tablir sur une progression.

Compte tenu de ce bilan en demi-teinte, les analystes financiers sont surtout sensibles au poids de la dette, qui avoisine 11 milliards de francs. Ainsi, la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis n'a pas profité à Hachette, dont la moitié de la dette américaine (638 millions de dollars, soit 3,5 milliards de francs) est à taux fixe. Les frais financiers en 1990 et 1991 se sont donc maintenus à un niveau très élevé, sans doute proche du milliard de francs.

La marge de manœuvre d'Hachette est, compte tenu de La 5, extrêmement réduite. Une augmentation du capital est toujours possible, mais se traduira inévitablement par une perte de contrôle sur l'ensemble du groupe. Reste l'hypothèse de cessions d'actifs. La vente du siège, boulevard Saint-Germain à Paris (20 000 mètres carrés), ne suffirait pas à désendetter le groupe de manière significative.

YVES MAMOU

Un accord avec le conseil général de l'Hérault

EDF veut brancher les départements sur le câble

En signant un accord avec le conseil général de l'Hérault pour câbler progressivement l'Hérault, EDF et sa filiale Vidéopole accélèrent leur engagement dans la télédiffusion.

Vidéopole, la filiale câble d'EDF, signe le 19 décembre avec le conseil général de l'Hérault un accord qui prévoit le câblage progressif de l'essentiel du département avant la fin du siècle. Jusqu'ici, Vidéopole n'avait signé de contrats qu'avec des villes (vingt-trois à ce jour, soit 85 000 prises raccordables) de dimensions raisonnables (de 1 000 à 17 000 prises), comme Agén, Morlaix, Longwy, mais aussi Bruyères (Vosges) ou Montagne-au-Perche (Orne). Avec un potentiel de 140 000 prises en incluant Béziers (Montpellier) et Sète sont déjà câblées par d'autres opérateurs, l'accord passé avec le conseil général de l'Hérault change les dimensions et les méthodes, mais pas la philosophie générale qui a conduit EDF à investir dans le câble depuis trois ans.

« Nous avons des supports (potieux ou tranchées), des gens compétents partout et en permanence, l'habitude et les moyens d'une facturation massive », explique le président d'EDF, Pierre Delaporte. « Nous constatons que dans les petites villes - disons de 6 000 à 60 000 habitants - à condition de construire des prises à moins de 2 000 francs et d'offrir un abonnement à moins de 100 francs par mois pour une vingtaine de chaînes, on trouve beaucoup moins en collectif, le câble obtient de très bons taux de pénétration. Il est alors rentable. »

Mais ces conditions ne peuvent être atteintes partout. Il faut alors que les collectivités locales participent à l'investissement. C'est l'option qu'a prise le conseil général de l'Hérault. A partir d'une étude détaillée de toutes les communes d'au moins 500 prises potentielles, le département et Hérault Vidéopole détermineront, chaque année,

des tranches d'investissement. Les collectivités locales pourront participer à l'investissement quand ce sera nécessaire, ou l'accélérer avec des avances remboursables. Dans tous les cas, la démarche restera souple, sera révisée régulièrement en fonction des résultats et encouragera la pénétration entre communes. Ce qui correspond aux objectifs du conseil général, en matière d'aménagement du territoire et de développement local.

Un service choisi

« Cette notion de service public, y compris en zone rurale, colle complètement à l'esprit maison », ajoute Pierre Delaporte. « Et en même temps, le câble, plus vite encore que d'autres diversifications que nous menons comme l'éclairage public, le traitement des ordures ménagères ou la neige artificielle

pour les stations de ski, change en profondeur notre relation avec les collectivités locales. Nous voulons être choisis pour nos services, et pas subis comme une distribution obligatoire ».

Maintien de la taille critique dans les petites unités rurales, motivation des personnels, coûts marginaux et rentabilité attendue : fort de ces promesses, Pierre Delaporte ressemble à un câblo-opérateur heureux, une espèce rare dans le secteur. Pour assurer sa croissance - le million de prises raccordables à terme ne semble pas l'étranger - Vidéopole voudrait attirer des partenaires dans son capital (porté à 40 millions de francs, en juillet dernier), avec comme projet « idéal » un tiers de financiers et un tiers d'étrangers, câblo-opérateurs ou électriciens.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La réglementation des chaînes de télévision

Le Sénat s'oppose au projet de loi sur les quotas

La réforme de la loi relative à la liberté de communication est ralentie par l'hostilité des sénateurs. Après l'adoption par l'Assemblée nationale d'un amendement confiant au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le soin de moduler les quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes auxquels doivent souscrire les chaînes de télévision (le Monde du 18 décembre), le nouveau texte de loi devait, conformément à la procédure d'urgence, être adopté par une commission mixte paritaire Sénat-Assemblée. Or les sénateurs ont refusé d'endosser cette réforme législative.

M. Adrien Gouteyron, sénateur de la Haute-Loire (RPR), a estimé que l'amendement trahissait l'inconstitutionnalité, le transfert réglemen-

taire de l'Etat au CSA n'étant pas en l'occurrence suffisamment précis. Les sénateurs ont, en outre, émis des doutes sur la capacité du CSA à gérer l'affaire des quotas dans le tumulte qui affecte actuellement La 5.

En usant de leur pouvoir de blocage, les sénateurs tentent de stopper la réforme pour que s'applique, à la place, la loi de 1989, qui prévoyait de surcroît des quotas. De son côté, le gouvernement ne désespère pas d'en finir avec cette affaire à la fin de la semaine. Le projet devait passer, jeudi 19 décembre, à l'Assemblée. Il devrait être recalé, ensuite, par le Sénat et revenir à l'Assemblée pour une adoption définitive, avant le dimanche 22 décembre.

Y. M.

309 Graffic 62900 F. Ceux qui pensent trouver une meilleure affaire peuvent toujours essayer la vente par correspondance.



309 GRAFFIC TOUJOURS PARTANTE!

Profitez d'un financement exceptionnel par Cédipar sur toutes les 309 Graffic - essence ou diesel, 3 ou 5 portes - à découvrir chez votre concessionnaire jusqu'au 31 décembre 1991. C'est Noël quoi! *Sous réserve d'acceptation du dossier de financement par Cédipar. Modèle présenté: 309 Graffic - 3 portes essence. A.M. 92 - Tarif au 1/07/91.



PEUGEOT
UN CONSTRUCTEUR SERT SES CLIENTS

30 Un entretien avec M. Dominique Strauss-Kahn.
M. Quilès choisit le tracé Grenoble-Sisteron par Gap

31 « La Monde Affaires »
34 Les négociations du GATT

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

Les difficultés de l'industrie automobile et la récession de l'économie américaine

Mauvais présage

Les analystes le soupçonnaient et Wall Street l'avait anticipé depuis quelques semaines.

General Motors a tranché, mercredi 18 décembre, avec une brutalité à la mesure de sa taille et de l'hémorragie financière du groupe : une coupe de 20 % de ses effectifs outre-Atlantique sur quatre ans. Une ampleur qui a laissé certains analystes sans voix. N'est-ce pas l'équivalent de la moitié du groupe Renault ou bien encore de toute sa branche automobile en France ?

Depuis plusieurs mois, le premier constructeur automobile mondial engrangeait les mauvais points : des pertes record au troisième trimestre (5,5 milliards de francs), des notations financières sans appel, enfin d'ultimes tentatives d'appel de fonds. Et la Bourse de New-York de trépigner. Hier valeur vedette, l'action General Motors ne cessait de baisser, jusqu'à 27,50 dollars lundi 10 décembre. Les financiers voulaient savoir. Juste avant l'annonce officielle par le président du groupe, M. Robert Stempel - transmise en direct par toutes les télévisions de GM, et par satellite - Wall Street considérait déjà qu'en dessous de cinq usines fermées, le plan serait « un non-événement ».

Leurs exigences ont été satisfaites - peut-être au-delà - contraignant le pouvoir à changer de discours. La veille, déjà, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, prononçait pour la première fois le mot tabou de « récession ». Quelques heures plus tard, le président George Bush en personne s'exprimait : « Je suis moins intéressé par la définition technique de la récession que par ses répercussions », lançait le président des États-Unis, prudent.

Il est vrai que tous les détails du plan ne sont pas encore connus. Et que General Motors n'est pas au bout de ses peines. Quel sera le montant de la majoration de la provision nécessaire sur l'exercice 1991 pour financer cette restructuration ? Il viendra s'ajouter aux pertes de 2,2 milliards de dollars (12 milliards de francs) enregistrées sur les neuf premiers mois de l'année. Et quelle sera la réaction de l'Amérique à l'indivisible quatrième baisse historique des dividendes versés aux actionnaires ?

Les répercussions du désastre de General Motors sont immenses. Elles viennent conforter toutes les interrogations sur la situation économique américaine. Et sur l'ampleur de la saignée que lui inflige la concurrence japonaise. Les constructeurs japonais n'ont-ils pas déjà conquis près de 37 % du marché nord-américain ? Ou en sera-t-il en Europe où le menace, pour l'heure, à l'air circoscrit ? Les constructeurs européens parient sur une reprise en 1992. Mais General Motors est un bien mauvais présage. Les crises américaines de l'automobile ne précèdent-elles pas d'un an en général celles de l'Europe ?

OLIVIER PIOT

Légère remontée de la production industrielle en France en octobre

L'indice mensuel de la production industrielle, calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985, s'est inscrit à 114,1 en octobre contre 112,6 en septembre, ce qui représente une progression de 1,3 % en un mois. Par rapport à octobre 1990, la hausse est de 0,9 %. Mais cette progression est essentiellement due à l'énergie, qui progresse de 4,3 % en un mois. La seule production manufacturière, qui ne tient pas compte de l'énergie, passe

General Motors annonce 74 000 suppressions d'emplois

General Motors (GM), numéro 1 mondial de l'automobile, renoue avec les grandes purges des années 1980-1982 : son président, M. Robert Stempel, a annoncé, mercredi 18 décembre, 74 000 suppressions d'emplois en quatre ans (19 % de ses effectifs nord-américains) et la fermeture de 21 usines.

Le quotidien américain *Detroit Free Press* était bien loin du compte en annonçant, mercredi 18 décembre, la fermeture de deux usines de General Motors et la suppression d'environ 15 000 emplois pour 1992. Quelques heures plus tard, la direction de la plus importante société américaine par son chiffre d'affaires, General Motors, lançait dans un communiqué des chiffres retentissants : 74 000 emplois supprimés d'ici au début de l'année 1995, et la fermeture de 21 de ses 38 usines outre-Atlantique. Confirmé en début d'après-midi par le président de General Motors, M. Robert Stempel, lors d'une conférence de presse retransmise par satellite dans toutes les usines nord-américaines du groupe, le plan de restructuration du constructeur de Detroit a surpris par son ampleur les plus pessimistes.

« General Motors doit changer fondamentalement sa manière de conduire ses affaires pour relever les défis de la concurrence dans les années 90 », a-t-il déclaré. Derrière ces phrases, les chiffres sont édifiants : 54 000 « ouvriers horaires » et 20 000 « cols blancs » devront quitter le groupe d'ici à la fin de l'année 1994, soit près de 20 % des 395 000 salariés de General Motors aux États-Unis.

La grande purge de 1980-1982

Pour la seule année 1992, le président de General Motors a annoncé la suppression de quelque 9 400 postes de cadres et d'employés, suivie de 11 000 autres départs de « cols blancs » au cours des deux années suivantes - portant ainsi à 71 000 leur nombre au début de l'année 1995, contre 91 000 aujourd'hui. Le second volet est plus drastique, encore : touchant 15 000 ouvriers en 1992, il prévoit de ramener à 250 000 les effectifs de cette catégorie en quatre ans, contre 304 000 aujourd'hui. Le dégraissage concernera donc 39 000 ouvriers en 1993 et 1994. A aucun moment, le président de General Motors n'a évoqué de licenciements secs, se contentant de parler de « départs à la retraite et de volontaires ».

Vingt et un sites de production fermés sur deux ans : appliqués au Canada et en Amérique du Nord, ces mesures touchent six usines d'assemblage - notamment au Texas et dans l'Ohio - quatre sites de transmissions et onze centres de pièces détachées.

Il faut remonter à la grande purge de 1980-1982 pour retrouver des mesures de restructuration d'une telle ampleur dans l'automobile américaine. A l'époque, General Motors n'avait pas hésité à licencier 170 000 ouvriers sur vingt-quatre mois. Par la suite, la progression régulière du chiffre d'affaires et des bénéfices du constructeur de Detroit avait quelque peu ralenti la cadence. Passés de 3,7 milliards de dollars (20 milliards de francs) de bénéfices en 1983 à 4,6 milliards de dollars (24,8 milliards de francs) en 1988, le géant américain avait cependant annoncé un nouveau plan en 1986 - année d'un léger recul des bénéfices à 3,9 milliards de dollars (21 milliards de francs) - et la fermeture de

11 usines. L'année suivante, General Motors signait un accord avec le syndicat américain des ouvriers de l'automobile - United Auto Workers (UAW), - dans lequel il s'engageait à ne plus fermer de site de production sans la justification d'un chiffre d'affaires en baisse. Malgré un chiffre d'affaires record de 123,6 milliards de dollars en 1988, le groupe contournait l'accord, annonçant non pas la fermeture, mais l'arrêt de production de trois nouvelles usines. Après un second record historique en 1989 - 127 milliards de dollars de chiffre d'affaires - le colosse était néanmoins touché par la récession du marché automobile outre-Atlantique.

Subissant de plein fouet « la chute de la confiance des consommateurs et la récession », puis, dans la foulée, « la guerre du Golfe », ainsi que l'a rappelé M. Stempel, GM - au même titre que Ford et Chrysler - n'a pu, en outre, enrayer la progression des concurrents japonais sur son marché intérieur. Occupant 31 % du marché nord-américain en 1990, les constructeurs automobile japonais auraient, selon des estimations d'analystes, encore progressé de près de sept points en 1991.

Cumulant une forte chute de ses ventes en 1991 (le Monde du 18 décembre) après un déficit consolidé de 2 milliards de dollars (10,8 milliards de francs) sur l'exercice 1990, General Motors a déjà annoncé des pertes de 2,2 milliards de dollars (11,9 milliards de francs) sur les neuf premiers mois de cette année. Selon notre correspondant à Washington, Alain Frachon, GM perdrait actuellement 15 millions de dollars (81 millions de francs) par jour dans ses activités automobiles en Amérique du Nord, soit de 5 à 6 milliards de dollars (de 27 à 32 milliards de francs) en rythme annuel.

Cette hémorragie financière l'avait amené à décider un premier plan de restructuration en début d'année (le Monde du 6 février). Aussi la nouvelle purge annoncée par M. Stempel n'a-t-elle pas manqué de susciter des critiques de l'UAW. Reprochant à la direction d'être au service de Wall Street, M. Owen Bieber, un des responsables du syndicat, déclarait : « Une meilleure réponse à la crise de l'automobile serait de réviser la politique actuelle qui abandonne aux producteurs japonais le marché intérieur et favorise le transfert de la production au Mexique ou dans d'autres pays où la main-d'œuvre est meilleur marché ».

O. P.

La Réserve fédérale s'interroge sur un nouvel assouplissement du crédit

La Réserve fédérale américaine se tient prête à assouplir à nouveau sa politique de crédit si la situation économique rend cette mesure nécessaire, a affirmé, mercredi 18 décembre, M. Alan Greenspan, le président de la Fed. Interrogé devant la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants sur la possibilité d'un nouveau geste de la Fed, M. Greenspan a indiqué : « Nous regardons la situation [économique] d'une façon exceptionnellement proche. (...) Si dans notre jugement, une action supplémentaire est nécessaire, vous pouvez vous attendre à une telle action. Pour M. Greenspan, « la reprise de l'activité économique qui avait débuté plus tôt cette année a clairement flanché ». « Il est clair que l'économie se débat et qu'il y a des forces puissantes lutant contre une reprise cyclique modérée », a-t-il ajouté.

NEW-YORK

de notre correspondant

A la veille de son audition à la Chambre des représentants, le 18 décembre, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, semblait bien désemparé face aux derniers indices économiques qui confirment le peu d'effet des nombreuses réductions de taux d'intérêt opérées ces derniers mois pour encourager une relance de plus en plus hypothétique. Dans le même temps, le piège économique se referme chaque jour davantage autour du président Bush, dont la cote de popularité vient de tomber au-dessous des 50 % d'opinions favorables pour la première fois depuis son entrée à la Maison Blanche.

En juillet 1990, lorsque l'économie américaine est officiellement entrée en récession (un mois avant le début de la crise du Golfe), 51 % des Américains pensaient déjà que l'administration gérait bien mal le dossier économique. Aujourd'hui, à en croire le même sondage établi par le *Washington Post* et le réseau de télévision ABC, ils sont 70 % à être du même avis et, dans le même temps, seulement 47 % des

personnes interrogées considèrent que M. Bush remplit correctement l'ensemble de ses fonctions. Les difficultés de l'économie américaine sont naturellement pour beaucoup dans cette dégradation de l'image présidentielle à moins d'un an des élections.

Le chômage ne descend pas au-dessous d'un taux voisin de 7 % de la population active et les Américains craignent qu'il ne s'aggrave, au vu des derniers chiffres concernant tant la production industrielle, toujours en baisse, que les dépenses de consommation, restées léthargiques. En novembre, la production industrielle a régressé de 0,4 % et l'outil industriel ne tourne plus qu'à 79 % de sa capacité d'utilisation, alors qu'il avoisinait les 84 % avant l'entrée en récession.

Dans le même temps, les nouvelles mises en chantier, un baromètre psychologiquement très important pour évaluer le comportement des consommateurs, ont chuté de 2,1 % en novembre, selon les statistiques communiquées le 17 décembre par le département du commerce. Depuis le début de l'année, la chute atteint 16,5 %, qui viennent s'ajouter à la baisse de 13,3 % constatée en 1990.

L'ampleur catastrophique de l'endettement

Ces informations confirment que non seulement la dégradation de la situation de l'économie américaine se poursuit, mais, pis, que l'arme monétaire n'a eu aucun effet salutaire. A deux reprises au moins, le début de la récession, la Réserve fédérale s'est employée à peser sur les taux d'intérêt pour abaisser le coût du crédit, tant auprès des entreprises que des particuliers, et relancer la demande.

Mais les sociétés et les ménages, prenant brusquement conscience de l'ampleur catastrophique de leur endettement, ont surtout cherché à profiter de cette baisse des taux pour rembourser une partie de leurs dettes avant de songer à de nouveaux investissements et de nouvelles dépenses. Il faudra donc attendre encore avant que la forte diminution du taux d'escompte (ramené à 4,5 % actuellement contre 7 % deux ans plus tôt) et du taux de base bancaire (tombé de 11,5 % à 7,5 % dans le même temps) permettent de huiler la machine économique, M. Greens-

pan n'est pas le seul à afficher sa déception. Wall Street aussi escomptait une bonne nouvelle - une nouvelle baisse des taux - mais a dû déchanter le 17 décembre. Une légère injection de liquidités a permis de ramener les fonds fédéraux à 4,3/8 % contre 4,5 % précédemment, mais la Fed n'est pas allée plus loin. Une absence de décision d'autant plus préoccupante pour les milieux financiers, qui savent que l'administration, faute de pouvoir compter sur le volet monétaire, n'a plus que la « carotte fiscale » pour donner un peu de « mou » à l'économie.

Mais avec un déficit fédéral qui vole de record en record, aggravé par des recettes fiscales en chute libre en raison de la récession qui frappe entreprises et particuliers, la Maison Blanche, pourtant tentée par des mesures à coloration électorale, ne peut procéder qu'à des « ajustements cosmétiques », pour reprendre l'expression d'un banquier. Sous peine d'effrayer Wall Street et les marchés financiers internationaux, qui restent très attachés au compromis de réduction du déficit budgétaire sur cinq ans péniblement élaboré en 1990.

Le 14 décembre, une réunion des suppléants des ministres des finances du G7 s'est tenue dans la plus grande discrétion à New-York : les participants, qui avaient aussi à l'ordre du jour d'autres sujets particulièrement gratifiants comme la décomposition accrue de l'ex-Union soviétique, ont mis en garde la délégation américaine contre une attitude trop laxiste, au regard des grands (dés)équilibres, au moment où les autres économies occidentales, confrontées à leur tour à un net ralentissement d'activité, voire à une franche récession, ne peuvent espérer être d'aucun secours.

Mais l'enjeu électoral est trop important pour que l'administration accepte de ne rien faire. Début janvier, en prélude au dispositif que M. Bush devrait présenter à la fin du mois dans son message sur l'état de l'Union, la Maison Blanche devrait procéder à quelques touches de relance, notamment sous forme de crédits d'impôts destinés à encourager l'investissement. Après avoir si longtemps parié sur la consommation !

SERGE MARTI

Les perspectives de l'OCDE pour 1992

	1990 %	1991 %	1992 %
Produit national brut			
Etats-Unis	+1	-0,5	+2,2
Japon	+5,6	+4,5	+2,4
Allemagne	+4,5	+3,2	+1,8
France	+2,8	+1,4	+2,1
Grande-Bretagne	+0,8	-1,9	+2,2
Total OCDE	+2,6	+1,1	+2,2
Inflation			
Etats-Unis	+4,1	+3,8	+3
Japon	+1,9	+2,2	+2,1
Allemagne	+3,4	+4,4	+4,5
France	+2,7	+2,8	+3
Grande-Bretagne	+6	+6,2	+4,1
Total OCDE	+4,3	+4,2	+3,7
Chômage			
Etats-Unis	5,5	6,7	6,7
Japon	2,1	2,2	2,3
Allemagne	5,1	4,6	5
France	8,9	9,4	10,1
Grande-Bretagne	5,9	8,7	9,9
Total OCDE	6,3	7,1	7,4

(Les chiffres concernant la croissance (PNB) sont des évolutions en volume.)

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a rendu publiques, jeudi 19 décembre, ses prévisions pour l'année prochaine. Celles-ci ont été révisées à la baisse, notamment du fait de l'arrêt de la reprise aux Etats-Unis à partir de l'été. Les chiffres concernant l'Allemagne ne portent que sur la partie ouest du pays. Les chiffres concernant le chômage sont calculés par rapport à la population active.

Selon le ministère de l'économie

Les Etats-Unis devraient enregistrer une « croissance modeste » en 1992

« Au cours du premier semestre 1992, l'économie américaine devrait enregistrer une croissance modeste », estime la direction de la prévision du ministère français de l'économie et des finances qui a publié, mardi 17 décembre, en même temps que l'INSEE présentait sa note de conjoncture pour la France (le Monde du 19 décembre), un état de la situation économique internationale.

Les auteurs de l'étude ne croient pas à une recrudescence de l'économie américaine dans la récession. Le flux de mauvaises nouvelles actuelles ne les empêche pas de penser que « les mécanismes traditionnels de reprise, à l'œuvre depuis l'été, devraient continuer de produire leurs effets sur la demande intérieure au cours des prochains mois ». Par ailleurs, notent-ils, « la récente dépréciation du dollar devrait soutenir les exportations américaines ».

La direction de la prévision décrit très précisément les mécanismes de reprise à l'œuvre. La baisse des taux d'intérêt et le ralentissement des hausses de prix ont un double effet bénéfique : relancer les achats de logements, d'une part, la consommation des ménages, d'autre part. Devrait en résulter une reprise de la production, qui pourrait être également confortée par la hausse des dépenses publiques.

La reprise de l'activité aura des effets sur l'emploi mais elle incitera aussi les entreprises à reconstituer leurs stocks. La poursuite probable de la baisse des taux d'intérêt, re-

due possible par le ralentissement de l'inflation, apportera dans quelques mois un nouveau soutien à la consommation. C'est ensuite l'activité qui s'accroîtra, incitant les chefs d'entreprise - confrontés à un resserrement de leur capacité de production - à augmenter leurs dépenses d'investissement.

Les auteurs de l'étude soulignent que ce schéma de reprise peut s'achopper sur trois points. Les dépenses publiques risquent de ne jouer aucun rôle de relance, compte tenu de l'ampleur du déficit budgétaire. La baisse des taux d'intérêt à court terme n'a pas été répétée jusqu'à présent sur les emprunts des particuliers, contrairement à ce qui s'est passé en Grande-Bretagne. Enfin, une grande incertitude pèse sur l'attitude des consommateurs dont la baisse de confiance, si elle continuait, provoquerait un surplus d'épargne.

Malgré ces incertitudes, la direction de la prévision pense que la reprise est « accréditée ». Il existe en effet des marges de manœuvres supplémentaires pour de nouvelles baisses de taux d'intérêt à court terme, les taux longs devant baisser eux aussi du fait des anticipations favorables sur le taux d'inflation. Enfin, la baisse actuelle du dollar va stimuler les exportations américaines tandis que les importations en provenance de l'étranger prendront moins la place des productions industrielles nationales.

AL. V.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

La création du groupe Thomson-CEA-Industrie

La restructuration du secteur public doit être mise en œuvre « avec minutie et sans précipitation »

nous déclare M. Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur

De l'Assemblée nationale à TF1, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a longuement défendu, mercredi 18 décembre, le projet de fusion des activités civiles de Thomson avec CEA-Industrie (le Monde du 19 décembre). « Savez-vous par exemple, s'est-elle exclamée sur la Une, que les écrans plats ou la résonance magnétique nucléaire utilisée dans le domaine médical ont été inventés par les filiales et les laboratoires du CEA ? Simplement, on ne les a pas industrialisés. L'intérêt de rapprocher un pôle de matière grise formidable, qui est insuffisamment utilisé, d'une grande entreprise industrielle internationale, c'est de faire de la synergie entre les deux. » De Chine où il coprésidait la réunion de la commission mixte de coopération franco-chinoise, le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, plaide, lui, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde pour que ce rapprochement soit « mis en œuvre sans précipitation et avec minutie et précision ».

CANTON

de notre envoyé spécial

Pour M. Dominique Strauss-Kahn, la constitution envisagée dans le secteur public d'un grand groupe civil de technologies de pointe allant de l'électronique

au nucléaire en passant par les technologies de l'entreprise vis-à-vis des différents secteurs, comme par exemple autour des composants de SGS-Thomson.

Ce regroupement de métiers divers doit ensuite réduire les dépenses de l'entreprise vis-à-vis de la conjoncture sectorielle. L'État cherche enfin à constituer « un grand opérateur susceptible d'éviter que certaines PME, qui sont le plus beau fleuron de l'industrie française, ne soient absorbées par des groupes financiers des qu'elles se heurtent à des problèmes de financement ». Le ministre se réfère à ce propos aux grands groupes allemands comme Siemens, Daimler ou bientôt Mannesman.

Actionnaires privés

Faut-il voir dans cette restructuration le retour du « Meccano industriel », l'un des jeux préférés des bureaucrates français ? M. Strauss-Kahn rejette la critique : « Les actionnaires privés restructureront couramment leurs actifs. Il est normal que l'État français puisse souhaiter faire de même. » Le retour du dirigisme centralisé alors ? « La lourdeur étatique, ce serait de vouloir conserver immuables les structures actuelles du secteur public », rétorque-t-il, en ajoutant un argument déjà entendu à l'Élysée et à Matignon : « On ne peut pas empêcher l'État actionnaire de gérer au mieux ses participations. »

En mariant au sein d'un gigantesque groupe public une entreprise riche - le CEA-Industrie - à

une firme qui a d'énormes besoins d'argent - les activités civiles de Thomson, - l'État français aurait-il trouvé un moyen pour contourner les réglementations européennes, notamment en matière d'aide au secteur public ? « Pas du tout », répond M. Strauss-Kahn, qui rappelle que le traité de Rome ne fait pas de différence entre entreprises publiques et entreprises privées. Tout ce qui est autorisé pour les uns doit l'être pour les autres. Lorsque l'allemand Siemens a utilisé ses ressources pour financer les pertes de Nixdorf, Bruxelles n'a émis aucune protestation.

À propos de SGS-Thomson, le ministre estime que, pour cette activité, « les besoins de financement seront assurés aussi bien par l'actionnaire français que par l'actionnaire italien, et si possible par l'entrée de nouveaux actionnaires privés dans le capital de la société ». Pour Thomson, qui souhaite aussi trouver des investisseurs privés favorables à la TVHD (télévision haute définition), il juge « souhaitable dans certains cas » l'accueil d'actionnaires étrangers.

Mais, aujourd'hui que le projet a été rendu public, d'une manière un peu précipitée à ses yeux, il importe de mener avec grande précaution la mise en œuvre de cette fusion. « Il s'agit d'une opération complexe pour laquelle il nous faut tenir compte des cultures d'entreprises différentes, d'équipes de management pas obligatoirement préparées à des questions financières et juridiques complexes, notamment communautaires », insiste-t-il. Le rapprochement des entreprises concernées doit être « mis en œuvre sans précipitation et

avec minutie et précision ». Le ministre souhaite en particulier que la situation des actionnaires minoritaires soit traitée avec beaucoup d'attention. On a vu récemment que les opérateurs privés n'avaient pas fait toujours preuve d'un tel souci.

Sur les autres projets de restructuration prêts au gouvernement, notamment dans l'informatique, le ministre confirme la poursuite d'une réflexion qui n'a pas encore abouti. Pour la recapitalisation de Bull, Bercy reste opposé à une mobilisation des moyens financiers importants de France-Télécom « une entreprise qui a besoin de son argent pour son propre développement ».

Propos recueillis par
ERIK IZRAELEWICZ
(Lire également « Le Point » page 33)

Dans sa lettre de cadrage aux entreprises publiques

M^{me} Cresson préconise
« le changement du travail »
par la négociation

Dans sa lettre de cadrage pour les entreprises publiques adressée aux ministres exerçant une tutelle, M^{me} Edith Cresson recommande la « modération » salariale pour 1992 et ne donne pas d'indication chiffrée, se bornant à souligner que « les principes de la politique salariale affirmés depuis dix ans seront maintenus ».

En revanche, le premier ministre préconise « le changement du travail » par la négociation, et insiste sur « les moteurs essentiels » que sont les mesures visant à accroître la qualification professionnelle des salariés et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Dans une lettre supplémentaire adressée aux contrôleurs d'État, M. Pierre Bédaride, ministre de l'économie, des finances et du budget, précise que l'évolution des salaires pourra être de 2,6 % en 1992 et de 2,8 % pour les entreprises publiques qui signeront des accords. En masse, les salaires pourront augmenter de 3,5 % dans un cas et de 4 % dans l'autre.

EN BREF

Renault : les salaires augmentent d'un mois, 2 % en 1992. La direction de Renault a proposé mardi 17 décembre, au cours de la deuxième séance de négociations avec les syndicats sur les salaires, d'augmenter les rémunérations de 1 % dès le 1^{er} janvier, puis de 1 % au 1^{er} mai. Direction et syndicats ont prévu de se revoir en septembre afin d'examiner la situation salariale au vu de la situation économique de l'entreprise. Outre la revalorisation de plusieurs primes, la direction du groupe a fixé un programme de négociations avec les syndicats portant notamment sur les classifications et l'aménagement du temps de travail. Le comité central d'entreprise du groupe devait d'autre part être saisi, jeudi 19 décembre, d'un important plan de suppressions d'emplois (le Monde du 15-16 décembre).

Agriculture : incident à la réunion du CNASEA. Un incident a eu lieu, mardi 17 décembre, à l'occasion de la réunion du conseil d'administration du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), un organisme qui dépend du ministère de l'Agriculture. Pour la première fois dans l'histoire du CNASEA, les représentants des organisations professionnelles et syndicales ont quitté la séance pour « dénoncer deux prélèvements financiers successifs sur les réserves du centre, demandés par l'administration, soit 187 et 200 millions de francs, qui conduisent à épuiser la totalité des réserves ».

1,05 milliard de francs de bénéfice pour Canal Plus. Canal Plus devrait terminer l'année 1991 avec 1,05 milliard de francs de bénéfice, et prévoit une progression minimum de 10 % de son résultat en 1992. Dans un entretien publié par le Figaro du 19 décembre, son PDG, M. André Rousselet, confirmé dans ses fonctions jusqu'à fin 1994, estime que Canal Plus « ne peut être le sauveur financier de la Cinq », que tout projet de fusion avec Havas est abandonné, et critique sévèrement l'amendement à la loi de finances (le Monde du 17 décembre) qui permettrait au fisc d'interroger les fichiers de Canal Plus et des câblo-opérateurs pour traquer les fraudeurs de la redevance. M. Rousselet souhaite que soit vérifiée la constitutionnalité de cet amendement.

SANTÉ

Assurance-maladie

Biologistes et ambulanciers signent un accord de maîtrise des dépenses

Les représentants des biologistes et des ambulanciers ont signé mercredi 18 décembre un accord avec le gouvernement prévoyant « la fixation d'un objectif annuel d'évolution des dépenses remboursées ».

Selon le texte conclu avec trois des quatre organisations représentatives de biologistes, la croissance des remboursements ne devra pas progresser de plus de 7 % en 1992 (une décastration de 4 points par rapport à la « tendance spontanée »). En cas de dépassement, les laboratoires devront reverser la différence à l'assurance-maladie. Si le taux de progression est inférieur à 7 %, les

sommes correspondantes seront affectées à des actions collectives en faveur de la biologie privée. Pour un montant de prescription supérieur à 105,60 francs, les assurés sociaux bénéficieront du tiers-payant.

Quant aux transports sanitaires, l'objectif est de ne pas dépasser une hausse de 5 % en 1992 (les dépenses augmentent de quelque 17 % par an). Un gel d'un an des agréments de véhicules sanitaires a également été décidé avant la mise en place d'un *numerus clausus* en 1993. Enfin, les tarifs, bloqués depuis mars 1990, augmenteront de 4 %.

CONJONCTURE

L'enquête de l'INSEE auprès des ménages

Les Français croient à la stabilité des prix mais s'inquiètent de leur niveau de vie

Les Français s'inquiètent de leur niveau de vie mais croient de nouveau à une certaine stabilité des prix, ce qui pourrait dans les mois à venir les inciter à privilégier l'épargne, la consommation au détriment de l'épargne. Telles sont les indications les plus intéressantes fournies par l'INSEE qui a rendu public jeudi matin 19 décembre son enquête auprès des ménages.

Les Français, qui avaient pensé que la crise du Golfe aurait pour conséquence d'accroître les hausses de prix, corrigent maintenant leur jugement. Seulement 10 % des ménages craignent en novembre une accélération de l'inflation contre 44 % en janvier. Ce retour à la confiance dans la stabilité n'empêche pas les ménages de pointer des jugements défavorables sur l'évolution de leur niveau de vie, aussi bien en ce qui concerne le passé que l'avenir : 70 % estiment qu'il s'est dégradé depuis un an, 60 % qu'il va se dégrader.

Sur le chômage, les appréciations sont aussi très défavorables puisqu'il faut remonter au printemps 1985 pour en trouver d'aussi mauvaises. Seule consolation : les anticipations ne se détériorent plus. L'INSEE pose également des questions sur la situation financière des ménages. Même si 30 % des Français estiment pouvoir

encore épargner, les réponses montrent une nouvelle détérioration, particulièrement nette par rapport au bon niveau atteint début 1990.

Ce pessimisme conduit les ménages à prévoir une moindre capacité à épargner, les dépôts sur livrets étant privilégiés par rapport aux placements boursiers. Si les personnes interrogées - inquiètes pour l'emploi - soulignent que le moment est mal venu de procéder à des « achats importants », elles avouent en même temps une légère préférence pour la consommation par rapport à l'épargne. Cette attitude un peu contradictoire peut s'expliquer par le retour à la confiance dans la stabilité des prix.

PÊCHE

Les Douze parviennent à un compromis unanime sur les quotas de captures de poissons en 1992

Les douze États membres de la CEE sont parvenus, mercredi 18 octobre à Bruxelles, à un accord unanime sur les captures maximales et les quotas de pêche pour la campagne 1992. Ils ont aussi trouvé un compromis sur la limitation des prises de cabillaud et d'églefin en mer du Nord. L'accord prévoit que les bateaux des États membres concernés resteront au port cent trente-cinq jours à compter du 1^{er} février 1992 ou huit jours par mois durant le déroulement de la campagne.

Les ministres sont arrivés à des compromis acceptables voire favorables pour les pêcheurs français de saies, langoustines, merlus, merlans et lieux noirs. « La France a obtenu satisfaction sur la quasi-totalité des dossiers qu'elle présentait », a déclaré à l'issue du conseil M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'État à la mer. - (AFP)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot-Derallat, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-98-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Imprimé au « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37437
ISSN : 0183-2101
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composée 36-15 - TAPIS LEMONDE
ou 36-15 - TAPIS LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS			
TARIF	FRANCE	(SUISSE-BELGIQUE) LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 540 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

(Publicité)

...PLUS DE 6 000 ENFANTS sont nés par insémination artificielle avec sperme de donneur (IAD) en Ile-de-France depuis la création en 1973 des CECOS (Centres d'étude et de conservation du sperme humain).

AIDEZ DES COUPLES A DEVENIR PARENTS

...Des milliers de couples stériles choisissent chaque année de concevoir un enfant en s'adressant aux CECOS. Il n'est possible de répondre à leur désir d'enfant qu'avec l'aide de nouveaux donneurs. Ceci en raison de la limitation stricte du nombre d'enfants pour un même donneur.

Les règles éthiques et médicales des CECOS, reconnues tant au plan national qu'international stipulent que :

- Le don de sperme est anonyme et gratuit.
- Les donneurs doivent être âgés de moins de 55 ans et pères d'au moins un enfant.

VOUS QUI AVEZ LA CHANCE D'AVOIR DES ENFANTS ENTENDEZ LEUR APPEL

Contactez à Paris :
CECOS PARIS-BICETRE (hôpital de BICETRE)
Tél. : 46-71-40-22.

CECOS PARIS-NECKER (hôpital NECKER)
Tél. : 42-73-88-57.

En PROVINCE, et pour plus de renseignements : 3615 CECOS.

Les

Chez Smoby, le Père

Le Monde

AFFAIRES

Les hypermarchés fêtent les jouets

Du « sèche-pleurs » au produit d'appel, le jouet est entré depuis longtemps dans la stratégie des grandes surfaces alimentaires. Un succès que les distributeurs spécialisés tentent d'enrayer pour ne pas disparaître

CETTE année encore, les vitrines des grands magasins parisiens auront su fasciner les regards émerveillés de milliers d'enfants. A nouveau, la féerie traditionnelle du Père Noël aura exercé sa magie dans les devantures enluminées de la capitale. Et pourtant, depuis longtemps déjà, l'essentiel des enjeux économiques de la distribution des jouets ne se joue plus dans ces lieux de rêve (les grands magasins ont représenté environ 8 % du marché du jouet en 1990). Les véritables défis commerciaux sont ailleurs. Lancés par les fabricants et les multinationales du jouet, ils font leurs premières armes au rythme des assauts publicitaires du petit écran. Disputés sous l'égide d'offres promotionnelles « imbattables », ils montent la garde aux abords des grandes surfaces. Situés à la périphérie des villes, ils se dévouent enfin dans l'alignement des rayons d'hypermarchés. Avec une règle d'or : la rentabilité au mètre carré.

Au cours des dix dernières années, la montée en puissance des grandes surfaces alimentaires a largement transformé le paysage de la distribution du jouet. Bousculant les circuits traditionnels, leur entrée au « royaume des jouets » a pris des allures de bulldozer. Appliquant leur politique de « discount » systématique, les hypers et autres supermarchés n'ont pas manqué d'entraîner la disparition de nombreux détaillants spécialisés dans le jouet — 17 % du marché en 1990. Par ailleurs, les centrales d'achat des grandes surfaces traitant directement avec les fabricants, leur forte progression a largement marginalisé le rôle des grossistes.

Un produit d'appel

L'enjeu est de taille. L'Europe représente en effet le premier marché mondial du jouet par la taille de sa population enfantine — 71 millions d'enfants de 0 à 14 ans, contre 54 millions aux Etats-Unis et 25 millions au Japon — et par le chiffre d'affaires réalisé (55 milliards de francs estimés en 1991). Au sein de la Communauté européenne, la France arrive au premier rang avec un chiffre d'affaires de 17,5 milliards de francs en 1990 et un budget par enfant de 1 547 francs par an, contre 1 489 francs en Allemagne et 743 francs en Espagne.

Cette manne de choix a très vite séduit les géants de la distribution alimentaire. « La part que les grandes surfaces non spécialisées

ont peu à peu acquise dans la distribution du jouet est d'abord un effet de leur propre croissance », précise André Tordjman, directeur de HEC management. Spécialisées dans l'alimentaire, ces grandes surfaces ont d'abord considéré le jouet comme un article annexe : le fameux « sèche-pleurs » destiné à récompenser les enfants lors des longues courses familiales.

Ce n'est que progressivement qu'il est devenu un élément stratégique de vente et de développement. Avant tout conçu comme « produit d'appel », avec, bien sûr, des prix défiant toute concurrence, il a fourni à ces géants de la distribution la possibilité d'attirer le consommateur vers les produits rémunérateurs de fin d'année : champagne, foie gras et saumon. En 1990, les grandes surfaces alimentaires auraient ainsi réalisé, selon les chiffres de la Fédération nationale des industries du jouet (FNIJ), 45 % des ventes sur l'ensemble de l'année. Un chiffre que de nombreux fabricants n'hésitent pas, quant à eux, à situer autour de 65 %, contre environ 38 % en 1981. Une chose est sûre : près de 72 % des ventes de l'année sont réalisées pendant les trois mois qui précèdent les fêtes de Noël. Période durant laquelle les hypers et les supermarchés réalisent à eux seuls plus de 70 % des ventes.

Cette forte saisonnalité des activités de distribution du jouet est sans doute largement entretenue par la stratégie des grandes surfaces et la place qu'elles occupent. Concentrant leurs efforts sur la période de Noël, elles n'hésitent pas à augmenter jusqu'à dix fois leur surface de vente consacrée au jouet.

En outre, leur situation de leader de la distribution a peu à peu contraint les fabricants à une concentration des commandes sur cette période faste. « Mais les fabricants ont également une part de responsabilité », ajoute André Tordjman. Et il est vrai qu'en développant considérablement leurs investissements publicitaires — en France, des coûts multipliés par trois en cinq ans, avec plus de 500 millions de francs au total en 1990 —, dont plus des deux tiers sont consacrés au petit écran, les fabricants de jouets ont eux-mêmes largement concentré leurs efforts sur la fin d'année — 64 % des budgets publicitaires sont investis pour le quatrième trimestre.

Cette surabondance permanente des politiques de marketing « est une réponse à de colossaux enjeux industriels », explique André Tordjman. Lancée par les grandes multinationales du jouet (Nintendo, Has-

bro, Mattel, etc.), cette stratégie a contraint l'ensemble des fabricants à suivre la cadence dictée par les grands. Après avoir tenté, dans un premier temps, de répondre après coup à la demande créée par le succès des séries télévisées, les multinationales n'ont pas hésité par la suite à financer elles-mêmes des films grand public : c'est le cas des fameuses Tortues Ninja, produit-mo- de par excellence, lancées par un film auquel le japonais Bandai a participé dès sa conception.

« Dans le jouet, c'est l'offre qui crée la demande », résume le directeur général de Playmobil-France, Arthur Wittersheim. Par ailleurs, cette offre médiatisée a largement contribué à la marginalisation du petit détaillant spécialisé. Il est bien loin le temps où les parents allaient lui demander conseil : « Aujourd'hui les enfants savent ce qu'ils veulent dès l'âge de quatre ans. En ré-

(Vedex, Bonniland) qui dominent le marché outre-Rhin, divers regroupements ont eu lieu entre détaillants français. Près de 250 magasins réunis sous l'enseigne « Jouet-Club », et rattachés à l'EPSE (Entente des professionnels spécialistes de l'enfant), ont ainsi développé un véritable réseau national, de même que les quarante magasins arborant l'enseigne commune Jouetland, associés à partir de 1988 à l'initiative d'une centrale d'achat, la CEDUJ.

Vendre toute l'année

« La principale difficulté reste au niveau des prix pratiqués par les grandes surfaces », précise son directeur général, Patrice Touchard. La stratégie ? Miser sur la qualité du service et la diversité des produits, tout en suivant, autant que



possible, les prix de fin d'année des grandes surfaces. Dès la sortie des catalogues d'hypermarchés, « nous menons des enquêtes systématiques sur les prix qu'ils affichent », poursuit Patrice Touchard. Nos relevés sont ainsi répertoriés sur ordinateur jusqu'à plusieurs fois par semaine.

Cette observation stratégique de la concurrence, « pratiquée par tout le monde en réalité », ajoute Didier Bodel, directeur de Tycoo Toys-France, entraîne parfois des changements de cap de dernière minute : « Il n'est pas rare de voir des distri-

buteurs (y compris les grandes surfaces) réimprimer une partie de leur catalogue au moment même de la période des fêtes », reconnaît-il.

Mais la partie de bras de fer engagée avec les grandes surfaces alimentaires avait besoin d'une riposte d'envergure. L'arrivée en France du leader mondial de la distribution du jouet (dont le nom, Toys « R » Us, « Les jouets, c'est nous ») est presque prémonitrice, pourrait bien être décisive. En trois ans — le premier magasin a ouvert

La France quatrième producteur mondial

Après une crise en 1987 et 1988, l'industrie française du jouet poursuit son redressement. En dépit de la concurrence des produits bon marché provenant de Chine et du Sud-Est asiatique, des jeux électroniques et de la puissance des firmes américaines et japonaises, la France reste le quatrième producteur mondial après les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne.

Selon la Fédération nationale des industries du jouet (FNIJ), le chiffre d'affaires des industriels a atteint 6,3 milliards de francs en 1990, soit une progression de

9,2 % par rapport à 1989 sur un marché qui progresse de 5 % à 10 % par an. Les 170 entreprises de ce secteur emploient 10 500 personnes. Et on estime à 20 000 le nombre des emplois induits.

Les exportations représentent 38 % de la production. Les principaux clients sont les pays de la CEE. Cependant, la balance commerciale reste lourdement déficitaire : les exportations s'élèvent à 1,8 milliard de francs contre 6,2 milliards de francs pour les importations.

En 1989, — le géant américain a déjà inauguré 11 centres et revendique aujourd'hui près de 3 % du marché français. Sa force ? Des surfaces de magasin de 3 000 mètres carrés, offrant tout au long de l'année la totalité des références des jouets du marché (12 000), ainsi que la gamme des articles de puériculture (6 000 articles). Côté prix, le groupe bénéficie à l'évidence d'une stature internationale.

En somme, en se proposant d'être le supermarché spécialiste du jouet, le géant américain fait le pari de grandir aux dépens des maîtres des lieux. « Lorsque nous voyons entrer une femme enceinte dans un de nos magasins, nous sommes ravis. Car si nous sommes efficaces, c'est une cliente que nous garderons tout au long de l'année et pendant près de dix ans », reconnaît Guy Pottier, directeur d'achats chez Toys « R » Us-France. Outre la diversité des produits, le killer américain mise sur un atout absent de la stratégie des géants de l'alimentation : une vente douze mois sur douze. Et cette perspective n'est pas sans plaire aux fabricants. Moins dépendants du « coup de poing » saisonnier des hypermarchés, ils pourront bénéficier d'une trésorerie plus régulière, étaler leur fabrication et fournir la totalité de leur gamme. Par ailleurs, « le marché permanent est très porteur », précise l'un d'entre eux. L'augmentation du nombre de divorces, cumulée à la généralisation du travail des femmes, n'ouvre-t-elle pas une nouvelle croissance aux fameux « cadeaux de compensation » ?

OLIVIER PIOT

Cheez Smoby, le Père Noël est une femme

Ni Tortues Ninja ni Nintendo, le fabricant Smoby a réussi à bôger son expansion sur le retour du jouet traditionnel. Cette année encore, le jeu de la marchande et le grue de toutes les couleurs ont été les grands succès de cette entreprise jurassienne. « C'est un métier de flair dans lequel il faut conjuguer mode et industrie », explique Dany Breuil qui dirige, avec son mari, cette PME dont le chiffre d'affaires s'élève à 392 millions de francs et le bénéfice net à 32 millions de francs.

C'est par amour que cette Lyonnaise de quarante-trois ans a découvert l'univers jurassien du jouet. Etudiante en lettres, elle rencontre son futur mari, Jean-Pierre, étudiant en droit et fils de la famille Breuil-Moquin, propriétaire d'une petite fabrique de jouets à Lavans-lès-Saint-Claude dans le Jura. Ils se marient et entrent tous deux dans l'entreprise familiale. « On a tout appris sur le tas », se souvient Dany Breuil qui, en même temps, élevait ses deux enfants maintenant âgés de vingt ans et vingt-deux ans. A la fin des années 70, ils décident de réorienter la production de cette ancienne tournée de bois créée en 1928 et qui après la guerre avait commencé à se diversifier dans les plastiques.

Ils conservent ce matériau. Mais ils chargent des designers et des graphistes de mettre au point les formes, les couleurs et les emballages qui séduiront les enfants de zéro à huit ans et leurs parents. Pour la commercialisation, Smoby opte pour la grande distribution et l'exposi-

tion. Côté production, la diversification, dans les emballages de plastiques pour les industries pharmaceutiques, chimiques et alimentaires, est poursuivie au point de représenter maintenant 20 % du chiffre d'affaires. Des filiales, en Espagne, en Allemagne, en Angleterre et en Suisse. Quant aux usines jurassiennes, elles emploient entre 550 et 800 personnes suivant la saison.

En 1983, la société est introduite au second marché de la Bourse de Lyon sous la raison sociale de Smoby, une habile contraction des noms des familles fondatrices. Celles-ci conservent 58 % du capital et 72 % des droits de vote.

Quatre mois de voyages

Depuis cette époque, Smoby est soumis à l'examen des analystes financiers. Mais leur diagnostic est plutôt flatteur. Dans une étude consacrée au secteur des jouets, la société de Bourse Tuffier-Ravet-Py et associés note en particulier pour Smoby « une excellente structure financière et une trésorerie pléthorique oscillant entre 85 et 150 millions de francs ». En revanche, l'implantation jurassienne et la petite taille de l'entreprise, qui rend plus difficile la rentabilisation des campagnes de publicité ou d'un réseau commercial international, sont considérées comme des faiblesses.

Dany Breuil consacre une grande partie de son énergie à

palier ces faiblesses. Avec ses visites dans les salons du jouet et sur les lieux de vente, elle consacre plus de quatre mois par an à parcourir le monde. « Il faut coller au terrain », dit cette quadragénaire hyperactive qui a raté deux fois le prix Veuve Clicquot de la femme d'affaires de l'année. En octobre, elle a été décernée de peu par une autre « provinciale », Françoise Nyssen, responsable de la maison d'édition arlésienne Actes Sud.

L'activité de Dany Breuil déborde de l'enceinte de son entreprise. Elle a en effet décidé de consacrer une partie de son temps à la vie de la région et de la profession. Elle a notamment fortement contribué, il y a quatre ans, à la création de la Maison du jouet, une association loi de 1901 dont les huit salariés jouent le rôle de conseil marketing, financier ou juridique auprès d'une trentaine d'entreprises, trop petites pour s'offrir des services spécialisés.

Avec le maire de Moirans-en-Montagne, elle a bataillé pour l'installation d'un musée consacré à l'histoire et à l'évolution du jouet qui reçoit 50 000 visiteurs par an. Et pour financer ces différentes actions, elle est parvenue à négocier un contrat de plan avec la région et le département. « La réflexion macro-économique au niveau de la région me permet de prendre un peu de recul », dit-elle en rappelant que « 50 % de la production nationale provient de ce coin de France ». Une bonne raison pour en faire la promotion.

FRANÇOISE CHIROT

Cadeaux du bout du monde

Loin des routes balisées de la grande distribution, le Père Noël emprunte des chemins de traverse, s'il lui reste un peu de temps avant son tour des cheminées et quelque place dans sa hotte... Il est permis d'y croire à tout âge, n'est-ce pas, en l'espérance d'une exposition-vente du monde « présentée à Paris du 5 au 28 décembre ne peut qu'encourager la rêverie.

Sitôt la porte franchie, le voyage commence. Dans le ciel, — pardon, au plafond — flamants roses et pélicans agitent délicatement leurs ailes de papier. Les crabes et les langoustes de carton mâché vibrent au sol, alors qu'à leurs côtés motos et voitures de cuivre semblent prêtes à pétarader. Les uns viennent d'Indonésie, les autres de Madagascar. Ce sont de simples objets, faits de la main de l'homme et nés de son imagination, des grigris que l'on aurait pu ramener en souvenir de lointains périples. Ce sont des jouets, que les accom-

pagnateurs du tour-opérateur « Voyageurs du monde » ont dénichés ici ou là, au gré des continents et au fil des mois.

A peu de frais, l'on peut donc réparer l'oubli de dernière minute des vacances passées, ou découvrir en avant-goût le cadeau du prochain été. Créés pour le plaisir d'enfant, ces jeux amusent tout autant les adultes. Importée du Mexique, la roue taillée dans le bois avec ses nacelles et ses figurines évoque en miniature celle, rituelle là-bas, de la fête des morts. C'est la pièce la plus chère de cette exposition-vente — sept cents francs. Mais en ce lieu, le bon marché s'offre à profusion. Pour 50 francs, la trousse à couture chinoise en forme de visage ou la sorcière brésilienne sur son balai de tressu, pour 80 francs, le « Tuk-Tuk » en bambou, cette roulotte des embouteillages qui font la marque de Bangkok. Fermes et danseurs de gigie du Grand Nord canadien, crayons massifs taillés par des Navajos,

masques japonais, sacs en forme de tête de panda tissés à Shanghai, mannequin indien aux quatre visages, huit bras et deux pieds représentant la déesse Shiva, et encore, plus encore, la poupée de chiffon qui fait à la fois « Mère-Grand, le loup et le Petit Chaperon rouge »...

Trois mille pièces guettent ainsi le chaland dans sa quête pour le grand soir des réveillons. Le matériel est rustique, le tour de main artisanal, l'inspiration poétique. Et le voyage à l'oeil, entre les haies de poinsettia — cette fleur flamboyante qui est le sapin de Noël sous les Tropiques.

DANIELLE ROUARD

« Les jouets du monde », au Club Voyageurs, 53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris. Exposition du 5 au 28 décembre, vente à partir du 16. Ouverte du lundi au vendredi, entre 13 heures et 21 h 30.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

AFFAIRES

La montée des grandes surfaces dans le champagne

C'est en fin d'année que s'effectuent la moitié des ventes. Géographiquement, la région parisienne vient en tête

La moitié des ventes de champagne sur le marché français s'effectuent sur le dernier trimestre de l'année : c'est bien normal à l'approche de Noël et de la Saint-Sylvestre, époque particulièrement festive, où les bouchons sautent le plus allégrement possible. Géographiquement, on constatera, sans surprise, que la région parisienne vient en tête (18,1 % des ventes), suivie par le Sud-Est, essentiellement la Côte d'Azur (17,2 %), puis par le Nord (13,6 %), le Centre-Est (région lyonnaise avec 11,6 %) et le Sud-Ouest (10,4 %) : les Bordelais boivent aussi du champagne.

Du côté des producteurs, sur les 147,6 millions de bouteilles expédiées en 1990, une moitié environ l'ont été par les maisons de négociants, notamment les grandes marques. L'autre moitié étant le fait des récoltants manipulateurs (les vigneron producteurs) et des coopératives. Depuis dix ans, la

part de ces derniers augmente régulièrement : les maisons de négociants, qui achètent globalement 87 % des raisins nécessaires à leur production, se concentrent davantage sur l'exportation, où elles dominent (90 %).

Du côté des distributeurs, le fait le plus marquant est la montée des grandes surfaces au détriment des circuits traditionnels, cavistes et magasins d'alimentation générale « de quartier », auxquels il faut ajouter les cafés-hôtels-restaurants (CHRA), dont la part régresse d'année en année : les prix trop élevés du champagne sur les cartes rebutent de plus en plus les clients. En revanche, la vente directe, effectuée surtout par les récoltants-manipulateurs, se développe assez rapidement : beaucoup de Français aiment avoir « leur » producteur, à des tarifs presque toujours inférieurs à ceux des grandes maisons.

Quant aux grandes surfaces, elles assurent désormais plus de 80 % des ventes aux particuliers

pour leur consommation à domicile (près de 40 % des ventes totales de champagne). Dans ces 80 %, les hypermarchés se taillent la part du lion (45 %). Autre phénomène nouveau, on y voit, dorénavant, toutes les marques, y compris les plus grandes.

Seules quelques-unes d'entre elles restent réfractaires à la « distribution de masse », demeurant fidèles à la vente directe, aux cavistes et aux restaurants-hôtels : c'est le cas de Roederer, Krug ou Pol Roger, par exemple. Mais il y a belle lurette que l'on trouve chez Leclerc, Carrefour, Auchan, Continant, But, etc., les Moët et Chandon, Mumm, Laurent-Perrier — même la Veuve Clicquot s'y est mise. Les Français deviennent plus soucieux d'économie, et c'est bien dans les grandes surfaces qu'ils les trouvent, à moins que les cavistes ne fassent des promotions pour Noël, comme le fait régulièrement Nicolas.

FRANÇOIS RENARD

Les cadeaux d'affaires touchés par la morosité

Après dix années de croissance, le secteur est à son tour victime de la récession et de l'engouement des entreprises pour les « pin's »

STYLOS, agendas, sacs, réveils, cassettes, livres, chocolats, champagne, etc. Les cadeaux d'affaires seront, en cette fin d'année, plus rares et surtout plus tardifs. La fête est finie. Après des années de développement à tout va, le secteur fait grise mine. « La morosité domine dans les cadeaux d'affaires comme dans le reste », assure Jean Paoli, secrétaire général du Syndicat des fabricants de cadeaux d'affaires et d'objets publicitaires (Syppro), qui estime à 10 % environ la baisse du chiffre d'affaires du secteur cette année.

Un vrai bouleversement sur un marché d'ordinaire largement éparpillé par la conjonction. « Cela fait vingt-cinq ans que je travaille dans ce secteur, jamais je n'avais constaté de baisse des ventes. Le dernier coup d'arrêt remonte à 1974, mais nous avions quand même progressé. Et depuis dix ans la croissance atteignait en moyenne 12 à 15 % par an », ajoute Jean Paoli.

Du début à la fin, l'année 1991 aura été atypique, assurent les pro-

fessionnels qui s'interrogent sur l'ampleur du mouvement. Car tous les secteurs ont été touchés. Des articles dits « promotionnels », distribués en prime, toute l'année, pour stimuler les ventes, jusqu'aux cadeaux de fin d'année destinés à « entretenir l'amitié » (et surtout les réseaux d'influence), en passant par les objets publicitaires ou de communication donnés à l'occasion d'un séminaire, d'un voyage ou d'une conférence de presse.

Les hésitations des acheteurs

Aux effets du ralentissement économique s'est en effet ajouté le « phénomène pin's ». La folie des « épinglettes » a atteint de tels sommets qu'elle a absorbé une partie non négligeable des budgets promotionnels dans la plupart des entreprises. Une manne inespérée pour les — rares — fabricants français et surtout pour la vingtaine d'importateurs revendeurs, qui auraient réalisé des chiffres d'affaires allant jusqu'à plusieurs centaines de millions de francs par mois.

Mais une catastrophe pour les autres fournisseurs traditionnels. Car les pin's n'ont pas seulement remplacé la plupart des gadgets d'antan (stylos, briquets, tee-shirts, cravates, etc.). En prenant une part non négligeable des budgets déjà réduits, ils ont affecté l'ensemble du marché, à part les cadeaux de fin d'année, et encore...

Ceux-ci étaient déjà, depuis plusieurs années, progressivement remplacés par les cadeaux promotionnels, distribués. Cette année, ils ont été totalement perturbés. D'ordinaire commandés longtemps à

l'avance, les entreprises ont subi plus que d'autres les hésitations des acheteurs. La plupart des entreprises, notamment petites et moyennes, se sont décidées à la dernière minute, perturbant totalement les carnets de commandes et les délais de livraisons des fabricants et des distributeurs. « Une grande partie de ce qui était d'ordinaire livré en décembre le sera en janvier », dit l'un d'eux. « Novembre a été mauvais, depuis le début du mois de décembre on se retrouve », estime Jean Zorbié, président de Lancel, spécialiste des cadeaux haut de gamme (de 200 à 8000 francs...).

Moins touché que le gadget, qui constitue le plus gros du marché en raison des lois fiscales, lesquelles limitent à 200 francs TTC le plafond au-delà duquel les cadeaux ne peuvent plus être réintégrés dans les frais généraux, le luxe sent aussi les effets de la morosité. « Cette année nous tiendrons notre chiffre, mais c'est beaucoup plus difficile », assure Jean Zorbié. « Les acheteurs hésitent, ils sont plus prudents, plus pointus, plus exigeants. Avant le cadeau d'affaires était une corvée, ils s'en débarrassaient à l'importation. Cette année, ils regardent énormément, ils font plus attention au cadeau et aux goûts du bénéficiaire. »

Au-delà de la conjonction et des problèmes de budget, il semble que les cadeaux d'affaires subissent, eux aussi, pour la première fois, les effets de cette perte d'appétit générale des consommateurs, constatée dans tous les secteurs de part et d'autre de l'Atlantique. « On constate une morosité des acheteurs qui ne découle pas seulement de coupes budgétaires ou d'ordres de la hiérarchie », note Jean Paoli.

VÉRONIQUE MAURUS

PORTRAIT

André Gauron, du franc fort au temps libre

L'ancien conseiller spécial de Pierre Bérégovoy vient d'être nommé membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) par Laurent Fabius. Il y remplace Bertrand Labrusse

L'ŒIL plissé derrière des lunettes cerclées de métal, le cheveu en bataille, le minceur adolescente, André Gauron a encore l'air de ce qu'il était avant 1981 : un économiste de gauche, proche de la CFDT. On a dit et redit qu'au fil du temps beaucoup de socialistes avaient endossé l'habit des gens de pouvoir et des gens d'argent. La fonction, à la longue, tisse le costume. Les militants ont pris des airs d'excellences ou de « yuppies », notamment ceux qui avaient à faire avec les milieux financiers. Pas André Gauron.

Fidèle, il l'est aux hommes. Il accompagne Pierre Bérégovoy depuis que celui-ci a été nommé ministre des affaires sociales en 1982. Il le suit en 1984 à l'économie et aux finances, rue de Rivoli, puis qu'il de Bercy, après 1988. Proche collaborateur du ministre, il tranche sur les épaules et ne cache pas, parfois, qu'il trouve ce ministre trop lourd, trop conventionnel, bref réactionnaire.

Fidèle, il l'est à l'essai de l'être aux idées. Cela peut sembler paradoxal. Avoir été l'un des penseurs gauchistes, auteur d'ouvrages violemment critiques contre le capitalisme, puis devenir le confident de Pierre Bérégovoy, l'héritier d'Antoine Pinay et l'acteur ardent de la « commission de la France à une politique économique d'un libéralisme des plus orthodoxes, méritait explication. André Gauron l'a donnée dans un livre récent (1).

La modernité du monde

L'argent est au cœur du problème de la gauche et il faut partir de là pour élaborer une nouvelle pensée « non-CLASS », écrit l'auteur. L'argent, une partie de la gauche sous influence communiste a voulu le supprimer. La gauche d'André Gauron, celle de la CFDT ou du PSU, dit qu'il faut « faire avec » mais ne pas tout lui céder. « L'argent est la modernité du monde, il fonde notre liberté », écrit-il en guise de conclusion au capitalisme triomphant. En ajoutant aussitôt : « Mais il est aussi sa négation. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas l'ignorer, ni nous satisfaire de condamnations morales. Le règne de l'argent appelle celui de la lucidité. » Les discours — écoutés Alain Minc ou Jean-Paul II — sur la nécessaire éthique des acteurs de l'argent ne suffisent pas à cet économiste qui sait que les excès du marché doivent être contraints autrement solement.

Après une critique argumentée contre les théories des économistes libéraux, André Gauron réclame des bornes pour sauvegarder des domaines où le collectif doit primer sur l'individualisme. Vrai des systèmes de protection sociale, mais vrai aussi de la terre ou du travail,



voie moderne de prolongement-dépassement du capitalisme et de ses excès, écrit André Gauron. Une route qui le fait sortir de l'ère de la consommation pour le plonger dans celle de la « raison ». L'horizon est celui des solutions « alternatives » des années 70 qui sont toujours bonnes. Voilà le fil de la fidélité : la politique française est libérale, oui. Le franc fort est incontournable, oui. Il ne faut pas se battre contre mais pour, et pour que cette monnaie forte paie pour le temps libéré, des services collectifs renouvelés et des solidarités nouvelles à négocier.

Fidélité de gauche

Derrière les idées, dont on pourra discuter l'actualité, et quelques bonnes formules (nous sommes dans une société « d'individualisme de masse »), la fidélité « de gauche » d'André Gauron s'ancre à ce souci d'intellectuel : comprendre et dire. Il conclut : « Penser l'argent, c'est en revenir aux sources de la modernité, au progrès de la raison et à la volonté de savoir (...). C'est en révé-

lant ce que le libéralisme cache que les individus tiendront à distance l'argent-roi. »

Il devait diriger le Commissariat au Plan — organisme indispensable à l'animation, après Maastricht, et à six à huit ans de la monnaie unique. Sa nomination, mal préparée, a capoté. Le voilà donc au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) où il remplace Bertrand Labrusse. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il aura du travail s'il veut mettre des remparts aux flux malséants de l'argent à la télévision.

ERIC LE BOUCHER

[André Gauron est né le 31 janvier 1944 à Paris. Il est ingénieur de l'École centrale et diplômé d'études supérieures de sciences économiques. Economiste à l'INSEE de 1967 à 1971 puis, de 1971 à 1982, au Plan, il est nommé au Conseil économique et social, au titre de la CFDT, de 1982 à 1987. Il entre en 1982 au cabinet de M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales puis des finances.]

(1) Les Remparts de l'argent, Editions Odile Jacob, 1991.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Nominations

Le Conseil de Surveillance de la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK (FRANCE), lors de sa réunion du mercredi 11 décembre 1991, a pris acte que Monsieur Michel ERNST a remis son mandat de Président à la disposition du Conseil.

Le même jour, l'Assemblée Générale des actionnaires de la Banque a nommé Messieurs Gilbert LASFARGUES et Michel ELIA comme membres du Conseil de Surveillance.

Monsieur Gilbert LASFARGUES a été élu Président du Conseil de Surveillance.

Monsieur Cynil DWEK étant Vice-Président.

Le Conseil de Surveillance a nommé Monsieur Michel ERNST, membre du Conseil, Président d'Honneur de la Banque, compte tenu des services rendus au cours d'une longue carrière dans notre Maison.

Le Conseil de Surveillance a nommé au Directoire, en qualité de Vice-Président-Directeur Général, Monsieur Daniel PAYEN, la Présidence étant assurée par Monsieur Daniel SCHWARTZ. Monsieur Robert SEVIN étant Directeur Général.

REPUBLIC
NATIONAL BANK
OF NEW YORK
(FRANCE)



Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

RARE

PRÈS MAUBERT. Nouv. 17^e a. réhabilité. Appart. haut de gamme, 115 m² env., living 60 m², cuisine équipée, salle de bain, salle d'eau. T. 46-22-03-80 ou 43-55-05-04, poste 22.

6^e arrdt

LUXEMBOURG/PANTHÉON

Imm. anc. Gd salon, Superbes réception, 270 m², vue, parc. Part. Urgent. 43-55-05-04.

11^e arrdt

Av. Parmentier, Pierre de L.

liv. + 1 chbr. et cfr. 52 m². Part. 43-55-05-04.

16^e arrdt

FOCH/POINCARÉ

Imm. grand lux. Idéal hab. ou p. a. terre, couple ou pers. seule. studio. Entrée. living + kitchenette + salle de bain indépendante. 46-22-03-80 - 43-55-05-04

17^e arrdtM^e COURCELLES

Étage élevé. Sol. Env. 150 m², 3 récep. + 3 chbrs, 2 s.d.bns, bureau, etc. Tr. à privil. 46-22-03-80 - 43-55-05-04

M^e PEREIRE

Chbr. aéré, 80 m² env. Living 22 m², cuisine, salle de bain. Part. 46-22-03-80 ou 43-55-05-04

PTE MAILLOT (pche)

Snobés et séduits 130 m² env. Grand living 45 m² + 2 chbrs, salle de bain, cuisine équipée. Étage élevé. Travaux à prévoir. 46-22-03-80 - 43-55-05-04

NEUILLY - 17^e

Convientrait couple ou pers. seule. Duplex vue dégagée, env. 140 m² + 85 m² terrasse. Luminosité et sérénité. R.C. : entrée + gd living + 1 chbr. + s. de bain + suite. 46-22-03-80 - 43-55-05-04

EXCEPTIONNEL seance.

STUDIO IT CONFORT Pts 460 000. Étage. Crédit. 48-04-08-80

appartements achats

Back 2 P. à P. PARIS 16^e. P. 7, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

GABINET KESSLER

recherche de tte urgence beaux appart. de standing, ptes et cdes surfaces. Exp. lution grt. sur demande 46-22-03-80 - 43-55-05-04

viagers

CENSIER-DAUBENTON

5^e arrdt 2 P. à P. PARIS 16^e. Pts 460 000. Étage. Crédit. 48-04-08-80

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

pavillons

MARLY-LA VILLE

30^e PARIS NORD - RER CHATELET Très agréable pavillon sur 300 m² de terrain comm. ent. cde neuve. 46-22-03-80 - 43-55-05-04

propriétés

ST-JEAN-DE-FERRAT

Propriété exceptionnelle. Pieds dans l'eau, villa 3 niveaux, env. 500 m² + piscine chauffée + sauna + 3 réveils, jardin. Prestations luxueuses de très haute qualité.

Cabinet Kessler

78. Champs-Élysées, 8^e 46-22-03-80 - 43-55-05-04

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 24 ans. Débutant, 3 ans 400 + 550 oct. et. inter. cherche pour comm. évitant vers l'ext. T. 43-50-30-17

MANAGER VENDEUR

Spécialiste immobilier locaux Met/ménages, cherche poste de vente responsable, de développement de vente, réseau, ch. de l'affaire. Demande l'ha + 30 + intéressement sur objet. Minimum mensuel 80 000 F. Ecrire sous n° 6076

LE MONDE PUBLICITÉ

16-17, rue du Colonne-P. Paris, 75002 Paris, Cedex 15

CADRE COMMERCIAL

H. 40 ans, exp. ven. de biens et d'équip. indus. et BTP et de l'encadrement d'équipe commerciale. ch. poste chef des ventes ou directeur commercial (libre de suite). Tél. : (90) 42-48-08.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

JE NE SUIS PAS A VENDRE !

JE SUIS A ACHETER.

200 XS - MOD. 88

- Pont. métal
- Stages bequies
- Equipement type GTI
- Pneu 175 mm. ven. de
- Moteur 12 000 km réel
- Garantie 10 mois
- 65 Ch. Din, et pourtour al. sobre. Puisseuse, confort. ble, fonctionnelle et si dé. corra. Le classe 1
T. 40-21-36-98 (répondeur)
PRIX : à hauteur de vos certitudes. Facilité de paiement.

BOURSE

eaux d'affaires
par la morosité

POINT/LE GROUPE THOMSON - CEA-INDUSTRIE

Le nucléaire au secours de l'électronique

Avec l'annonce de la création d'un grand pôle des technologies de pointe, baptisé Thomson - CEA-Industrie, la politique industrielle, celle des grands desseins, programmes et technologies, a effectué le 18 décembre un surprenant retour en scène. Scission du groupe Thomson, mariage de son électronique grand public, de son électroménager et de ses composants avec CEA-Industrie, le holding industriel du Commissariat à l'énergie atomique : depuis la rationalisation de la chimie en 1988, on n'avait pas

assisté à semblable redécoupage sectoriel. Les « réseaux Cresson », imprégnés de culture industrielle-gaulliste ou pompidouienne ont fonctionné à plein.

Cette filiation pourrait expliquer le caractère uniquement franco-français de ce montage, privé de dimension européenne. A la décharge du gouvernement, on pourra dire que cette « cruelle absence » ne résulte pas d'un choix.

Elle s'est plutôt imposée par défaut. Complexe dans ses enjeux, dans ses modalités et

ses intentions, cette énorme opération (elle devrait donner naissance à une entité dont le chiffre d'affaires est estimé à 90 milliards de francs) soulève de multiples questions.

Les autorités de Bruxelles trouveront-elles à redire à une opération qui doit créer en France l'équivalent du groupe électronique nippon Toshiba ?

Les pouvoirs publics français s'estiment à l'abri : « L'Etat fait son vrai métier d'actionnaire », a déclaré M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement.

Cinq questions et quelques réponses

□ Quelles sont les intentions des pouvoirs publics ? Telles qu'elles sont affichées, elles sont claires. Du rapprochement de CEA-Industrie, filiale à 100 % du CEA, et des activités électroniques civiles du groupe Thomson doit naître l'équivalent d'un Toshiba, le géant nippon. Selon le premier ministre, ce grand groupe public, dont la création effective devrait intervenir au premier semestre 1992, aura « la taille critique » nécessaire pour résister sur chacun de ses domaines d'activité à une concurrence internationale très vive.

□ Comment va s'effectuer le rapprochement ? Les modalités techniques précises ne sont pas encore arrêtées. Par crainte de « fuiter » trop importantes, le gouvernement a dû mettre son plan sur la table avant que les derniers détails ne soient réglés. La décision d'annoncer ce projet a, en fait, été prise par le président de la République et le premier ministre, lundi 16 décembre, lors d'une réunion d'urgence convoquée à l'Élysée dans l'après-midi. Cela malgré l'absence du ministre délégué à l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, en déplacement officiel en Chine.

Dans son principe, le schéma retenu est simple. Le groupe Thomson est coupé en deux. Les activités civiles sont fusionnées avec le CEA-Industrie. L'électronique militaire et ses diversifications proches restent sous la houlette de

Thomson-CSF dont le patron semble devoir rester au moins jusqu'en juin - son mandat comme celui de la plupart des PDG d'entreprise nationalisée étant alors soumis à renouvellement - l'actuel président du groupe Thomson, M. Alain Gomez.

Cette scission de Thomson va s'effectuer de la façon suivante. L'Etat va vendre sa participation de 82 % dans Thomson SA au CEA-Industrie qui, pour financer cette transaction, ouvrirait son capital. L'entrée d'investisseurs extérieurs dans le capital d'une de ses filiales, la Cogema, est également envisagée. Ensuite, l'Etat rachètera la participation de 60 % de Thomson SA dans Thomson-CSF (électronique militaire). SGS-Thomson relèverait dans ce schéma à la fois de Thomson-CSF et de Thomson-CSF. En revanche, Thomson Consumer Electronics et Thomson Electroménager sont intégrés dans la corbeille du nouveau groupe. A Bercy, on affirme que l'opération sera neutre budgétairement. « Ni rentrée d'argent, ni perte. »

□ Quels sont les enjeux de cette opération ? Ils sont considérables. Il s'agit d'assurer l'avenir de Thomson Consumer Electronics, qui est engagé sur le projet de télévision haute définition européenne, et celui de SGS-Thomson. Les besoins de financement de ces deux entités sont énormes. Le groupe Thomson, qui entend ne

pas sacrifier le développement de ce qu'il considère comme son métier principal (l'électronique de défense), estime désormais ne pas pouvoir suivre. L'Etat est limité par son budget et les contraintes européennes. Il compte donc sur la trésorerie du CEA-Industrie (1,8 milliard de francs au niveau du holding) et sur celles de ses filiales (la Cogema et Framatome disposeraient chacune de disponibilités évaluées à 7 milliards), comme sur l'ouverture éventuelle du capital de ces sociétés pour fournir les apports en fonds propres nécessaires à la survie de SGS-Thomson et de TCE. C'est à voir. De l'union d'un tir-à-cas (le CEA-Industrie) et de deux paniers percés (Thomson Consumer Electronics et SGS-Thomson), naît rarement un océan de profits.

□ Y a-t-il une logique industrielle ? Les promoteurs du projet l'affirment. Selon eux, l'opération n'aurait pas été guidée par la seule logique financière. Difficile à croire. Les synergies industrielles mises en avant semblent autant de justifications a posteriori et n'apparaissent pas clairement. Le CEA-Industrie, c'est avant tout du nucléaire, avec la Cogema (production d'uranium et traitement des déchets) et Framatome (constructeur de chaudières nucléaires), auquel s'ajoute une présence dans les services informatiques (le CEA) et le diagnostic médical (Oris). Le CEA possède toutefois un laboratoire de

recherche, le Leti, très avancé sur les écrans plats à cristaux liquides, technologie qui concerne, au premier chef, les produits de TCE.

□ Les industriels concernés sont-ils contents ? Pas de réaction officielle, ni du côté de CEA-Industrie, ni du côté de Thomson. « A Matignon, l'image qu'on a de nous est celle de bureaucrates assis sur un tas d'or », se lamentent toutefois un responsable de CEA-Industrie. Les grandes fureurs viennent plutôt des acteurs indirectement touchés par l'opération. Du côté d'EDF, actionnaire de Framatome (à hauteur de 9 %) et partenaire sur le programme nucléaire du CEA (l'entreprise publique finance la majorité des programmes de recherche du Commissariat à l'énergie atomique), on craint d'être amené à financer indirectement le sauvetage de la filière électronique. France Télécom, actionnaire de Thomson, s'interroge sur sa mise à contribution. L'exploitant public n'est toutefois pas en position de force. Il doit en effet batailler sur un autre front : celui de sa participation au renflouement de Bull, dont il est également l'un des principaux actionnaires à hauteur de 17 %. Du côté d'Alcatel Alsthom, frère ennemi de Thomson, on s'interroge. Au vu de ce nouveau schéma, quelle décision prendra M. Pierre Suard, le PDG de l'ancienne CGE, quant à sa participation de 44,12 % dans Framatome ?

CAROLINE MONNOT

« Une opération purement financière »

nous déclare M. Elie Cohen, chercheur au CNRS

Le mariage de la branche civile de Thomson SA avec CEA-Industrie est une « absurdité », nous a déclaré M. Elie Cohen, spécialiste de la politique industrielle au CNRS, auteur du livre Le Colbertisme high tech, à paraître le 15 janvier chez Hachette. A moins que ce montage ne soit en réalité qu'une simple opération financière.

« Faut-il parler d'une opération survie ? »

« Tout à fait. Thomson Consumer Electronics (TCE) a un problème de structure et de stratégie. De structure, parce que ce groupe d'électronique grand public est encore fait de bric et de broc. De stratégie, puisqu'il n'est présent dans aucun secteur porteur, des balladeurs aux caméras vidéo. TCE a tout mis sur la télévision haute définition et s'est trompé. L'Europe est en train d'abandonner la norme D2 Mac qu'il a développée. Les États-Unis boudent sa version américaine et se préparent à passer directement à l'image numérique. »

« SGS Thomson, la branche composant, s'aspicque dans un combat inégal contre des géants japonais qui pratiquent une politique de

« criblage » pour tuer l'adversaire. Avec 4 % de parts de marché seulement, Thomson n'a pas les moyens de financer une recherche et des usines dont le coût croissent de façon exponentielle. »

« La fusion avec CEA-Industrie peut-elle y changer quelque chose ? »

« Croyez que le nucléaire peut sauver l'électronique, les composants ou l'électroménager qui fait aussi partie de la corbeille de mariage est une absurdité. »

« Une stratégie mimétique »

« Toshiba fait bien presque tous ces métiers. »

« Oui. Mais ce groupe japonais ne s'est pas fait en un jour. C'est le fruit d'une longue maturation interne. Utiliser cette comparaison, c'est pratiquer une stratégie mimétique sans s'interroger sur les données humaines, culturelles, économiques, technologiques qui ont permis ce conglomérat. Ce n'est pas par décret que l'on crée un Toshiba. »

« Il n'y a donc pas de logique industrielle ? »

« Je n'en vois pas. J'y vois plutôt une opération purement financière. L'Etat actionnaire n'avait pas les moyens de renflouer Thomson, même si Bruxelles l'autorisait. Le PDG du groupe, M. Alain Gomez, souhaitait se recentrer sur l'électronique militaire. Et CEA-Industrie disposait d'une titrerie qui cherchait une vocation. Difficile de résister à une telle conjonction. Dans cette hypothèse, le nouveau groupe n'est qu'un holding gérant des participations financières, un opérateur constitué par l'Etat pour dériver des ressources financières. »

« Le premier ministre affirme le contraire. »

« Peut-être fallait-il un habillage pour amadouer Bruxelles. Un habillage ne sera d'ailleurs crédible que s'il se trouve des capitaux privés et des investisseurs institutionnels pour y participer. Le CEA appartenant à 100 % à l'Etat. Et là, rien n'est joué. »

« En appelant aux grandes opérations industrielles de Georges Pompidou relève de l'incantation et du mythe. Créer Elf ou l'Aérospatiale ne relevait pas du mécanisme industriel. Pour le reste, l'ancien président a favorisé l'expansion et la concentration des entreprises par un environnement propice, en modernisant la fiscalité de groupe par exemple. »

« Mais existait-il une alternative pour sauver Thomson ? »

« La réponse aurait dû être européenne. La Communauté n'a pas le droit de se désintéresser de l'avenir de ses industries électroniques, informatiques et de composants. A l'heure de Maastricht, ce serait s'affaiblir gravement que de l'oublier. »

Propos recueillis par PIERRE-ANGELO GAY et LUDWIG SIEGEL

La galaxie Thomson

Contrôlé à 82 % par l'Etat français, émanation de Thomson Brandt, nationalisé en 1982, le groupe Thomson est chapeauté par un holding, Thomson SA, dont le capital est par ailleurs réparti entre France Télécom (14 %) et des organismes bancaires (4 %). Employant près de cent cinq mille personnes à la fin de l'année 1990, le groupe Thomson, dont le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé en 1990 à 75,2 milliards de francs, a enregistré l'an passé des résultats très contrastés selon le type d'activités.

La filiale Thomson-CSF, spécialisée dans l'électronique professionnelle et militaire, est la division la plus rentable du groupe. Avec 60 % de son capital contrôlé par la maison mère - le reste étant réparti dans le public - la division a réalisé 49 % du chiffre d'affaires total du groupe en 1990, soit 37 milliards de francs. Avec quarante-six mille salariés, la même année, Thomson-CSF a dégagé un bénéfice de 2,2 milliards de francs en 1990.

Plus de 50 000 employés, 40 usines, 17 pays

Mais les résultats sont nettement moins bons du côté de SGS-Thomson, filiale franco-italienne de composants électroniques du groupe. Contrôlée partiellement par Thomson-CSF (45 %) et le holding de l'Etat italien IRI-Finmeccanica (45 %) - les 10 % restants sont au britannique Thom EMI - la filiale a enregistré plus de 500 millions de pertes en 1990, pour un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs. Ces résultats pèsent la firme SGS-Thomson à la douzième place mondiale des semi-conducteurs, soit 2,6 % du marché, et à la deuxième place européenne derrière le néerlandais Philips.

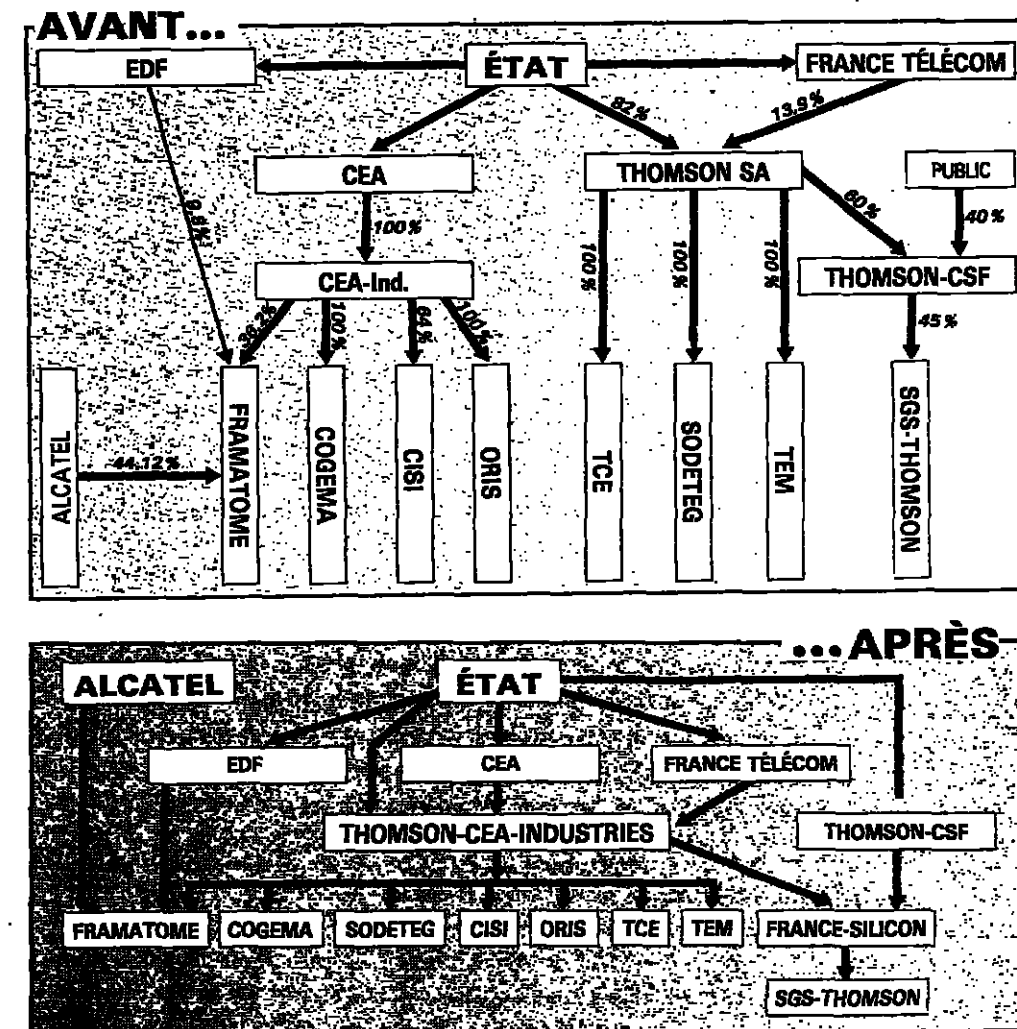
Née en 1987 de la fusion de Thomson Composants - l'ancienne division des semi-conducteurs du groupe français - avec la société publique italienne SGS, la société employait dix-huit mille personnes en 1990, réparties sur seize sites de production. Dirigée depuis sa libération par l'italien Pasquale Pistorio, « SGS-Thom-

son traîne une dette de 4,9 milliards de francs, précisée-t-on au groupe, avec des déséquilibres en fonds propres de 2,4 milliards de francs ». Résultat : la filiale a décidé, en 1990, un vaste plan de modernisation dont l'objectif est d'augmenter de 54 % le chiffre d'affaires par personne employée d'ici à la fin de l'année 1992.

La situation financière de Thomson Consumer Electronics (TCE), l'autre grande division du groupe - contrôlée à 100 % par Thomson SA - est loin d'être meilleure. Fondée au début de l'année 1988 à partir du regroupement des activités d'électronique grand public du groupe français - Thomson Grand Public - avec celles, de la même branche, rachetées un an plus tôt à l'américain General Electric-RCA, la filiale Thomson Consumer Electronics a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 33 milliards de francs, soit 44 % du chiffre d'affaires total du groupe, se plaçant ainsi à la quatrième place mondiale de l'électronique grand public, devancée par les japonais Matsushita et Sony (162 milliards de francs de chiffre d'affaires à eux deux en 1990), ainsi que par le néerlandais Philips - 40,5 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Mais le vaste plan de restructuration annoncé au début de cette année (le Monde du 28 février), a lourdement pesé sur le résultat de l'année passée. Provisoirement sur l'exercice 1990 les frais de ce plan prévu sur quatre ans, TCE a enregistré des pertes de 2,7 milliards de francs. La provision (1,8 milliard de francs) a en effet été ajoutée à une perte sur opérations courantes d'environ 880 millions de francs ainsi qu'à des risques exceptionnels évalués à 200 millions de francs. Dirigée depuis le mois d'octobre 1990 par M. Bernard Isautier, TCE a ainsi prévu de passer en dessous de la barre des cinquante mille employés d'ici à l'année prochaine. En 1990, la société employait 51 640 salariés, soit quarante usines réparties dans dix-sept pays.

OLIVIER PIOT



Quel exemple étranger, Siemens ou Toshiba ?

Toshiba ou Siemens, Siemens ou Toshiba... Le géant nippon de l'électronique comme le puissant groupe industriel allemand jouissent d'un pouvoir d'attraction suffisant pour être cités en exemple et servir, aux yeux des pouvoirs publics français, de justification évidente au rapprochement opéré entre Thomson et CEA-Industrie.

La comparaison tient-elle la route ? En termes de taille, la réponse est négative. A l'échelle d'un Siemens et de ses 250 milliards de francs de chiffre d'affaires ou d'un Toshiba et de ses 197 milliards de francs, le nouveau géant n'est qu'un nain.

La société baptisée Thomson-CEA-Industrie aura un chiffre d'affaires de deux à deux fois et demie inférieur, de l'ordre de 90 milliards de francs.

Avec ses 144 milliards de francs, le groupe privé Alcatel Alsthom apparaît plus proche.

Il est plus difficile de comparer les rentabilités. Siemens a dégagé, lors du dernier exercice, un résultat net consolidé de 6,1 milliards de francs, soit une rentabilité de l'ordre de 2,4 %. Celle de Toshiba, qui affiche un bénéfice net consolidé de 5,01 milliards de francs, est comparable. Pour faire aussi bien que ses « modèles », le nouveau pôle industriel français dans les technologies de pointe devra donc réaliser un résultat net positif de 2,25 milliards de francs l'an prochain.

Si l'on se réfère au spectre d'activités couvert par chacun des trois groupes, la comparaison a plus de sens, surtout avec Toshiba. Le

groupe japonais est à la fois présent dans les composants, l'électronique grand public et le nucléaire - les trois domaines - clés de Thomson-CEA-Industrie. L'un comme l'autre sont très impliqués dans la télévision haute définition (TVHD). Celle-ci est née au Japon à la fin des années 60 dans les laboratoires des groupes Sony et... Toshiba. Autre point de rencontre : les écrans plats, ces éléments de quelques centimètres d'épaisseur qui équiperont bientôt la plupart de téléviseurs et ordinateurs personnels.

Le cas de Siemens est un peu différent. La firme bavaroise a très peu développé son activité électronique grand public. Au contraire, Siemens est très fort dans les télécommunications où le groupe constitue l'un des

grands rivaux d'Alcatel Alsthom. Toshiba et Siemens sont tous deux des constructeurs informatiques, dans des gammes différentes toutefois. Le premier a surtout concentré ses efforts sur les portables, segment de marché où il occuperait le premier rang mondial. Siemens couvre une gamme plus large qui fait, surtout depuis le rachat de Nixdorf en 1990, la part belle aux systèmes informatiques ou mini-ordinateurs.

Thomson-CEA-Industrie devrait être donc doté de Bull pour pouvoir être comparé au groupe bavarois. Peut-être. M. Dominique Strauss-Kahn révéla-t-il d'une telle configuration quand il déclarait au Financial Times vouloir créer avec ce nouveau pôle industriel l'équivalent du colosse allemand ?

ÉCONOMIE

Le directeur général du GATT doit présenter vendredi un texte de compromis

La France juge inacceptable le projet d'accord sur les échanges commerciaux

La France n'entend pas assouplir sa position sur le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Alors que le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, devait présenter, vendredi 20 décembre, un projet de compromis global sur les négociations en cours, le gouvernement de M. Edith Cresson a fait savoir que ce texte, dont il n'a pas encore reçu la version définitive, était inacceptable.

A l'issue du conseil des ministres du 18 décembre, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré : « Les choses se précipitent, mais les bases annoncées pour un accord ne sont pas acceptables pour la France (qui ne peut accepter que soit sacrifiée son agriculture pour rechercher un arrangement à tout prix et à bas prix) ». M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, a ajouté : « L'acceptation par

la Communauté européenne de ce texte transformerait l'Europe en une vaste zone de libre échange totalement ouverte à l'influence américaine. A l'heure qu'il est, les Américains ne font aucune concession, ni sur la discipline du GATT, ni sur la réduction des soutiens qu'ils apportent à leur production agricole (...). C'est inacceptable, et ce serait ruineux ».

M. Cresson a confirmé que « le texte proposé par le secrétaire général du GATT (ne tenait aucun compte) des intérêts européens, que ce soit dans le domaine agricole comme dans d'autres (aéronautique, propriété industrielle et intellectuelle, audiovisuel, règlement des différends...) ». La France s'opposera à ce texte ».

En matière agricole, la France critique notamment la proposition de compromis visant à faire prendre aux Etats des engagements sur le volume de leurs exportations.

Remaniement à l'état-major du Crédit lyonnais

Après le départ de M. Philippe Souviron, directeur général adjoint du Crédit lyonnais, qui vient de quitter la direction centrale des marchés de capitaux (DCCMC), créée par lui au début de 1987, pour prendre la présidence de la filiale française de l'établissement américain Bankers Trust (le Monde du 13 décembre), ladite direction centrale va élargir et ses composantes vont être directement rattachées au directeur général, M. Bernard Thiolon. M. Souviron n'étant pas remplacé à ses qualités. Ainsi en sera-t-il de la direction de la gestion des capitaux, assurée par M. Alain Hindé, qui a en charge l'équivalent de 56,2 milliards de dollars (environ 286 milliards de francs), détenus dans les OPCVM (Sicav et

fonds communs de placement), à Paris et Luxembourg, les patrimoines gérés des particuliers et des institutions, à Paris comme à Londres. Sera dans la même situation M. Chantal Lanchon, venue de Paribas il y a deux ans, qui ajoutera à sa direction du marché des actions celle des marchés financiers de M. Michel Camoin, numéro un en 1991 des émissions sur le marché obligataire franc avec 52,8 milliards de francs et numéro deux après la BNP sur les émissions domestiques (26,8 milliards de francs), et la direction de la trésorerie et des changes de M. Jacques Bellu. Enfin, la banque d'affaires Citinvest dépendra, elle aussi, directement de M. Thiolon.

■ L'UBS fonde une assurance-vie. — L'Union de banques suisses (UBS) a créé une société affiliée, spécialisée dans l'assurance-vie, «UBS-Vie», a annoncé le premier établissement bancaire helvétique lundi 16 décembre à Zurich. L'UBS veut ainsi tenir compte de « l'importance croissante de la prévoyance professionnelle dans ses activités et répondre de façon optimale aux besoins de ses clients ». L'UBS estime que la place occupée par les cotisations de retraites obligatoires complémentaires ira croissant et représentera, d'ici à 2010, 1 000 milliards de francs suisses (3 900 milliards de francs).

■ Lasmo remporte son OPA sur Ultramar. — La compagnie pétrolière britannique Lasmo a annoncé mercredi 18 décembre, après la clôture de la Bourse, avoir remporté son OPA inamovible de 1,175 milliard de livres (11,7 milliards de francs) sur sa rivale Ultramar, dont elle possède désormais plus de 54,6 % du capital. La firme a déclaré son offre « inconditionnelle » et l'a laissée « ouverte » jusqu'au 7 janvier, ayant l'intention d'acquiescer à la totalité du capital ordinaire d'Ultramar. Le regroupement des deux compagnies leur donne accès à 1,1 milliard de barils de pétrole, gaz et gaz liquéfié.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CIMENTES FRANÇAIS EN TURQUIE

SET CIMENTO, filiale de CIMENTES FRANÇAIS, vient de commander à la société française FCB un nouveau four pour son usine d'Ankara. Avec cet investissement, l'usine bénéficiera des innovations les plus récentes dans le domaine de l'automatisation et sa capacité sera portée à 1 million de tonnes de ciment par an à partir du second semestre 1993. Le renforcement et la modernisation de cette usine permettront à SET CIMENTO de conforter sa place parmi les premiers producteurs de ciment sur ce pôle de développement urbain de plus de 4 millions d'habitants. En dehors de la région d'Ankara, SET CIMENTO, troisième producteur de ciment en Turquie, est un acteur important sur le marché d'Istanbul et de la mer de Marmara, et sur celui d'Izmir et de la mer Égée.

CIMENTES FRANÇAIS SUR MINITEL : 3616 CLIFF



La direction de la Société indique ne pas être concernée par le déménagement d'une partie des activités de la Société IBM hors de la Défense.

La Société LUCIA, propriétaire, avec la Compagnie Générale des Eaux, de la Tour DESCARTES, est en effet titulaire d'un bail ferme de neuf ans venant à expiration au renouvellement en 1997.

Il semble qu'une confusion se soit établie entre l'immeuble DESCARTES et la livraison de l'immeuble PASCAL dévolu par un propriétaire étranger à notre Groupe.

LUCIA tient également à rappeler que tous ses immeubles loués à des occupants uniques (DESCARTES, ESPLANADE, WILSON, GALILÉE) le sont, soit avec des baux de longue durée dont le premier vient à échéance en 1996, soit avec un bail récent (1991) dans le cas de l'immeuble WILSON. Ces immeubles sont loués à 100 %.

Les autres immeubles de bureaux - CNIT et MAISON DE LA DÉFENSE - sont loués à des occupants multiples selon des baux de durée variable. Actuellement, ces immeubles sont loués à 90 %.

Au total, les immeubles de bureaux loués par LUCIA bénéficient d'un taux global d'occupation supérieur à 96 %.

En 1992, sera achevée la Tour PACIFIC, dans laquelle LUCIA détient 5 500 mètres carrés. Les contrats signés à ce jour et les négociations en cours permettent d'espérer une location complète dès l'été 1992.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citibank	3740	3680	Intertec Computer	155	152
Arvink Assoc.	285	280	IP.B.M.	71	71
B.A.C.	78	...	Loca Invest.	170	173
Banque Paribas	790	780	Locatim	70	70
Banque Paribas (L)	318 10	310 10	Mare Comm.	80	78
Banque Paribas (L)	240	245	Mare Invest.	154	155
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	780	750	Publiinvest	312	297
Calson	382	382	Rhône-Alp. (L)	314 80	314 80
Cardif	665	647	S.N.M.	152	146 10
C.E.R.E.P.	284	280	Select Invest (L)	102 50	88
C.N.I.M.	888	888	Serbin	361 80	362
Codisur	272	276	S.M.T. Group	130	...
Comptone	1050	...	Sopra	250	225 70
Crédit	136	138	T.F.I.	226 80	220
Dagfin	282 50	...	Thermador H. (L)	385	385
Dalme	1150	1180	Unilog	215	215
Danachy Worme Co.	337 80	...	Val et Co.	90	90
Danachy	900	885	Y. St-Laurent Group	750	695
Davies	220	200			
Delfin	120	118			
Edison Bedford	207	228 10			
Europ. Propriété	195 50	210 40			
Finacor	125 90	115			
GF (Group. L)	101 90	98			
Grand Livre	365	370			
Graphop	200	201			
Group. Orgny	930	930			
Gumot	790	800			
I.C.C.	190	190			
Idemol	120	...			
Immo. Hélière	801	...			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 décembre 1991
Nombre de contrats estimés : 76 802

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92	
Dernier _____	186,98	187,25	187,96	
Précédent _____	187	187,30	188,02	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Jun 92	Mars 92	Jun 92
107	0,96	1,69	0,71	0,81
CAC 40 A TERME				
(MATIF)				
Volume : 11 061				
COURS	Décembre	Janvier	Février	
Dernier _____	1 718	1 732,50	1 744	
Précédent _____	1 726	1 739,50	1 745,50	

CHANGES

Dollar : 5,3805 F ↑

Jeudi 19 décembre, le dollar s'échangeait en légère hausse sur les marchés des changes européens, les opérateurs se montrant prudents dans l'attente de la décision du conseil de la Bundesbank. A Paris, le billet vert cotait à 5,3805 F à la cotation officielle de la veille, mercredi 18.

FRANCOFORT	18 déc.	19 déc.
Dollar (en DM)	1,5087	1,5729
TOKYO	18 déc.	19 déc.
Dollar (en yen)	128,42	128,70

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (19 décembre) : 9 916-9 116/6
New-York (18 décembre) : 4 114/4

BOURSES

PARIS (ANSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	17 déc.	18 déc.
Valeurs étrangères	112,40	111,80
Indice général CAC	104,40	104,40
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	465	465,80
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 711,70	1 706,10

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles	17 déc.	18 déc.
Londres (Index & Financial Times)	2 902,20	2 908
100 valeurs	2 432,90	2 413,60
30 valeurs	1 842,30	1 834
Mises d'or	147,50	145,60
Fonds d'Etat	87,22	87,28

FRANCOFORT

Dax	17 déc.	18 déc.
TOKYO	1 560,93	1 573,75
Nikkei Dow Jones	22 628,90	21 991,19
Indice général	1 704,01	1 668,26

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
Demandé	Demandé
Offert	Offert
\$ E-U	\$ E-U
Yen (100)	Yen (100)
DM	DM
Franc suisse	Franc suisse
Lire italienne (1000)	Lire italienne (1000)
Lire sterling	Lire sterling
Peseta (100)	Peseta (100)

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
Demandé	Demandé	Demandé
Offert	Offert	Offert
\$ E-U	\$ E-U	\$ E-U
Yen (100)	Yen (100)	Yen (100)
DM	DM	DM
Franc suisse	Franc suisse	Franc suisse
Lire italienne (1000)	Lire italienne (1000)	Lire italienne (1000)
Lire sterling	Lire sterling	Lire sterling
Peseta (100)	Peseta (100)	Peseta (100)

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RM

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeu 18 décembre :

Jacques La Folle

PDG de Toy's s.r.l.

« Le Monde Affaires » daté 20 décembre publie une enquête sur la distribution des jouets.

Vendredi 20 décembre :

Alois Aubry

PDG de S. L. M. S.

EXTRAORDINAIRE

هكذا من اجل

Cours relevés à 13 h 48

RESUME D'AVIATION

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché continu

L'affaire d'espionnage politique de Marseille

Le directeur du cabinet de M. Gaudin est inculpé d'escroqueries

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Claude Bertrand, directeur du cabinet de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a été inculpé pour escroqueries, mercredi 18 décembre, par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse. Il lui est reproché d'avoir couvert les agissements d'un employé du conseil régional, M. Bernard Saincène, cinquante et un ans, inculpé le 18 octobre dernier, dans une affaire de trafic d'influence et qui, sous couvert d'un emploi fictif, avait constitué des fichiers confidentiels, notamment sur le président de l'Olympique de Marseille, M. Bernard Tapie, ainsi que sur plusieurs joueurs et dirigeants de ce club. Laisé libre, M. Bertrand a été placé sous contrôle judiciaire.

Le directeur de cabinet de M. Gaudin avait été interpellé et placé en garde à vue, mardi 17 décembre, à la suite d'une perquisition effectuée au siège du conseil régional, à Marseille, par le juge Murciano et huit gendarmes de la section de recherches d'Aix-en-Provence. Cette perquisition avait pour but de vérifier le statut, les fonctions et la rémunération de M. Saincène (le Monde du 19 décembre). Officiellement, celui-ci était rémunéré comme vacataire au service parc et matériel de

l'office régional de la culture à Vitrolles. Or les enquêteurs avaient saisi une substantielle de contrats et près de trois cents ordres de mission, tous signés de M. Gaudin, portant la mention «service du cabinet».

En réalité, M. Saincène, qui percevait un salaire de 12 000 francs par mois, n'avait aucun emploi défini et consacrait l'essentiel de ses activités à constituer des fichiers informatiques sur diverses personnes en usant de la fausse qualité de commissaire des renseignements généraux. Les sommes qui lui ont été versées - de 1,5 à 2 millions de francs en cinq ans - n'avaient donc eu aucune contrepartie réelle, ce qui constitue une escroquerie au préjudice du Trésor public. M. Bertrand aurait admis que M. Saincène lui apportait, effectivement, des informations.

Mais il a formellement contesté, comme l'affirme celui-ci, lui avoir remis une somme de 20 000 francs pour rémunérer un informateur susceptible de fournir des renseignements compromettants sur M. Tapie. Il aurait également reconnu qu'il avait, lui-même, paraphé les contrats et les ordres de mission en imitant la signature de M. Gaudin comme le secrétaire du conseil régional l'autorisait à le faire pour certains documents administratifs.

GUY PORTE

252 kilomètres d'autoroutes lancés en 1992

M. Quilès choisit le tracé Grenoble-Sisteron par Gap

GRENOBLE

de notre correspondant

Le montant des emprunts autorisés permettra de lancer 252 kilomètres d'autoroutes en 1992, a annoncé, mercredi 18 décembre, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, qui a choisi, d'autre part, le tracé de la future liaison Grenoble-Sisteron.

Dans une interview publiée, le 19 décembre, par le Dauphiné libéré, M. Quilès réaffirme la nécessité de réaliser une autoroute entre les villes de Grenoble et de Sisteron, distantes de plus de 120 kilomètres. Il propose que le tracé de ce futur axe, qui pourrait entrer en service en l'an 2000, passe par la ville de Gap (Hautes-

Alpes). Deux tracés étaient en concurrence, l'un empruntant le col de Luz-la-Croix-Haute, l'autre par la vallée du Champaur et par Gap (36 000 habitants). Le premier, soutenu par les ingénieurs du ministère de l'équipement, aurait économisé une trentaine de kilomètres. Le tracé par Gap nécessiterait la construction d'ouvrages souvent «acrobates», selon les ingénieurs, qui, pour les opposants écologistes, «saccageront un cadre exceptionnel, comme le plateau du Trièves». Le surcoût de cet itinéraire, estimé à 600 millions de francs, sera supporté pour moitié par la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

C. F.

AUSTRALIE : destitué par le Parti travailliste

M. Hawke est remplacé par M. Keating à la tête du gouvernement

SYDNEY

correspondance

M. Bob Hawke, dont la position de premier ministre était contestée par son ancien ministre des finances, M. Paul Keating, a dû se soumettre, jeudi 19 décembre, à un vote des députés travaillistes. M. Keating a été élu par 56 voix contre 51 à la tête du Labour. Il remplace donc M. Hawke comme premier ministre. C'est la première fois qu'un chef du gouvernement australien est démis de ses fonctions par son propre parti.

M. Keating était devenu ministre de l'économie dès l'arrivée de M. Hawke au pouvoir en 1983. Il était apparu comme son dauphin lorsqu'il avait été confirmé dans ses fonctions et même promu vice-premier ministre après les dernières élections législatives de mars 1990.

Dès ce moment, les commentateurs s'étaient interrogés sur l'avenir de M. Hawke. En mai 1991, M. Keating avait révélé que M. Hawke s'était engagé à le laisser prendre la relève à mi-parcours de son quatrième mandat. La promesse avait été faite en 1988 en présence de l'homme d'affaires Sir Peter Abeles et du secrétaire de la confédération des syndicats, M. Bill Kelly. Considérant que M. Keating avait trahi un pacte

secret, M. Hawke avait refusé de se démettre. Le 3 juin 1991 les députés travaillistes avaient une première fois entrepris de déporter les deux hommes par un vote ; ils avaient renouvelé leur soutien à M. Hawke par 66 voix contre 44. M. Keating avait aussitôt démissionné de ses fonctions ministérielles.

M. Keating n'a, depuis lors, plus cessé de critiquer la politique du gouvernement, et plus particulièrement celle de son successeur M. John Keir. Les indicateurs économiques tombaient, il est vrai, comme des marteaux. Le 5 décembre le Bureau des statistiques annonçait que le PIB déclinait pour le cinquième trimestre consécutif, contredisant les prévisions optimistes de M. Keir (le Monde du 8-9 décembre). Le 6 décembre M. Hawke avait tenté un sauvetage en annonçant que le taux de chômage était de 10,5 %. M. Hawke chutait dans les sondages, et le vote des parlementaires du Labour devenait inévitable.

SYLVIE LEPAGE

La Bundesbank relève à nouveau ses taux

La Bundesbank a de nouveau relevé ses taux d'intérêt jeudi 19 décembre. Le taux de l'escompte a été porté de 7,50 % à 8 % et le taux Lombard de 9,25 % à 9,75 %.

Ces hausses étaient attendues, car on savait que M. Helmut Schlesinger, le président de la Bundesbank, était engagé à le laisser prendre la relève à mi-parcours de son quatrième mandat. La promesse avait été faite en 1988 en présence de l'homme d'affaires Sir Peter Abeles et du secrétaire de la confédération des syndicats, M. Bill Kelly. Considérant que M. Keating avait trahi un pacte

financier la réunification, ce qui accélère les hausses de prix, mais les accords salariaux actuellement conclus montrent un certain dérapage. La Bundesbank va de nouveau poser de difficiles problèmes aux pays industrialisés. L'Allemagne va, en effet, attirer l'attention de capitaux à court terme du monde entier. Le mark aura tendance à s'apprécier au détriment des autres monnaies. Le problème va immédiatement se poser de savoir ce que va faire Paris : une hausse des taux d'intérêt à court terme aurait un effet défavorable sur l'activité économique.

Accord des Douze sur la TVHD

Les Douze se sont mis d'accord, jeudi 19 décembre, à l'unanimité, sur le dossier de la télévision à haute définition (TVHD) européenne, a-t-on appris de source diplomatique. Cet accord est intervenu au terme d'un marathon entamé mercredi après-midi, qui a débouché sur un compromis finalement accepté par la France.

C. F.

M. Gorbatchev aurait signé un décret non daté sur sa démission

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a signé un décret sur sa démission, mais sans mentionner de date, a annoncé jeudi 19 décembre Radio-Moscou, qui cite le quotidien Nezavissimaya Gazeta (L'Indépendant). «On s'attendait que le blanc soit rempli soit le jour de la rencontre d'Alma Ata, samedi 21 décembre, soit lundi», a ajouté la radio. - (Reuters)

OFFREZ-VOUS UN BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 2 690 F

PANTALONS 885 F VESTONS 1 795 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX ET PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'élégance en toutes lettres

G. LALO

Papier à lettres, blocs, enveloppes, coffrets.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sans frontières

VOUS êtes vraiment super ! Généreux, enthousiastes, dévoués aux causes humanitaires. Non, sérieux, je ne taquine pas. J'ai vos lettres sous les yeux. Vous avez répondu au quart de tour à l'appel de Reporter sans frontières. Il s'agissait, rappelez-vous, d'adopter un des cent trois journalistes embarqués de par le monde pour délit d'opinion. Cette interminable liste, on l'a soigneusement épluchée, nous ici, rue Falguère, et on a coché un nom. Un cas. Pas banal.

Le voici. Ça se passe le 15 octobre 1990, en Indonésie. Arswendo Atmowiloto, le rédacteur en chef de Monitor, un grand hebdomadaire de Jakarta, puissant, respecté, publie un sondage effectué auprès de ses lecteurs : Choisissez, parmi les cinquante personnalités suivantes, celles que vous admirez le plus. Résultat ? Fâcheux. Si le président Suharto arrive en tête, le prophète Mahomet, lui, ne se classe qu'en onzième position. Après Saddam Hussein et... Arswendo Atmowiloto lui-même !

Enorme scandale ! Les étudiants islamistes saccagent son

bureau, brûlent son effigie et l'obligent à se réfugier au commissariat. On l'arrête pour incitation à l'émeute. Il est radié de l'ordre des journalistes. Et son canard est interdit. La groupe de presse, propriétaire du Monitor, stoppe la diffusion d'une autre de ses publications. Senang, et suspend le lancement d'un nouveau magazine, Bintang, histoire de calmer les esprits.

Ils s'excitent, au contraire. Accusé de blasphème contre l'islam, Atmowiloto va écoper du maximum : une amende de 10 millions de roupies (5 200 dollars) et cinq ans de prison ferme. Là-dessus, quarante-cinq intellectuels indonésiens décident de rendre publique la création d'un Forum démocratique. A leurs risques et périls dans un pays où visiblement on croit en Dieu et... aux sondages !

C'est pour eux, c'est pour lui, pour Arswendo Atmowiloto, que je vous demande d'intervenir aujourd'hui auprès de l'ambassade d'Indonésie à l'adresse suivante : 49, rue de Cortambert, 75016 Paris. Par avance, merci !

Reconnus coupables d'une «rationalité»

Des parachutistes de Carcassonne pourraient rester dans l'armée

La cour d'appel de Montpellier a confirmé la condamnation de six à douze mois de prison avec sursis de dix-sept parachutistes du 3^e RPIMA (le Monde du 26 juillet). Ils avaient déjà été condamnés, le 24 juillet dernier, pour «atteinte à l'honneur» par le tribunal correctionnel de Carcassonne, après une «rationalisation» dans la cité de Vignier, le 17 novembre 1990, au cours de laquelle cinq personnes avaient été blessées.

En revanche, la cour d'appel a atténué la privation de droits civils et civiles prévue par l'article 42 du Code pénal. Les condamnés seront privés pendant cinq ans de droit de vote et d'éligibilité, mais pourront poursuivre leur carrière au sein de l'armée. Les magistrats ont justifié leur décision par «le jeune âge des prévenus, leur passé sans tache, le désir de la majorité d'entre eux de faire carrière dans l'armée et la grande difficulté rencontrée actuellement par les jeunes pour trouver un emploi». - (Corresp.)

EN BREF

Exor pourrait lancer une OPA sur Perrier. - Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) peut obliger les sociétés Exor (sur laquelle le groupe Agnelli vient de lancer une OPA), General (Société générale) et Ominco (famille Menziesopoulos) à lancer une offre publique d'achat sur le groupe Source Perrier. A moins qu'elles ne demandent une dérogation. Exor, General et Ominco, trois sociétés liées entre elles par un accord datant de 1987, sont contraintes à une telle obligation pour avoir franchi de concert en mai 1990 la barre des 33 % dans le capital de Perrier.

«Ptolémée» : des prix pour les expositions. - L'exposition «Supports Surfaces», présentée au printemps par le Musée d'art moderne de Saint-Etienne, a reçu le premier Grand Prix Ptolémée, une récompense créée par une association présidée par l'historien Georges Duby, pour «promouvoir la qualité des expositions». L'exposition «Martin Schongauer», organisée par le musée Unterlinden de Colmar, a reçu le Prix spécial du jury. Le Prix du catalogue a été décerné à celui de l'exposition «Boltanski» (Musée de Grenoble). Le Prix des galeries est allé à la galerie Durand-Dessert (Paris) pour l'exposition consacrée à Gerhard Richter.

SOMMAIRE

DÉBATS

Fiscalité : «Un cadeau pour les riches», par Jean-Jacques Dupeyron. Revues : «Les récits des origines», par Frédéric Gausson... 2

ÉTRANGER

Yugoslavie : nouvelle mission de lord Carrington... 3

États-Unis : coup de balai au Syndicat des transporteurs... 4

Afrique du Sud : Le chef zoulou Buthelezi refuse de participer à la conférence constitutionnelle... 5

Algérie : la Kabylie en campagne contre le FLN... 5

POLITIQUE

La Haute Assemblée s'apprête à repousser la réforme du mode de scrutin sénatorial... 8

Les députés socialistes s'opposent à tout prêtèvement sur les indemnités de licenciement... 9

SOCIÉTÉ

Un institut supérieur islamique va ouvrir ses portes le 5 janvier en France... 10

M. Jospin propose 1,8 milliard de francs à l'enseignement privé... 10

M. Gaudin est autorisé à engager une action en justice contre M. Tapie... 11

CULTURE

Cinéma : «Night on earth», de Jim Jarmusch... 12

Patrimoine : la Bibliothèque-Musée de l'Opéra sera ouverte au public dans un mois... 13

COMMUNICATION

Hachette trébuche sur Le Cinq... 15

LIVRES • IDÉES

La fin d'une certaine France catholique ; un entretien avec Hans Küng

ÉCONOMIE

Les États-Unis devraient enregistrer une «croissance modeste» en 1992... 29

General Motors annonce 74 000 suppressions d'emplois... 29

Un entretien avec M. Dominique Strauss-Kahn... 30

POINT

Thomson-CEA-Industrie : le nucléaire au secours de l'électronique... 33

MONDE AFFAIRES

Les hypermarchés fêtent les jouets • Portrait : André Gauron, du franc fort au temps libre... 31-32

Services

Abonnements... 30

Annuaire classé... 32

Bulletin d'enseignement... 36

Carnet... 36

Loto... 36

Marchés financiers... 34-35

Météorologie... 37

Mots croisés... 36

Radio-télévision... 37

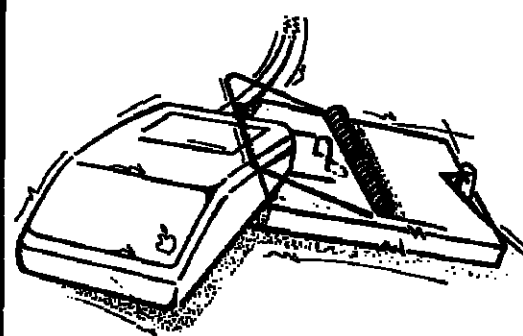
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de «Monde» daté 19 décembre 1991 a été tiré à 492 229 exemplaires.

UN MACINTOSH POUR NOËL

SI VOUS NE DONNEZ PAS L'INDISPENSABLE À LIRE À VOTRE SOURIS VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER



Matériels, logiciels... Toute la rédaction de SVM Mac passe sa commande au Père Noël. Résultat : un numéro «coups de cœur» et un astucieux guide d'achat pour tous.

Dossier : NetWare Mac ouvre les réseaux aux PC.

Et comme chaque mois, le cahier pratique avec toutes les astuces pour aller plus vite, plus loin avec votre Macintosh.

SVM Mac

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

LIVRES • IDÉES



Anonyme : détail de « Pardon à Quiberon » (1900).

La déchirure et le raccommodage

Aux 18^e et 19^e siècles, l'évolution religieuse n'a pas suivi une courbe uniformément descendante : la déchristianisation a commencé avant la Révolution et les religions ont résisté après

HISTOIRE DE LA FRANCE RELIGIEUSE
III - XVIII^e-XIX^e SIECLE
de Ph. Boutry, Ph. Joutard, D. Julia, Cl. Langlois, Fr. Raphaël, M. Vovelle.
Seuil, 556 p., 450 F.

L'histoire religieuse se porte bien en France et attire un nombre croissant de chercheurs. De cette bonne santé, le troisième tome de l'*Histoire de la France religieuse*, sous la direction générale de Jacques Le Goff et de René Rémond, apporte une brillante confirmation. Car il séduit et par la richesse de la documentation exploitée, et par la qualité de la réflexion sur le matériau historique. C'est un ouvrage de grande classe, au courant des plus récents travaux et qui servira longtemps de référence.

Pourtant, la démarche d'ensemble peut d'abord surprendre. Les deux premiers volumes de la même collection avaient globalement suivi la chronologie. Celui-ci, au contraire, privilégie un plan thématique. Il étudie en

effet la période 1720-1880 sous trois angles successifs : « Le déclin institutionnel et politique du catholicisme français », « La déchristianisation », et enfin « Une vitalité [religieuse] toujours forte ». D'où d'inévitables retours en arrière, auxquels de toute façon on ne pouvait échapper, le catholicisme n'étant pas seul envisagé, mais aussi le protestantisme et le judaïsme. Une certaine gymnastique est donc demandée au lecteur comme prix à payer pour la lecture d'un ouvrage qui prend constamment de la hauteur par rapport à la diversité, parfois contradictoire, des faits recensés.

En contrepartie, on ne manque pas d'admirer, au fil des pages, la précision et la variété des informations qui sont offertes. Chiffres des éditions d'ouvrages dévots, évaluation des pascalisants vers 1860 et des foules de Lourdes et de Paray-le-Monial, comptage des enterrements civils dans le vingtième arrondissement de Paris en 1869, cartographie des faits religieux depuis le serment de 1791 jusqu'à la pratique dominicale en 1947, etc. : autant de bases solides sur lesquelles

s'appuient les développements, eux-mêmes relayés par une iconographie constamment adaptée au texte.

Un des partis les plus audacieux – et les plus réussis – de ce livre est constitué par le découpage chronologique lui-même, qui replace la Révolution française dans la longue durée et, sans en mésestimer l'importance, ni l'impact, se refuse à la considérer comme un commencement absolu en matière de laïcisation et de « déchristianisation ». La lutte des jansénistes contre la bulle *Unigenitus*, la protestation des Parlements contre les « billets de confession », la sécularisation de l'éducation à partir de la suppression des jésuites annonçaient, dès le règne de Louis XV, les séparations ultérieures entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel. Par ailleurs, on a calculé qu'à Rouen – cas peut-être exceptionnel, il est vrai, – à la fin de l'Ancien Régime, la moitié des couples freinaient déjà leur descendance par « l'onanisme conjugal ». Le contentieux en ce domaine entre l'Eglise enseignante et ses ouailles existait donc dès avant 1789.

Relever ces faits ne conduit pas à gommer l'étape décisive qu'a constituée la Révolution dans l'histoire religieuse de la France, même s'il est vrai que la « séquence paroxystique » de la déchristianisation en 1793-1794 a été brève et presque sans lendemain. Car – les travaux de Timothy Tackett l'ont bien montré – la Constitution civile du clergé de 1791 fut le moment de la grande déchirure qui a pour longtemps divisé la France en deux. La laïcisation de l'état-civil en 1792 a, elle aussi, fortement contribué à mettre fin à « la France toute catholique » de l'Ancien Régime. La Révolution a donc été à la fois un révélateur et un catalyseur. Elle a fait surgir de l'ombre un anticléricalisme qui était latent et un monde du refus religieux. La géographie différenciée des comportements collectifs face au christianisme existait en France dès avant 1789.

Prenant le contre-pied d'un préjugé largement répandu dans l'opinion, les auteurs du livre s'efforcent de montrer qu'entre 1720 et 1880 l'évolution religieuse de la France n'a pas suivi une courbe uniformément des-

cendante. Et d'abord, cette longue période a vu la réhabilitation chez nous des protestants et des juifs, devenus désormais des citoyens à part entière. C'est la Révolution qui, en 1791, a restauré les juifs de France dans leur dignité, en signant leur « levée d'écrou ». Mais, après fructidor (4 septembre 1797), le Directoire, revenant à la politique de persécution religieuse, prit aussi des mesures contre les cérémonies juives. Napoléon, en 1807, convoqua le Grand Sanhédrin. Mais, l'année suivante, il obligea les commerçants juifs à obtenir des préfets une patente annuelle révoquée. Le rétablissement entier de leurs droits n'advint qu'en 1818. Des lors, la communauté juive de France, qui avait peu profité de la vente des biens nationaux, connut une promotion sociale rapide. En 1844, un de ses membres, Adolphe Crémieux, devint ministre de la justice.

Jean Defumeau

Lire la suite
et « La fin d'une certaine France catholique » page 24
Lire également un entretien avec Hans Küng page 25

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

La fin des temps

Le tremblement de terre de Lisbonne en 1755 ébranla les meilleurs esprits. Cela laissa « le siècle désemparé », écrit Annie Le Brun dans un essai sur l'idée de catastrophe, dans lequel elle montre que la détérioration de la nature va de pair avec celle de l'imaginaire. Celui-ci n'a pas abandonné le romancier Cees Nooteboom, qui entraîne justement son narrateur dans la capitale portugaise. Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

La pipe et le penseur

Voici la première édition intégrale du *Journal* de Jacques Copeau. On connaissait l'homme de théâtre, on découvre l'un de nos écrivains les plus onduoyants. Page 18

CIVILISATIONS

L'axe France-Inde

Une série de livres sur les voyages en Inde d'hier et d'aujourd'hui. Des voyages qui permettent de découvrir qu'entre ces deux pays, ces deux pensées, il existe une longue histoire. Page 20

ESSAI

Le Mozart d'Elias

Le sociologue analyse la position du musicien dans une société de cour et la détresse de Mozart, hanté par le « sentiment d'avoir raté son existence sociale ». Page 22

La mémoire de Palomar

Dans un recueil posthume, prémédité avec soin
Italo Calvino flirte avec l'autobiographie

LA ROUTE DE SAN GIOVANNI
d'Italo Calvino.
Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro.
Seuil, 190 p., 85 F.

A sa mort, survenue à Sienne, en 1985, Italo Calvino laissait de nombreux textes qu'il destinait à des recueils divers, prémédités avec soin, où chacun aurait trouvé sa juste place. Ceux que sa femme Esther a réunis ici ont tous trait à la mémoire, flirte avec l'autobiographie.

Songeur et précis, logicien de l'imaginaire excluant tout arbitraire du genre fantastique où il excellait, convaincu que le rêve est une des manières de la raison et que si l'on rêve juste, c'est que la vérité se trouve dans le voisinage, il est surprenant de voir Calvino appliqué à retrouver dans ces pages certains moments de son existence sous une lumière exacte et dans leur stricte réalité. Et cela étonne d'autant plus que toute son œuvre tend à l'impersonnel, comme si l'aveu des émotions intimes eût été une sorte d'inélégance dans son système :

quelque chose de l'ordre de l'enfouissement, du viscéral, en amont de l'impudique.

En fait, sa véritable autobiographie, il vaut mieux la chercher dans ce dernier ouvrage publié de son vivant qu'il appelait son « Monsieur Teste » : *Palomar*, livre central où toutes ses habiletés convergent et dont émane une lumière qui éclaire de très haut tous les autres – ses apologues, ses nouvelles, ses romans, ses essais.

« L'homme de l'attention »

Monsieur Palomar tâchait, lui, d'éviter les sensations indéterminées ; il se voulait « l'homme de l'attention », rêvant d'un instant suprême où, juste avant la mort, il envelopperait dans un « coup d'œil absolu le monde et lui-même dans le monde et toutes les relations qui le soutiennent enfin mises à nu, visibles, la présence des choses triomphant de la pensée qui n'a cessé sa vie durant de l'égarer.

Or, déjà dans ce texte de la *Route de San Giovanni*, rédigé entre 1962 et 1977, c'est la volonté de fuir les « sensations

indéterminées », propre à Monsieur Palomar, qui conduit la main – que l'écriture évoque, dans le long fragment qui donne son titre au recueil, l'enfance de l'auteur, ou la bataille à laquelle, jeune partisan, il participa ; qu'elle remémore son initiation au cinéma en tant que spectateur halluciné ou qu'elle décrive, dans un laconique chef-d'œuvre, l'unique soin de ménage dont Calvino se serait acquitté « avec une certaine compétence et quelque satisfaction » lors de son long séjour parisien : remplir, avant de la sortir sur le trottoir, la « poubelle agréée » par le règlement de la préfecture, ce qui tenait de l'accomplissement d'un contrat social et du rite.

Si le monde tel que le percevoient nos yeux changeait tout à coup, que deviendrait la mémoire ? Y aurait-il un langage entre celle-ci et soi ? Et par quel moyen notre besoin de nous souvenir lui parviendrait-il, mettant en branle son mécanisme secret ? Voilà, parmi bien d'autres, les questions qui percent ici et là, la trame, scrupuleusement réaliste que tissent, ligne après ligne, les mots, lesquels, en dépit de leur intention de véridité, ne récupèrent pas le passé, mais peut-être, par instant, ce qui n'avait pas été perçu par l'écrivain – seulement imprimé en lui à son insu au moment de la perception – et que seul le récit lui rend sensible.

Par instants, et encore... Dans le présent, qui n'est somme toute qu'une combinaison du passé sans cesse renouvelée par l'imagination, que peut la littérature dans son effort de nous restituer la mémoire, la chose que nous flûtons et qui, fluctuante, enjolivée, trouée, nous permet chaque jour au réveil de renouer avec nous-mêmes ?

On songe à une notation isolée de Nathaniel Hawthorne qui est à elle seule une allégorie de cette quête du passé par l'écriture : « Un rayon de soleil cherche une trace de sang déjà ancienne à travers une chambre déserte. » Avant de retrouver chez Calvino de belles et inattendues conjectures, négatives certes, mais comme nourrissant l'espoir d'une éventuelle affirmation qui vienne les contredire.

Hector Bianciotti

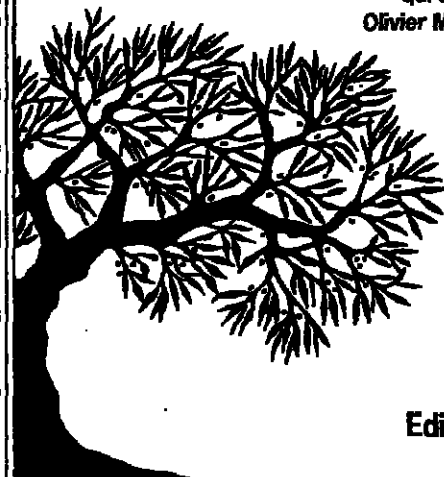
Lire également page 26 notre ensemble sur la littérature italienne

Prix Paul
Léautaud
1991

Alain Dugrand
Le 14^e Zouave

On a rarement décrit avec autant de justesse et d'économie la sourde complexité des sentiments qui unissent père et fils.
Olivier Maurais / L'Express

192 pages, 89 F



Editions de l'Olivier

LIVRES • IDÉES
LITTÉRATURE FRANÇAISE

Le célibataire et le Bon Dieu

L'étude de Jean Borie sur Huysmans excelle dans l'observation minutieuse du parcours zigzaguant d'un écrivain vers la religion

par Henri Guillemin

HUYSMANS, LE DIABLE, LE CÉLIBATAIRE ET DIEU
de Jean Borie.
Grasset, 297 p., 120 F.

Huysmans, le Diable, le Célibataire et Dieu, sixième ouvrage, depuis 1971, d'un critique, d'un chercheur spécialisé dans le dix-neuvième siècle, et dont les travaux ont établi à la fois la culture, la pénétration et un art d'écriture incontestable. Que l'on veuille bien me faire confiance : ce n'est pas parce que Jean Borie, au bas d'une page, avec une belle audace, m'associe à Freud et à Claudel (sic!) pour avoir salué, dans la *Joie de vivre*, le plus grand chef-d'œuvre de Zola, que je lui consacre cet article. Sa gentillesse de camarade n'est pour rien dans le souhait que je forme d'appeler l'attention sur la saisissante étude concernant Huysmans que Borie vient de publier chez Grasset.

La « somme » que nous a donnée, en 1958, Robert Baldick sur Huysmans reste indépassée et je la crois, pour ma part, à jamais fondamentale; mais Jean Borie brasse son projet non sur l'essence, chez Huysmans, mais sur le célibataire (et il est bon de rappeler qu'en 1976 il a déjà réservé une étude particulière au *Célibataire français* dans les lettres). Il y a, dans la vie concrète de Huysmans, une vaste étendue « immergée » sur laquelle il ne convient pas de fermer les yeux. Huysmans, présumé Georges Charles, signait en littérature, par « snobisme batave », Joris-Karl; mais c'était un fonctionnaire appliqué, au ministère de l'Intérieur. Carrière honnête et sans histoire. Au bout de trente ans, une retraite de « chef de bureau », deux fois d'ailleurs décoré, « chevalier » d'abord de la Légion d'honneur, puis « officier » à la suite d'une intervention personnelle de Briand. Il mourra, au surplus, doyen de l'Académie Goncourt.

S'il déteste la bourgeoisie, si les « grands mariages » de la Madeleine l'écœurent autant qu'il écœurent Zola, il semblerait, comme on dit, « a-politique ». L'affaire Dreyfus le laisse complètement indifférent (tandis que Zola, en 1898, lance son *Accuse*, Huysmans publie sa *Cathédrale*). Il suffit que le gouvernement, en 1901, disperse les moines pour que, tout à coup, Joris-Karl rejoigne l'extrême droite dans ses fureurs antisémitiques — y compris, hélas, l'antisémitisme.

Au nom des surréalistes, Breton croira devoir déclarer que leur groupe a « perdu » Huysmans à partir d'*En route* : « Perdu » ne signifie point qu'il était des leurs, mais seulement qu'il les intéressait (ne leur avait-il pas, en peinture, plus ou moins révélé Gustave Moreau et Odilon Redon) et que « croyant » ou glissant à la croyance, il se désolidarise du même coup et s'annule, à tous égards. C'est là une de ces nuances que les surréalistes, par malheur, n'étaient pas exempts.

Huysmans croit se reconnaître, pour une part, en Baudelaire; je sais bien que tous deux ont perdu trop vite leur père et ont vu, trop vite aussi, leur mère se remarier. Mais c'est à cause du Mal que Baudelaire attire Huysmans. Et là, j'hésite, car je ne suis pas sûr du tout de l'existence substantielle du Démon, dans la pensée de Baudelaire. Une évocation, chez lui, principalement utile à son « dandysme »; un des accessoires de son personnage public hors série. Et que Jean Borie deux fois nous

affirme que « Huysmans est venu à Dieu par le Diable » ne suffit pas à m'en convaincre.

En revanche, Borie est excellent dans l'observation minutieuse qu'il conduit du « parcours indéfini », « zigzaguant » de Huysmans en direction d'une vie monacale. Nous l'avons vu analyser avec un parfait discernement les avantages que s'assure le célibataire (côté femmes) et les inconvénients auxquelles il se condamne (côté alimentation) et ce qu'a principalement enseigné à des Essintes la vie solitaire, c'est que « le pénit est bien moins essentiel que l'estomac » pour des gens à qui le souci de leur dignité interdit, même en cas d'urgence, de se préparer en personne ne serait-ce que des œufs sur le plat. Le célibataire est dans la dépendance « absolue » des restaurants, des « garçons » (ou serveuses) et des convives.

Il y a chez Huysmans une obsession culinaire. Quand il se déchaîne contre la tour Eiffel, ce « suppositoire solitaire et criblé de trous », il s'en voudrait de ne pas ajouter que la couleur dont on l'a badigeonnée est celle, exactement, du « veau en Bellevue », à l'honneur dans les restaurants. La dyspepsie, l'anorexie, ces deux récits sur lesquels s'est brisée la grande tentative de des Essintes qui s'achève pitoyablement sur un recours aux médecins, Huysmans espère y échapper avec la vie conventuelle (aggravée de quelques facilités discrètes).

« Génie de l'imprécation »

Bravo à Borie pour la parenté qu'il souligne entre Huysmans et Céline qui partagent le « génie de l'imprécation » et le « sens lyrique du sordide ». Une trouvaille, l'invention de ce patronyme : des Essintes, comme celle, dans le *Voyage au bout de la nuit*, du colonel des Enlèves et du lieutenant de Sainte-Engence. Et l'aimable que des Essintes prenne ses distances avec le sadisme. Un bavardage inintermittiel ne vous institue pas écrivain.

Sade n'a littéralement rien d'un artiste, et cet esclavagiste qui tirait ses délices d'humilier les « filles de rien », incapables de se défendre, et des services corporels qu'il leur infligeait (respect aux dames de sa « classe »), ce triste sire, qui n'a quelque fermeté de style que dans sa proclamation d'athéisme où (selon son expression même) son



Georges-Charles Huysmans, alias Joris-Karl Huysmans.

« fanatisme » est en jeu, n'inspire, au vrai, que le dégoût et le vomissement. Borie nous montre Huysmans ne s'approchant du cloître que « comme une coquette allant à l'eau trop froide de son bain » et il finit par se rabattre sur le moyen terme d'une pratique presque tombée en désuétude, l'oblature, comportant « les vœux les plus partiels possibles ».

Parfait mécréant, pour sa part, Jean Borie se passionne mal pour ce qu'il nomme, avec pertinence, la « religion » de Huysmans, et non sa « foi ». Sur les 300 pages de son livre, Borie n'en consacre que 65 à cette religion. Car Huysmans ne se soucie pas un instant d'écouter et semble s'efforcer d'échapper à la curiosité, pas la moindre, quant à ce Christ auquel il dit croire, auquel il se persuade qu'il croit, encore que les références aux Évangiles n'abondent pas sous sa plume.

C'est le « vêtement » du catholicisme qui l'intéresse, ses cérémonies, ses chants (le « grégorien » qu'il adore), son pittoresque, son spectacle; mais le prochain, mais ces « frères humains » dont nous parlera tel juif autrement que lui attentif à autrui? Ses voisins de communauté, Huysmans les vou-

draient tous artistes comme lui. Élitisme « religieux ». La « foule immonde » lui fait horreur. Que l'on veuille bien ne pas le confondre avec les « bigotes » et les « ruraux » dont le contact l'asphyxie à Lourdes.

Les dernières lignes de l'*Oblat*, une première lecture m'avait, sur elles, donné le change : « Ah! mon cher Seigneur, donnez-nous la grâce de nous omettre une fois pour toutes, de vivre enfin n'importe où, oui, pourvu que ce soit loin de nous-mêmes et près de vous ». S'omettre est précisément ce dont il est tout à fait incapable, occupé sans cesse à se dorloter. Et ce texte-là, auquel d'abord je m'étais si bien laissé prendre, fournit la preuve même que Huysmans a tout ignoré de la « bonne nouvelle » apportée par Jésus-Christ : que le royaume de Dieu (Huysmans en a-t-il même l'idée?) est en nous, au plus creux de nous, constituant notre identité, accessible par cette « connaissance du cœur » qui fait le mérite suprême de Pascal. J'ai bien peur que Jean Borie n'ait entièrement raison quand il pose la question que voici : Et si, pour Huysmans, « Dieu n'était que le paravent à l'abri duquel l'âme célibataire puisse se recueillir, enfin tranquille? ».

Que signifie ce dolorisme : « Dieu n'habite pas les corps bien portants? ». J'ai connu un survivant de la jeune garde du Sillon et les photos attestent que ces gailards étaient peu languides. Saint François n'avait rien, certes, d'un érotiste, mais nul n'est plus éloquent que Huysmans du rayonnant amoureux d'Assise. C'est dans son livre sur *Sainte Lydwine* que Joris-Karl entreprend de célébrer ces tortures corporelles que la « réversibilité des mérites » permet aux saints d'offrir à Dieu pour compenser les offenses que lui prodiguent les débauchés.

De savoir que la mort et le vif, qui coexistent dans chaque être, seront un jour réunis, ne le console pas de la « banalité du monde ». « Nous ne devons, jour après jour, notre lamentable salut qu'à la chaîne de nos trahisons », constate, non sans amertume, Jean-Claude Pirotte, qui essaie de retrouver les traits de l'enfant qu'il fut, un séduisant âgé de onze ans à l'écoute des complots du vent. On songe en lisant l'*Epreuve du jour* au Bonheur des tristes de Luc Dietrich, bien que le rapport à la mère soit diamétralement opposé. On ne dresse pas impunément l'inventaire de son enfance. Pour tant, Jean-Claude Pirotte évite tous les pièges de la complaisance. Il y a de l'aristo chez ce vagabond qui a l'insomnie pour royaume.

Pierre Drachline

(1) La Pluie à Rachel. Collection « Espace Nord » chez Labor. Fond de calé, Le Temps qu'il fait.

Exercices de lecture

LES ENFANTS DU SILENCE

de Jean-Michel Rey.
Coll. « Carnets ».
Pion, 207 p., 120 F.

LA NAISSANCE DE LA POÉSIE, ANTONIN ARTAUD

de Jean-Michel Rey.
Coll. « Littérature ».
Ed. Métailié, 179 p., 85 F.

PAUL VALÉRY L'AVENTURE D'UNE ŒUVRE

de Jean-Michel Rey.
Coll. « La librairie du XX^e siècle ».
Seuil, 185 p., 85 F.

PAUL VALÉRY
De Richard Jorif.
Coll. « Une journée particulière ».
J.-C. Lattès, 137 p., 70 F.

Jean-Michel Rey a donné, l'année dernière, dans la collection « Carnets » chez Pion, un extrait d'un cahier rempli, entre février et juillet 1989, de ses seules notes de lecture, les *Enfants du silence* (c'est ainsi que Proust définissait les livres). Tout au long de cet érudite spicilège reviennent les « obsessions éternelles » de ce professeur de philosophie à Paris-VIII : l'état de guerre, l'attachement à la culture de « l'Allemagne perdue » à travers ses écrivains et philosophes (Jean-Paul, Kleist, Hölderlin, Nietzsche, Husserl, Benjamin...), les plaisirs sensibles de la pensée et du corps liés à la lecture (la fin d'une page heureuse, la « sympathie » pour le papier, l'attention émue à la typographie, à la ponctuation, ou la recherche de la meilleure position pour les vertèbres, les yeux...).

On trouve là, sur un mode économe, les réflexions d'un homme empreint de nostalgie et de freudisme sur cette activité solitaire et sereine qu'est la lecture, sur le livre, sur ses auteurs et ses amateurs : « Convergence depuis longtemps constatée, depuis longtemps ruinée » : à quelques années de distance, à peu près dans les mêmes termes, Mallarmé, Nietzsche et Péguy disent la même chose (en vue de chercher à y remédier) : que les contemporains ne savent plus lire.

Parmi ses écrivains de prédilection figure Antonin Artaud, sur lequel, en février 1989, Jean-Michel Rey était en train de rédiger un essai, qui vient d'être imprimé aux éditions Métailié, dans la collection « Littérature ». Cet ouvrage analyse, à partir des lettres qu'Artaud écrivait en pleine guerre depuis Rodez, et de la traduction qu'il entreprit alors d'un poème d'Edgar Allan Poe, la nature et les raisons de son désir renaissant d'écrire — qui était mort en 1937 : « Ce moment de la plus grande détresse devient peu à peu un délai donné à la réflexion, un grand détour dans lequel est soulevée la question du temps de l'œuvre ».

Toujours dans les *Enfants du silence*, Jean-Michel Rey recueille, dans la perspective d'un « exercice de lecture », ce que chacun a su dire des écrivains qu'il aime, dont il se sentait proche : par exemple ce que Walter Benjamin a su écrire sur Péguy, Freud sur Nietzsche, Valéry sur Mallarmé ou encore Marcel Proust sur le subtil « Monsieur Teste » : « Ne trouvez-vous pas que [...] Racine ressemble un peu à M. Paul Valéry, lequel a retrouvé Mallarmé en traversant Mallarmé ».

Jean-Michel Rey a également consacré un essai à Valéry, Paul Valéry, l'aventure d'une œuvre, paru dans la collection « La librairie du XX^e siècle », au Seuil. Il s'agit ici, à l'usage des lecteurs attentifs des *Cahiers*, de définir le moment où, « surpris par l'apparent développement de ses

écrits », Valéry s'est vu faire une œuvre, dans le même temps où il se plaisait à la défaire par ses commentaires déabusés : « La fatigue des sens crée, peut-on lire dans le second volume des *Œuvres* publié dans « la Pléiade ». Le vide crée. Les ténèbres créent. Le silence crée. L'incident crée. Tout crée, excepté celui qui signe et endosse l'œuvre ».

Explorant méthodiquement, à l'instar du poète (qui vient du grec poïein : faire), toutes les acceptations du même faire et de son concept opposé — celui de ruine — Jean-Michel Rey démontre aisément que « le cliché de Valéry, porte officielle, n'a aucune consistance au regard d'une telle démarche, sans cesse au bord de l'abîme, particulièrement exposé, précaire, sans autre appui que le désir et l'endurance d'un sujet ». Rey écrit alors cette œuvre multiple en aval de celle de Spinoza (« Que peut un corps? »), de Kant (« Que puis-je savoir? Que dois-je faire? Que puis-je espérer? »), et en amont de celle de Barthes.

Le propos de Richard Jorif est bien différent : car il a, plus simplement, fait œuvre de style et d'imagination, dans le cadre précis d'une nouvelle collection, « Une journée particulière », aux éditions Lattès. « On ne prétendra pas tout dire », précise l'argumentaire, mais offrir « plaisir à », forme d'initiation vraisemblable, réalisme même, au quotidien d'un créateur ». La goguette était périlleuse, le résultat obtenu ici est presque aussi séduisant et intelligent que certains écrits de commande de Paul Valéry.

« Une catin de pensée »

S'adressant au futur académicien, Richard Jorif a donc choisi de présenter le jeudi 10 juin 1927, jour chargé en événements glanés dans divers écrits autobiographiques — aussi bien les propres *Cahiers* de Valéry que le *Journal* de Catherine Pozzi, celui de l'abbé Mugnier ou le *Journal littéraire* de Paul Léautaud.

« Flâneur sceptique poursuivi sans relâche d'une catin de pensée », Paul-Ambroise Valéry se lève très tôt pour réviser dans le silence de l'aube, peine sur son discours de réception à l'Académie française dans lequel il doit faire l'éloge de son prédécesseur, Anatole France (il réussira, quinze jours plus tard, à ne pas prononcer une seule fois le nom de celui qui avait refusé à Mallarmé l'intronisation au « Parnasse contemporain »), se laisse gentiment distraire de son pensum par deux jeunes lycéens de Jeanson-de-Sailly, se rend à une lecture, rencontre Gide, rédige un conte, jette hâtivement les grandes lignes d'une vie de Robinson sur une feuille que sa blancheur ne défend guère, passe anxieusement sous les fenêtres de « Karin », converse avec « l'abbé charmant », se remémore Pierre Louys venant l'arracher à sa ville de province — qui s'épelaient alors Cate, — René Boylesse surgissant d'un urinoir pour lui annoncer son élection tout souhaitée à l'Académie, ou encore certaines promenades à vélo-cipède dans les allées du Bois...

Sans singer le style de Valéry, sans broder outre mesure, Richard Jorif donne envie de mieux connaître la vie et l'œuvre d'un homme rendu, avec esprit, plus familier. Tout se passe d'ailleurs, pour ces deux derniers livres, comme si celui que Léautaud considérait toujours, malgré les honneurs et les mondanités, comme le charmant et malicieux compagnon d'autrefois, celui qu'aujourd'hui Jean-Michel Rey déboulonne savamment de son piédestal de « poète officiel », ou que Richard Jorif tutoie avec bonheur, avait tout à gagner de ces regards amicalement iconoclastes.

Claire Paulhan

AVANT RÉNOVATION
LA LIBRAIRIE

PICARD

SOLDE

UNE PARTIE DE

SES LIVRES NEUFS

Archéologie, Histoire, Beaux-Arts,
Architecture, Régionalisme

ouvert du lundi au samedi

et dimanche 22 décembre

82, rue Bonaparte, Paris VI*

CIVILISATIONS INDIENNES

Aventuriers des Lumières

Les récits de ces voyageurs français partis
entre 1750 et 1820, à la découverte de l'« Indoustan »



LES INDES FLORISSANTES
Anthologie des voyageurs français (1750-1820)
de Guy Deleury.
Préface de S. E. Idris Hassan Latif.
Robert Laffont, coll. « Bouquins »
100 p., 130 F.

La plupart sont commerçants, officiers, missionnaires. Certains sont amiraux, astronomes, architectes d'autres médecins ou magistrats. Quelques-uns sont agents secrets. Partis de Paris ou d'Aix-en-Provence, de Marseille ou de Saint-Malo, ils se retrouvent parcourant l'Inde en tous sens, et pas seulement dans les Comptoirs. Entre 1750 et 1820 ce sont des centaines, voire des milliers de Français qui partent ainsi en « Indoustan ». Les aventuriers rêvant de faire fortune connaîtront meilleur succès que les prêtres tentant d'évangéliser les brahmanes.

Mais tous sont attentifs à l'extrême diversité des mondes de l'Inde, à leur maîtrise des arts et des techniques, à leur prospérité qui paraît fabuleuse. Déconcertés par les mœurs, effarés par les croyances, ces observateurs encyclopédistes sont malgré tout respectueux des innombrables détails quotidiens qui les surprennent. Ils décrivent par le menu un éden coloré qui se teinte parfois, à leurs yeux, de nuances maléfiques.

Ils notent par exemple, les manières de faire l'eau de rose, de fumer le tabac, de fabriquer l'indigo, le vin de palme ou le sapin. Ils détaillent toilettes et remèdes, saveurs et fragrances. Tout veut d'être écrit : fêtes du luxe, douceur de vivre, parties de bain de dames, mœurs, variations climatiques du Cachemire, anatomies, carnations,

rituels, sectes, castes, croyances, vices et vertus, splendeurs et misères. L'inventaire du paradis n'omet rien de ses incommodes : les récits que Guy Deleury fait sortir de l'ombre sont aussi traversés de plaintes répétées. Les vents glacés des sentiers tibétains, les chaleurs étouffantes des plaines, les fièvres, les dysenteries, les serpents, les moustiques, la rage font partie du voyage au même titre que l'écart des rubis, la suavité des fruits ou la finesse des étoffes.

En rassemblant par thèmes les textes d'une bonne cinquantaine de ces voyageurs français, Guy Deleury a fait œuvre utile – à plusieurs titres. D'abord pour le plaisir

de lire. Il est ici très vivant : connues ou obscures, les plumes de ce temps sont réglées sur une langue souveraine et délicate où « partant la philosophie mêlait ses fruits aux fleurs de la littérature », comme disait Rivarol, leur contemporain. L'information historique forme l'autre attrait de ce volume. Il nous offre un portrait somptueux et vivace d'avant la « British rule », laquelle changera pour une large part la face de l'agriculture, de l'organisation sociale et de la vie spirituelle.

Plus encore, Deleury répare une injustice en donnant à découvrir par *Asiatik Researches* cette copieuse anthologie des archives

jusqu'à présent ignorées de presque tous (1). Tout un pan de l'histoire culturelle européenne commence donc à sortir de l'oubli. Car cette masse de documents – qui n'est encore que la partie émergée d'un iceberg (si l'on ose dire vu le climat tropical) – a été comme enfouie dans un pli de l'histoire, négligée depuis deux siècles. Or nous avons beaucoup à en apprendre.

Les *Indes florissantes* fournissent à l'analyse un matériel considérable qui nous concerne directement. On peut y suivre en effet les flottements du regard européen et y chercher ce qu'un Français des Lumières voit, mais ne peut entendre, croit comprendre, projette,

rejette, valorise ou exclut, dans le spectacle multiple d'un monde autre.

Si on le considère comme un outil pour ce type de travail, le livre n'est pas absolument impeccable, tant dans le choix des textes que dans les données bibliographiques (2). Son explication de la longue occupation de cet apport français à la connaissance de l'Inde est également courte. Il n'est que partiellement exact de dire que la faute en revient aux Anglais. Si William Jones critique Anquetil Duperron, il cite Gentil – comme le font d'ailleurs nombre d'auteurs des *Asiatik Researches* (3). – publie un texte du colonel de Poivre, etc. Les raisons pour lesquelles ces découvreurs français ont fait l'objet d'un ample et durable trou de mémoire sont à l'évidence plus complexes.

Ces quelques réserves ne touchent en rien à l'essentiel : des voix perdues sont retrouvées par Guy Deleury (4). Elles parlent – avec élégance, candeur ou finesse – des richesses de l'Inde, de leur propre ébahissement et de leurs perplexités. Et cela passionne.

Roger-Pol Droit

(1) Georges Dumézil avait commencé en 1984 à réparer ce qu'il appelait « l'erreur judiciaire » concernant le colonel de Poivre dans le *Mahabharata* et le *Bahagavat* du colonel de Poivre (Gallimard).

(2) Il ne signale pas, par exemple, les *Aventuriers français aux Indes (1775-1820)*, de Maurice Besson, (Payot, 1932). Il omet surtout les travaux achevés de Jean-Marie Laffont sur les Français au service de l'Inde (1610-1849) et sur le colonel de Poivre.

(3) Rappelons que cette publication de la Royal Asiatic Society of Bengal, qui comprend une vingtaine de volumes édités à partir de 1788 à Calcutta (et traduits en français comme en allemand dès les années suivantes), marque les débuts de la philologie savante rigoureuse.

(4) Guy Deleury publie en février 1992, un essai : « Les *Grands Mythes de l'Inde* » (Payot).

Naissance du fabuleux

HISTOIRES DE L'ORIENT
de Ctésias.

Traduit et commenté
par Janick Aubergier,
préface de Charles Malamoud.
Les Belles Lettres.
Collection « La route à livres »
192 p., 115 F.

« Dans ces montagnes, on dit que vivent des hommes à tête de chien. Ils font leurs vêtements en peaux de bêtes. Ils ne parlent aucun langage mais jappent comme des chiens et se comprennent grâce à ce langage. » A côté de ces cynocéphales, l'Inde renferme une foule d'autres monstres : hommes sans cou ou sans anus ou pourvus d'une seule jambe. Il y a aussi le *manichore*, à trois rangées de dents et queue de scorpion, qui lance son dard au loin. On en compte l'âne cornu, promis, sous le nom de licorne, à un bel avenir.

Ctésias de Cnide, médecin grec longtemps prisonnier à la cour d'Artaxerxès aux environs de 400 av. J.-C., fut le premier à rassembler ces histoires. On les retrouve plus tard chez Arrien, Mégasthène ou Pline. On en repère encore certaines jusqu'au dix-neuvième siècle, transmises notamment par le biais des Bestiaires médiévaux.

C'est donc une bonne idée d'avoir traduit les fragments, allusions, ou résumés, qui nous permettent d'entrevoir ce que put être l'histoire des Indes de Ctésias, première source connue des représentations occidentales. Charles Malamoud fait remarquer que l'Inde, qui connaît à cette époque l'écriture, l'administration, le pouvoir royal, est cependant considérée sous l'angle de la nature et non sous celui de l'histoire. L'histoire, déjà pour les Grecs, n'entre en Inde qu'avec des étrangers porteurs de repères temporels. Cette fantasmagorie, plus coriace que la licorne, est peut-être aussi étrange que les hommes chiens.

R.-P. D.

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)

LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS

(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Des gourous aux mathématiques

Des périples d'aujourd'hui, loin des parcours
exotiques aseptisés, à la recherche de l'espace intérieur

D'ASIE ET D'AILLEURS

de Claude B. Levinson
et Jean-Claude Bührer.
Buland, 334 p., 119 F.

CANDIDE AU PAYS

DES GOUROUS
de Daniel Roumanoff.
Derry, 404 p., 149 F.

INITIATION TANTRIQUE

de Bruno Bayle de Jessé.
Préface de Catherine Despeux.
Albin Michel, coll. « L'espace
intérieur », 356 p., 140 F.

SOUVENIRS

D'APPRENTISSAGE

d'André Weil.
Birkhäuser (éd. Springer),
26, rue des Carmes, 75005 Paris.
coll. « Vita mathematica »,
200 p., 198 F.

Les voyages sont spirituels autant que géographiques. Cette évidence, qui vaut pour l'Inde plus encore peut-être que pour toute autre contrée, les marchands d'exotisme aseptisés tendent à le faire oublier. Une série d'ouvrages très divers nous rappelle à bon escient l'existence de cet espace intérieur et le fait que la découverte de soi passe par le détour des autres.

Claude B. Levinson, qui a notamment publié *Ainsi parle le dalaï-lama* (Buland, 1990) et notre confrère Jean-Claude Bührer n'ont pas oublié ces réalités élémentaires. De leurs nombreuses pérégrinations, qui eurent pour motif explicite l'étude, le reportage ou le plaisir, ils ont choisis de retenir quelques moments d'apparent hasard – ceux où le temps s'abolit à la faveur d'un sourire ou d'une lumière jamais vue. Ce couple nomade, en écrivant *D'Asie et d'ailleurs*, ne se contente pas d'esquisser les croquis de multiples places de l'Inde, de ses confins bouddhiques (Sikkim, Bhoutan, Ladakh, Népal, Tibet) en les

mêlant habilement aux scènes des Andes et aux portraits d'Indiens de l'Amérique latine. Le charme de ces carnets de route se situe plutôt dans une forme de mysticisme pédestre, reconstruit l'éternité au quotidien – ou du moins le croyant, faute de mots pour dire mieux.

1959. Après HEC et Langues O, un jeune homme de vingt-trois ans part de Paris en auto-stop. Destination : Delhi et, à terme, la sérénité. Moyen : trouver en Inde un maître qui lui convienne. Ce n'était pas la mode, et rien ne l'y préparait. Avec une adresse en poche, et en tête autant de témérité naïve que de résolution, Daniel Roumanoff se retrouve donc dans un *ashram* où il découvre que sagesse et imposture ne sont pas simples à discerner. Entre un homme ordinaire et un maître spirituel, comment faire la différence ? Aucune réponse ne s'impose d'emblée.

Un coup de foudre
à Bénarès

Seule tranchera l'expérience personnelle. Ce *Candidat au pays des gourous* se mue en cobaye attentif, pragmatique et prêt à tout. Le journal de ses tribulations est « un témoignage exceptionnel », comme le note le philosophe et indianiste Michel Hulin dans sa préface. D'abord à cause de la galerie de portraits, tout à fait étonnante, qu'il nous offre, où voisinent noms célèbres et guides obscurs, vrais mystiques et vrais mystificateurs, européens détraqués et déracinés de tous les pays. Le cheminement personnel de Daniel Roumanoff est aussi intéressant que son talent d'observateur ou que son « banc d'essai » des voies de délivrance. Un coup de foudre le saisit à Bénarès : il est sûr d'avoir rencontré, en la personne d'une femme singulière, Mā Ananda Mayee (1896-1982), la mystique indienne la plus célèbre du vingtième siècle, ce qu'il

est venu chercher de si loin.

Le récit de sa conviction et de ses doutes, de ses certitudes et de leur disparition, vaut d'être lu. Car c'est finalement auprès de quelqu'un qui lui fit d'abord plutôt mauvaise impression et qui, a priori, ne l'attirait guère, que Daniel Roumanoff fera son chemin. Il découvrira Svāmī Prajñāpāda (1891-1974) à mesure que grâce à ce vrai maître, il se découvrirait lui-même (1). Cette trajectoire confirme qu'une évolution véritable suit des sentiers escarpés et des voies inattendues.

« Ai-je changé ? Non. Suis-je devenu le même ? Non plus. Simplement, il n'y a rien derrière le geste d'aller, d'avancer. » Cette phrase de Bruno Bayle de Jessé illustre les paradoxes bouddhiques qui traversent son *Initiation tantrique*. Encore un Français, encore un récit d'expérience spirituelle dans les vallées himalayennes, encore un illuminé qui se laisse emporter par le mirage d'une impossible mue où il perdrait sa peau d'Occidental, dira-t-on. Eh bien, non. « On ne pénètre aisément la pensée d'aucune école bouddhique ; on ne foule pas non plus sans risque la terre tantrique à la fois accueillante et secrète » souligne cet écrivain érudit qui veut aussi apprendre, sur le terrain, ce que la vacuité veut dire.

De tous les ouvrages de ce genre, rares sont ceux rédigés avec tant de justesse et de finesse. Si l'on veut entrevoir ce que peut être la dissolution de soi, et le retour malgré tout au « fracas des grandes villes », il faut accompagner Bruno Bayle de Jessé dans sa vie errante, d'étape en étape, de rencontre en rencontre – aussi bien pour le bonheur du style que pour cet horizon, si lointain et si proche, où « rien » ne se distingue plus de « tout ».

Sans doute devrait-on s'interroger sur ce lien très particulier qui unit maître spirituel et disciple, et le comparer avec nos psychodrames (2). Mais l'influence de l'Inde ne s'exerce pas seulement sur ceux

qui cherchent ou trouvent un gourou. Parmi les grands intellectuels contemporains, on en rencontre des traces moins attendues jusque chez les mathématiciens – comme en témoignent les éléments d'autobiographie d'André Weil publiés sous le titre *Souvenirs d'apprentissage*. Né en 1906, frère de la philosophe Simone Weil, André Weil, esprit exceptionnel qui fut l'un des fondateurs du groupe Bourbaki, s'intéressait, rue d'Ulm, aux mathématiques de Riemann comme au sanscrit. C'est lui qui fit lire à sa sœur la *Bhagavad-Gītā*. Par l'entremise du grand orientaliste Sylvain Lévi, il devient, en 1930, professeur de mathématiques à l'université d'Aligarh. Le récit de ses deux années en Inde mérite le détour.

On en notera simplement la chute : « Tout mathématicien digne de ce nom a connu, parfois seulement à de rares intervalles, ces états d'exaltation lucide où les pensées s'enchaînent comme par miracle, et où l'inconscient (quel que soit le sens qu'on attache à ce mot) paraît aussi avoir sa part. » C'est sur cette forme d'extase créatrice que s'achève son séjour à Aligarh. Comme quoi l'Inde est propice également à la théorie des fonctions à plusieurs variables complexes.

R.-P. D.

(1) La pensée de Svāmī Prajñāpāda est devenue accessible aux lecteurs francophones avec la parution, ces dernières années, aux éditions l'Original, de cinq volumes (deux de lettres, trois de dialogues), qui reflètent son enseignement, où se mêlent le vedānta et l'apport de la psychanalyse. Daniel Roumanoff lui a d'ailleurs fait passer un ouvrage en trois tomes dont le dernier vient de paraître (*La Table ronde*, coll. « Les Chemins de la connaissance », 258 p., 110 F.).

(2) Voir l'ouvrage collectif *Maître et disciple dans les traditions religieuses*, sous la direction de Michel Meslin (Cerf, 1990) ainsi que l'essai du docteur Jacques Vigne, *Le Maître et le thérapeute*, qui vient de paraître (Albin Michel, coll. « Spiritualités vivantes », 298 p., 120 F.).

Autres parutions

● Philosophie. – Lilian Silburn, sanscritiste et philosophe, est l'auteur d'une de ces très rares œuvres où l'exacte connaissance des traités indiens et la rigueur de la réflexion conceptuelle s'éclairent mutuellement. A ceux qui voudraient prendre mesure de la fécondité de son travail, il convient de signaler la réédition de sa thèse, originairement publiée chez Vrin en 1955, *Instant et cause : le Discontinuité dans la pensée philosophique de l'Inde* (De Boccard, 438 p., 350 F.). A cet ouvrage de référence s'ajoute la dernière en date de ses traductions, *Spandakārikā, stances sur la vibration de Vasugupta*, accompagnée d'une introduction rapprochant la phénoménologie de Husserl et d'Eugen Fink et le shivaïsme du Cachemire (De Boccard, 218 p., F.).

● Contes bengalis. – A l'Inde des écoles spéculatives et des débats scolastiques, on peut préférer celle des récits populaires et des fêtes de la rue. Extraits d'un ouvrage publié à Calcutta en 1912, ces *Contes et fêtes du Bengale* traduits par Colette Esia et présentés par Prithvi-vindra Mukherjee permettent une approche agréable de plusieurs aspects de l'imaginaire indien (Beauchêne, 250 p., 180 F.).

● Les Kāma-Sūtra. – Tout le monde connaît leur nom, et personne ne les lit. Pour une raison simple : il n'en existait jusqu'à présent aucune traduction française intégrale. Celle de Jean Papin, qui ne vise pas à répondre aux exigences d'une édition savante, a au moins le mérite de donner à lire ce traité du plaisir attribué à Vātsyāyana. Contrairement à sa réputation, le texte est un manuel d'éducation d'une lecture plus rébarbative que suggestive (Zuima, 289 p., 130 F.).

● Dumézil. – La pensée de Georges Dumézil élaborant l'analyse des représentations communes aux épopées et mythes indiens, slaves, celtes, grecs, etc., a suscité nombre d'exégèses ainsi que de contresens ou de tentatives d'exploitations tendancieuses. La *Revue de l'histoire des religions* lui consacre un numéro spécial (PUF, tome 208, fascicule 2, avril-juin 1991).

الكتاب

21

**LE PREMIER DES ORDRES :
LES HAUTS FONCTIONNAIRES
(XVIII-XX^e siècles)**
de Dominique Chagnollaud,
Fayard, 399 p., 160 F.

AUTANT dire charitabement qu'il ne s'agit pas d'une gâterie pour Noël. Car Dominique Chagnollaud ne dépare pas la galerie, si primésant, des agrégés de science politique. Et son style est aussi coloré que les costumes trois-pièces de ses héros. Comme de surcroît il est friand de circonflexions germanico-conceptuelles du regrettable Max Weber, on imagine à quel degré d'insouciance pourra nous porter la lecture de cette thèse devenue livre — sans index ! — l'ayant, pourtant, nous avait habitués à plus d'égards... — si les fêres n'offraient à point nommé les apaisements liquides qui la feront « passer ».

Car il faut la lire. D'abord pour tempérer l'indignation de ce fier serviteur du pouvoir qui a cru utile il y a quelque temps, si l'on en croit la presse, de traiter aimablement les énarques de « cloportes ». Ensuite, pour tenter de comprendre pourquoi diable nos princes se mettent à clamer si haut que l'avenir du pays est enfin éclairé dès lors que l'Ecole nationale d'administration va être transférée le 3 janvier prochain au-delà de la ligne bleue des Vosges, comme un vulgaire régiment d'infanterie et toutes affaires cessantes — le tout, il va sans dire, sous les applaudissements des badauds, qui adorent voir Guignol rosser Gendarme. Et surtout parce que Dominique Chagnollaud, sous son abord rugueux, est vraiment savant, qu'il a tout lu et tout digéré, qu'il a l'œil vif, l'esprit clair et beaucoup de bon sens historique, qui fait merveille dans le tumulte de la bataille de Strasbourg.

On se réglera pour hon-d'œuvre de ces pages 184 à 186 où, examinant après tant d'autres bons auteurs le lieu commun sur l'effacement du recrutement de l'ENA, il s'empresse d'ajouter que la construction de la puissance des hauts fonctionnaires « ne se réduit pas à l'agencement organisé de groupes sociaux pour sa conquête ». Et donc que la Noblesse d'Etat de Pierre Bourdieu (Ed. de Minuit) et les volumineux travaux de ses épigones, qui lisent des stratégies de la classe dominante là où tout, de leur propre aveu, semble pourtant joué d'avance, lui semblent donner « un avant-goût, dans l'ordre intellectuel, du Jugement dernier ».

Toute la nouveauté du travail de Chagnollaud est au contraire de refuser

d'examiner l'histoire de la haute fonction publique en termes statiques et statistiques. Qu'on ne compte pas sur lui pour nous rallier au « cynisme naïf » du sociologisme plat, qui voit partout la main invisible des affreux dominateurs jouant de la reproduction scolaire pour pousser leurs bambins dans les allées du pouvoir. Son idée de derrière, il l'a trouvée chez Max Weber : « Le fondement de toute domination est une croyance ».

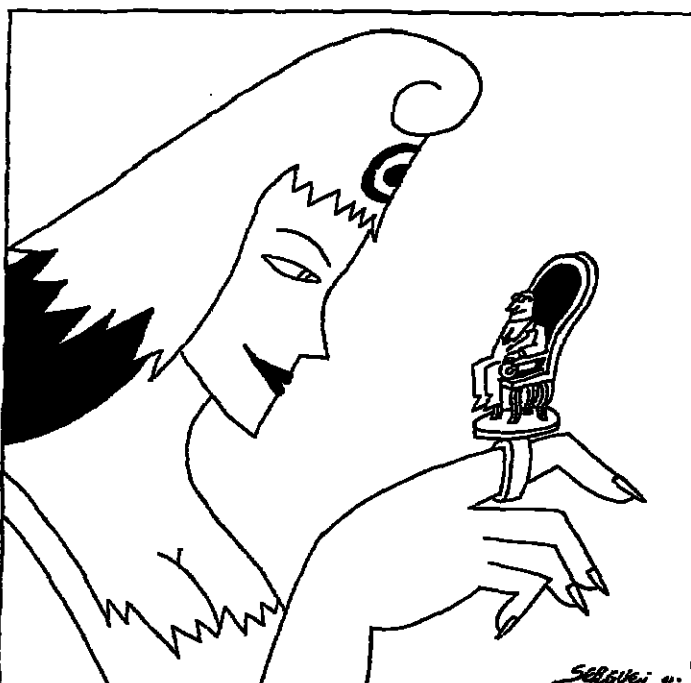
Autrement dit, parce qu'ils viennent du fond des âges monarchiques et républicains, parce qu'ils sont devenus consubstantiels aux réalités institutionnelles et politiques du pays, parce qu'ils ont une fière conscience des continuités et des légitimités qu'ils assument, les hauts fonctionnaires sont bien un ordre de la Nation. Et, quoi qu'en pensent aujourd'hui les détracteurs de l'énarchie, la domination de cet ordre est le garant du maintien aux sommets de l'Etat d'un « espace de liberté soustrait à l'arbitraire des groupes ».

Voilà le raisonnement de Chagnollaud, qui joue des tensions entre la réalité du pouvoir et l'image qu'on s'en fait, qui valorise les représentations, qui argue de la terminologie et de la casuistique contre la sociologie. Il est pour la première fois appliqué à l'étude de ce groupe socialement homogène posé au point de friction du politique et de l'administratif pour faire tourner la machine d'Etat. Il est convaincant. Et on se persuadera chemin faisant que cet effort d'un politologue participe de la recherche historique la plus neuve.

Un ordre civil ou religieux au sens webérien se définit, on le sait, par la

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



Nos chers énarques

combinaison de trois traits : une compétence professionnelle déteignant sur le mode de vie, un charisme héréditaire nourrissant moult revendications de prestige, et une tendance, fâcheuse peut-être, mais pérenne, à « l'appropriation monopolistique des pouvoirs politiques ou hiérarchiques ». Dominique Chagnollaud n'a aucune peine à nous convaincre, et quasiment sans le secours de Tocqueville, que la confrérie de nos hauts fonctionnaires est aussi joliment ordonnée.

Après tout, l'Etat monarchique avant 1789 n'avait-il pas déjà été « cédé en

copropriété avec le souverain » par la constitution d'un corps d'officiers possesseurs héréditaires de leur charge, par l'institution, contre eux, des conseillers et des commissaires, par la cohabitation de la robe parlementaire et de la robe du conseil ? Tous ces serviteurs de l'Etat royal n'étaient pas des bureaucrates, car ils avaient reçu du souverain une rente de situation et une légitimation morale. Les plus techniciens, les plus modernes d'entre eux, légistes, militaires, diplomates ou ingénieurs des Ponts, avaient été coulés dans ce moule. Après la tourmente révolutionnaire, et surtout sous le Consulat et l'Empire, ce petit monde — deux mille personnes au pis jusqu'en 1900 — fut laïcisé mais sans que jamais soit remis en cause le prestige des « grands corps », cette ossature de l'ordre.

Le livre fait ainsi subtilement courir l'histoire processionnelle d'une hiérarchie de ces nobles corps, très surveillés par le pouvoir politique, qui peut solidement les épurer à l'occasion, mais qui savent se barricader de mieux en mieux derrière leurs concours d'entrée pour savonner les premiers vilains venus des classes moyennes et dire leur fait aux politiques trop autoritaires : voici, très dignes, les révérends pères du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de l'inspection des finances, puis les frères un peu plus faméliques du quai d'Orsay et de la préfectorale, flanqués par les chanoines bien gras des corps des Ponts ou des Mines. Et tout au long, Chagnollaud explique qu'il y eut mélange d'hérédité, d'endogamie, de vigilante gestion patrimoniale et de professionnalisation,

d'adaptation en souplesse à l'air du temps. En bref, que l'ordre de nos administrateurs a toujours su composer, en mêlant sans tapage la soumission inévitable aux impératifs sociaux du moment et la plus vivante tradition corporative.

MAIS, dira-t-on, et la démocratie dans tout cela ? Le cœur du livre est un morceau de bravoure qui détaille l'histoire cahotante de la nationalisation, toujours inachevée, de l'ordre administratif, depuis la naissance de Polytechnique en 1794 jusqu'à celle de l'ENA en 1945, en passant par les généreux projets quarante-huitards, le charisme discret de l'Ecole libre des sciences politiques, la démocratisation manquée du Front populaire et les tentations technocratiques du Vichy.

Car l'idéal révolutionnaire a toujours craint d'enfanter une caste privilégiée, d'avoir à trop composer avec l'esprit de corps de ses grands serviteurs, d'avoir à lâcher la bride sociale de sa méritocratie. Le jacobinisme a donc longtemps buté sur la meilleure définition et la plus juste place des élites publiques dans le concert national, jusqu'à l'équilibre de compromis trouvé à la Libération par le général de Gaulle et Michel Debré : instituer l'ENA par la démocratie du concours, tout en préservant la vigueur hiérarchique des grands corps.

C'est cet équilibre qui, nous dit-on, serait rompu aujourd'hui. Dans ce débat, où il ne s'engage guère, ce livre désamorce *in extremis* deux arguments très prisés : celui du « pantouflage » et celui de la « politisation » induite de nos hauts fonctionnaires. On apprendra donc en souriant que dès le dix-neuvième siècle les corps techniques couraient allègrement vers les hauts salaires de la banque ou des chemins de fer, et dans des proportions aussi fortes qu'aujourd'hui, sans que aucune catastrophe nationale s'ensuivît. On conviendra aussi que la politisation est peut-être un faux débat, dès lors que s'est tissé depuis si longtemps dans ce pays, et sans désavantages majeurs, un lien structurel, quasi sacré, entre les détenteurs du pouvoir et l'ordre administratif.

On ne pourra donc pas s'empêcher de penser, au bout du compte, que depuis deux siècles, l'autonomie fonctionnelle des élites d'administration, si arrogante fût-elle parfois, a été garante de celle de l'Etat. Et que cette vigilance est une forme précieuse, mais oui, de notre génie national et démocratique, qui vomit les dictateurs mais ne déteste pas les bons directeurs.

François Lebrun

La famine du Grand Siècle

S'appuyant sur de solides archives, Marcel Lachiver dresse un monument aux morts de la fin du règne de Louis XIV

LES ANNÉES DE MISÈRE
La Famine au temps
du Grand Roi, 1680-1720
de Marcel Lachiver,
Fayard, 574 p., 180 F.

Dans une lettre fameuse écrite à Louis XIV, mais qui ne parvint jamais à son destinataire, Fénelon écrivait en 1694 : « La France entière n'est plus qu'un grand hôpital désolé et sans provision. » Cinq ans plus tôt, La Bruyère avait évoqué la misère des paysans français comparés à « certains animaux farouches, des mâles et des femelles (...), [vivant] de pain noir, d'eau et de racines ».

Quinze ans plus tard, le 10 mars 1709, Massillon évoqua, du haut de la chaire, « la misère, la pauvreté, la désolation, la mort, marchant partout devant vous ». Depuis, et aujourd'hui encore, les thuriféraires du Grand Roi ont récusé ces témoignages, considérés dédaigneusement comme morceaux d'éloquence sans valeur historique.

Dans un grand livre qui fera date, Marcel Lachiver met les choses au point, nettement et sans polémique inutile : oui, des Français sont morts de faim sous Louis XIV, par centaines de milliers certaines années, même si des épidémies, de nature variée, venaient ajouter leurs méfaits à ceux de la famine, en se greffant éventuellement sur elle ; non, Louis XIV n'en est évidemment pas directement responsable, même si plus de vingt-cinq années de guerre ont contribué à aggraver la situation économique et financière du royaume. Le Grand Siècle, c'est aussi, à côté de Racine et de Versailles, cette

effroyable misère des années calamiteuses de la fin du règne.

Pour la décrire avec une précision inégalée, Marcel Lachiver s'est appuyé d'abord sur les nombreux travaux des historiens qui, depuis quelque trente ans, en prenant appui sur les données des registres paroissiaux, ces archives dormantes révélées par Pierre Goubert, ont reconstitué, à l'échelon local ou régional, la démographie des dix-septième et dix-huitième siècles, avec ses crises perturbant, de temps à autre, les courbes des décès (à la hausse) et celles des naissances et des mariages (à la baisse). Mais il s'est appuyé aussi sur trois autres types de sources.

La misère des campagnes

La première, déjà connue des historiens, mais dont il a su tirer un parti systématique, est constituée par les récits des contemporains : correspondance des diverses autorités administratives, journaux privés et livres de raison, et surtout mentions des curés en marge de leurs registres paroissiaux (souvent dédaignés par les historiens comme trop anecdotiques et dont il démontre la fiabilité et la pertinence).

Les deux dernières sources seront pour les lecteurs, même les mieux informés, une révélation : il s'agit d'une part des résultats chiffrés, mais encore provisoires, de l'enquête par sondage menée depuis plusieurs années par l'Institut national d'études démographiques (INED) pour connaître la population de la France aux dix-septième et dix-huitième siècles, d'autre part, des données météoro-

logiques recueillies quotidiennement de 1676 à 1712 par un médecin et botaniste parisien, et encore inédites.

Ces deux sources permettent à Marcel Lachiver de dépasser pour la première fois les hypothèses et les approximations, en cernant au plus près le lien déterminant entre conditions climatiques et mauvaises récoltes et en chiffrant, avec une marge d'erreur minimale, les conséquences démographiques des « mortalités » (comme on disait à l'époque) résultant de ces mauvaises récoltes, par le biais de la pénurie et de la « cherté ».

Le point de départ de la démonstration réside dans le premier chapitre, « Le mythe du bon vieux temps », dans lequel sont évoquées, sans complaisance ni misérabilisme, les conditions normales de la vie et de la mort des Français sous l'Ancien Régime (il faut remonter aux meilleures pages de Pierre Goubert pour retrouver ces conditions évoquées avec autant de précision, de connaissance intime du sujet et de bonheur d'expression).

En temps normal, les Français produisaient suffisamment de céréales pour manger à leur faim (et même exporter un peu), mais le moindre dérèglement des saisons avait des conséquences redoutables. Plus que l'hiver rigoureux (à moins que la rigueur ne soit aussi exceptionnelle qu'en 1709), c'est le printemps et l'été pourris qui étaient redoutés dans la mesure où ils compromettaient plus ou moins gravement la récolte. Que de telles conditions se reproduisent deux, voire trois années consécutives, et la situation, de redoutable, devenait

catastrophique : ce sera le cas en 1693-1694. Si les villes, où des secours organisés sont possibles, sont relativement épargnées (en dépit de l'afflux des malheureux du plat pays), la misère est effroyable dans les campagnes.

Multipliant les comparaisons éclairantes, Marcel Lachiver donne la mesure de ces catastrophes successives qui frappent la France entre 1680 et 1720, les deux crises de 1693-1694 et de 1709-1710 étant les plus graves,

mais non les seules. Retenons ici que la première de ces deux crises a coûté aux Français quatre fois plus cher que la guerre de 1914-1918, si on ne prend en compte que les décès : deux fois plus, si on fait entrer dans le calcul le déficit des naissances.

Comme l'écrit Lachiver : « Notre histoire ne retient que les morts militaires, longtemps glorifiés dans des manuels qui font la part trop belle aux guerres, car il est bien connu que les peuples

heureux n'ont pas d'histoire. On peut affirmer que les paysans de la fin du règne de Louis XIV ne nageaient pas dans le bonheur : c'est pourquoi il faut raconter leur histoire que nul monument aux morts n'a gravée dans la pierre. » Qu'il se rassure : son livre, par sa précision difficilement réfutable, et par son émotion contenue, est le plus solide des monuments aux morts et la plus belle des oraisons funèbres.

François Lebrun

PRIX MEDICIS

YVES SIMON

La Dérive
des sentiments

roman

Grasset



Charles Bovary accuse Flaubert et Sartre

Rescapé d'Auschwitz, Jean Améry a écrit, peu avant de se suicider en 1978, une réponse polémique à « Madame Bovary » et à « l'Idiot de la famille »

CHARLES BOVARY
MÉDECIN DE CAMPAGNE
Portrait d'un homme simple
de Jean Améry.
Traduit de l'allemand
par François Wulliamt,
Actes Sud, 197 p., 118 F.

DU VIEILLESSEMENT :
révolte et résignation
de Jean Améry.
Traduit de l'allemand
par Annick Yaiche,
Payot, 191 p., 130 F.

C'est une histoire peu ordinaire comme il se doit quand Flaubert, Sartre, Auschwitz sont en cause. Une histoire qui sent le siècle, comme on ose dire de quelqu'un qu'il sent de la bouche parce qu'il a l'haleine fœtale — souffrance, maladie, agonie. Rescapé d'Auschwitz et de Bergen-Belsen, publiciste, essayiste, écrivain, Jean Améry, juif né à Vienne en 1912, de son vrai nom Hanns Maier (germanisation du nom juif Chaim), a choisi, après la guerre, un pseudonyme français (anagramme de son patronyme) par amour des Lumières. Il devint le plus célèbre des disciples de Sartre en langue allemande. Peu avant de se suicider, en 1978, il publia une réponse polémique à « l'Idiot de la famille » sous la forme d'un roman-essai où Charles Bovary prend enfin la parole, au nom des droits de l'homme et du citoyen. C'est ce livre à l'intelligence balayante qui est, seulement à présent, traduit en français.

Ainsi donc, le plus grand roman du dix-neuvième siècle, *Madame Bovary*, fondateur de notre modernité, a suscité le plus génial essai littéraire du vingtième, mais aussi le plus érotique : le maître-livre de Sartre et le moins lu. Après quoi, un homme qui se définit lui-même comme un homme ordinaire qui s'est sauvé du désespoir grâce à Sartre dans les années d'après-guerre s'en est pris finalement à lui avec cette violence de l'ambivalence propre au disciple en face du maître, en attaquant, avec les arguments mêmes de la grande machinerie interprétative

sartreienne, le créateur de Charles Bovary.

Flaubert est accusé de ne pas avoir laissé ses chances au médecin de campagne comme il l'a fait pour Emma, le personnage dont les lecteurs hommes sont amoureux depuis un siècle, qu'il lui a donné existence en s'identifiant à elle et en la désirant. Cette accusation est enfin retournée contre Sartre dans un texte qui est la mise en scène littéraire du suicide de l'auteur.

Pour la comprendre, cette étrange histoire, essayons ici d'en remonter le fil. Orphelin de père à cinq ans, Hanns Maier est élevé par sa mère, qui tient une pension de famille. La pauvreté interrompra ses études avant le baccalauréat. Il écrit et publie ses premiers poèmes et récits à seize ans et vit de petits boulots à Berlin. Ainsi, il sera quelque temps pianiste de jazz dans un dancing de troisième catégorie où il s'prend de la chanteuse, charmante et famélique. Retour à Vienne où il fait un apprentissage dans l'édition. Il rencontre Hermann Broch et entreprend des études de philosophie et de littérature.

Il subit fortement l'influence des professeurs qui forment le Cercle de Vienne: Carnap, Schlick, Mach, Neurath, Mauthner. Mais la nécessité de gagner sa vie interrompt constamment ses recherches. Après avoir rompu avec le judaïsme, s'être rapproché de l'Eglise catholique, il fonde la revue littéraire *Die Brücke*. Il écrit un roman qu'il envoie, en manuscrit, à Thomas Mann puis à Robert Musil.

« Dompter le monde avec les mots »

En 1937, il réintègre la communauté religieuse juive et épouse Regina Berger-Baumgarten. Au début de 1939, fuit en Belgique, à Auviers, où il gagne sa vie comme professeur de langues. Après la capitulation de la Belgique, il est arrêté, interné, s'enfuit, est arrêté à nouveau, et finalement remis, en 1940, aux autorités allemandes à Bordeaux. Camp d'internement de Gurs, dans les Pyrénées, évasion, activités de résistance à Bruxelles.



Jean Améry : le plus célèbre des disciples de Sartre en langue allemande.

Arrêté en juillet 1943, tortures. « Je ne sais s'il perd sa dignité humaine, celui qui est battu par des policiers. Mais je suis certain que, déjà avec le premier coup qui tombe sur lui, il subit la perte absolue de ce que nous pouvions provisoirement appeler « la confiance dans le monde » (das Weltvertrauen) (1). » Déportation à Auschwitz en janvier 1944.

Sa femme a pu se réfugier à Bruxelles, où elle vivra cachée jusqu'à sa mort (maladie cardiaque), en 1944, que, lui, n'apprendra qu'après sa libération de Bergen-Belsen, en avril 1945. Il était resté

en vie pour elle. Installé à Bruxelles, il essaie, selon ses propres termes, de « dompter le monde avec des mots ». Il devient publiciste. Il se reprochera toute sa vie de n'être pas allé jusqu'au bout de son désir : devenir un écrivain français, à l'exemple de Sartre, à qui il voue un culte comme meilleur représentant de l'humanisme occidental et qu'il ne rencontre qu'une seule fois à Bruxelles, à l'automne 1945, sans parvenir à s'arracher un mot devant lui.

Il doit encore et toujours gagner sa vie : il le fera en journaliste littéraire à Bruxelles, puis à Amsterdam, à Londres et de nouveau à Bruxelles, où il se réinstalle et se remarque en 1955 et prend le nom de plume Jean Améry par refus de l'Allemagne, correspondant de plusieurs journaux étrangers et d'une agence de presse suisse. Son premier essai, *Jenseits von Schuld und Sühne*, qui provient d'un Journal d'Auschwitz qu'il avait reconstitué dans les années 60, paraît en 1966.

La rencontre décisive qui fait de lui un auteur allemand progressivement reconnu a été celle de Helmut Heisenbüttel, qui lui offre une collaboration à la radio dont sortira notamment l'essai *Du vieillissement : révolte et résignation*, paru en 1968, où s'exprime une dépression dont le lecteur aperçoit désormais les raisons objectives — mais on sait aussi que la dépression voit le réel en face et que le moyen de s'en délivrer peut résider dans son demi et, ultimement, dans l'annulation de la mort par le suicide. Cette position dépressive, comme pour Primo Levi, aura accompagné tout au long la carrière littéraire de Jean Améry. Elle culmine avec son plaidoyer pour Charles Bovary (2).

Démonstration éthique

Ce plaidoyer, il faut l'entendre, car il constitue une œuvre littéraire originale. Améry s'accorde le droit de reprendre la narration flaubertienne du point de vue de Charles Bovary. Cet homme que Flaubert, en mauvais condisciple, a réduit par mépris de classe et pitié aristocratique à un statut d'objet, d'homme sans voix, de cocu stupide. La démonstration éthique d'Améry débouche sur un procès esthétique : Flaubert n'a pas été fidèle à son réalisme, car le personnage de Charles Bovary est invraisemblable. Quel homme amoureux de sa femme livrerait celle-ci à ses amants ?

Améry écrit « après » Proust et il cite en épigraphe la phrase de celui-ci : « Les morts trompent qui ne savent rien, savent tout, tout de même. » Et il écrit « après » Sartre, qui a décelé chez Flaubert la haine de l'homme et la haine de soi, l'aristocratie de bourgeois

romantique et l'amour masturbatoire qu'il voue à son double, Emma. Pour donner à Charles sa liberté, Améry le fait passer à la révolte et envisager pratiquement de se donner la mort après le suicide de son épouse au lieu de mourir d'amour pour elle, en quoi Sartre voyait la sublime grandeur finale du personnage.

Mais à Sartre, Améry reproche de n'avoir eu d'eux que pour le bourgeois Flaubert, même pour le contestateur, sans un regard pour l'homme du peuple, le bourgeois-citoyen, l'homme de devoir qu'était le médecin de campagne dans la réalité sociale de l'époque, à côté de laquelle Flaubert est passé en aveugle. Pour Améry, Sartre avait, depuis 1968, qu'il lui aussi la réalité pour une attitude schizophrénique où ses appels de militant à la révolution absolue dans la vie quotidienne ne communiquent plus avec sa recherche littéraire fascinée par la figure de l'écrivain solitaire. Flaubert, c'est-à-dire par lui-même, bonché dans une position narcissique.

De toute évidence, c'est un débat qui n'est pas clos. Car on peut objecter à Améry qu'il aboutit, par le retrait final de sa plainte, à une position narcissique ultime, celle de la victime qui s'affirme orgueilleusement dans le suicide et laisse l'œuvre parler pour lui dans les siècles des siècles. Aucun lecteur intelligent de *Madame Bovary* ne devrait passer à côté de cette vampirisation du nihilisme flaubertien par un écrivain moderne qui a traversé notre époque dans ses abîmes et ne veut pas céder au désespoir.

Michel Contat

(1) *Avant de la culpabilité et de la réconciliation*, 1968, non traduit encore. Cité dans le numéro 727 de *Revue critique* à Jean Améry (n° 99, juillet 1988, page 59).

(2) Nous regrettons seulement que les deux premiers ouvrages de Jean Améry traduits en français le soient de telle façon que sa lecture, pas toujours facile en allemand, mais claire malgré ses oscillations de pensée, soit rendue encore plus difficile dans un français souvent lourd et fautif.

La position sociale de Mozart

Norbert Elias dessine les contraintes du musicien dans les sociétés de cour et pénètre les raisons de la détresse de Mozart

MOZART

SOCIOLOGIE D'UN GÉNIE

de Norbert Elias.
Edition établie
par Michael Schröter,
traduit de l'allemand
par Jeanne Etoré
et Bernard Lortholary.
Seuil, coll. « La librairie
du vingtième siècle »,
250 p., 89 F.

Norbert Elias aimait Wattenau et Mozart. Sans doute parce que cet homme blessé par l'Histoire reconnaissait quelque chose de lui-même dans des œuvres qu'habite une déchirure secrète et discrète. Ce n'est pas cette correspondance d'âmes, pourtant, qui porte ce petit livre posthume. Pour Elias, l'écriture savante ne saurait être un épanchement du

moi. Renversant la proposition de Wittgenstein, selon laquelle « ce dont on ne sait pas parler, il faut le taire », il affirme : « Ce dont on ne sait pas parler, il faut le chercher. » Il a donc tenté de comprendre, en sociologue, l'ineffable par excellence, le mystère d'une inspiration à nulle autre comparable.

Depuis la fin des années 70, Elias avait consacré plusieurs textes et conférences à Mozart, dont le destin lui semblait exemplaire la condition des artistes au sein de la société de cour — un thème auquel il pensait consacrer un livre. D'autres projets et d'autres tâches l'en ont détourné.

Le marché contre le mécénat

L'ouvrage qui est publié aujourd'hui, composé par Michael Schröter à partir de différents manuscrits qu'il a laissés, est donc une œuvre fragmentaire et inachevée, qu'il faut tenir comme une simple ébauche du livre qui aurait pu être.

Le lire à l'aune de l'érudition accumulée sur Mozart serait une erreur. Elias n'entend pas donner un récit biographique de plus, ni faire œuvre d'érudition mozartienne. Son propos est autre, visant à dessiner les contraintes propres à la position du musicien dans les sociétés de cour et, du même coup, à pénétrer les raisons de la détresse de Mozart, hanté par le « sentiment d'avoir manqué son existence sociale ».

L'événement décisif, à partir duquel tout s'ordonne, se situe en mai 1781 lorsque Mozart quitte la cour de Colloredo. Refusant de se plier aux exigences de

l'archevêque, qui lui reproche ses absences et les libertés prises à l'égard des obligations qui devraient être les siennes, Mozart décide de quitter Salzbourg.

Le geste, en lui-même, n'a rien d'exceptionnel dans une Allemagne où le grand nombre de cours princières multiplie les protecteurs potentiels. Mais Mozart n'abandonne pas Colloredo pour un autre mécène. Il part pour Vienne, où il espère exercer son art d'une manière toute nouvelle, débarrassé des sujétions du patronage et subsistant grâce aux revenus espérés de la vente de ses partitions aux éditeurs de musique et par des recettes des concerts qu'il donnera.

En choisissant le marché contre le mécénat, Mozart anticipe sur un « mode de production musicale » qui n'a pas encore, dans la Vienne de la fin du dix-huitième siècle, une réalité suffisante pour permettre l'émancipation des musiciens. Le « marché de la musique » demeure étroit, dominé à la ville par les goûts et les foudres de l'aristocratie curiale. Hors d'une cour princière, l'existence d'un musicien ne peut donc être que précaire, dépendante de la mode, soumise

aux attentes et aux jugements des gens du monde.

En quittant Salzbourg pour Vienne, Mozart tente l'impossible. Il entend imposer le modèle de l'artiste indépendant, libre dans son activité créatrice parce que rémunéré par le public, en un temps où cette condition ne peut être celle d'un musicien. Si l'imprimerie, le processus d'alphabetisation, l'accroissement du nombre des lecteurs ont constitué un « marché littéraire » qui autorise certains écrivains à vivre — mal ou bien — de leur plume, il n'en va pas de même pour la musique, qui n'a pas de public hors l'élite choisie des commanditaires et des connaisseurs.

Génie avant l'époque du génie

D'où le constat que sous-tend toute l'analyse : « L'une des causes fondamentales du drame de Mozart fut qu'il dépendait pour sa subsistance de l'aristocratie de cour, alors que son habitus personnel était déjà celui d'un « artiste indépendant », suivant avant tout le flot de son imagination personnelle et obéissant à la

contrainte de sa propre conscience artistique. »

Chez Mozart, une discordance aussi forte entre la position et l'aspiration explique les frustrations multiples, nées de la frustration d'une noblesse dont la civilité lui est à la fois familière et étrangère, et l'irrépressible sentiment de l'échec qui l'habite dans les dernières années de sa vie. Elle porte aussi une manière d'écrire de la musique, qui doit inscrire l'originalité la plus radicale dans le respect obligé des conventions établies et des goûts traditionnels.

« Génie avant l'époque du génie », le Mozart d'Elias témoigne pour les contraintes qu'imposent à tous les individus — même les moins ordinaires — les réseaux d'interdépendance dans lesquels ils sont insérés et qui bornent leur liberté. A l'artiste bourgeois dans la société de cour peut s'appliquer la relation entre « established » et « outsiders » (identifiée par Elias dans un tout autre contexte) qui fait que les seconds attendent une reconnaissance d'égalité de ceux-là mêmes qui les humilient.

Il est de bon ton aujourd'hui de railler la folie de l'histoire (ou

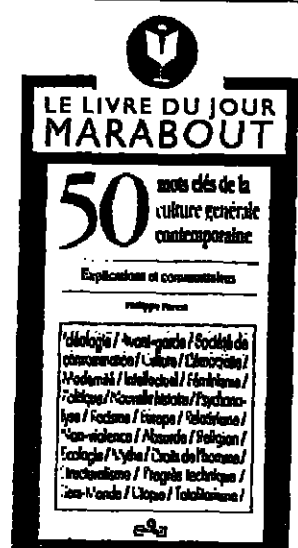
de la sociologie), supposément destructrice de toute attention portée aux œuvres elles-mêmes, à leurs formes, à leurs motifs, à leur style. En son état d'esquisse, le livre d'Elias, qui a trouvé en Michael Schröter son Süssmayer, invite à moins de pessimisme.

Revisitant les catégories psychologiques rudimentaires (Mozart dépressif ou paranoïaque), les caractérisations esthétiques réductrices (Mozart rococo ou préromantique), l'idéologie du créateur sans attaches, il situe Mozart dans l'équilibre des tensions et le champ des possibles (sociaux ou esthétiques) qui commandent l'œuvre elle-même.

Le propre du « génie » est de transgresser les « structures de pouvoir de la société », de dessiner l'état des conventions acceptées, d'obliger les destinataires des œuvres à penser, voir, entendre autrement.

Mais, comme le montre Elias, les chances de réussite, comme le coût affectif de telles transgressions, sont loin d'être identiques dans toutes les sociétés. A l'âge de l'artiste de cour, elles pouvaient se payer du prix de la désespérance.

Roger Chartier



LA BEAUTÉ SAUVERA LE MONDE
BERNARD BRO
Un regard encyclopédique sur 15.000 ans d'histoire de l'Art... Une œuvre magnifiquement illustrée.
Plus de 10.000 ex. vendus
aux éditions du cerf
Ouvrage couronné par l'Académie Française
CETTE DES BEAUX-ARTS
560FF

Ex 112150

ACTUALITÉS

La mort de Pier Vittorio Tondelli

Le jeune romancier italien est mort du sida à Milan lundi 16 décembre

Comme Pier Paolo Pasolini, Pier Vittorio Tondelli avait fait ses études à Bologne. C'est, comme son aîné, par un roman situé à Rome, *Pao Pao* (1), qu'il acquit la notoriété. Né en 1955 à Correggio, en Emilie, il publie son premier livre, un recueil de nouvelles, en 1980. Il fait partie, avec Enrico Palandrì, d'une génération d'écrivains qui, sur les traces de Gianni Celati, tente d'inventer une langue nouvelle, à la mesure d'un type de personnages qui, jusque-là, n'avaient pas la parole dans la littérature italienne.

Une prose qui a le rythme de la parole, une psychologie syncopée où différentes voix se bousculent, se contredisent et, surtout, une vision du monde personnelle, poétique, inattendue. *Altri Libertini* (traduit en français sous le titre *Les Nouveaux Libertins*) (2) provoqua un petit scandale à sa parution. Et son deuxième roman, qui parle avec une déconcertante franchise, mais sans nul esprit de provocation, de rapports homosexuels parmi les jeunes conscripts de Rome, impose

définitivement son talent. Tondelli bénéficie alors de l'état de grâce qui touche toute la littérature italienne.

Mais il se distingue de ses confrères à la fois par le caractère novateur de sa langue (qui intègre l'argot avec élégance et naturel) et par son souci d'esquiver les excès de la subjectivité et de l'intellectualisme : deux traverses qui n'épargnent pas une génération tout étonnée de sortir des impasses de la littérature expérimentale. Des polémiques publiques l'opposent à Aldo Busi, autre écrivain qui clame son homosexualité : la finesse de Tondelli l'emporte sur le rire tonitruant et les bavardages un peu assourdissants de Busi.

Avec *Rimini* (3), Tondelli tentait de renouer avec un genre romanesque plus classique. Si se confirme son art de décrire une classe sociale, ici intellectuelle, avec ses contradictions et ses manies, on peut regretter la vitalité de ses premiers livres, moins construits peut-être, mais plus originaux. Son dernier roman, *Chambres séparées* (en cours de

traduction), fut unanimement loué par la critique italienne, qui se félicitait d'avoir en lui un véritable narrateur.

Pier Vittorio Tondelli avait récemment créé, avec Alain Elkann et Elisabetta Rasy, la revue *Panta*, à l'écart de toute école, loin de tout terrorisme, soucieux d'accueillir les styles les plus divers. C'était pour lui le moyen de mettre en jeu ses propres certitudes, de s'interroger en profondeur sur le travail de l'écrivain : « Les moments qui m'intéressent le plus dans la vie d'un écrivain, notai-je dans un beau texte intitulé *Fragments d'un auteur incertain* (4), qu'il soit petit ou grand, jeune ou vieux, sont exactement les moments au cours desquels — précisément parce qu'il n'exerce pas cette activité qui légitime sa propre existence — il perd son identité et ses desirs. »

R. de C.

(1) Seuil, 1986, traduit, comme tous les autres titres, par Nicole Sali.
(2) Seuil, 1987.
(3) Seuil, 1990.
(4) Publié dans *Le Serpent à plumes*, n° 1, automne 1988.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ESSAIS

MARC ROMBAUT ET MILAN CHUMSKY : *Pier Paolo Pasolini. Un essayiste (Rimbaud) et un photographe (Chumsky) portent un regard sur l'imaginaire de Pasolini*, dans une collection, « Lieux de l'écrivain », qui a déjà édité ceux de Kafka, Grass, Bernhard, Simon, Céline. — Editions Merve (29-31 Villa d'Alésia, 75014 Paris). 87 p., 120 F.

PETER SCHOTTLE : *Lucie Varga. Les autorités invisibles*. — Dans une nouvelle collection, « Bibliothèque franco-allemande », un jeune chercheur allemand présente la figure et les textes d'une anthropologue et historienne, Lucie Varga (1904-1941), juive autrichienne émigrée en France, amie et collaboratrice de Lucien Febvre. *Après des décrets sur l'école des Annales et le destin d'une intellectuelle en terre, en langue étrangères*. — Editions du Cerf, 252 p., 145 F.

EDWARD BIZUB : *La Venise intérieure*. Cette étude sur Proust d'un professeur américain à l'université de Genève, entreprise sous la direction de Georges Steiner, prolonge les recherches de Jean-Yves Tadié sur la poétique proustienne. Elle met notamment en valeur ce que Proust, qui ne savait pas l'anglais, a tiré de ses traductions de Ruskin, sur lesquelles il travailla plus de sept ans, pour sa propre démarche créatrice dans la *Recherche*. Sa grande œuvre est une quête, un déchiffrement de la vérité cachée, de la « Venise intérieure », analogues au travail quasiment insensé qu'il entreprit sur la Bible d'Amiens et *Sésame et les Lys*. La Baccinière-Neuchâtel, Diffusion Paris Champion-Statline, 203 p., 188 F.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

ALFRED DE VIGNY : *Correspondance tome II, août 1830-septembre 1835*, sous la direction de Madeleine Ambrière. Pour plus de moitié inédit, ce volume fait revivre le temps des amours tumultueuses de Vigny et de Marie Dorval aussi bien que le drame des jeunes écrivains dans la société de la monarchie de Juillet. (PUF, 372 p., 350 F.)

PIERRE-JAKEZ HELIAZ : *D'un autre monde, A-Berz eur bed all*. L'œuvre poétique complète, dans une édition bilingue en français et en breton, d'un auteur principalement connu comme romancier, dramaturge... Un recueil dans lequel, à travers des poèmes précédemment dispersés et ici rassemblés, se révèle la nature profonde et intime de l'homme. (Editions Ouest-France, 544 p., 150 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

ERNST WIECHERT : *Miss sine nomine*. Traduit de l'allemand par Jacques Martin. Né en 1887, Ernst Wiechert a vécu aussi bien la première guerre mondiale que la montée du nazisme en Allemagne avant de connaître l'épreuve du camp de Buchenwald, puis de s'exiler en Suisse en 1948. L'ouvrage, publié pour la première fois en français en 1953, est le récit d'un retour parmi les hommes où l'auteur devra vivre une nouvelle conversion à la vie. (Calmann-Lévy, 360 p., 120 F.)

LAURA MANCINELLI : *Amadeo*. Traduit de l'italien par Jean-Pierre Passet. Une œuvre majeure de l'italien en cette année du bicentenaire par un professeur de littérature allemande qui lui a déjà consacré un roman : *Le Fantôme de Mozart* (Solin). Ici, le compositeur a quinze ans et se trouve à Turin où il fait la rencontre de Rosa, petite marchande de figures et de noisettes. (Climats, 106 p., 75 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

PIERRE DESHUSSES : *Littérature allemande*. Du Moyen Âge aux lendemains de la chute d'Ernst Honecker, un panorama de la littérature en langue allemande, organisé autour d'un fil chronologique, comprenant, outre des présentations en français des auteurs, des extraits en allemand de leurs œuvres. Deux chapitres sont consacrés à la littérature allemande en Suisse et en Autriche. (Dunod, 517 p., 180 F.)

SEPT CENTES ANS DE LITTÉRATURE EN SUISSE ROMANDE. — Une anthologie considérable, établie avec sérieux et présentée avec fantaisie par Christophe Calame, qui mène d'Othon de Grandson (quatorzième siècle) à Anne-Lise Grobety et Étienne Barillier (de nos jours), en passant notamment par d'Aubigné, Rousseau, Constant, Tocqueville, Amiel, Ramuz, Cingria, Chassés et Chappaz, mais aussi par des noms moins connus en France, comme Jean de Léry, Victor Chabouze, Edmond Gillard, Alexandre Volzard, Jean-Jacques Langendorf. — La Différence, 820 p., 198 F.

DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES SUISSES. — Publié à l'occasion du 700^e anniversaire de la Confédération helvétique par Pierre-Olivier Walzer. Des notices intelligemment et parfois même brillamment synthétiques, d'une demi-page à trois ou quatre pages (Rousseau, Fritsch), consacrées aux noms reconnus comme patrimoniaux de la littérature suisse (alémanique, romande, tessinoise) et aussi à des présentations d'ensemble (exemple : « Vos nouvelles en Suisse italienne »). Bien sûr, c'est sur le choix des auteurs vivants que l'on peut déceler des options littéraires et idéologiques plutôt conformistes. — Editions de l'Aire (Lausanne), 527 p.

Pour sauver la maison de Saint-John Perse

La maison natale de Saint-John Perse, au 54 de la rue Achille-René-Boisneuf à Pointe-à-Pitre, devra-t-elle être démolie ou bien pourra-t-on en faire un musée-bibliothèque comme le voudrait la conservatrice du musée Saint-John Perse, M^{me} Sylvie Tersen ? La maison du poète est en mauvais état ; son actuel propriétaire est disposé à la vendre, mais il en demande 950 000 F.

L'Association pour la sauvegarde de la maison de Saint-John Perse a jusqu'au mois de mars 1992 pour réunir cette somme. Si elle n'y parvient pas, le bâtiment sera probablement démolit. Elle lance donc une souscription pour que soit sauvé l'un des lieux de mémoire du patrimoine gadeloupéen, et français. Les dons peuvent être adressés à l'association, Musée Saint-John Perse (9, rue Nozières, 97110 Pointe-à-Pitre).

EN BREF

o La cinquième Bourse Goncourt de la poésie à Jean-Claude Renard. — Décernée par les « dix » du Goncourt, la cinquième Bourse Goncourt de la poésie a été attribuée samedi 14 décembre à Marseille à l'écrivain Jean-Claude Renard, né en 1922, auteur d'une importante œuvre poétique marquée par la spiritualité et déjà titulaire du Grand Prix de poésie de l'Académie française en 1988.

o Encore des prix. — Le prix Diderot Universals a été attribué à Claude-Michel Cluny pour la collection de poésie « Orphée » qu'il dirige à La Différence. Le prix Francis Fanon est allé à l'écrivain antillais Vincent Placoly pour *Une journée torride* (La Brèche) ; Luc Lang a reçu le premier prix du livre de poésie pour *Liverpool marée haute* (Gallimard) ; les deux prix de la fondation Napoléon sont allés à Pierre Miquel pour la *Campagne de France de Napoléon* (Christian Bataille) et au contre-amiral Maurice Dupont pour *Amiral Decres et Napoléon* (Economica) ; le prix Tropiques de la Caisse centrale de coopération économique a été décerné à titre posthume à l'écrivain martiniquais Aimé Césaire ; le prix Zola pour la littérature a été attribué à la romancière Yvonne Carouth (Gallimard, 1982).

o Prix GLM. — L'Association Guy-Lévis-Mano attribuera pour 1992 un prix de poésie, un prix de typographie, un prix d'illustration. Le montant de chaque prix sera de 10 000 F. Les dossiers sont disponibles au siège de l'Association Guy-Lévis-Mano, 6, rue Huyghens, 75014 Paris. Tél. (1) 43.22.45.49.

o A propos d'André Pieyre de Mandiargues. — Dans l'article d'Hector Bianciotti consacré à la mort d'André Pieyre de Mandiargues (le Monde du 17 décembre), nous avons omis de signaler deux livres d'entretiens : *Le Désordre de la mémoire*, entretiens avec Françoise Mallot (Gallimard, 1975), et *Un Sauterelle gai*, entretiens avec Yvonne Carouth (Gallimard, 1982).

LETTRES ÉTRANGÈRES

Proétaires nippons sur la scène

Jean-Jacques Tschudin offre avec ce livre un tableau des origines du théâtre moderne japonais et des courants de fond de ce siècle. Il a notamment le mérite de montrer combien le Japon, qu'il est de mode en Occident de présenter comme « différent », fut partie prenante dans le bouillonnement politique et l'effervescence intellectuelle de l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Liée aux luttes de la gauche et du Parti communiste (créé en 1922 mais aussitôt interdit), la Ligue du théâtre prolétarien japonais se développa parallèlement aux expressions théâtrales que connaissaient à la même époque l'URSS et l'Allemagne (drame engagé et agit-prop).

Ayant dépouillé une immense documentation en japonais, Jean-Jacques Tschudin, à qui on doit déjà un ouvrage sur l'art prolétarien des années 1920, les *Semeurs* (1), qui joue un rôle important dans la vie culturelle de l'époque, présente dans son contexte historique et politique un mouvement théâtral qui allait devenir le creuset où se formèrent ceux qui allaient renouveler l'art scénique japonais et, au lendemain de la guerre, firent triompher une nouvelle dramaturgie.

Explorant le répertoire, décrivant les personnages et analysant les thèmes, les conceptions théâtrales mais aussi les contraintes politiques que s'imposait la Ligue du théâtre prolétarien, Tschudin montre combien furent liées, non sans contradiction, action militante et aventure esthétique.

Ce livre, d'une grande érudition mais écrit dans un style vivant, est peut-être moins destiné à un grand public qu'à ceux qui s'intéressent au théâtre révolutionnaire, dont il découvre un pan méconnu, ou à l'histoire du Japon dont on a trop souvent gommé une dimension prolétarienne qui contribua pourtant largement à la culture moderne : ce sont des Japonais révoltés contre leur société, des personnalités hautes en couleur, dynamiques et courageuses, qui tentaient envers et contre tout de faire du théâtre, ce présente Jean-Jacques Tschudin.

Ph. P.

(1) L'Asiatique.
o La Ligue du théâtre prolétarien japonais de Jean-Jacques Tschudin. L'Harmattan, 350 p., 170 F.

POÉSIE

Les Peuls poètes débridés

Créée il y a plus de vingt ans par un groupe de spécialistes, dont Michel Leiris, la collection « Classiques africains » a voulu donner au patrimoine culturel de l'Afrique un véritable statut de littérature étrangère et le séparer de la simple approche ethnographique. Sur le modèle des « Classiques Budé », elle publie les textes dans des éditions bilingues.

Sous le titre *Bergers des mots*, un choix de poésies orales peules du Massina vient d'être rassemblé. Christiane Seydou présente et traduit ici deux genres spécifiques de cette poésie : les jam-

mooje na'i et les mergi. Les jamooje na'i sont des poèmes composés par les bergers de la partie amont de la boucle du Niger. La crue du fleuve les condamne à de longues transhumances, pendant lesquelles chacun est isolé avec son troupeau. Le berger déclame son poème en accompagnant le défilé de ses bovins.

Librement pratiqués par tous, les mergi abordent des thèmes plus variés que le seul registre pastoral, allant jusqu'à évoquer les affres de la décolonisation dans la naissance du Niger contemporain. Là encore, il s'agit pour le poète d'affirmer sa supériorité et sa place dans le groupe.

Ainsi les auteurs de mergi utilisent toutes les ressources phoniques du peul, enrichi d'emprunts à d'autres langues africaines, et même au français. La virtuosité consiste à « débrider » ce qui fonde une esthétisme du rythme, de l'assonance et de la propreté, analysée par Christiane Seydou.

La difficulté pour le lecteur français reste cependant d'en prendre pleinement la mesure, faute d'un enregistrement sonore. La volonté de restituer une poésie orale se heurtant ici aux limites de l'édition.

Emmanuelle Nunez

o Bergers des mots, poésies peules du Massina, présentées et traduites par Christiane Seydou, « Classiques africains ». Diff. Les Belles Lettres, 364 p., 260 F.

ROMANS POLICIERS

La vérité au fond d'une poubelle

RUE DE LA SOIF de Michel Lebrun. Seghers, 136 p., 100 F.

AFTER DOLORES de Sarah Schulman. Traduit de l'anglais (Etats-Unis), par Thierry Marignac. Ed. de l'Incertain, 174 p., 95 F.

BATTEMENT D'AILE de Daniel Woodrell. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Franck Reichert. Rivages/Noir, 190 p., 45 F.

MICHEL LEBRUN est un buveur important mais modeste. Comme tous les vrais virtuoses, il a su s'effacer derrière son art pour ne montrer au public que ce qui lui était accessible et, si le titre méritait de « parler » du polar ne le fait pas rougir, il a toujours réservé aux seuls initiés le compte de la quantité de vin de messe qu'il a dû absorber pour franchir la distance qui mène du diacron au pontificat.

Auteur d'une bonne centaine de romans et d'un nombre non répertorié de scénarios, traducteur, entre autres, de Woody Allen, John Irving et Budd Schulberg, membre cofondateur de POULPOPO (Ouvroir de littérature policière potentielle), et théoricien bédin d'un genre qui n'est grand que lorsqu'il badine avec les tentations réductrices de la théorie, Michel Lebrun est de ces écrivains dont l'œuvre semble se poursuivre qu'un seul but : être définitivement irréductible à toutes les formes du sérieux. Hélas, la simple ambition d'un tel projet contenait déjà les germes de son échec, et la Rue de la soif, le dernier bouquin de Lebrun, pourrait bien faire figure de manuel pour tous ceux qui ne plaisaient pas avec l'ivresse.

o Précisions. — Dans l'article de Florence Noiville consacré au colloque de Reaumur sur « les formes nouvelles de l'antiféminisme contemporain » (voir « Le Monde des livres » du 6 décembre), la phrase « les féministes croient au bonheur et au progrès ; on en sait ou cela même... » est à attribuer à Michèle Le Douarin et non pas, comme cela pouvait être compris, à Geneviève Fraisse.

Agencé et ficelé comme un polar, ce bouquet de souvenirs à l'élégance titubante et à la drôlerie grave de ces poivrots bien mis qui vous refont le monde sans se prendre pour Dieu le Père. Épopée souriante d'un type trop sérieux pour croire que la sobriété est une vertu, ce premier tome de l'autobiographie d'un homme qui a traversé sa vie en zigzag se lit comme on découvre une géographie universelle.

C'EST une autre géographie universelle qu'explore la narratrice d'*After Dolores*. Celle de l'amour vu du mauvais côté de la plaque. Parce que la belle Dolores est partie avec une autre, une serveuse de l'East Village se balade avec un flingue et une furieuse envie de s'en servir. Commence alors une errance douloureuse et grinçante dans le New-York de l'homosexualité féminine. Décidée à noyer sa douleur dans la multiplicité des amours de rencontre, l'héroïne tendre de ce polar ultra-moderne glisse dans le monde secret d'une ville sans hommes peuplée de figures emblématiques du lesbianisme urbain. De la punette mystérieusement assassinée à la cruelle et adorable Argentine ex-tueuse de Montoneros, chacune des femmes de cette étrange galerie compose un univers fascinant et parfaitement inédit où le lecteur s'enfonce avec le sentiment délicieux de franchir un nouvel interdit.

Autant dire que ce remarquable roman ne ressemble à rien de connu. Noir et violent comme un parfait polar, tendre et rose comme une histoire d'amour, il réussit le tour de force d'expulser les hommes d'une ville, d'un genre littéraire et de l'imaginaire du lecteur. Avec *After Dolores*, Sarah Schulman bouleverse tranquillement une de nos dernières idées reçues, celle qui prétend attribuer un sexe à l'écriture. Premier polar lesbien, cette fleur scandaleuse est bien autre chose qu'une curiosité, elle est une nouvelle et magistrale manière de décliner l'éternité de l'amour et de la douleur.

AVEC *Sous la lumière crue*, Daniel Woodrell entame superbement la saga des trois frères Shade qui, les pieds dans les bayous de Louisiane, s'illustrent dans les domaines voisins du banditisme, de la police et de la politique. *Battement d'aile* confirme tout le talent de ce disciple de Caldwell qui, dès la première page, vous balance dans l'univers poisseux et ambigu d'un Sud qui s'ob-

stine à ne vouloir ressembler qu'à lui-même. Au-delà de la simple intrigue, le plaisir à entrer dans un roman de Woodrell est d'ordre physique. La chemise collée aux épaules par la chaleur, le sex-plein des odeurs d'une cuisine qu'on pressent unique, les papilles excitées par la perspective d'une lampée de bière, le lecteur s'enfonce de lui-même dans cet univers dont la violence n'est qu'une manifestation supplémentaire d'humanité.

Parce qu'il aime son décor et ses personnages, Woodrell écrit charmé et quand il décrit Wanda, jeune fille dont l'étourdissante beauté est comme une malédiction, c'est à la pratique du voyeurisme qu'il invite le lecteur masculin. A partir de là, l'identification au récit n'est plus qu'une simple formalité. Bien calé dans le paysage, on ne demande plus qu'à marcher.

Cette fois-ci, c'est à l'Aïe, un groupe fasciste particulièrement musclé que René Shade va devoir se coller. Mais les « fachos » ne sont qu'un épiphénomène dans un monde qui n'adore que le fric. Après 190 pages de ménage, Shade trouvera la vérité au fond d'une poubelle bien dégoulinante et l'y laissera croupir, histoire de retourner boire des bières avec ses potes en détachant d'un index indolent sa chemise de sa peau. On n'a qu'une envie en reformatant un roman de Woodrell : ouvrir le suivant.

Patrick Raynal

PRITHWINDA MUKHERJEE
COLETTE ESTIN
contes et fêtes
du Bengale
Dieu a créé l'homme
parce qu'il aimait
les histoires
Rabbi Na'aman de Bratslav
256 pages 180 FF
BEAUCHESNE
77, rue de la Harpe - 75001 PARIS

La fin d'une certaine France catholique

Si plus de huit Français sur dix se disent encore catholiques
cette appartenance n'est plus guère suivie d'effet dans la pratique et dans le rapport à l'Eglise

LES FRANÇAIS SONT-ILS ENCORE CATHOLIQUES ?

de Guy Michelat, Julien Potel, Jacques Sutter, Jacques Maître, avec le concours du CNRS. Le Cerf, 335 p., 240 F.

Quelques oasis n'ont jamais fait d'un désert un jardin. Quelques manifestations isolées d'effervescence religieuse, de « réappropriation » d'un patrimoine ou d'une identité confessionnelle, qu'elle soit juive, chrétienne ou musulmane, charismatique, fondamentaliste ou néo-orthodoxe, ne permettent pas de conclure à un retour du sacré. La science brise, là aussi, des illusions : celles d'Eglises qui risqueraient de confondre quelques formes nouvelles de spiritualité avec une remontée de la foi chrétienne, ou celles de « laïques » qui puisent dans les nouveaux intégrismes de quoi réajuster leur discours anticlérical.

La réalité est beaucoup plus terre à terre. Les sociologues de la vie religieuse nous la livrent à l'état brut : si, dans une société privée de sens, renaît en effet un certain spontanéisme religieux, de moins en moins encadré par les institutions traditionnelles, on est bien passé à un autre type de culture, où la dimension religieuse n'est plus ni centrale ni englobante. « Nous ne sommes plus dans une aire où la philosophie, la religion, donnent sens à un univers unidimensionnel », dit Jacques Sutter, sociologue. Les autres sphères de la culture moderne n'y parviennent pas davantage. Le lieu de la décision, en matière religieuse aussi, c'est l'individu, en dehors de presque tout critère extérieur.

Les Français sont-ils encore

catholiques ? Poser la question, c'est déjà y répondre. A l'issue de cinq années de travaux, Jacques Sutter et trois autres spécialistes de la science religieuse viennent tordre le cou à une idée longtemps répandue, mais qui n'était déjà plus qu'une légende. Si dans toutes les enquêtes d'opinion les Français continuent de se déclarer majoritairement catholiques (environ 80 %), la France n'est plus un pays catholique. Sauf pour une minorité, le lien n'est plus fait entre la déclaration d'appartenance à cette confession et son contenu ou ses conséquences. Elle n'est plus suivie de pratiques, de croyances en des valeurs et des dogmes, d'un lien avec une institution. La « dérive » serait même plus nette d'année en année.

Le flottement des croyances

Le volume qui vient de réunir les contributions de Jacques Sutter, Guy Michelat, Julien Potel et Jacques Maître renouvelle la sociologie religieuse telle que l'avaient conçue le chanoine Bouvier et Gabriel Le Bras dans les années 50. Leur matériau est fourni par une enquête nationale portant sur 1 500 Français (dont 81 % se déclarant catholiques), réalisée en 1986 par la Sofres en collaboration avec trois médias (*Le Monde*, *la Vie*, *France-Inter*). Pour la première fois, une étude prenait en compte tous les facteurs de la vie religieuse : les pratiques (fréquence de la messe, niveau de l'enseignement religieux, rapport au baptême, au mariage, etc.) ; les croyances (Dieu, l'au-delà, la place de la foi dans la vie) ; le rapport à certaines valeurs ou

normes éthiques (acceptation ou non de l'avortement, des relations préconjugales) ; l'identification à l'Eglise et au pape, etc.

Les résultats (dont les grandes lignes avaient été publiées dans *le Monde* du 1^{er} octobre 1986) permettaient déjà de douter de l'identité religieuse d'un pays où 52 % des Français qui se disent catholiques ne vont à l'église que pour les « cérémonies » (baptême, mariage, enterrement), où l'existence de Dieu ne paraît « certaine » qu'à moins d'un tiers de l'échantillon, où s'expriment, y compris chez les pratiquants réguliers, des désaccords très nets avec les principes de la morale conjugale et sexuelle de l'Eglise. Mais cette fois les chercheurs vont plus loin : ils mettent en corrélation les différents facteurs de l'identité religieuse. Ils n'examinent plus des pourcentages (sauf Julien Potel, qui fait une utile comparaison avec des résultats antérieurs), mais les structures et les cohérences, selon des modèles mathématiques comme, chez Michelat, les échelles hiérarchiques (inspirées du modèle Guttman-Loevinger), et comme, chez Sutter, l'analyse factorielle, c'est-à-dire la mesure des écarts à l'indépendance.

Les résultats sont convergents. Pour les pratiques, résiste bien, comme l'écrit Jacques Maître, un certain « catholicisme festif », correspondant aux grands rites de la vie : naissance, adolescence, mariage, mort. Mais la trajectoire d'ensemble est marquée, ajoute-t-il, par « un refus général des adhésions, manifesté à travers les pratiques, les dispositifs de socialisation catholique, les ressources en prêtres, seul se main-

tenant à peu près l'enseignement catholique ».

De son côté, Guy Michelat démontre la cohérence maintenue entre des variables comme la pratique dominicale, la fréquence de la prière, la lecture de la Bible, l'attestation d'une place importante de la foi dans la vie personnelle, l'attachement à l'institution ecclésiastique. Mais il souligne la rupture en train de se produire au niveau de la première « socialisation » religieuse, liée au milieu familial. Si autrefois il y avait peu de différence dans le

« système religieux » des parents et de celui des enfants, il n'en est plus de même aujourd'hui. « Le contenu strictement religieux s'affaiblit, se déstructure », écrit Guy Michelat, et augmente la proportion des cas où les individus bricolent une version personnelle de la religion en combinant le système dont ils héritent avec des éléments issus d'autres systèmes.

Jacques Sutter aussi mesure cette extraordinaire diminution des pratiques et surtout le glissement vers la « non-croyance » ou le flottement des croyances, de plus en plus disjointes des « vérités » énoncées par l'Eglise.



tiques, l'éloignement de l'institution et de ses valeurs morales. Mais la nouveauté est que l'« attestation » et le « refus », attitudes entre lesquelles flottent un grand pourcentage d'indécis, ne se structurent plus selon les mêmes critères et ne se réfèrent plus au même univers culturel : elle est là, la « dérive ». A l'affrontement de bloc à bloc qui, entre fidèles de conviction et laïques militants, a marqué l'histoire de France succède une indifférence croissante.

Le sentiment d'appartenance au catholicisme comme héritage culturel résiste au total. Mais par sa masse même (81 %) la population dite catholique subit de plein fouet les perturbations de la modernité. Le propos de nos quatre sociologues est étranger à tout souci de polémique ou d'apologétique. Il reste que certaines formes de réveil d'un laïc chrétien, une très légère remontée des vocations, une reprise des mouvements de spiritualité, ont au moins le mérite de montrer que le catholicisme ne se réduit pas à des chiffres ni à des ensembles.

H. T.

La bible du kabbaliste

Le « Zohar » transfigure les actes de la vie quotidienne et les pratiques rituelles juives

LE ZOHAR

Tome III

Péripécies de Genèse 37-44

Traduction,

annotations et présentation

par Charles Mopsik.

Verdier, 403 p., 150 F.

LE PHILOSOPHE ET LE KABBALISTE

de Moshe Ayyim Luzatto.

Traduit de l'hebrieu,

introduit et annoté

par Joëlle Hansel.

Verdier, 183 p., 110 F.

Voici deux ouvrages d'importance

et de valeur assez inégales, qui constituent des contributions remarquables à une meilleure connaissance du courant ésotérique juif. Il s'agit de traductions fiables d'une partie du Zohar, cette bible du kabbalisme, et d'un plaidoyer d'un lointain défenseur de cette littérature, à savoir Moshe Ayyim Luzatto (1707-1747).

On ignore généralement quelles furent les résistances juives à l'encroisement de la Kabbale et de ses tenants. Le vibrant plaidoyer de Luzatto vient nous rappeler combien la littérature kabbalistique a été en butte aux attaques de penseurs et d'érudits rationalistes juifs. Il est même permis de parler d'un véritable phénomène de rejet qui culmina avec la science, qui s'épanouit outre-Rhin au siècle dernier.

De quoi s'agit-il ? Que recherchaient le Zohar et son auteur majeur Moïse de Léon (treizième siècle) ? Le Zohar (voir Daniel 12-13) est un midrash (1) ésotérique, c'est-à-dire qu'il procède de la même manière que les anciens rabbins du Talmud qu'il cite presque toujours d'emblée, avant de relever leur interprétation d'une saveur mystique. Moïse de Léon, intellectuel juif du treizième siècle, a dû se sentir à l'étroit dans le cadre de la philosophie néo-platonicienne ou néo-aristotélicienne telle qu'elle apparaît, par exemple, dans le *Guide des Égarés* de Maimonide. Son âme, en quête d'absolu, son existence quotidienne

en butte aux attaques doctrinales et physiques des chrétiens, en firent une nature intrinsèquement mystique qui chercha refuge dans l'ancien legs historique. Pourquoi cet auteur a-t-il attribué son œuvre propre à une autorité talmudique plus ancienne, en l'occurrence à un Tanna du deuxième siècle, Rabbi Siméon Ben Yohai ?

Au fond, on l'ignore, encore qu'il soit permis d'émettre quelques hypothèses assez vraisemblables : coquetterie d'auteur prétendant que son œuvre personnelle était plus ancienne et remontait même à l'Antiquité ; conscience d'œuvrer dans une chaîne traditionnelle dont il se voulait un simple maillon ; et, enfin, désir de rompre une fois pour toutes avec un rationalisme désolant. Scholém lui-même a souvent attiré l'attention sur le distinguo subtil qu'il convient d'opérer entre l'œuvre de faussaire et celle de pseudo-épigraphe. Or Moïse de Léon fait, sans l'ombre d'un doute, partie de cette seconde catégorie.

En approfondissant, dans une mesure peu commune, le donné scripturaire, il fait jaillir de la lettre de l'Écriture un monde radicalement nouveau mais qui, miracle suprême, n'en reste pas moins intimement lié et fidèle aux représentations du premier. Comme tous les mystiques de la terre, les kabbalistes auraient dû se sentir à l'étroit dans le cadre d'une religion positive, le judaïsme rabbinique. Or ce territoire soigneusement balisé par les rabbins n'est jamais abandonné ; au lieu de le quitter, les mystiques juifs l'ont creusé et approfondi. Jamais ils n'ont tenté de s'affranchir de l'accomplissement concret et rigoureux des préceptes divins. Bien au contraire, ils leur confèrent des significations encore inconnues jusque-là : tous les actes de la vie quotidienne, toutes les pratiques rituelles juives se voient transfigurées, investies d'une plénitude insoupçonnée.

Dans sa présentation, le traducteur mentionne longuement l'étude d'un chercheur israélien qui signale l'importance d'une réaction au christianisme dans la constitution de la littérature zoharique. Il est possible que

les sarcasmes des chrétiens sur le sens *judaeus sensus carnalis* explique cette frénétique recherche d'un sens profond, d'un anoblissement des pratiques juives, même les plus simples. Le Zohar, comme les œuvres mystiques qui le précèdent ou le suivent, s'occupe principalement de deux sujets : la vie intime de la divinité, autrement dit la théosophie, et, enfin, l'interprétation mystique des préceptes. L'âme juive, jadis confinée dans un réseau serré d'interdits et d'obligations, semblait respirer à nouveau dans un espace primordial libre. Telles furent les motivations qui expliquent l'œuvre des auteurs du Zohar.

Bien des siècles après qu'il fut mis en circulation, cet imposant corpus, qui défiait la saine raison par ses représentations étranges, son exubérance symboliste sexuelle et ses conceptions parfois tout juste athées, continuait de susciter l'ire, voire l'irrespect des philosophes. C'est pour y répondre que le génie juéo-italien Moshe Ayyim Luzatto écrivit son plaidoyer *Le Philosophe et le Kabbaliste*. Luzatto fut un esprit éminentement doué, qui attirait sur lui l'attention des orthodoxes, lesquels le soupçonnaient de se considérer comme une sorte de Messie. Ils le contraignirent à cesser ses écrits et ses enseignements sur la Kabbale.

Dans ce texte on voit un partisan des kabbalistes désireux de prouver la véracité et la légitimité de sa doctrine. Il y parvient d'une certaine manière, même s'il n'apporte pas de réponses aux questions des vrais philosophes. Il est évident que les critiques d'Elya Delmédigo et de Léon de Modène, pour ne citer que ces deux auteurs, conservent toute leur vigueur. Il n'en est pas moins vrai que le Zohar est le seul écrit apocryphe juif à avoir acquis l'aura d'un texte canonique : l'âme juive a préféré le rêve.

Maurice-Ruben Hayoun

(1) Interprétation homélique des anciens rabbins.

La déchirure et le raccommodage

Suite de la page 17

Quelques années auparavant, le réformé Guizot avait été ministre de l'instruction publique (1832-1837) et il était président du conseil au moment où éclata la révolution de 1848, la monarchie de Juillet ayant constitué une période faste pour le protestantisme français. Celui-ci s'était numériquement affaibli sous le régime de la Révolution. Mais il avait survécu grâce à une stratégie de défense passive et à la complicité sur le terrain d'un certain nombre de catholiques. La restitution de leur état civil en 1787, les décisions de la Constituante et la loi d'avril 1802 réintégrèrent pleinement les luthériens d'Alsace et les réformés de l'intérieur dans la communauté française, le droit de réunir des synodes régionaux et nationaux ne leur ayant toutefois été rendu qu'en 1871.

La période 1787-1880 fut donc une séquence de remontée pour le protestantisme français. Il fut, certes, partagé, et parfois vivement, entre des courants opposés : « revivalistes », d'un côté, libéraux de l'autre. Mais le foisonnement des associations et des institutions qui naquirent en son sein n'orienta pas vers un diagnostic de déclin.

Celui-ci s'appliquait-il au catholicisme français du XIX^e siècle ? Rien n'est moins sûr. Entre 1791 et 1815, 7 000 paroisses avaient disparu, les effectifs du clergé avaient diminué de 45 %, et il fallut attendre 1824 pour que chaque diocèse ait son évêque sur place. Mais vint ensuite la reconstruction. En 1828-1832, on ordonnait quelque 2 000 prêtres par an.

Jésuites, bénédictins et dominicains se reconstituèrent. Quantité d'églises furent bâties ou rebâties dans le style néogothique. En 1876, six filles sur dix en France étaient instruites par des religieuses. A la mort de Pie IX, les trois quarts des effectifs missionnaires dans le monde étaient français.

Le XIX^e siècle a été chez nous l'époque du curé d'Arx et de Pauline Jaricot, des congrégations enseignantes et hospitalières, des apparitions, des processions et des indulgences. Mais il a vu s'effectuer une double polarisation. D'une part, les régions de fidélité et de forte natalité, à l'Ouest, à l'Est et dans les hautes terres du Massif Central, se sont de plus en plus différenciées des zones tièdes ou hostiles à faible natalité. D'autre part, la religion et l'assistance à la messe se sont féminisées de façon croissante. En outre, le clergé s'est ruralisé et la romanisation du catholicisme s'est accélérée.

Tandis que se produisait cette évolution contrastée, des socialistes rêvaient d'une religion de l'humanité, des liturgies républicaines se développaient, les statues de Marianne se multipliaient. Naissait enfin un culte nouveau dans une sorte de « repli familial » : celui des morts, dans des cimetières périphériques. Toute une partie de la population française, en 1880, avait pris ses distances avec l'Eglise. S'était-elle déchristianisée ? Même aujourd'hui, il est encore trop tôt pour répondre à cette difficile question.

Jean Delmeau

Un martyr de l'orthodoxie russe

LES SOURCES DE LA RELIGION

d'Alexandre Men.

Traduit du russe

par René Marichal.

Desclée, 276 p., 129 F.

Dans un livre parvenu en Occident à la fin des années 60 pour y être imprimé en russe et réédité clandestinement en URSS, un homme vivant au cœur d'un système politique qui avait élevé l'athéisme au rang de confession d'Etat écrivait : « On peut tenir pour évident que les gens qui parlent de la « mort de la religion » ou bien sont myopes, ou bien ferment consciemment les yeux sur la réalité. »

Cet auteur, c'était le Père Alexandre Men, prêtre orthodoxe de la région de Moscou, d'assassinat – à coups de hache – en septembre 1990, rappelle celui du Père Popieluszko. Il a exercé une influence considérable sur des milliers de Soviétiques. Ayant fait des études scientifiques, mais également doué pour les lettres et les arts, d'un esprit très ouvert, amant la vie, il était l'interlocuteur idéal de tant de ses concitoyens qui avaient perdu leurs illusions quant à l'idéologie officielle.

Le livre, dans une version enrichie par l'auteur, vient d'être traduit en français. Il dégage l'origine du sentiment religieux, confronte la religion aux connaissances scientifiques modernes, répond à l'argumentation matérialiste, aborde les problèmes de la mort, du mal, du péché originel. Appuyé sur une vaste érudition, il offre un exposé synthétique d'une extrême clarté, accessible à un large public. Il propose des réponses aux questions de nos contemporains tout en introduisant les lecteurs français dans l'œuvre d'une des plus grandes figures de l'orthodoxie de notre temps.

Yves Hamant

L'éthique planétaire

Jean-Paul II selon Frossard

L'éthique planétaire de Hans Küng

Un entretien avec le théologien suisse, pour qui « il est impossible d'avoir la paix entre les nations sans la paix entre les religions »

Théologien suisse, de langue allemande et travaillant en Allemagne à Tübingen, Hans Küng, privé de sa chaire d'enseignement par Rome en 1979, est devenu l'un des plus fervents avocats du dialogue interreligieux. Après le Christianisme et les religions du monde (1986), après Une théologie pour le 3^e millénaire (1989), Hans Küng vient de publier, toujours au Seuil, *Projet d'éthique planétaire*. La paix mondiale par la paix entre les religions (1).

« N'est-il pas insensé de parler sur une paix des religions, alors que la plupart d'entre elles paraissent disqualifiées par la société moderne et connaissent des réflexes identitaires et des poussées de fondamentalisme ? N'avons-nous pas l'impression de ramer à contre-courant ? »

« Un chercheur, par définition, ne cherche pas à suivre le courant. Il dit ce qu'il estime être la vérité et en quoi elle est urgente pour son temps. La mienne est qu'il est impossible d'avoir la paix entre les nations sans la paix entre les religions. »

« Est-ce un combat perdu d'avance ? Les religions ne sont pas toutes réactionnaires et à côté des affirmations fondamentalistes, demeurent des courants modérés et ouverts. Les responsables religieux n'ont-ils pas « deux âmes dans le même corps » ? Prenez le cas du pape Jean-Paul II : dans sa campagne de « réévangélisation » de la nouvelle Europe, il réaffirme puissamment l'identité catholique romaine, mais c'est le même qui milite pour les droits de l'homme brisés, par le communisme, qui fait des pas vers les juifs ou les musulmans, qui, en 1986, convoque une réunion à Assise où, pour la première fois dans l'histoire, le pape et tous les responsables des différentes religions prient ensemble, au même niveau, pour la

paix. Il faut maintenant aller plus loin et faire travailler ensemble ces mêmes religions sur les conditions de ce que j'appelle un « éthos planétaire », c'est-à-dire une éthique universelle, applicable à des domaines aussi divers que la science, l'environnement, la technologie, les rapports sociaux et bien sûr la paix. »

« La tendance à l'« affirmation fondamentaliste » se fait toutefois davantage entendre que l'autre, plus ouverte à la société moderne ? »

« Certes, mais de même que je rencontre nombre de juifs très ouverts à une solution de la question palestinienne, de même, quand je vais en Algérie, au Maroc, en Égypte pour parler du développement de ces pays, je rencontre rarement des musulmans qui souhaitent un retour au Moyen Âge. »

« Entendons-nous bien : je ne défends pas une position de neutralité. Je dis qu'au contraire, l'ouverture au dialogue et la fermeté de la foi ne s'opposent pas et qu'il est plus facile de parler avec un juif ou un musulman croyant et convaincu, si on est soi-même un chrétien croyant et convaincu. Invité en Arabie saoudite, j'ai pu vérifier qu'il est possible d'avoir, avec des théologiens musulmans très conservateurs, des discussions sérieuses sur des dogmes aussi ardues que l'Incarnation et la Trinité. Cela me confirme dans l'idée que le dialogue théologique est plus facile que la confrontation politique. »

La « règle d'or »

« Mais ce que vous dites n'est-il pas démenti tous les jours par l'impuissance de deux confessions chrétiennes – catholique en Croatie et orthodoxe en Serbie – à faire la paix en Yougoslavie ? »

« Bien sûr, il ne faut pas attendre d'être au milieu de la guerre pour faire la paix. Serbes et Croates avaient quarante ans pour

se parler. Si après 1945 ils avaient fait leurs comptes des crimes commis, ils auraient pu raisonnablement planifier leurs difficultés et peut-être se donner les moyens de les résoudre. »

« Alors je ne dis pas que les religions ont, à elles seules, les moyens du retour à la paix ou qu'elles doivent chercher à se substituer à l'action des hommes politiques ou des diplomates. Je dis seulement que si des hommes comme Charles de Gaulle, Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi n'avaient pas été des personnes de profonde conviction morale et religieuse, des nations qui depuis toujours se sont fait la guerre en Europe n'auraient jamais su faire la paix. »

« Une conviction religieuse peut, en effet, fonder une réconciliation qui n'aurait jamais été possible sans elle : je pense au rôle prophétique joué par l'Eglise protestante allemande, par Mahatma Gandhi en Inde, Martin Luther King aux États-Unis, par Desmond Tutu et Bayers Naudé en Afrique du Sud. Je pense à la résistance des Églises au communisme en Europe centrale et orientale, à celle des catholiques aux Philippines et en Haïti sous la dictature, etc. Je cite des hommes de paix religieux, mais attention, la pire des choses serait de réouvrir ici des fronts entre cléricaux et anticléricaux. Le programme d'éthique universelle que j'appelle de mes vœux suppose la collaboration de tous, croyants et non-croyants. »

« Ne confondez-vous pas la religion avec une sorte de morale universelle ? »

« Avoir une éthique pour l'humanité entière ne suppose pas que les religions renoncent à leur propre éthique et à leur propre identité. Au contraire, l'éthique planétaire suppose la contribution de chaque religion avec ce qu'elle a de plus spécifique. Les bouddhistes, les hindouistes ont, par exemple, une conception religieuse plus cosmique que les traditions sémitiques qui, elles, ont une autre conception de l'homme. Dans ce dialogue, les juifs défendent l'importance du Décalogue, les chrétiens, celle d'une réconciliation qui n'est jamais, je le répète, l'affaire des faibles, mais toujours celle des forts. Chrétiens polonais et chrétiens allemands, après la guerre, ont pu se réconcilier. Israéliens et Palestiniens auraient sans doute à méditer leur exemple. »

« Mais l'explication dans mon livre que le lot commun de toutes les religions, c'est un comportement responsable à l'égard de soi-même et du monde. C'est la « règle d'or » de Confucius. On la retrouve dans les obligations sociales et culturelles qui structu-

rent la vie de l'hindou, dans l'« impassibilité » bouddhique, dans les commandements de la Torah, comme dans le message du Christ. »

« Vous écrivez dans votre livre que l'unité spirituelle de l'Europe que vise Jean-Paul II est une « utopie rétrograde ». »

« Si le but est de restaurer une sorte de christianisme médiéval, même appuyée sur des moyens modernes de communication, alors j'ai peur, en effet, qu'il s'agisse d'une utopie. Les pays d'e langue allemande ont été profondément irrités par des nominations d'évêques imposés par Rome, par la condamnation des théologiens les plus ouverts, par des déclarations sur l'éthique sexuelle, la place des femmes dans l'Eglise, le célibat des prêtres. J'espère qu'il reste dans le monde un nombre suffisant d'évêques pour croire encore aux grandes intuitions du concile Vatican II (1962-1965) qui, après une violente période d'antimodernisme et d'antiprotestantisme, avait voulu intégrer, précisément, les éléments les plus positifs de la Réforme et de la modernité. »

« La dictature noire »

« N'êtes-vous pas sensible toutefois à la victoire de la liberté religieuse dans les pays de l'Est, à laquelle le pape a sans doute contribué ? »

« A la différence de beaucoup d'Allemands, je n'ai jamais cru, pour ma part, que le mur et la division du pays en deux seraient éternels. Je n'ai jamais cessé, à ma place, de me prononcer pour la liberté religieuse et de résister au régime communiste totalitaire. Sans doute parce qu'étant suisse, j'ai toujours eu une aversion profonde pour toutes les dictatures, qu'elle soit brune, rouge, mais aussi noire ! »

« Je ne veux pas sous-estimer l'importance de la politique de Jean-Paul II en Europe orientale, mais tout le monde sait qu'avant Gorbatchev, elle ne débouchait pas sur des résultats très positifs. On ne peut pas sérieusement dire que l'Eglise a vaincu le communisme : c'est avant tout le communisme qui a fait faillite. Mais s'agit-il d'une victoire même partielle, que l'Eglise en perdrait le fruit, si elle cherchait à imposer un modèle cléricale comme celui de la Pologne, un pays où, rappelez-le, l'Eglise interdit la contraception et où le taux d'avortement est le plus élevé en Europe. »

Propos recueillis par Henri Tincq

(1) 248 p., 120 F.

Les actes de l'apôtre

PAUL APOTRE

de Simon Légasse, Le Cerf, 270 p., 150 F.

SAINT PAUL

de Marie-Françoise Baslez, Fayard, 440 p., 150 F.

HISTOIRE

DE L'APOTRE PAUL

d'Henri-Dominique Saffrey, Le Cerf, 204 p., 75 F.

L'apôtre Paul suscite des passions contradictoires. Champion de la prédication aux non-juifs, il a contribué à la rupture entre le christianisme naissant et le judaïsme. Les gnostiques de l'Antiquité lui ont ou gré et ont abrité sous son autorité leur violent antijudaïsme religieux. D'autres, juifs restés fidèles à la foi de leurs pères, ont éprouvé quelque rancune envers ce Juif fier de ses origines, mais, en définitive renonçant à imposer les observances d'aujourd'hui, ils évoquent avec circonspection les démentels de Paul avec la synagogue.

C'est comment échapper au proche d'intention à propos de l'apôtre Paul ? Certaines causes sont vite jugées : lorsque Gérard Messadieu fait un tableau charlatanesque de Paul, il apparaît que toute ressemblance entre le héros de son roman et un personnage ayant existé ne saurait être que fortuite (1). Mais le premier biographe de l'apôtre – le premier d'une longue série – le médecin Luc dionysien est associé aux Actes de s'Apôtres et au Troisième Évangile, à sans nul doute, déjà interprété les faits et gestes qu'il rapporte. A-t-il composé une œuvre de roman de Paul ?

Biographie ou disciple ?

Deux savants viennent de se pencher sur la nécessaire critique des Actes. Simon Légasse, avec prudence et perspicacité, dans un *Paul apôtre*, dont le titre dit bien le parti biographique de l'auteur, et, dans une date de ces biographies, l'historienne Marie-Françoise Baslez, dans son *Saint Paul*. Certes, nous disposons par ailleurs d'épîtres qui procurent le témoignage direct de l'apôtre. Mais elles sont peu explicites sur les faits, bien connus de l'épistolier comme des destinataires ; leurs intentions sont avant tout spirituelles. Pour les événements, les milieux sociaux, les documents contemporains, surtout des inscriptions, attestent la réalité des personnages qui passent dans les Actes et l'exactitude de la peinture qu'ils font de la société.

Peu avant la somme touffue de Marie-Françoise Baslez, était

parue une *Histoire de l'apôtre Paul*, fort différente dans sa conception, par le père Henri-Dominique Saffrey, historien de la philosophie. Le savant auteur a eu la coquetterie de ne donner dans son livre que des références aux sources bibliques. Ce que l'ouvrage y perd en erudition visible, mais non en sûreté, il le gagne en élégance et en facilité de lecture. Une plume entraînée mène parallèlement les deux itinéraires, missionnaire et spirituel, de Paul, et de belles citations donnent une image vivante, non seulement de ses relations avec les communautés qu'il évangélisait, mais aussi de la foi qu'il leur transmettait, celle qui est un peu la grande absence du *Saint Paul*, malgré son titre.

La comparaison de ces deux respectables et dissemblables ouvrages montre quelles divergences restent possibles. Par exemple, comment apprécier le comportement de la foule à Corinthe, après que le gouverneur a refusé de juger Paul, accusé par les Juifs ? Elle rose et Sosithène, le chef de la synagogue. Sosithène est-il le chef des accusateurs (Henri-Dominique Saffrey) ou un disciple juif de Paul connu par les épîtres (Marie-Françoise Baslez) ? La deuxième venue de Paul à Corinthe a-t-elle suscité « de grandes retrouvailles fraternelles » (Henri-Dominique Saffrey), ou fut-elle « assomée et écourtée par les manœuvres des chrétiens juifs » (Marie-Françoise Baslez) ?

Marie-Françoise Baslez suggère (après d'autres) une interprétation symbolique du « Chemin de Damas », à partir d'un texte essénien, l'Écrit de Damas. Après sa conversion, Paul est allé en Arabie. Pour Marie-Françoise Baslez, c'est une retraite au désert où vivait la secte juive marginale des Esséniens. A-t-il reçu d'eux une catéchèse ? On objectera que, pour les Actes (9,20) et pour l'intéressé lui-même (Gal, 1,17), il s'agit d'un enseignement. Son public devait se trouver dans les grandes villes de l'Arabie d'alors, comme Bostra. Paul avait assimilé la doctrine des chrétiens en affûtant ses arguments contre eux, au temps où il était persécuteur. Henri-Dominique Saffrey, lui, fait peu de place à une influence essénienne sur ce pharisien bon teint.

On n'a pas fini de discuter autour de l'apôtre Paul... ni de s'en nourrir. Peut-on se faire son biographe, sans devenir l'ou ou prou son disciple ?

Pierre Chuvp

(1) L'Inconnu de Saint apôtre, de Gérard Messadieu, Robert Laffont, 500 p., 130 F.

Jean-Paul II selon Frossard

LE MONDE DE JEAN-PAUL II

d'André Frossard, Fayard, 172 p., 79 F.

Plus papiste que Frossard... L'académicien ne se défend même plus d'être un inconditionnel de Jean-Paul II. « Il faut bien que nous soyons papistes, écrit-il avec effusion, puisque vous ne l'êtes pas. » De cette pétition de principe, il ressort toutefois une confusion sur la genèse littéraire de son dernier livre. Est-ce du Jean-Paul II ? Est-ce du Frossard ? Est-ce du Jean-Paul II interprété et joué par Frossard ? On ne sait trop, mais le biographe du Figaro joue de cette ambiguïté pour offrir une sorte de méditation sur la marche du monde, qui nous conduit de Moscou à Bagdad, de l'Europe au Proche-Orient, de la guerre du Golfe au réveil des nationalités, avec le pape comme chef d'orchestre et comme soliste.

Le point de départ de l'ouvrage – mais André Frossard s'en avoue au tiers du parcours – est la victoire que le premier pape slave de l'histoire aurait remportée sur le communisme. Victoire aux points de l'Église blanche (Rome) contre l'Église rouge (Moscou). Victoire de l'esprit, que Jean-Paul II partage avec des dissidents comme Soljénitsine, ce « David de Goliath », et tous les croyants sous le joug communiste. C'est la faiblesse de son anthropologie qui a tué le marxisme. C'est le crime du communisme d'avoir tué l'esprit : « C'est lui qui est mort. »

Cette thèse relève de l'acte de foi autant qu'il plus que de l'analyse géopolitique. Mais André Frossard est ici exégète plus qu'historien. Il va droit au cœur du message de ce pape : réstabi-

ter la morale dans un monde moderne qui, en voulant tuer Dieu, a fini, à Auschwitz et au Goulag, par tuer l'homme. Toute l'action de Jean-Paul II découle de ce ressort initial. Morale des droits de l'homme, fondée par Dieu : « Le christianisme est la langue maternelle des Européens et la langue des droits de l'homme est un dialecte dérivé. » Morale du pardon (« Aime ton ennemi ») dans la guerre au Proche-Orient, qui inspire à André Frossard ses pages les plus supérieures sur les Juifs et les Arabes. « En Palestine, écrit-il, c'est une souffrance (NDR : le peuple hébreu) et une misère (le peuple arabe) qui sont en présence, et ils ne se voient pas. » Même morale de la vie, enfin, contre l'avortement, qui vaut au pape d'être si souvent incompris : « Que l'on n'ait pas le droit de nous présenter cette manière sanglante de résoudre une difficulté de la vie comme une œuvre de bienfaisance ! »

Ce livre est une protestation contre les dérives de la science et de la médecine, contre la religion des Lumières et de la raison, contre le désert de la culture contemporaine, contre les théologiens qui cherchent à « pleurer au monde », alors que le pape, lui, ne cherche à « pleurer qu'à Dieu ».

Livre sombre, pessimiste, sur les déchéances du temps et les infirmités de l'homme. Livre qui va enchanter ou agacer le lecteur. Au convaincu, il n'apprendra rien. Au sceptique, il ouvrira une clé sur le mystère d'une foi à laquelle pourrait s'appliquer la formule d'un ecclésiastique américain qui ne déplairait pas à André Frossard : « Le rôle de l'Eglise n'est pas d'avoir raison quand le monde a raison, mais d'avoir raison quand le monde a tort. »

H. T.

La coexistence selon l'islam

A la différence d'autres fondateurs de religion, Mahomet a prévu un statut pour les « infidèles », mais celui-ci fut souvent violé et il est aujourd'hui anachronique

LES CHRÉTIENNES D'ORIENT ENTRE JIHAD ET DHIMMITUDE VII-XX^e SIÈCLE

de Bat Yeor, Le Cerf, 529 p., 199 F.

D'origine judéo-égyptienne, Bat Yeor vit depuis longtemps en Suisse romande, où le climat est propice à l'étude. Car son travail, même s'il est éclairé par des situations politiques ou humaines actuelles, repose avant tout sur l'étude patiente de textes anciens, juridiques ou historiques. Ainsi, en 1980, elle nous avait donné le *Dhimmi, projet de l'opprimé en Orient et en Afrique du Nord depuis la conquête arabe* (Anthropos, « Le Monde des livres » du 24 octobre 1980).

Le *dhimmi*, c'est-à-dire l'Israélite ou le chrétien vivant sous une autorité musulmane qui lui garantit, selon le Coran et la Sunna, le libre exercice de son culte mais sans aucun prosélytisme ni manifestations extérieures, en payant un impôt spécial ajouté aux autres taxes, en étant dépourvu de toute obligation militaire et en acceptant de

ne jamais pouvoir briger la main d'une « vraie croyante » (c'est-à-dire une musulmane), tandis que le musulman peut, lui, épouser de droit une juive ou une chrétienne, le tout reposant sur cette réalité : l'essentiel du pouvoir politique est exercé par des mahométans.

Ce statut relativement privilégié à l'époque médiévale fut, après la colonisation islamique de l'Asie, étendu de jure en Perse aux zoroastriens et de facto, encore que pas toujours, aux hindous. Les athées et les païens n'avaient, n'ont en vertu de la loi coranique, théoriquement, que la ressource de se convertir à l'islam s'ils veulent conserver la vie et leurs biens.

Si des dispositions comme l'exclusion du service militaire et le paiement de l'impôt de la *dhimmitude* (terme forgé par feu le chef de la résistance chrétienne libanaise Béchir Gémayel) sont tombées un peu partout en désuétude, à partir du dix-neuvième siècle, sous l'influence libérale de la dynastie de Mehmet Ali en Égypte, d'autres traits de ce statut, aujourd'hui anachroniques, du moins si l'on s'en tient à la Déclaration universelle des

droits de l'homme, ont survécu, même en Turquie, Algérie ou Égypte. Ainsi depuis le très laïque Atatürk, les chrétiens d'Ankara n'ont plus le droit d'avoir une église à eux (1), les musulmans même non algériens n'ont pas en principe l'autorisation d'épouser en Algérie un non-musulman en vertu d'une circulaire gouvernementale de 1967, et Boutros Boutros-Ghali, qui vient d'être choisi comme nouveau numéro un de l'ONU, n'avait jamais pu, paradoxalement, être que le numéro deux de la diplomatie égyptienne.

Dans un ouvrage très dense, Bat Yeor décrit des situations histori-

ques comparables, recense les multiples violations : par les pouvoirs ou les foules musulmanes de la « charte » des *dhimmis* et donne, dans la seconde moitié de son livre, une série de textes de diverses origines montrant ce que fut, ce qu'est encore quelquefois la *dhimmitude*. Il est dommage d'ailleurs que l'auteur ait arrêté son travail au génocide des Arméniens (1896-1922).

Jean-Pierre Pérochel-Hugoz

(1) Il a fallu que des puissances catholiques comme la France ou l'Italie ouvrent dans leurs ambassades à Ankara des chapelles pourvues de chapelains-diplomates.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficiant d'un véritable statut de promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires. Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

LETTRES ITALIENNES

Le couvent et le cargo

Deux récits en forme de journaux intimes de Paolo Barbaro
deux évocations minutieuses d'un univers clos et marginal

JOURNAL A DEUX

de Paolo Barbaro.
Traduit de l'italien
par Muriel Gallot.
Verdier. Collection « Terra
d'altri », 192 p., 98 F.

RETOUR A USHUAIA

de Paolo Barbaro.
Traduit de l'italien
par Claude Bonafant.
La Découverte. 264 p., 95 F.

Si Robbe-Grillet a abandonné son métier d'écrivain pour se consacrer à la littérature, le Vénitien Paolo Barbaro n'a pas renoncé à celui d'ingénieur qui l'exerce parallèlement à sa carrière de romancier et de critique. En cette période faste de traductions pour la littérature italienne, on ne s'étonnera pas que ce cas singulier n'ait pas échappé aux animateurs de l'excellente collection « Terra d'altri », à laquelle on doit, outre la publication des principaux poètes contemporains Bertolucci, Caproni, Luzi et récemment Sereni, la redécouverte de grands provinciaux, comme Bonaviri, Ginevra Bompiani, ou Dessi.

Pas plus que ces derniers, Paolo Barbaro n'est un romancier traditionnel. Narrateur minutieux et lent, il n'hésite pas à sacrifier l'action au climat, les situations aux sinuosités psychologiques. Son style dépouillé, limpide, sa démarche rationnelle, tranchent sur ses contemporains, et l'on comprend qu'il trouve naturellement sa place chez un éditeur particulièrement attentif à la sensibilité poétique des écrivains italiens.

Journal à deux fait entendre deux voix : celle d'une religieuse tourmentée et celle d'un géomètre que la mort menace. L'homme, Danilo, a été chargé de procéder à des travaux de rénovation dans le couvent de la région de Padoue où vit une petite communauté de nonnes. Il tient son journal où il



Paolo Barbaro, romancier-ingénieur

note d'une part la progression du chantier et de l'autre ses observations sur l'univers interlope dans lequel il pénètre. La supérieure, sœur Adriana, de son côté, s'interroge sur le sens de la vie communautaire que vient troubler l'arrivée intempestive de l'équipe.

Les deux voix ne s'écoulent pas, ne se répondent pas. La religieuse conclut : « On ne peut pas servir Dieu et Mammon » — et le couvent ouvert aussi est nécessairement du côté de Mammon. Poursuivant la logique du renoncement au monde, elle se retire même du couvent trop ancré dans le siècle et choisit d'accompagner les mourants dans un asile « à la limite de l'humain ».

Ce livre d'un pessimisme noir aborde un thème qui a été souvent

traité au cinéma et en littérature : cela va du mélo flamboyant *Black Narcissus*, où un couvent perdu dans l'Himalaya est bouleversé par la troublante présence d'un aventurier sensuel et bon vivant, au roman contemplatif et secret de Patrick Drevet, *Les Gardiens des pierres* (1). Mais si les moines et les bonnes sœurs font partie du paysage italien, on était à vrai dire, depuis l'épisode de la religieuse de Monza, dans les *Fiancées* de Manzoni, peu habitué à une réflexion grave et profonde (et, inutile de le préciser, dénuée de toute groïserie) sur la vie monacale. Toutefois, sans réclamer le rire de Boccaccio, on peut reprocher à ce roman un peu monocorde son absence radicale d'humour et un sérieux qui parfois pose et pèse.

« La chose la plus douce du monde »

La boulimie italienne des éditeurs français fait que sort presque simultanément sous une autre étiquette un deuxième ouvrage de Barbaro rédigé selon le même principe du journal intime. Il s'agit ici d'un voyage en cargo entre Plymouth et la Terre de Feu. Une fois encore, le romancier décrit un univers clos et marginal qui juge le monde environnant et qui s'abstrait du temps. La protagoniste, Gretel, retourne en Argentine où sa famille d'origine istrienne s'est réfugiée et où elle a elle-même vécu avant de s'installer dans le Devon. Elle va retrouver sa fille, ancienne opposante politique longtemps portée disparue et récemment retrouvée. Sur le cargo dont elle est l'unique passagère, Gretel vit un amour fulgurant avec l'officier des machines, un Slovène.

Gretel, qui n'a plus aucune attache, ne place son identité que dans le voyage. Le fil du temps ne constitue plus un processus chronologique. « En langue quechua, le futur englobe tout, y compris ce qui se trouve derrière nous — damatan — et pas seulement ce qui est devant. » Cette réflexion se poursuit sur l'éternelle errance de populations migratoires, celles de la nouvelle Europe : « Nous sommes seuls, nous les émigrés, les réfugiés, l'eurotrash, seuls à nous souvenir. Seuls à être constamment et simultanément le passé et le présent ; peut-être aussi l'avenir si nous nous accordons ; si nous recommandons à nous accorder. »

Outre l'envoûtante poésie du voyage, qui rappelle un beau récit de Bernard Mathieu, *Cargo* (2), la mélancolie de ses analyses, très « fin de millénaire », donne à ce roman remarquablement structuré une tonalité unique. Et les pages où la narratrice décrit ses étreintes avec son amant sur cette nef errante hors du temps, hors de toute frontière, sont particulièrement émouvantes et justes : « Pourquoi les êtres humains ont-ils besoin de cet échange, de sentir l'un contre l'autre la peau, le ventre, les plis du corps ? Ce qui est la chose la plus douce au monde, celle que nous désirons entre toutes et voulons faire si longtemps. »

René de Ceccatty

(1) Gallimard.
(2) Denoël.

La solitude de Sereni

L'expérience de la captivité est au centre d'un travail poétique
qui repose sur une quête passionnée de l'unité

LES INSTRUMENTS HUMAINS

(Gli strumenti umani),
de Vittorio Sereni.
Traduit de l'italien par Philippe
Renard et Bernard Simeone,
Préface de B. Simeone,
postface de Ph. Renard,
Verdier, édition bilingue,
274 p., 120 F.

D'où vient la poésie ? De quels lieux de soi le poème émerge-t-il et comment justifie-t-il sa nécessité ? A ces questions, Vittorio Sereni n'aurait probablement pas été en mal de répondre. Il aurait même apporté une réponse précise, solide, argumentée ; d'une certaine façon son œuvre est cette réponse et s'éclaire de l'être.

Sereni occupe, dans le si riche paysage poétique italien de cette seconde moitié du siècle, une place particulière. Sa démarche, si elle prend en compte et intègre l'histoire, les traditions littéraires et l'œuvre des grands contemporains, est demeurée solitaire et singulière.

Né en 1913 à Luino sur le lac Majeur, Vittorio Sereni publie son premier recueil, *Frontiera*, en 1941. Encore marqué par la fréquentation de l'avant-garde poétique (Ungaretti et Montale principalement), et des « hermétiques » de Florence (Luzi, Gatto), le poète lombard n'a pas encore accédé à la pleine expression de cette singularité. Officier d'infanterie au début de la guerre, en Grèce occupée puis en Sicile, Sereni est fait prisonnier, en juillet 1943, par les Américains et transféré en Afrique du Nord, sans avoir vraiment combattu. Il y restera, en Algérie d'abord, puis au Maroc, jusqu'à la fin de la guerre.

De cette expérience centrale de la captivité, de ce vécu subjectivement ressenti, le *Journal d'Algérie*, publié en 1947 et traduit ici avant les *Instruments humains*, dresse le constat. Ne nous méprenons pas

sur ce dernier terme : au-delà des circonstances historiques, ou plutôt à travers celles-ci, c'est le monde intérieur de l'auteur qui se profile pour former la trame des poèmes. Le regard de Sereni tente de saisir, à la lisière de ce monde, l'impressionnisme qui affecte les êtres, les choses, et jusqu'au paysage. « Ris un clair fantôme / là où était la sentinelle / et la colline / se voile de nos esprits / absents, déserte, immémoriale. »

L'inspiration de Sereni n'est nullement hasardeuse, nullement soumise aux vagues effets de l'humour. Une nécessité intérieure, presque une injonction, préside à sa démarche. Le poème tente de rassembler les éléments sensibles, intellectuels et spirituels, à partir desquels une émotion fut ressentie et continue d'être vécue.

Un édifice patient

Ce rassemblement ne reconstitue pas une continuité artificielle ou idéale, ne procède pas davantage par juxtaposition ou collage des éléments. Il intègre au contraire les ruptures, les écarts, dans l'unité — toujours à inventer — du poème. Cette unité cherche aussi, passionnément, rigoureusement, à devenir celle de l'œuvre entière. D'où, à l'intérieur d'une recherche formelle jamais gratuite, un constant jeu de renvoi — d'un poème à l'autre, d'un livre à un autre — ; d'où les indications de date, de lieu... Rien ne se perd dans l'aléatoire, le contingent, mais trouve place dans un édifice patient. L'espace émotionnel initial reste l'horizon du poème. Jamais perdue, la commotion première — l'expérience de la captivité, vécue comme retrait forcé de l'action collective — est retrouvée dans le temps du travail poétique.

Cette dimension existentielle prend dans les poèmes de Vittorio

Sereni une tonalité grave. L'ironie, le scepticisme, peuvent être des points d'arrivée. Ils ne sont jamais des présupposés. Évoquant dans un poème saisissant « le premier tué à plat ventre sur la plage de Normandie », Sereni substitue au pathétique immédiat, à l'héroïsme de surface, une vraie profondeur d'humanité. Il ne s'abstient pas du poème pour désigner l'événement, mais, à travers lui, souligne sa propre présence, son interrogation, son angoisse.

Dix-huit années séparent le *Journal d'Algérie des Instruments humains*, publié en 1965. Sereni est alors directeur littéraire chez Mondadori. Il traduit Williams Carlos Williams et surtout René Char. En 1981, deux ans avant sa mort, paraît *Étoile variable* (1), son troisième et dernier grand livre de poèmes. L'extrême parcimonie n'est pas un accident, elle est au cœur du travail poétique de Sereni.

Les *Instruments humains* fait plus que s'inscrire dans la continuité du précédent recueil. Le retour aux thèmes et aux lieux, les renvois au *Journal d'Algérie*, les répétitions, les citations, composent les multiples aspects d'un unique paysage poétique. Plus encore que dans les poèmes du *Journal*, les significations se font riches, inépuisables. L'expression à la fois se tend et se fait plus libre. La complexité est à la mesure de l'expérience accumulée, n'est jamais obscurité, préciosité : « Il y avait tous les visages, ou presque, de ma vie / y compris ceux des disparus / et d'autres déjà en vue / là-bas, à deux pas de la frontière / pas encore dans les parages de la mort. »

Patrick Kéchichian

(1) Verdier (Le Monde des livres) du 11 décembre 1987.

Un amour de Lorenzo

Le dernier roman de Moravia est une étude « clinique »
sur la jalousie qui se transforme en légende africaine

LA FEMME LÉOPARD

d'Alberto Moravia.
Traduit de l'italien
par René de Ceccatty
Flammarion. 200 p., 108 F.

Le roman qu'Alberto Moravia venait d'achever avant de mourir aurait pu s'intituler « la Jalousie ». C'est une étude presque clinique, tant elle est sèche, acérée, d'une obsession. Lorenzo imagine que sa femme Nora le trompe avec Colli, le propriétaire du journal où il travaille. Emporté par sa volonté folle de savoir, il soumet Nora à la question, la somme, dans une enquête maniaque, de rendre compte de la moindre de ses intentions.

Avec une sorte de pitié ironique pour son personnage, Moravia analyse toutes les phases de cette tyrannie du soupçon. Il suffit à Lorenzo de surprendre un clin d'œil échangé par Nora et Colli au cours d'un dîner ; aussitôt s'emballe un mécanisme halluciné ; celui des différentes hypothèses « toutes également douloureuses » qu'il envisage sans trêve. En s'obstinant à se représenter Nora dans les bras de Colli, Lorenzo devient un voyeur torturé. Il puise une jouissance amère dans la mise en scène d'une sensualité fictive qui, à la fois, l'excite et l'accable.

Moravia ne fait pas seulement de la jalousie une maladie du désir ; elle devient, avec lui, une perversion du temps. Comme s'il s'agissait de prendre de vitesse la douleur d'une révélation qu'il attend, redoute, et peut-être secrètement espère — ne serait-ce que pour connaître l'après satisfaction de voir ses doutes confirmés — Lorenzo décide de prendre sa revanche par anticipation. Il se plait à désirer Ada, la femme de Colli — qui devient sa complice dans la jalousie et le

stimule dans la suspicion — pour compenser, par avance, l'« outrage » présumé. Mais l'amour spéculaire qu'il noue avec Ada n'est qu'un lien mimétique et vindicatif. Lorenzo est trop lucide pour ne pas comprendre — surtout après ses étreintes manquées avec Ada — que la jalousie conduit au mépris de soi, à l'auto-annihilation, aux débordements d'une violence qui le transforme en pantin ridicule et honteux.

Le roman de Moravia pourrait n'être qu'une comédie pathétique, un marivaudage féroce, hanté et désabusé avec, en prime, quelques scènes « crues », caractéristiques de ses derniers romans « anatomiques », où le sexe, malheureux et fragmentaire, semble exilé de la grâce érotique.

Mais il y a l'Afrique, où partent en voyage les deux couples. L'Afrique qui interdit la ruse, les parades mondaines et surexpose les sentiments. Car, comme le dit Colli — reprenant les réflexions de Moravia dans *Promenades africaines*, on n'est pas protégé, comme en Europe, par l'histoire. « On se précipite tout au fond, vertigineusement, jusqu'à la préhistoire ». Dans ce climat de nudité décapante, Lorenzo voudrait retrouver les racines de son amour, l'erreur d'origine, comme les voyageurs dans le désert, qui perdent leur piste et « reviennent sur leurs pas jusqu'au point de départ ».

Ce n'est pas sur une anomalie qu'il bute dans son chemin vers la vérité, mais sur un mystère. Plus il essaie de comprendre Nora, plus elle se dérobe, pareille à « un fétin qui se laisse caresser par son maître et se rebelle inopinément ». Reprenant une légende africaine qui métamorphose les créatures humaines en animaux, Moravia fait de Nora la femme léopard dont les

yeux étincellent dans la nuit des arbres. Comme la nature indifférente et tournée sur elle-même, Nora se laisse regarder, repliée sur son égoïsme qui, à force d'opacité, en devient « beau ». Le récit qui n'est plus emporté par le tourbillon d'une méfiance frénétique devient la chronique d'une impuissance, d'un déculement : l'étreinte que lui consent enfin Nora dans la lumière de la mer africaine — tout en préservant l'énigme de ses relations avec Colli — ne laisse à Lorenzo qu'un goût de malheur fasciné.

La jalousie, « cette forme négative et douloureuse de la connaissance », comme l'a définie Moravia par ailleurs (1), n'est plus qu'une vaine exaspération devant le mystère de la femme indomptée, un sursaut de vaincu. Au terme de ce roman touffu, amer, crispé, — traduit avec une magnifique précision par René de Ceccatty — Lorenzo sait qu'il ne réussira jamais à soumettre la femme aimée, qu'il est condamné à se laisser déchirer par elle en beauté.

Jean-Noël Pancrazi

(1) Extrait du livre de Jean-Noël Schifano *Désir d'Italie*.

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
42 88 58 26
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

Felix Austria

LE MYTHE ET L'EMPIRE
DANS LA LITTÉRATURE
AUTRICHIENNE MODERNE

de Claudio Magris.
Traduit de l'italien par Jean et
Marie-Noëlle Pastureau.
L'Arpenteur. 420 p., 140 F.

N'en finira-t-on donc jamais avec le mythe des Habsbourg ? La lassitude ne nous gagne-t-elle pas à l'idée d'une nouvelle exploration de la culture viennoise ? En bien, non ! Plus on approfondit ce que fut l'Autriche entre 1856 et 1935 — ce sont les dates de la naissance et de la mort de Freud), mais aussi, grosso modo, celles qui voient l'apogée et le déclin d'une civilisation — plus on éprouve de curiosité, de fascination pour ce qui fut, selon de mot de Karl Kraus, un pays pour géomètres. Aussi, après les études du Schorske, de Johnston et de Le Rider qui contribuent à faire de Vienne la berceau de la postmodernité, il faut lire la thèse, déjà classique de Claudio Magris (elle date de 1983) sur *Le Mythe et l'Empire dans la littérature autrichienne moderne*.

La vieille Autriche, nous dit Magris, était « bâtie sur le sable » comme la réalité tout entière : elle donna naissance à une littérature qui, avec une lucidité désabusée, démasquait le vide de la civilisation, le nihilisme du savoir moderne. L'Autriche, c'est l'histoire d'une civilisation qui, au nom de son amour pour l'ordre, découvre le désordre. Ce mythe se retrouve sous le visage nostalgique et séduisant de l'*Austria felix* (tels que l'évoquaient Werfel, Roth et Zweig) plutôt que dans le portrait sarcastique (même s'il est tout aussi nostalgique et ému) tracé par Musil ou encore dans l'impalpable épiquisme du rien qu'il suggérerait à Peter Altenberg.

Trois aspects du mythe ressortent de la thèse de Magris : la supranationalité — il était demandé à chaque citoyen de

renoncer aux instincts grisants de son propre sang — la bureaucratie — la figure du bureaucrate symbolisait une autre renonciation : celle de transformer en quoi que ce soit la réalité sociale — et, enfin, l'hétéronomie et le jousseur — à cet égard, l'opérette, en produisant à satiété l'opium de l'insouciance, exprimait parfaitement le paganisme autrichien, épicurien dans son essence, catholique dans sa forme, apolitique dans son esprit et suicidaire jusqu'à la moelle.

L'un des mérites de la thèse de Claudio Magris est de nous amener à découvrir les précurseurs de la scène viennoise, par exemple Ignaz Franz Castelli, qui passa sa vie dans les cafés et qui se présentait comme « docteur en sciences frivoles » ou encore Ferdinand Raimund et Joseph Nestroy, sans oublier Franz Grillparzer, dont il raconte la surprenante amitié avec l'empereur Maximilien, usurpateur pathétique et velléitaire qui refusa de faire couper sa belle barbe habsbourgeoise à l'avant d'être fusillé au Mexique par Juarez. On goûtera aussi les pages sur les cafés viennois, ces palais pour taillants, dont les habitués, tous féroces misanthropes, avaient, pour se sentir vraiment seuls, besoin de compagnie.

Curieusement, le livre de Magris a été reçu lors de sa parution en Italie comme une démythification, voire comme une démolition du mythe habsbourgeois. Les critiques d'alors n'avaient pas encore compris cet autre paradoxe typiquement viennois : l'adhésion par la négation.

Roland Jaccard

À signaler également : *Zita de Habsbourg : Mémoires d'un empire disparu*, d'Erich Feigl, préface de François Fejtő. Il s'agit des souvenirs de celle qui fut par son mariage avec l'archiduc Charles la dernière et ultime impératrice autrichienne. Ed. Casterman. 450 p., 139 F.

Les justes

UN ACTE DE TERREUR
Tome I : 1940
Tome II : 1944



Les justes

Les justes

Les justes

2012

Les justes d'André Brink

Une fresque ambitieuse du romancier sud-africain qui replace le destin de nombreux personnages, Noirs et Blancs, dans l'histoire et la violence d'un continent

UN ACTE DE TERREUR
Tome I : Nina
Tome II : Lisa
d'André Brink
Traduit de l'anglais
(Afrique du Sud)
par Jean Guillemeau, Stock
562 p., 120 F.; 671 p., 125 F.

Voici quelques années, le romancier sud-africain André Brink, qui, en 1968, fit le choix de quitter la France pour regagner son pays, déclarait à propos des divers types d'actions possibles face à l'apartheid : « Si l'on décide de rester sur place (...) on peut opter pour une action pratique ou « efficace » (soit en jetant des bombes, soit en faisant de la politique) ou l'on peut opter pour l'écriture, qui (...) devient une forme d'action significative dans le contexte du tiers-monde (1). »

André Brink opta pour l'écriture et se tint fermement à cette solution, comme le prouvent les nombreux livres publiés, depuis *Au plus noir de la nuit* (2) (1974, le premier roman en langue africaine, qui fut interdit) et *Une saison blanche et sèche* (3) (prix Médicis, 1980). Il n'en choisit pas moins, dans ce dernier livre, d'explorer, au cours de quelque mille pages, le mode d'action « pratique et efficace » qu'il laisse de côté.

Thomas Landman, son héros, « un rêveur toujours plongé dans ses livres, un photographe qui collectionnait tout ce qui lui tombait sous la main, un solitaire perdu dans ses pensées », est aussi un terroriste. S'il existe une ligne directrice dans un livre aussi foisonnant, aussi riche en thèmes, en personnages et en idées, c'est sans nul doute l'itinéraire intérieur de Landman, qui commença par s'écrire : « On ne me convaincra jamais, jamais, que la violence peut se justifier », pour en arriver, lors d'une sortie officielle du président, à faire exploser une bombe - celle-ci, le hasard s'en mêlant, ne tua pas la personne visée mais plusieurs innocents. A ce cheminement correspond une suite de péripéties dignes du meilleur suspense, chacune provoquant l'émotion et la réflexion des personnages impliqués.

Le premier tome débute par la rencontre de Thomas et de Nina, une jeune Antigone tout entière gagnée à la cause de la violence, et la préparation de l'attentat autour duquel s'affrontent déjà les opinions et les personnalités. Puis l'explosion a lieu, et le temps bascule de façon irréversible : au cours des quelques neuf cents pages qui vont suivre, les conséquences s'enchaînent comme des ondes concentriques qui ne cessent de s'élargir. Parmi elles, la mort de Nina - bientôt rejointe et abattue par la police - qui, tel le Kalachnikov de Camus, dans *Les Justes*, était prête : « Si je ne mourais pas, c'est alors que je serais un meurtrier. »



André Brink : l'écriture est « une forme d'action »

A partir de l'événement initial, sous l'effet incalculable du choc, la vie des divers protagonistes se morcelle, se défait ou, peu à peu, se recompose suivant une perspective nouvelle ; à commencer par l'existence de Thomas, dont le passé apparaît au fur et à mesure que se déroulent les épisodes de sa fuite, passé évoqué en même temps que celui de ses amis et des membres de sa famille : treize générations de Landman établies sur la terre d'Afrique, dont la généalogie, constamment présente dans le texte, est retracée en détail à la fin du tome II.

« La qualité détermine l'efficacité »

On le voit, il s'agit d'une fresque ambitieuse qui non seulement replace le destin de nombreux personnages, Blancs et Noirs, dans l'histoire d'un continent, mais qui tente d'évoquer, autour des individus, l'espace plus vaste qui les comprend, le regard du narrateur s'approchant et s'éloignant tour à tour, si bien que, du détail concret, on passe à une vision globale où les êtres et les événements deviennent inséparables. « La nuit et l'éternité se déplacent à chaque souffle et à chaque pulsation des corps entrelacés » de Lisa Lombard et de Thomas Landman. A l'occasion, Brink, qui connaît Shakespeare et Camus, cite aussi Tolstoï : « La réflexion sur le terrorisme aboutit volontiers à une interrogation sur la condition humaine. »

Ni le thème ni la manière ne sont neufs. On se souvient des *Justes* de Camus ou du superbe roman de Conrad *L'Agent secret*, qui met en scène un groupe, plutôt répugnant il est vrai, d'anarchistes et de terroristes.

Mais on ne peut qu'admirer la rigueur avec laquelle Brink suit le double but qu'il s'est fixé : « Même dans l'écriture, plusieurs choix sont possibles : on peut devenir si « habile », si ingénieux, que seule une poignée de lecteurs initiale comprendra l'œuvre ; ou l'on peut descendre au niveau d'une propagande vulgaire. J'ai considéré avec raison ces deux options comme indignes. Je suis profondément persuadé que, si l'on choisit l'option littéraire dans une situation comme celle que je vis, « la réalité ambiguë » dont parle Barthes entre en vigueur : je dois m'efforcer d'être digne des exigences et des complexités de l'univers sociopolitique auquel j'appartiens. Et, en même temps, je dois m'efforcer d'être digne des exigences de la création littéraire. Seule la qualité détermine l'efficacité. »

Efficacité est précisément le mot qui pourrait caractériser *Un acte de terreur*, car, si l'on peut trouver répétitif l'usage de certaines techniques narratives, notamment le recours à des monologues intérieurs dans des styles différents selon les personnages, si l'on reproche parfois à ces personnages un certain maniérisme, l'effet voulu n'en est pas moins atteint : les ficelles sont visibles, mais le résultat est assuré. La tension ne faiblit pas au cours de ces mille pages et les problèmes posés ne manquent pas de stimuler l'esprit. Qui peut nier la part de tels livres dans les événements derniers ?

De même que Better, le capitaine de police, est le type du salaud intégral, pourvu, comme il se doit, des traits physiques et moraux les plus repoussants et de souvenirs d'enfance adéquats (il torturait les insectes), de même Siphos, l'ami noir de Landman,

qui confortera ce dernier à la cause de la révolution, possède tous les dons et toutes les qualités imaginables : plutôt élégant et intelligent (il cumule la London School of Economics, Oxford et Harvard), il est marié à Noni, « la plus belle femme du monde », ainsi qu'une des plus brillantes, puisqu'elle enseigne à Princeton et parcourt le monde entier pour donner des conférences ; le groupe qu'ils forment avec leur enfant « a quelque chose d'émblematisé : l'homme, la femme, l'enfant, une statue d'un seul morceau, taillée dans un bloc de bois brillant et noir... quelque chose d'archaïque, de symbolique, d'éternel, de beau ».

Mais peut-être plus que de personnages s'agit-il de types humains destinés à illustrer les grands thèmes du livre : l'aveuglement religieux (le père de Lisa), la rigidité de la tradition familiale (le père de Thomas), l'hypocrisie et la trahison (le frère de Thomas), le féminisme (Lisa Lombard)... Tous ces thèmes gravitent autour de celui de la violence. Qu'est-ce que la violence ? Où commence-t-elle ? Où finit-elle ? D'aucuns en voient les traces dans l'amour et même dans la musique ; dès lors, pour quoi refuser de reconnaître que, même sans que soit posée une bombe, il en est fait un usage invisible et quotidien ? Ainsi, tous les aspects de la question sont-ils envisagés.

Aut calme de Siphos, affirmant : « Après cinquante ans de protestation pacifique, nous n'avons pas d'autre choix », s'oppose l'exaltation de Nina, qui ne peut supporter « l'idée d'une vie bourgeoise sans surprise », comme celle de ses parents. Mais rien ne permet d'affirmer que le narrateur partage le recul de Lisa Lombard et son refus de l'engagement : « Le monde est divisé entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas ; ceux qui l'ont s'y accrochent, les autres veulent l'avoir. Et la lutte dure jusqu'à ce qu'ils changent de place. Mais pour quoi faire ? »

C'est précisément parce que le roman d'André Brink refuse ce sentiment d'impuissance qu'il s'en dégage une certaine fraîcheur : il communique un peu de l'exaltation, si mêlée de doute soit-elle, éprouvée par celui dont le but dépasse la limite étroite des préoccupations personnelles et qui possède, en outre, la possibilité de vivre cette aventure avec d'autres : « La lutte est plus vaste que toute vie individuelle qui y entre. » Au-delà de la réflexion politique s'affirme l'amour d'André Brink pour l'Afrique : « Aucun autre endroit, aucune autre chose n'est tout à fait semblable, sans début ni fin, l'Afrique. »

Christine Jordis

- (1) *Le Monde* du 26 octobre 1984.
(2) *Entre écrivains en Afrique du Sud*.
(3) Stock, 1976.
(4) Stock, 1980.

Le haïku d'Ozaki

PORTAIT D'UN MOINEAU A UNE PATTE
d'Ozaki Hôsei.
Traduction et adaptation
par Makoto Kimmoku
et Alain Kervyn.
Éd. Folle Avoine
(Le Housset, 3513° Bediet,
61 p., 70 F.

Un poète maudit dans le Japon du tournant du siècle. Ozaki Hôsei (1), ce brillant jeune homme, promis au plus bel avenir dans la société en pleine ébullition issue de la restauration de Meiji (1868) qui entraîna le pays sur la voie de la modernisation, devint un vagabond qui s'éteignit misérablement, abandonné de tous, dans une cabane perdue d'une île de la mer intérieure.

Une destinée à travers laquelle, en filigrane, se dessine la difficulté d'être qu'éprouve un homme sensible dans cette société aux énergies mobilisées vers les changements : un monde où règne sans partage le darwinisme social.

Un frémissement des mots

Dans ce Japon pris dans le tourbillon du siècle, Ozaki sentit vite qu'il n'avait pas sa place. Et il abandonna tout, statut social, femme, biens, pour mener une vie d'errance. D'abord dans des monastères à Kyoto, puis à Shodo, une île de la mer intérieure d'où il ne reviendra pas. Il n'aura trouvé la vérité de l'existence que dans la poésie.

La poésie d'Ozaki relève du haïku libre dont son ami, le poète Ogiwara Seisensui

(1884-1978), fut le maître. Le haïku libre est caractérisé par la suppression des mots de saisons (2) et du rythme des dix-sept syllabes.

Cette libération du rythme, qui oblige le poète à innover constamment par rapport aux formes classiques, est marquée chez Ogiwara par l'influence des épigrammes de Goethe et des petits poèmes de Schiller. Le poème chez Ozaki se ramène souvent à un simple frémissement des mots.

« Lune d'aurora, / Un orage éclate, / ou encore, à la fin de sa vie : / Je suis très malade / Un saule pleureur / Au vent s'abandonne. » Au fil des poèmes que les traducteurs ont choisis et rassemblés, transparaît le cheminement d'une âme vers une certaine sérénité. Au plus profond de la maladie, dans le plus grand dénuement, Ozaki griffonne un ultime poème : « Printemps des collines / Par derrière une fumée / S'est mise à monter. »

Comme le soulignent les traducteurs, l'œuvre d'Ozaki Hôsei est une illustration de cette conquête douloureuse d'un équilibre entre soi et le monde, auquel peut parfois conduire la poésie. Il existe d'ailleurs au Japon, écrivains, un puissant courant de traditions populaires qui fait de la poésie un remède contre les maux et les malheurs d'ici-bas.

Philippe Pons

- (1) Suivant les traducteurs, nous observons ici l'ordre japonais des noms propres : le patronyme précédant le prénom.
(2) Sur ces mots de saisons, référence oblige du haïku classique, voir notamment le *Grand Almanach poétique japonais* d'Alain Kervyn (même éditeur).

Les naïvetés du colonel

John Le Carré a rencontré en Suisse « le traître du siècle »

UNE PAIX INSOUTENABLE
de John Le Carré
Traduit de l'anglais
par M. et L. Perrin.
Laffont, 128 p., 68 F.

Même si la Suisse est un petit pays, il y a quelque titre de gloire à y être désigné comme le « traître du siècle ». Et quand pareille mésaventure survient à un colonel de l'armée helvétique, furieusement patriote et habité par une haine viscérale des communistes, le romancier dresse l'oreille. On ne s'étonnera donc pas que John Le Carré, redoutable expert de ce qui fut la guerre froide, ait tenu à rencontrer à sa sortie de prison le colonel Jean-Louis Jeanmaire, condamné en 1976 à dix-huit ans de détention pour avoir livré aux Soviétiques des documents secrets. De l'enquête de John Le Carré

résulte un livre accablant pour la justice suisse et d'un humour corrosif : assister à la mise à mort d'un colonel bouffi de vanité par des officiers de renseignement imbus de leur mission est un régal.

Le colonel Jeanmaire n'a pas cessé de clamer que, s'il a effectivement livré quelques documents parfaitement anodins à l'attaché militaire Vassili Denisenko, c'était pour dissuader le Kremlin de s'attaquer à une Suisse pacifique. Il ne toucha pas un kopeck pour les services rendus et même les adversaires les plus acharnés de Jeanmaire ne purent l'accuser d'avoir secrettement des sympathies communistes. Alors, que s'est-il passé ?

John Le Carré suggère que le colonel suisse éprouva une réelle fascination pour le colonel Denisenko, héros de la bataille de Stalingrad, qui capta sa

confiance en lui révélant combien il exérait, lui aussi, le régime soviétique. Les deux hommes devinrent amis - et le colonel russe se lia encore plus intimement à l'épouse du colonel suisse, ce qui flatta plutôt ce dernier. « Quelque part, note John Le Carré, et c'est le cœur du problème, dans le soldat patriote qu'est Jean-Louis Jeanmaire, même s'il est bien le dernier homme au monde prêt à l'admettre, sommeillait un homme malade d'être suisse. » La guerre est toujours tragique, mais la neutralité a aussi ses victimes.

Bien sûr, cela ne suffisait pas à métamorphoser Jean-Louis Jeanmaire en « traître du siècle » : il fallait en ces années de guerre froide que les services de renseignement helvétiques donnent des gages à leurs homologues de la CIA qui leur reprochaient certaines fuites. On avait, à défaut

du coupable, un homme d'une maladresse exemplaire sous la main : on en fit un grand espion. L'incompétence des uns, la mauvaise foi des autres, la fureur populaire enfin aboutirent à ce résultat insensé.

« Le fond du problème, écrit encore John Le Carré, n'est pas tant la culpabilité de Jeanmaire aux yeux de la loi, mais le prix qu'il a payé pour des crimes qu'il aurait été incapable de commettre. Et il nous apparaît qu'un mélange de hasard, d'innocence et de vanité arrogante enclencha le mécanisme inéluctable de la destruction d'un homme. » Après ses années passées en prison, le colonel Jeanmaire est prêt à l'admettre : « J'ai été un imbécile, oui, mais pas un traître... » On le regretterait presque.

R. J.

ULYSSE GOSSET VLADIMIR FEDOROVSKI HISTOIRE SECRÈTE D'UN COUP D'ÉTAT



Un récit passionnant (...) qui nous révèle aujourd'hui les secrets du coup d'Etat manqué.

Le Nouvel Observateur

Comment la taupe du KGB a vaincu le putsch (...) Une enquête qui ne cache rien. Un livre qui se lit comme un roman de politique-fiction.

Paris Match

Un témoignage riche d'enseignement. Michel Tatu, Le Monde

LETTRES ÉTRANGÈRES

Le dernier cauchemar des Strougatski

Deux frères qui ont renouvelé
le domaine de l'anticipation soviétique

DESTIN BOITEUX
d'Arkadi et Boris Strougatski
traduit du russe
par Antoine Garcia
Hachette-Progrès, 314 p., 120 F.

Les Russes, depuis longtemps, ont montré leur intérêt pour le genre fantastique, Dostoïevski lui-même s'y essaya, et l'on réédite cet automne le *Rêve d'un homme ridicule*, suivi de *Bobok*, deux contes étranges écrits quelques années avant sa mort en 1881 (1). Tout en renouant avec des auteurs anciens — le Boulgakov de *Cœur de chien*, le Zamiatine de *Nous* — les frères Strougatski ont renouvelé le domaine de l'anticipation soviétique à partir du milieu des années 60. Ils ont été parmi les premiers spécialistes de la littérature fantastique en URSS. Profitant de la période de « dégel » sous Nikita Khrouchtchev, ils publient de nombreux ouvrages de science-fiction et de critique par l'absurde de la société soviétique.

En 1967, une traduction de l'un de leurs écrits est publiée en France et aux États-Unis sans

leur autorisation. Cela donne aux frères Strougatski une notoriété internationale, mais, en pleine période brejnévienne, un tel acte leur vaut la réprobation des écrivains les plus conservateurs.

Alors que l'aîné des deux frères, Arkadi, vient de mourir (2), nous parvient la traduction française de *Destin boiteux*, qui est sans doute la dernière de leur œuvre écrite en duo.

Livre gigogne où deux récits, apparemment sans lien finissent par s'entremêler, le roman met en scène un écrivain, Félix Sorokine, dont nous regardons vivre les personnages, et en particulier le héros, Victor Banev, lui aussi écrivain.

Félix, Victor : lequel est Arkadi, lequel Boris ? Tandis que l'un s'interroge sur la valeur de son œuvre, l'autre se débat dans un État totalitaire dont il tente désespérément de comprendre les rouages. Félix doit-il se rendre, comme le lui demande l'Association des écrivains, rue Bannala, cette rue de Moscou où se trouve « une atroce petite machine », un Metalec, ou « mesureur du talent d'écrivain », capable de prédire le

destin d'une œuvre, de calculer son « coefficient d'usage potentielle », de déterminer son NLPP, ou « nombre de lecteurs le plus probable », de déceler derrière un texte « n'importe quel sous-texte », bref, de deviner irrémédiablement « qui est qui » ?

Quel peut être le rôle de Victor dans une société de cauchemar entièrement contrôlée par Monsieur le Président — un inviolable Big Brother à la Orwell — lavée par des pluies incessantes, infestée de rats et de lépreux, ceux que l'on appelle les « mouillasses » et qui finiront par entraîner à leur suite tous les enfants de la ville ?

Derrière cette transposition moderne du *Joueur de flûte de Hamelin*, les frères Strougatski dessinent le procès du communisme et, plus largement, de tous les régimes qui conduisent les hommes à « se dévorer eux-mêmes, à se gaspiller en bagarres intestines, en mensonges et en luttes contre le mensonge qui, finalement, nous conduisent à un nouveau mensonge ».

Des héros qui désespèrent de temps meilleurs, une humanité

« grise, féroce, infâme », aussi corrompue que dépravée, saoulée au cognac et paralysée par la peur : *Destin boiteux* est le tableau cru, oppressant, d'un monde en décomposition, rongé par l'absence de morale et la faillite des systèmes philosophiques, l'image d'une civilisation pourrie, dont l'élément naturel serait devenu « le chaos et l'anarchie ». Domage que des lourdeurs de traduction, des épreuves mal relues et un grand nombre de coquilles viennent gêner trop souvent le plaisir de la lecture !

Florence Noiville

(1) *Le Rêve d'un homme ridicule*, de Fedor Dostoïevski, Maren Sell, « Petite Bibliothèque du XIX^e siècle ».

(2) Arkadi Strougatski est décédé le 12 octobre à Moscou à l'âge de soixante-six ans. Né le 28 août 1925 à Batoum (Géorgie), il avait fait des études linguistiques avant de se lancer à la fin des années 50, en collaboration avec son frère Boris, dans la littérature fantastique. Parmi leurs œuvres les plus connues figurent notamment *Il est difficile d'être un dieu* et surtout *Pique-nique sur le bord de la route*, dont fut tiré en 1979 le film *Stalker*, de Andreï Tarkovski. Ces deux livres ont été publiés par Desclée dans la collection « Présence du futur ».

Au bout de la détresse

L'univers de Gabriel Loidolt est aussi
noir que celui de Bernhard ou de Jelinek

LE PHARE
sivi de
La Nouvelle Tribulation
de Levy
de Gabriel Loidolt.
Traduit de l'allemand (Auriche)
par Colette Kowansky.
Gallimard, 225 p., 125 F.

Deux brefs premiers romans : un seul et violent coup de poing à l'estomac. Le prétexte change du tout au tout entre le premier (143 pages) et le second, plus court donc, peut-être plus pathétique encore, sans que ni pour l'un ni pour l'autre le mot *pathos* puisse être employé au sens moderne, mais plutôt étymologique : souffrance à l'état « pur », solitude désespérée, deux morts dérisoires, et cette variation sur un seul thème en un seul volume en accroît encore la puissance. Bien qu'en apparence rien dans ces récits ne se rattache à l'Austrie natale de l'auteur, qui vit désormais à Graz, ce lien de naissance n'est peut-être pas indifférent, quand on pense à la noirceur de l'univers littéraire autrichien moderne, de Thomas Bernhard à Elfriede Jelinek.

Dans le premier récit, un technicien de télévision travaillant dans une capitale du golfe Persique est arrêté sans raison et voit sa peine capitale commuée par un ayatollah en détention perpétuelle, puis à terme : seul sur un îlot désert, il doit transmettre tous les jours à minuit des données météorologiques ainsi qu'à tancer le phare. Il ne s'agit pas d'une robinsonnade, mais de la lutte harassante pour la survie quotidienne sous un soleil de plomb qui provoque fièvres, délire et hallucinations. Le personnage, dont on ignore jusqu'au nom, ne survit que grâce à la photo d'une jeune fille inconnue, Leila, et à un poste de télévision qu'il bricole avec diverses pièces cachées dans un abri de pite.

L'objectivité précise de la fin est aussi belle que cruelle : le dernier jour de la détention, l'hélicoptère salvateur arrive en effet, se pose, et le récit bascule de la première personne à la neutralité de la description du meurtre : on passe une corde aux pieds du cadavre, qui vole ainsi vers le soleil : « L'hélicoptère monte, s'enfonce dans un soleil dont la clarté s'aveugle plus et se dissout dans une irradiation d'ondes lumineuses qui miroitent et fuient, multipliées, à l'infini. »

A ce premier roman est joint une amorce de synopsis où l'auteur précise au sujet de son personnage : « Il doit émaner de lui

quelque chose de naïf et même d'ingénu, avec, à certains moments des éclairs de colère et de cruauté comme chez un grand enfant. Il doit donner l'impression d'être sûr de soi quand il accomplit son travail, mais mal certain quand il s'agit d'obligations sociales. » Et il est vrai que la cruauté évoquée ne l'est jamais par l'emphase du style, qui reste au contraire neutre et froid, parfaitement servi au surplus par la traduction.

Un horrible
chien

Le second récit se déroule dans le quartier juif misérable de New-York. Le narrateur doit être sensiblement plus âgé que le précédent, puisqu'il a survécu aux camps nazis, il est émigré, chômeur après avoir écrit trois romans, et a survécu grâce à quelques petits « jobs ». Le ton, là non plus, n'est nullement dramatique : « Il me fallait encore trouver un moyen de passer ce mois de décembre, mais je ne m'en faisais pas trop. » La cruauté de la métropole est pourtant évidente dès le début : un voisin s'est suicidé au gaz et une voisine s'indigne qu'il n'ait pas accroché à sa porte un écriteau : « Ne pas entrer avec une cigarette allumée ! » On devine que la suite sera faite d'échecs successifs et de déchéances diverses, rats dans l'appartement, coupure du gaz, puis du chauffage, enfin de l'eau.

Le rôle précédemment joué par la photo de Leila et le poste de télévision est tenu ici par les rencontres fortuites avec des amis ou des maîtresses d'autrefois, à qui il n'ose avouer sa situation, même et surtout à ceux qui ont parfaitement réussi dans la société. Il se sentira pourtant, finalement, sauvé lorsqu'un horrible chien s'installera chez lui d'autorité et qu'il pensera à le nourrir avant lui-même. Après un avis d'expulsion, il reçoit la visite d'inconnus vêtus de cuir, casqués : « Un violent coup de poing dans l'estomac me fit comprendre ce qui m'attendait. » Une voisine s'insulte : « Ce n'est rien, Mrs Dolorosa ! Seulement le chien qui meurt ! » C'est la dernière phrase, et l'on voit qu'il ne s'agit nullement d'une touchante histoire de toutou !

Après être allé ainsi jusqu'au bout de la détresse humaine, du dénuement sans phrase, comment cet auteur de trente-huit ans pourra-t-il poursuivre une œuvre si brillamment et cruellement commencée ?

Michel-François Demet

La virtuosité
d'Eduardo Lourenço

L'EUROPE INTROUVABLE
d'Eduardo Lourenço.
A. M. Métailié, 176 p., 260 F.

L'Europe des Douze ne sécrète pas beaucoup d'Histoire. Mais elle suscite des fantasmes. Ceux d'Eduardo Lourenço méritent le détour. Ce professeur de Coimbra, qui quitte ensuite le Portugal pour enseigner au Brésil, en Allemagne et à la faculté de Nice, a compris depuis longtemps que jamais l'économie ne créerait une conscience européenne. Qu'est-ce que la culture qui, seule, pourrait lui donner une identité ? Le thème offre à notre auteur un terrain d'exercices de haute virtuosité intellectuelle. Sa langue est parfois d'une densité telle que nous nous reprenons à lire la phrase pour être sûr de ne pas dériver. Mais la composition de son livre, elle, est très saine, tissée de séquences courtes que lui inspire tel angle de vue sur notre continent.

Son regard est rarement tendre. Il voit l'Europe comme « une

forme brillante à l'extérieur mais creuse à l'intérieur », « une Byzance qui regarde l'histoire qu'elle ne fait plus, à la télévision ». Notre auteur connaît toute la richesse du Vieux Monde, menacée par la *world culture*. Il dénonce d'insolites proximités comme celles de Descartes et de Gracian, du rationalisme et du baroque. « Sous l'abîme qui sépare les deux visions », il perçoit « la même volonté de refuser radicalement ce qui passait pour être la Vérité... le même sentiment d'indéchiffrabilité du monde ».

Aujourd'hui, il faut faire coexister l'Europe de l'harmonisation, celle de l'économie, et l'Europe de la différence, celle de la culture. Malgré tout, Eduardo Lourenço pense que « les deux morts reviendront ». « L'exigence de l'intelligibilité et du concept, signe et croix de l'Occident, empêche que le monde devienne un sens propre un no man's land ». L'Europe, alors, ne sera plus introvable.

Pierre Drouin

LA PENSÉE
UNIVERSELLE

115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
TEL: 43 57 74 74

 RECIT RENÉ BIRON "UNE VIE COMME UNE AUTRE" Une France champêtre encore courbée sur le labour 208 pages 91,80 F	 MARTIAL LAROCQUE "LE SYMBOLE DE LA BALANCE" Les étapes et les secousses d'une procédure judiciaire par un magistrat 478 pages 253,20 F	 PAUL AVRIL "CHASSE... LA FEMME" Prix d'Excellence de la Société des Poètes de France 176 pages 73,90 F	 SOLAL AMALEO "ESTHER ET JEAN" Un amour difficile entre une juive et un catholique 144 pages 70,70 F	 MICHEL DAVY "L'ÉCHO DU DIEBEL" La lumière sur les événements d'Algérie 256 pages 58,10 F	 JEAN DENIS "CHANTS DE LA TERRE" 32 pages 44,30 F
 DAMIEN MICHEL "UN FILIC SE MET À TABLE" Un fil raconte des événements inédits 272 pages 86,50 F	 CATHERINE CONTHILZHENORE "HIER, DEMAIN... UN MATIN" Carnet de route d'une jeune femme moderne 80 pages 43,80 F	 CATHERINE AMMAR "CONFIDENCES FÉMININES" Les amours compliquées d'un groupe d'amies 224 pages 89,70 F	 CLAUDE ET JEAN Fiction érotique 240 pages 66,50 F	 POESIE "LA POÉSIE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION" 48 pages 48,50 F	 CHRISTINE ALAUX "DE MES ESPOIRS PERDUS" 48 pages 48,50 F
 ANDRÉ MAILLARD "SAUVER L'AVENIR" L'homme post-moderne doit-il être chrétien ? 432 pages 237,00 F	 FRANÇOIS GIRARD "LES CHAMPEAUX OU LE DRAME AUX SEPT BONHEURS" Une véritable cure d'optimisme 272 pages 105,50 F	 THIERRY BONNEYRAT "L'ENFANT DES SAISONS" Premier roman d'un auteur talentueux 144 pages 58,00 F	 JEAN CLAUDE BONNETIER "VAL-THOLON" La vie paysanne dans l'Yonne vers 1950 284 pages 110,80 F	 GILLES SPAX "DÉNUDÉ DE SENS" 48 pages 48,50 F	 TASSOS TSIRIS "LES IMAGES" 32 pages 44,30 F
<p>LA RAGE D'ÉCRIRE !</p>					

Je commande à la Pensée Universelle
Titre : _____
Mon Nom : _____
Mon Adresse : _____
Je joins _____ F. pour _____ exemplaires
+ 14,00 F par livre pour le port.